

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14088 – 5 F

MARDI 15 MAI 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Elections régionales en Allemagne fédérale

Les revers de M. Kohl illustrent l'inquiétude face à la réunification

Un encouragement pour M. Lafontaine

L'ÉCHEC sévère subi par le parti du chancelier Kohl lors des élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie et de Basse-Saxe a de quoi surprendre : deux mois après le triomphe chrétien-démocrate dans les premières élections libres en RDA, il est désavoué par près de la moitié de l'électorat ouest-allemand.

Le chancelier n'a pas cherché à minimiser sa défaite en la mettant sur le compte de considérations locales : à Düsseldorf comme à Hanovre, la politique menée par Bonn, conduisant le pays vers son unité rapide, a été au centre du débat électoral. Très habilement, les sociaux-démocrates ont su tirer parti des inquiétudes qui se manifestent dans une population bousculée par le rythme endiablé imposé par Helmut Kohl au processus d'unification. L'incertitude qui domine sur le coût réel de cette unification et sur le fait de savoir qui va supporter l'essentiel des charges ont incité les électeurs à donner un avertissement au gouvernement en place.

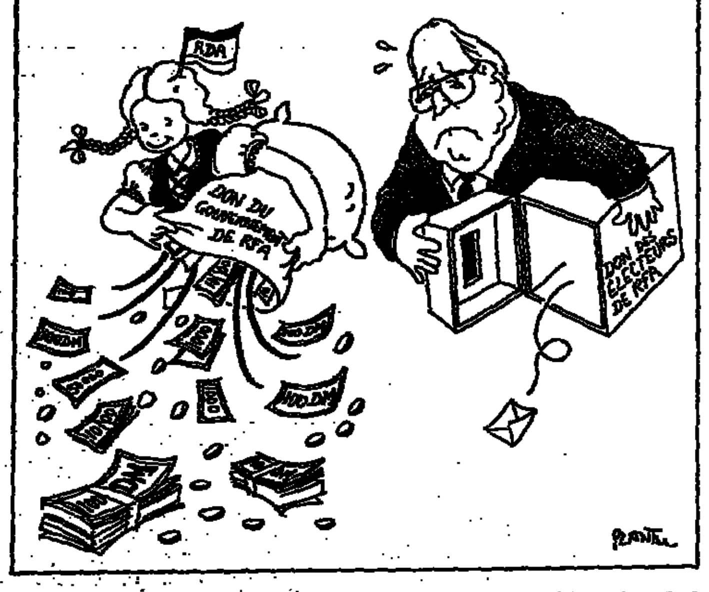
EN perdant la direction du gouvernement régional de Basse-Saxe, la coalition au pouvoir à Bonn perd du même coup la majorité dont elle disposait au Bundesrat, la deuxième Chambre de RFA, où sont représentés les Lander. Cela va limiter la marge de manœuvre du chancelier, maintenant contraint, pour faire passer ses projets, à une concertation permanente avec un SPD qui lui reprochait d'avoir fait de la marche vers l'unité une affaire personnelle. Mais son action ne sera pas totalement paralysée : naguère, Willy Brandt et Helmut Schmidt avaient pu mener leur « Ostpolitik » en dépit d'une majorité hostile au Bundesrat.

Reste qu'il doit maintenant faire face à trois éléments modérateurs au lieu de deux, les objections du SPD à une réunification au pas de charge s'ajoutant aux exigences formulées par Berlin-Est et aux problèmes posés par les aspects extérieurs de l'unité. Le chancelier, qui semble très inquiet sur l'avenir politique de M. Gorbatchev, tient cependant à « engranger » d'ici à la fin de l'année le plus de grain unitaire possible : il sait que sa réélection dépend pour une bonne part de la réussite de son concept unificateur.

DEPUIS son arrivée au pouvoir, le chancelier a néanmoins perdu toutes les élections régionales en République fédérale, sauf une, celle de Hesse. Cela pourrait l'inciter à envisager de procéder, comme l'y invitent de manière pressante ses alliés libéraux, à des élections législatives dans une Allemagne unifiée dès le mois de janvier 1991, la mauvaise forme de la CDU à l'Ouest pouvant être compensée par la prééminence de ce parti dans l'ancienne RDA.

Même dans cette hypothèse, les élections ne seraient pas gagnées d'avance par un chancelier et une démocratie chrétienne qui pourraient subir, à l'Est, le contrecoup de l'arrivée – en même temps que le deutschemark – du chômage et de la hausse des prix. Le dimanche 13 mai aura en tout cas contribué à accélérer la convalescence d'un Oskar Lafontaine pour qui tout est loin d'être perdu.

Les chrétiens-démocrates ont subi, le dimanche 13 mai, face au SPD, une double défaite aux élections en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Basse-Saxe. M. Kohl perd ainsi sa majorité à la deuxième chambre. A moins de sept mois des élections au Bundestag, ce résultat qui traduit l'inquiétude croissante des Allemands de l'Ouest face à la réunification, relance les chances de M. Lafontaine dans la course à chancellerie.



BONN

de notre correspondant

« Nous avons subi une défaite douloureuse... » Le chancelier Kohl ne cachait pas, dimanche 13 mai, sa déception devant les résultats des élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Basse-Saxe. Il ne s'attendait pas, certes, à chasser M. Johannes Rau (SPD) de son fauteuil de ministre-président à Düsseldorf, mais il espérait bien que M. Ernst Albrecht, avec le renfort de Mme Rita Süssmuth, la très populaire présidente du Bundestag, conserve à la coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux la direction du gouvernement de Basse-Saxe, le dernier Land d'Allemagne du Nord gouverné par les partis au pouvoir à Bonn. En Rhénanie-Westphalie, le Land le plus peuplé de la RFA, la popularité personnelle de Johannes Rau, qui cultive une image de patriarche tranquille, a permis au SPD de conserver, en dépit de légères pertes, la majorité absolue des suffrages et des mandats à la Diète régionale.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 3

L'émotion après les profanations de Carpentras

La gauche et la droite se sont associées pour manifester avec la communauté juive

L'ensemble des organisations politiques, de gauche et de droite, à l'exception du Front national, avaient appelé les Parisiens à participer, lundi 14 mai, de la République à la Bastille, au cortège silencieux organisé par le Conseil représentatif des institutions juives de France pour protester contre les profanations du cimetière israélite de Carpentras. L'émotion suscitée par cette affaire conduit certains membres de l'opposition à souhaiter que celle-ci renonce à boycotter la table ronde organisée le 16 mai par le premier ministre au sujet de l'immigration, mais aucune décision n'a été prise.

L'antisémitisme dans le texte

Président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen n'est pas antisémite. Il se contente d'affirmer, à « L'heure de vérité », que *« les juifs ont beaucoup de pouvoir dans la presse »* après avoir confié son estime pour le maréchal Pétain, *« injustement accablé »*. Le même maréchal promulgua, en octobre 1940, sans que l'occupant le lui demande, la loi *« portant statut des juifs »* qui, entre autres empêchements, interdisait aux juifs d'exercer les professions de *« directeurs, gérants, rédacteurs de journaux, revues, agences ou périodiques, à l'exception de publications de caractère strictement scientifique »*.

Directeur de *National Hebdo*, organe central du Front national, et membre du bureau politique de ce mouvement, M. Roland Gaucher n'est pas antisémite. Il se contente d'écrire, en novembre 1989, dans un numéro hors série de cet hebdomadaire, diffusé à 100 000 exemplaires, ce qui suit : *« Nous sommes à l'aube d'un formidable rapport de forces, d'un formidable combat à l'échelle planétaire entre l'internationale juive et l'internationale chrétienne, catholique d'abord. Selon l'issue de ce combat, qui est le grand affrontement religieux et politique de l'an 2000, selon l'issue de cette bataille, ou bien le christianisme réussira à se maintenir face à la fantastique force du monde juif. Ou bien, croyants et incroyants, nous vivrons sous la loi de la religion nouvelle : celle de la shoah »* (1).

Editorialiste vedette de *National Hebdo* et du mensuel *le Choc du mois*, M. François Brigneau n'est pas antisémite. Il se contente, dans le numéro du 29 mars de l'hebdomadaire du Front, de prendre la défense de M. Alain Guionnet, directeur du mensuel *Révision* et virulent négateur du génocide, injustement condamné *« pour l'apposition de trois ou quatre autocollants »*. Son plaidoyer est le suivant : *« Sur un de ces autocollants, on pouvait lire : « Rapport Leuchter : Finies les chambres à gaz ? » Sur un autre : « Les coupeurs de verge à la grande vergue. » Que ce ne soit pas du Chamfort, j'en conviens. Que la manie de l'autocollant soit agaçante, ce n'est pas un vieux jeton comme moi qui dirait le contraire. Mais cela reconnu, que trouve-t-on dans ces slogans d'intolérable et d'ignominieux? »*

« Aucun mot n'est innocent » et *« les mots sont des armes »* enseigne à ses cadres le Front national (*le Monde* du 10 mai). Appliqués à sa propre propagande, ces préceptes obligent à ce constat : son ascension depuis 1982 a entraîné une libération de la parole antisémite en France.

EDWY PLENEL

Lire la suite page 14 - section B

(1) La shoah (« catastrophe » en hébreu) désigne pour la communauté juive le génocide nazi.

La laideur et le charme de Moscou

« Taxi Blues », de Pavel Lounguine, a dominé la sélection officielle pendant le week-end à Cannes

Prisons, tortures et humiliations à travers le monde. D'emblée, *Taxi Blues*, de Pavel Lounguine est aussi fort qu'une double vodka bien frappée. Un feu d'artifice illumine des gratte-ciel staliniens, une foule immobile sur les ponts de la Moskova. Moscou comme on ne l'a jamais vue, et tout le film à l'avenant. Les idées reçues explosent et retombent en éclats brûlants. On est dans cette ville inconnue, ni hier, ni demain, aujourd'hui. En compagnie de deux hommes que seule réunit une banlieue nocturne et qui ne vont plus se quitter, Chlikov, chauffeur de taxi taciturne et culturiste, comme il dit *« pas besoin de mots, c'est mon compteur qui parle »* (Piotr Zaitchenko) et Aliocha, saxophoniste, juif et alcoolique (Piotr Mamonov).

Avec eux on s'enfonce dans le ventre de la ville, on en respire la misère et la vitalité, le charme incorruptible et la brutalité. On déambule de dépôts de viande en terrains vagues pour gitans, de commissariat courtelinesque en appartements communautaires. On apprend beaucoup de choses en passant ; sur la vie moscovite, les trafics, la déliquescence, l'absence de joie et le désir de fête.

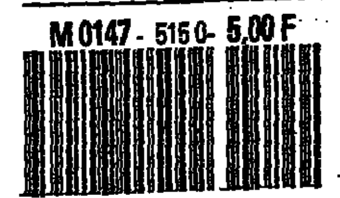
Avec une maîtrise de vétéran, une liberté singulièrement réconfortante, avec du coeur au ventre, mais pas de nostalgie ni d'optimisme, Pavel Lounguine, débutant de 40 ans (beaucoup de ses scénarios ont été tournés mais c'est sa première mise en scène), raconte Chlikov qui ne peut comprendre Aliocha, pas plus que le peuple ne peut comprendre l'intelligenzia.

Cet Aliocha ingouvernable qui délire, dérive et boit tout le temps, qui boit l'eau de cologne, l'eau des fleurs et jusqu'à la haine que Schlikov avait pour lui... A la fin Aliocha s'endort, il est remarqué par un impresario américain (formidable séquence où s'instaure le dialogue est-ouest entre le sax noir de Hal Singa et le sax russe de Piotr Mamonov), et Chlikov comprend de moins en moins...

DANIÈLE HEYMANN

Lire la suite page 13

M 0147 - 515 0- 5,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 660 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

هكذا من الأصل

Roumanie : le dialogue introuvable

A six jours des élections, il reste peu de chances de succès d'un dialogue entre le président Iliescu, assuré de sa victoire, et les contestataires, présentés de facon caricaturale par la presse du regime

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

A quelques jours des élections parlementaires et présidentielle roumaines, une bande de « voyous » continue de défier M. Ion Iliescu, président par intérim et homme fort de l'ère post-Ceausescu, en plein centre de Bucarest.

Cela fait maintenant trois semaines que les contestataires, malencontreusement qualifiés de *« golans »* (voyous) par M. Iliescu au début de leur mouvement, occupent nuit et jour la place de l'Université, bloquant l'une des principales artères de la capitale au pied de l'hôtel Inter-continental. Et ce n'est plus un problème de circulation, voire d'ordre public, ni même d'hygiène – quelques manifestants et grévistes de la faim ont carrément planté la tente, – mais bel et bien un problème politique qui se pose aux autorités.

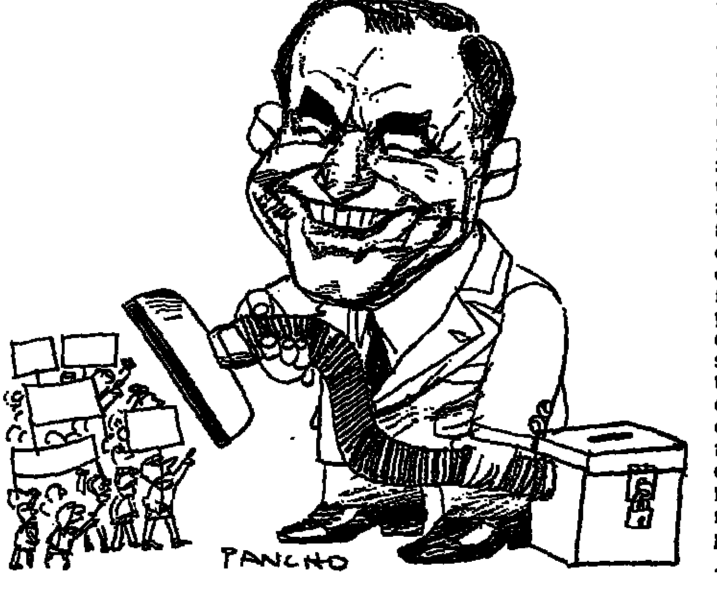
Pour la troisième fois, un dialogue devait être tenté entre une délégation choisie par les manifestants et M. Iliescu : il devait avoir lieu lundi 14 mai. Les chances de succès de cette nouvelle tentative paraissaient cependant aussi réduites que les précédentes.

Les contestataires maintiennent en effet leur exigence de la diffusion des discussions à la télévision, une condition déjà rejetée par M. Iliescu, qui se dit intéressé *« par le dialogue, pas par le spectacle »*. Tard dimanche soir, les leaders des contestataires, comme le chef de la Ligue des étudiants, Marian Munteanu, ont soumis à la foule quelque quatre mille personnes – les termes du dialogue de nouveau proposé par l'intermédiaire du ministre de la culture, M. Andrei Plesu, une personnalité indépendante. Les *« golans »* ont été unanimes : publicité totale des entretiens, ont-ils exigé en approuvant par acclamations la composition de la délégation.

Pourquoi le pouvoir cherche-t-il encore à négocier avec les représentants des manifestants alors que toute discussion sur le fond paraît sans objet à six jours des élections ? En fait, M. Iliescu ne veut pas seulement apparaître aux yeux de l'opinion comme celui qui a proposé en vain le dialogue aux *« golans »*, il recherche aussi un moyen de vider la place de l'Université et de mettre fin à cette manifestation permanente avec le moins de casse possible. La place, a-t-il averti samedi au cours d'une conférence de presse, doit être *« nettoyée »* avant les élections le 20 mai, car la loi électorale dispose que la campagne prend fin deux jours avant le scrutin. *« Ceci n'est pas un meeting électoral, mais un meeting pour la démocratie »*, rétorquaient dimanche soir les manifestants. *Nous ne partirons pas. »*

« Bonsoir, je suis un golan »

Le calcul initial de M. Iliescu, qui après une première intervention de la police le 24 avril avait renoncé à utiliser la force en escomptant que les manifestants se fatigueraient d'eux-mêmes, s'est révélé inexact. Le mouvement a certes tendance à s'effriter et les manifestants sont moins nombreux qu'au début ; la police aurait sans doute vite fait de *« nettoyer »* la place à 5 heures du matin. Mais ils sont toujours là, riches de leur indépendance et de leur diversité. Des manifestations similaires ont lieu dans plusieurs villes, notamment à Cluj, Constantza, Timisoara. Les plus enthousiastes voient dans ce périmètre de *« zone libre du communisme »* de la place de l'Université, délimité par des bouts de ficelle, une *« continuation de la révolution »* et un authentique mouvement de contestation politique d'une spontanéité sans précédent.



Mieux vaut alors ne pas tenter une comparaison avec les manifestations de la « révolution de velours » à Prague, qui rassemblait en novembre un demi-million de personnes et dont les orateurs étaient déjà, malgré la rapidité des événements, des hommes politiques regroupés au sein d'une organisation structurée, créée dès les premiers jours, le Forum civique. La place de l'Université de Bucarest fait pâle figure à côté, avec ses tentes de fortune cuisant sous le soleil, ses vendeurs tziganes de bouts de sandwiches et de cigarettes bulgares, ses trois chansons symboles sans cesse ressassées par un vieux magnétophone, ses orateurs touchants de simplicité et d'amateurisme qui se présentent du haut du balcon par ces invariables mots *« Bonsoir, je suis un golan »*, avant d'être acclamés par la foule au cri de : *« A bas le communisme ! »*. Samedi soir, le rassemblement a atteint une rare sophistication, avec un chanteur et sa guitare venu présenter une série de chansons à la mode adaptées aux circonstances : Iliescu et son Front de salut national (FSN) figuraient en bonne place dans les refrains, une *« version électorale de la lambada »* venant couronner le tout.

L'Alliance nationale pour la proclamation de Timisoara, créée le 28 avril par une multitude de groupuscules, syndicats et mouvements indépendants, préfigure peut-être une véritable force d'opposition. Elle s'est en tout cas imposée comme l'interlocuteur de M. Iliescu, mais constitue encore un mouvement politique balbutiant, non sans confusion et contradictions.

On trouve en revanche place de l'Université, que les contestataires veulent rebaptiser place de la Liberté, une humeur qui ne trompe pas, une sorte d'espoir serein et diffus, perceptible chez les manifestants du soir, à l'heure où ils sont les plus nombreux : jeunes, vieux couples de retraités, intellectuels et familles. Celà n'a rien à voir avec les descriptions outrancières que l'on peut lire tous les jours dans la presse du FSN ; celle-ci est *riche en témoignages*, comme celui de ce paysan dont la mère se serait vu offrir 350 *dollars* pour venir manifester, ou *celui* d'un ouvrier séquestré sept jours durant sur la place occupée par les manifestants, escorté par des hommes armés de couteau chaque fois qu'il se rendait aux toilettes... Quant aux dangereux groupes extrémistes de droite qui *« manipulent »*, au dire de certains dirigeants du FSN, le mouvement des *golan*, le moins qu'on puisse dire est qu'ils se cachent bien.

L'assurance du vainqueur

Le happening de la place de l'Université est l'un des rares événements politiques d'une campagne électorale qui ne mobilise guère les Roumains et que tout le monde considère comme jouée d'avance. Les sondages de l'Institut des statistiques accordent une large avance (69,3 %) à M. Iliescu sur ses deux adversaires dans l'élection présidentielle, M. Campeanu, le candidat du Parti national libéral, se voyant crédité de 12,9 % des intentions de vote et M. Ion Ratiu, du Parti national paysan, de 6,4 %. Pour les législatives, le FSN arrive également nettement en tête (58,6 %).

S'il convient d'aborder les sondages avec la plus grande prudence dans un pays où règne le chaos politique le plus total, ces tendances semblent néanmoins correspondre à un état d'esprit souvent décelable chez les Roumains : beaucoup paraissent miser sur la sécurité ou la stabilité qu'offrent M. Iliescu et le FSN, en dépit des critiques croissantes formulées par les intellectuels à l'égard des méthodes de gouvernement du Front qu'ils accusent de se comporter en *« parti-Etat »*, comme l'ancien Parti communiste.

M. Iliescu domine de loin toute l'activité politique du pays et arbore déjà l'assurance du vainqueur. Ses concurrents, il est vrai, ne représentent pas de gros dangers pour lui. MM. Campeanu et Ratiu sont d'anciens exilés qui n'ont guère attiré plus de quatre mille personnes lors de leurs meetings électoraux respectifs au cours du week-end à Bucaret. En province, ils ont dû affrontrer une série d'agressions, mais surtout une atmosphère difficile, faite d'intolérance, de peur irraisonnée et de paranoïa collective, facilement explicable au sein d'une population aussi traumatisée.

SYLVIE KAUFFMANN

□ **Nicolae Ceausescu est mort sous la torture, selon un officier.** – Nicolae Ceausescu est mort sous la torture, a affirmé, samedi 12 mai, un officier du ministère roumain de l'intérieur (qui a requis l'anonymat) aux envoyés spéciaux de *Radio-France Internationale* et du *Journal du Dimanche*. *« Les militaires essayaient de mettre la main sur trois porte-documents qui contenaient les numéros et les codes d'accès des comptes bancaires à l'étranger ; il* [Nicolae Ceausescu] *a eu un arrêt cardiaque avant de parler »*, a déclaré l'officier, dont les propos ont été démentis par le vice-premier ministre, M. Gelu Voican. – *(Reuter.)*

Au « Grand Jury RTL-*le* Monde »

M. Petre Roman : « Nous devons instaurer l'économie de marché avec une composante sociale importante »

M. Petre Roman, premier ministre roumain, évoquant la campagne électorale pour le scrutin du 20 mai a déclaré au « Grand Jury RTL-*le* Monde » du 13 mai :

« Il y a eu quelques incidents. Le gouvernement les a dénoncés à pusieurs reprises. S'il y a une tension politique, il ne serait pas correct d'accuser le Front ou le gouvernement pour cela. (...) Il y a des groupes qui appartiennent à certaines formations politiques qui ne sont pas encore prêts à accepter une volonté populaire exprimée par des élections. (...) »

Le premier ministre a dit qu'il *« faisait confiance à la police (...) qui n'a pas été impliquée dans les combats contre la révolution »* et assuré que *« l'armée était neutre du point de vue politique et qu'elle ne participait pas à une action politique. »*

Il a indiqué que *« environ cinq cents membres de la Securitate avaient été arrêtés et que à peu près quarante anciens membres du comité exécutif du parti communiste arrêtés pour leur participation au génocide »*.

M. Roman a ajouté : *« Le système communiste (...) n'a rien donné de bon au peuple roumain ni sur le plan économique ni sur le plan social, ni même sur le plan moral. (...) Il a tout vicié dans les relations humaines. (...) La révolution était d'abord un soulèvement contre la dictature mais, dans la conscience de la grande majorité des Roumains, c'était en même temps la rupture avec le système. (...) A notre avis, le néo-communisme n'est pas possible.*

« Le modèle de M. Gorbatchev, la perestroïka, c'est un ajustement de l'ancien système. Puisque nous avons une rupture claire et nette avec le système, ce n'est pas du tout ce que nous voulons. J'ai dit souvent que je me sentais très très proche sur le plan de l'action gouvernementale et de la société souhaitable de Michel Rocard et de Felipe Gonzalez. Il s'agit de l'économie de marché mais avec une composante sociale importante. »

URSS : après la restauration du « Conseil de la Baltique »

Une tentative serait en cours pour résoudre la crise avec Moscou

A nouveau réunies, comme avant guerre, dans un « Conseil de la Baltique », Lituanie, Estonie et Lettonie vont désormais tenter de parler d'une seule voix à Moscou et au monde. Annoncée samedi 12 mai à Tallinn par les présidents des trois Républiques, qui ont également adressé des lettres communes à MM. Bush et Gorbatchev, proposé une rencontre à quatre au président soviétique et lancé un appel aux Etats membres de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la constitution de ce front devrait donner plus de force encore à la volonté d'indépendance balte.

MOSCOU

de notre correspondant

Au-delà des apparences, cette décision pourrait cependant faciliter aussi la recherche d'un compromis avec l'URSS, car les trois Républiques se sont ainsi attachées à adopter une démarche commune, entre le radicalisme des Lituaniens qui se considèrent comme déjà sortis de l'Union, la prudence des Lettons et l'habileté politique des Estoniens. L'entreprise est difficile, mais le coût politique de son éventuel échec serait maintenant tel que chacun va devoir arrondir les angles. L'équilibre devrait en conséquence se trouver dans un mélange d'intransigeance stratégique et de souplesse tactique grâce auquel l'affirmation commune de l'objectif d'indépendance totale pourra autoriser une plus grande disponibilité lituanienne à envisager des étapes et à négocier.

Beaucoup moins isolés depuis samedi, les dirigeants de Vilnius devraient en effet se sentir suffisamment conforés pour pouvoir suivre les conseils de modération que leur prodiguent les capitales occidentales. De Washington à Bonn en passant par Londres et Paris, le premier ministre, Mme Prunskiene, a déjà laissé comprendre depuis plusieurs jours que sa République pourrait suspendre certains des effets de la proclamation d'indépendance, en gelant notamment les nouvelles lois sur le service militaires, la propriété et la nationalité.

C'est là ce qu'avaient souhaité MM. Kohl et Mitterrand dans leur lettre à M. Landsbergis, et il se trouve aussi que c'est par l'adoption de ces trois lois que Moscou avait justifié l'instauration de sanctions économiques contre la Lituanie.

Avant le sommet de Washington

Cela signifie-t-il que l'on s'achemine, pas à pas, vers une levée des sanctions ? Rien n'est encore joué, mais le fait est que les contacts diplomatiques se sont beaucoup multipliés en ce sens, que Mme Prunskiene semble bien avoir eu, vendredi, un entretien discret avec l'ambassadeur soviétique à Bonn et que le premier ministre estonien, M. Savisaar, a été reçu, le même jour, c'est-à-dire à la veille du sommet de Tallinn, par les ministres soviétiques de la défense et de l'intérieur.

Si le résultat n'est pas acquis, une tentative est en cours, et cela pour la simple raison qu'une levée des sanctions serait aujourd'hui de l'intérêt de tous. Aux dirigeants lituaniens, elle permettrait de se sortir dans l'honneur d'une épreuve de force qu'ils ne peuvent pas soutenir sans fin. Quant à M. Gorbatchev, il pourrait, lui, démontrer par là aux Baltes et au monde que son objectif n'est effectivement pas de « mettre quiconque à genoux ». Non seulement sa rencontre au sommet avec M. Bush, à la fin de ce mois, en serait facilitée, mais le président américain et l'ensemble des dirigeants occidentaux se trouveraient ainsi justifiés de leur refus d'approuver la stratégie lituanienne. Resterait ensuite, bien sûr, à négocier les rythmes et les conditions du retour des trois Républiques à l'indépendance. Mais, dès lors que l'on se serait donné du temps et réciproquement permis de ne pas perdre la face, les choses seraient beaucoup moins difficiles qu'il n'y paraît.

Instauré en 1934, dissous, en 1940, après l'annexion des trois Républiques par Staline et restauré depuis samedi, le Conseil de la Baltique doit permettre aux trois gouvernements de *« se concerter sur les questions de politique extérieure d'importance commune et de se porter une aide politique et diplomatique mutuelle (...) »*. D'ores et déjà, les trois présidents ont ainsi demandé ensemble que leurs Républiques retrouvent à l'ONU les sièges auxquels elles ont droit et que la CSCE leur ouvre les portes de ses commissions.

La lettre qu'ils ont adressée aux présidents Bush et Gorbatchev souligne enfin que leurs Etats sont les trois seuls à n'avoir pas retrouvé l'indépendance à la fin de la seconde guerre mondiale. Notamment marqués par l'arrivée, mercredi, du secrétaire d'Etat américain à Moscou, les prochains jours vont être cruciaux.

BERNARD GUETTA

YOUGOSLAVIE : soixante et un blessés

Affrontements entre supporters serbes et croates à Zagreb

De très violents affrontements ont éclaté dimanche 13 mai à Zagreb, capitale de la Croatie, entre les supporters des clubs de football du Dynamo Zagreb et de l'Etoile rouge de Belgrade. Soixante et une personnes, dont vingt-sept policiers, ont été blessées lors des bagarres qui ont entraîné l'annulation du match. Les affrontements se sont poursuivis autour du stade et dans les rues de Zagreb jusqu'à une heure avancée de la nuit. Des coups de feu auraient été tirés. Réuni d'urgence dans la nuit de dimanche à lundi, le Parlement de Croatie a désigné une commission d'enquête. Selon le responsable de services de sécurité du stade, les supporters du Dynamo auraient déclenché les bagarres en jetant des pierres vers la tribune occupée par des spectateurs serbes. Ceux-ci auraient ensuite envahi le terrain et attaqué les forces de l'ordre. Les incidents entre supporters croates et serbes sont fréquents en Yougoslavie mais jamais ils n'avaient pris une telle ampleur. – *(Corresp.)*

L'Union soviétique préparerait un traité de paix avec l'Allemagne

Moscou serait en train de préparer un traité de paix pour officialiser la fin de la seconde guerre mondiale et faire obstacle à l'entrée de l'Allemagne unie dans l'OTAN, affirme l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, qui cite des sources soviétiques.

Le magazine précise que ce projet pourrait être présenté au secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui devait quitter les Etats-Unis lundi 14 mai pour Moscou où il aura pendant trois jours avec son homologue, M. Chevardnadzé, des entretiens préparatoires au sommet américano-soviétique de Washington.

Douze Etats, vainqueurs de la guerre et pays occupés par les nazis, participeraient à la négociation de ce traité, selon *Der Spiegel*. Les Soviétiques n'auraient pas l'intention de réclamer à l'Allemagne des réparations de guerre, mais seulement des compensations individuelles de 2 000 marks pour les victimes du travail obligatoire.

M. Hans-Dietrich Genscher, interrogé par le magazine, souligne que la conférence « 2 + 4 » (les deux Allemagnes, les Etats-unis, l'URSS, la Grande-Bretagne et la France) n'a pas inscrit la question d'un traité de paix à son ordre du jour. Le terme n'a été utilisé pour la première fois dans la période récente du côté soviétique que mardi 8 mai par M. Gorbatchev, soit trois jours après la première réunion ministérielle « 2 + 4 ».

M. James Baker devrait en toute hypothèse évoquer aussi avec M. Chevardnadzé les questions de désarmement. A Vienne, les négociations sur la réduction des armes conventionnelles qui ont repris lundi semblent toujours bloquées par les divergences sur le futur statut de l'Allemagne. – *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

Le rythme de l'unification allemande contesté

La RDA découvre que la générosité de Bonn ne sera pas sans limites

Le chancelier Kohl était attendu lundi 14 mai à Berlin-Est pour discuter avec le premier ministre est-allemand, M. Lothar de Maizière, des détails de l'union économique et monétaire qui doit entrer en vigueur le 2 juillet.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Après avoir voté massivement le 18 mars pour la réunification rapide promise par M. Helmut Kohl, les Allemands de l'Est découvrent de semaine en semaine que tout ne sera pas aussi rose que certains voulaient leur faire croire. Les pertes subies par la droite est-allemande aux élections communales du 6 mai en RDA avaient montré que le doute commençait à s'emparer des esprits. La défaite du chancelier Kohl aux élections de Basse-Saxe et de Rhénanie du Nord- Westphalie, sonne la fin des illusions. C'est une douche froide pour tous ceux qui s'étaient pris à imaginer que la générosité de la RFA serait sans limite, qu'elle paierait quoi qu'il advienne.

Le projet de traité sur l'union monétaire, économique et sociale négocié ce week-end à Bonn, et dont le contenu doit être communiqué lundi aux Parlements, devrait donner raison aux sceptiques. Trois des principaux sujets de litige entre les deux gouvernements ont dû être laissés ouverts : les mesures de protection pour l'agriculture est-allemande, l'aide que la RFA est prête à apporter à la restructuration de l'industrie en RDA, enfin la question explosive des anciens droits de propriété et de la vente des biens d'Etat. Le projet de traité préciserait toutefois la possibilité d'acquérir des terrains pour des investisseurs créateurs d'emploi.

M. Lothar de Maizière jouait dimanche les premiers violons – son premier métier – dans un festival de musique à Schwerin. Le premier ministre est-allemand va avoir besoin de toute sa virtuosité pour parvenir avec Bonn à un accord acceptable par tous les partis de sa coalition. Les sociaux-démocrates ont menacé à plusieurs reprises ces derniers jours de quitter le gouvernement si des garanties suffisantes n'étaient pas données sur le maintien du niveau de vie en RDA et son alignement progressif sur le pouvoir d'achat ouest-allemand.

Les Allemands de l'Ouest, qui souhaiteraient boucler la négociation cette semaine afin de se donner du temps pour la mise en place de l'union monétaire, le 2 juillet, ont claironné ce week-end que le prix qu'ils étaient prêts à payer avait ses limites. Le chancelier Kohl était attendu lundi en fin d'après midi à Berlin-Est pour faire le point avec M. de Maizière. M. Theo Waigel, le ministre fédéral des finances, devait examiner le même jour avec son homologue est-allemand, le social-démocrate Walter Romberg, les aspects financiers de l'affaire.

HENRI DE BRESSON

Les revers du chancelier Kohl

Suite de la première page

L'offensive lancée contre M. Johannes Rau par M. Norbert Blüm, ministre du travail dans le gouvernement fédéral, a échoué : les chrétiens-démocrates ne parviennent pas à regagner le terrain perdu en 1985.

En cherchant à établir dans l'esprit des électeurs une confusion entre les sociaux-démocrates et ce « socialisme » qui vient de s'écrouler en RDA et en Europe de l'Est, il n'a réussi qu'à mobiliser l'électorat de la droite traditionnelle, sans parvenir à attirer des électeurs plus modérés, choqués par le simplisme de ses slogans. Ces derniers n'ont pas non plus renforcé les rangs des libéraux, les amis de M. Genscher ayant souffert d'avoir laissé ouverte la possibilité d'une coalition avec l'un ou l'autre des grands partis et de l'annulation, pour raisons de santé, des interventions du ministre des affaires étrangères dans la campagne électorale.

Les Verts parviennent cette fois de justesse à faire leur entrée dans un Parlement régional où ils n'avaient jamais été représentés. Leur désarroi devant la situation créée par l'approche d'une réunification qu'ils n'avaient pas souhaitée ne les a pas handicapés comme on l'avait prédit.

En Basse-Saxe, le suspense a duré un peu plus longtemps. Les derniers sondages avaient annoncé un résultat très serré entre la coalition sortante CDU-FDP et la coalition potentielle du SPD et des Verts. Déjà, en 1986, la droite ne l'avait emporté que de justesse, et ne disposait que d'une seule voix de majorité à la Diète régionale. Cette fois-ci, la marge de manœuvre du futur ministre-président, M. Gerhard Schröder, est un peu plus large : le gouvernement qu'il devrait diriger à Hanovre avec les Verts, qui restent au Parlement en dépit de pertes sensibles, dispose de cinq voix de plus que la nouvelle opposition.

Echec des républicains

L'entrée en lice de la présidente du Bundestag, Mme Rita Süssmuth, présentée comme devant succéder à M. Ernst Albrecht en cours de législature, n'a pas suffi à renverser un courant défavorable au gouvernement sortant. M. Ernst Albrecht, soixante ans, a aussitôt annoncé qu'il se retirait de la vie politique. Les pertes de la CDU ont été particulièrement sensibles dans les régions frontalières de la RDA, ce qui témoigne de l'inquiétude suscitée par une unification du pays dont le rythme semble à beaucoup trop rapide, et dont on craint qu'elle n'entraîne des sacrifices trop lourds pour les contribuables ouest-allemands.

M. Gerhard Schröder, qui s'est toujours attaché à combattre l'exaltation nationaliste qui se développe dans le sillage de l'unification, a mené une campagne efficace sur le thème de la justice sociale, qui ne doit pas, selon lui, faire les frais de l'unité retrouvée. *« L'unité allemande ne doit pas faire l'affaire des seuls millionnaires en étant financée par des millions de gens »*, a-t-il proclamé tout au long de sa campagne électorale. Un discours qui a été entendu d'autant plus volontiers que ses adversaires chrétiens démocrates et libéraux étaient dans l'incapacité de donner des indications sur le coût réel de l'unité. Il a également bénéficié de la présence dans le « cabinet fantôme » qu'il avait constitué avant les élections de Mme Monika Griefhahn, une des dirigeantes de la section ouest-allemande du mouvement écolo-pacifiste Greenpeace, qui devrait occuper le poste de ministre de l'environnement dans le nouveau gouvernement régional. Par ailleurs, les républicains (extrême droite) ont essuyé un sévère échec dans les deux Lander où ils se présentaient pour la première fois. Ils ont recueilli moins de 2 % des suffrages, contre 5,4 % aux élections communales en Bavière le 18 mars dernier.

LUC ROSENZWEIG

Résultats définitifs

	SPD (%)	CDU (%)	FDP (%)	Verts (%)	Républicains (%)	Divers (%)
Basse-Saxe	44,2 (+ 2,1)	42 (– 2,3)	6 (0)	5,5 (– 1,6)	1,5	0,8 (+ 0,8)
Rhénanie du Nord-Westphalie	50 (– 2,1)	36,7 (+ 0,2)	5,8 (– 0,2)	5 (+ 0,4)	1,8	0,7 (+ 0,7)

Entre parenthèses, les variations par rapport aux élections de 1986 en Basse-Saxe et en 1985 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

M. Gerhard Schröder vainqueur en Basse-Saxe

Un petit-fils de Willy Brandt

Le premier geste de Gerhard Schröder, dimanche soir, lorsque les estimations le donnaient vainqueur de manière certaine, a été d'appeler Willy Brandt dans sa villa d'Unkel près de Bonn. Un lien quasi filial s'est en effet établi au cours des années entre l'ancien chancelier et celui qui va dans quelque jours devenir, à quarante-six ans, ministre-président de Basse-Saxe.

Comme Oskar Lafontaine et Björn Engholm, ministre-président du Schleswig-Holstein, il appartient à cette génération d'hommes politiques dont la carrière a été parrainée par l'ancien chancelier. Venu de l'extrême-gauche du SPD – il fut président des « Jusos » (jeunes socialistes) dans les années 70, – il s'est longtemps opposé à la politique modérée menée par Helmut Schmidt pour lentement évoluer vers une vision plus pragmatique de l'avenir de la social-démocratie.

L'itinéraire personnel de Gerhard Schröder est celui d'un enfant né de la guerre, qui n'a jamais connu son père tué au front, laissant seule une mère qui faisait des ménages pour assurer à ses enfants le strict nécessaire. Il fit des études brillantes tout en étant, dès le lycée, obligé de travailler pour contribuer à l'entretien de sa famille. Devenu avocat réputé à Hanovre, il choisit néanmoins la carrière politique, qu'il mène avec l'opiniâtreté d'un homme qui sait que rien n'est acquis d'avance. Au sein du SPD, Gerhard Schröder s'est toujours rangé résolument aux côtés d'Oskar Lafontaine dans les débats que ce dernier suscite au sein du parti. Cela lui a valu quelques déboires au sein d'un SPD de Basse-Saxe fortement marqué par l'empreinte syndicale, qui voit avec méfiance la nouvelle génération remettre en cause certains dogmes de la vieille social-démocratie. Sa victoire de dimanche apporte à Oskar Lafontaine un renfort de première grandeur dans la lutte incertaine qui va l'opposer, en décembre prochain, au chancelier Kohl.

L. R.

Manifestation de gauche à Francfort

FRANCFORT. - De nombreux drapeaux rouges et noirs ont flotté samedi 12 mai dans les rues de Francfort où se tenait la plus grande manifestation contre la réunification de l'Allemagne jamais organisée en RFA depuis la chute du mur de Berlin. Cinq mille personnes ont participé au défilé alors que la police de la ville, en plein émoi, tablait sur dix mille manifestants.

Le rassemblement avait été organisé autour du mot d'ordre *« Plus jamais l'Allemagne »* (*« Nie wieder Deutschland »*), des paroles prononcées par Marlène Dietrich vers la fin de la seconde guerre mondiale. Marlène Dietrich, née allemande, avait alors fui le nazisme et émigré aux Etats-Unis. La quasi-totalité des manifestants, âgés de vingt à trente-cinq ans, étaient pourtant nés bien après la fin de la guerre.

Les organisateurs avaient appelé à manifester contre *« le nationalisme allemand, la colonisation de l'Europe de l'Est et l'annexion de la RDA »*. Parmi les manifestants se trouvaient de nombreux représentants du Parti communiste ouest-allemand DKP, de groupes d'extrême gauche ou anarchistes. Le parti communiste rénové est-allemand PDS (ex-SED) était également présent. Portant chacun un immense drapeau de la RDA, une vingtaine de jeunes Allemands de l'Est étaient venus de Leipzig pour participer à la manifestation. – *(AFP.)*

ALBANIE

La démocratisation est « irréversible »

déclare M. Ramiz Alia

TIRANA. - La démocratisation de l'Albanie est un processus *« irréversible »*, a déclaré, samedi 12 mai à Tirana, le numéro un albanais, M. Ramiz Alia, dans une conversation à bâtons rompus avec des journalistes étrangers qui accompagnaient M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies.

Le développement de l'Albanie *« ne pouvait se faire sans certaines privations et limitations »*, mais *« parallèlement à la consolidation du pays, le caractère démocratique a été peu à peu accentué »*, a déclaré M. Alia.

Il a également souligné la volonté de l'Albanie de participer à la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe (CSCE), en ajoutant cependant qu'une *« période préparatoire ou transitoire »* est nécessaire.

Très à l'aise dans cette rencontre informelle avec une quinzaine de représentants de la presse étrangère, M. Alia a plaisanté notamment avec deux journalistes américains, l'un de la *Voix de l'Amérique*, et l'autre du *New-York Times*. Répondant en français au correspondant de l'AFP sur l'éventuelle possibilité pour les journalistes étrangers d'obtenir une accréditation et un visa permanent pour l'Albanie, M. Ramiz Alia a déclaré : *« Je crois que oui. Si vous avez de l'intérêt pour l'Albanie, le pays vous est ouvert. »*

Avant de quitter dimanche Tirana, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a souligné de son côté la *« grande souplesse »* des dirigeants albanais sur la question des droits de l'homme.

Vers une réouverture des lieux de culte

Répondant aux questions des journalistes, il a précisé que les autorités albanaises étudiaient actuellement la possibilité d'autoriser la réouverture des églises et des mosquées, toutes fermées au culte depuis 1967. Selon des sources informées à Tirana, une telle mesure pourrait intervenir dans moins d'un an. Il y a une semaine, l'Albanie a adopté une série de mesures assouplissant son code pénal. Désormais, la *« propagande religieuse »* n'est plus un *« crime contre l'Etat »* passible de plusieurs années de prison.

M. Perez de Cuellar a également indiqué avoir reçu l'assurance des autorités que les six membres d'une famille albanaise, réfugiés depuis plus de quatre ans à l'ambassade d'Italie, à Tirana devraient pouvoir *« bientôt »* quitter le pays. – *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE : le racisme anti-tzigane

M. Vaclav Havel demande la démission d'un ministre communiste

Le président tchécoslovaque M. Vaclav Havel a appelé dimanche 12 mai à la démission du ministre de l'intérieur du gouvernement régional tchèque, le communiste M. Antonin Hrazdira, pour sa passivité face aux agressions commises depuis deux semaines par des « skinheads » contre des Roms (Tziganes) et des Vietnamiens, notamment en Bohême où un homme au moins est mort.

M. Havel, qui avait déjà évoqué la possibilité que ces agressions soient provoquées par des *« forces de l'ancien régime »* communiste, a déclaré lors de son allocution dominicale à la radio que s'il était membre du parlement tchèque, il aurait *« demandé la démission ou démis »* (de ses fonctions) ce ministre, dont *« l'appareil travaille mal »*.

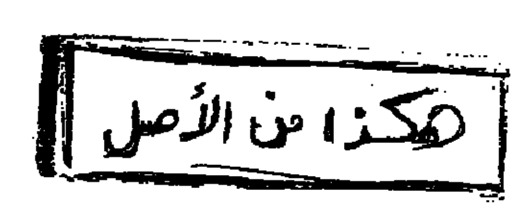
En revanche, le président a défendu le ministre fédéral de l'intérieur, M. Richard Sacher, du Parti populaire (chrétien-démocrate), qui avait été accusé de gérer à son profit les dossiers de l'ex-police politique (StB).

C'est dans ce contexte que serait intervenue la démission, vendredi et samedi, de deux ministres du gouvernement fédéral, selon l'*Independent* de Londres, qui cite des sources proches du Forum civique.

Le quotidien affirme qu'une poignée de hauts dirigeants ont eu connaissance il y a dix jours des liens de trois ministres avec la StB. Il s'agirait, outre les deux démissionnaires – le socialiste M. Oldrich Bursky en charge de l'agriculture et du ministre en charge de l'information, M. Vladimir Prikazsky – du vice-premier ministre M. Josef Hromadka ; ce dernier a cependant affirmé n'avoir rien à se reprocher et n'a pas démissionné. Son dossier aurait disparu.

Manifestation à Prague

Par ailleurs, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi dans le centre de Prague à l'appel de différents partis sur le thème de l'opposition au Parti communiste, dont une pétiton de soixante-dix mille signatures demande la mise hors-la-loi. – *(AFP, UPI.)*



AFRIQUE

MADAGASCAR : coup d'Etat manqué

Un commando s'est brièvement emparé de la radio

La situation était redevenue normale à Tananarive, lundi 14 mai, après le coup d'Etat manqué de la veille. L'affaire semble s'être limitée à une opération de commando contre le bâtiment de la radio. Lors de brefs affrontements entre forces de l'ordre et insurgés, on aurait relevé au moins trois morts et une quinzaine de blessés. Il n'y a pas de bilan officiel.

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

« Le régime Ratsiraka a été renversé. Nous demandons au général en retraite Jean Rakotoarison (ancien chef d'état major) *de prendre la tête d'un nouveau gouvernement provisoire. Descendez dans la rue nous apporter votre soutien ».* C'est vers six heures du matin, dimanche 13 mai, que ce message, prononcé par une femme, a brutalement interrompu l'émission religieuse de la radio nationale malgache. Un commando armé de treize hommes, la plupart très jeunes, venait de s'emparer de cette antenne stratégique dans la capitale.

Une foule importante s'était déjà massée autour du lac voisin pour assister à une compétition cycliste. Pendant que des manifestants munis de banderoles et de tracts hostiles au régime répondaient à l'appel des *« rebelles »*, ces derniers ouvraient le feu sur les militaires et prenaient en otages le gardien de la maison de la radio ainsi que plusieurs journalistes. Des jets de grenades ont recouvert le lac de fumée en provoquant bousculades et panique. On a relevé au moins trois morts et une quinzaine de blessés.

Vers onze heures , l'ordre était apparemment rétabli mais des bandes de pillards s'en sont pris aux bâtiments administratifs, aux voitures et aux vitrines des magasins. La radio et la télévision n'ont diffusé que de la musique et des patrouilles de soldats à pied ont sillonné les rues pendant presque toute la journée. C'est seulement dans l'après-midi que le premier ministre a apporté un démenti à l'annonce du coup d'Etat, appelant la population au calme. Les téléphones restaient coupés avec l'extérieur et on s'interrogeait sur les motifs politiques qui ont conduit ce commando à fêter de la sorte le dix-huitième anniversaire du soulèvement populaire qui renversa le président Tsiranana.

Au printemps 1989, un semblant coup d'Etat avait été fomenté par quelques opposants de deuxième ordre. L'un d'eux figurait parmi les treize assaillants du 13 mai. Aucun n'appartient en revanche à l'opposition officielle malgache . Quelques rumeurs faisaient seulement état d'une complicité du parti social-démocrate (PSD), l'ancien parti de Philibert Tsiranana, tombé depuis longtemps dans l'oubli. Cette opération commando intervient a quelques semaines du voyage de M. François Mitterrand à Madagascar.

Réélu chef de l'Etat en mars 1989, M. Didier Ratsiraka a entrepris depuis un an un grand mouvement de démocratisation . Si le pays a officiellement renoué avec la croissance en 1989 (plus de 4 %), un million de Malgaches vivent dans un état de pauvreté absolue sur une population totale de 11 millions d'habitants.

Ile de la vanille, du café et du girofle, Madagascar a subi de front les à-coups du commerce international. Ces vicissitudes internes et externes sont récupérées par une opposition encore mal organisée. La presse malgache s'en prend parfois violemment au Président. Elle lui reproche son silence depuis un an et le menace de mort le cas échéant. Certains de ses adversaires réclament une révision de la Constitution afin de pérenniser le multipartisme. Aucune émeute n'avait plus eu lieu à Madagascar depuis 1987 et celle du 13 mai est restée contenue dans la capitale. L'appel au soulèvement des insurgés n'a pas été entendu dans les provinces où, il est vrai, les communications sont quasi impossibles.

ERIC FOTTORINO

ALGÉRIE : profitant de la mobilisation contre l'intégrisme

Le FLN appelle à son tour à manifester dans la rue

Après le succès de la « marche démocratique » (*le Monde* du 12 mai), le Front de libération nationale (FLN) veut lancer lui aussi ses troupes dans la rue en appelant à une manifestation, le 17 mai prochain, à Alger.

ALGER

de notre correspondant

Rien ne laissait prévoir cette manifestation que le secrétaire général du FLN, M. Abdelhamid Mehri, n'avait même pas évoquée le 8 mai, lors de sa « Rencontre avec la presse », célèbre émission de la télévision algérienne. Critiqué de tous côtés, devenu muet alors que l'opposition parlait d'une voix forte, le FLN semblait au contraire avoir déserté. En avril dernier, il avait ainsi annulé *in extremis* une manifestation programmée le même jour que celle du Front islamique du salut (FIS), expliquant sans convaincre qu'il voulait éviter des heurts avec les intégristes.

Beaucoup pensent ici que l'ancien parti unique tente une manœuvre de récupération en profitant de l'inquiétude de nombreux Algériens devant les dangers de l'intégrisme. Si des partis jeunes et sans moyens sont capables de rassembler des dizaines de milliers de personnes, alors, *a fortiori*, une formation politique bien implantée dans l'appareil d'Etat peut faire au moins autant et apparaître comme un pôle plus crédible pour s'opposer au fanatisme religieux.

Tel est, en tous cas, le pari que semblent faire les dirigeants du FLN. Hasard ou choix délibéré, leur manifestation coïncidera avec le meeting que tiendra au stade olympique M. Nelson Mandela, en visite à Alger à partir du 16 mai. Une concomitance qui, espère-t-on, devrait attirer à la manifestation contre les intégristes nombre de jeunes mobilisés pour accueillir le symbole de la lutte contre l'apartheid.

GEORGES MARION

TUNISIE

M. Bourguiba est libre de ses mouvements

A la veille de son départ pour une visite officielle aux Etats-Unis, le président Ben Ali a réalisé, dimanche 13 mai, une bonne opération face à une *opposition qui évoquait de plus en plus « la garde sévère »* à laquelle était soumis, selon elle, M. Habib Bourguiba depuis son éviction du pouvoir.

TUNIS

de notre envoyé spécial

Jamais les téléspectateurs tunisiens n'avaient revu le *« combattant suprême »*, sauf – brièvement – à l'occasion des élections d'avril 1989. Celui-ci avait alors déposé devant les caméras un bulletin de vote en faveur de son successeur. Cette fois, le journal de 20 heures a montré l'ancien chef d'Etat, âgé de quatre-vingt-sept ans, marchant à petits pas sur le perron du palais de Carthage pour y recevoir une longue accolade du nouvel occupant.

Au cours d'un entretien dans une des salles du palais, M. Ben Ali s'est enquis de l'état de santé de son invité et l'a assuré de son *« entière sollicitude »*. Selon le compte rendu de l'agence officielle TAP, M. Bourguiba a *« exprimé ses vifs remerciements au président Ben Ali »*, faisant part *« de son admiration pour tout ce qu'il entreprenait au service de la Tunisie »*. Il a déclaré, ajoute l'agence : *« Vous avez réalisé beaucoup de ce que n'ai pu accomplir. »*

Jusqu'alors, depuis la destitution de M. Bourguiba par M. Ben Ali, les communications entre les deux hommes s'étaient limitées à une conversation téléphonique et à quelques lettres. Les visites reçues par le *« reclus de Monastir »* étaient essentiellement d'ordre familial. Désormais, a assuré le président Ben Ali, M. Bourguiba est libre de tous ses déplacements et peut recevoir qui il veut.

Sans doute des raisons de santé et de sécurité seront-elles invoquées pour limiter cette liberté. Mais la rencontre de dimanche devrait mettre un terme aux protestations contre le sort réservé au *« père de la nation »*.

Etrangement, la cote affective de l'ancien président remonte dans une population quelque peu déçue par le « changement ». Les opposants de gauche, qui dénonçaient naguère les abus et les erreurs du « règne » ne sont pas les derniers à dire que telle ou telle initiative ou comportement de la part du pouvoir actuel, aurait été impensable *« du temps de Bourguiba »*.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Tension entre le Tchad et la Libye

La Libye a adressé un *« mémorandum urgent »* au Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi qu'à l'Organisation de l'unité Africaine (OUA) *« au sujet de l'acte de piraterie perpétré au Soudan par l'armée tchadienne »* contre dix camions de transport libyens. L'agence libyenne Jana précise que *« les conducteurs et les passagers de ces camions avaient été arrêtés ces derniers jours par les forces tchadiennes dans une région soudanaise à 500 km des frontières libyennes et à 400 km du territoire tchadien »* .

L'ambassadeur du Tchad à Paris, M. Allam-Mi Ahmad, a rejeté les accusations libyennes et assuré vendredi qu'il s'agissait d'un convoi militaire. De source proche de l'ambassade on indique que *« la Libye se livre à d'intenses préparatifs militaires et enrôle de force à la fois les jeunes Libyens et les étrangers »*.

Cette nouvelle tension entre Tripoli et N'Djamena survient alors qu'une délégation tchadienne s'apprête à se rendre à Tripoli pour la cinquième réunion de la commission mixte tchado-libyenne, chargée de trouver une solution politique au différend territorial de la bande d'Aozou. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

IRAK

La trajectoire du « supercanon passe par l'Italie

ROME

de notre correspondant

Esquissée le 22 mars dernier en Belgique avec le mystérieux assassinat de Gerald Bull, un ingénieur canadien surnommé le « Von Braun de l'artillerie lourde », relancée le 11 avril suivant après la saisie par les douanes britanniques d'une cargaison de gigantesques tubes à Middlesbrough, enrichie huit jours plus tard par l'arrestation en Grèce d'un poids lourd britannique en provenance d'Italie et chargé d'un autre énorme tube de 31 tonnes à destination de l'Irak, la grande intrigue internationale dite du *« supercanon irakien »* a connu, samedi 13 mai, un nouveau et spectaculaire rebondissement à Naples et Terni : 90 tonnes de composants d'acier, à destination de Bagdad, ont été mises sous séquestre par les carabiniers.

Officiellement, comme en Angleterre, le matériel saisi a été commandé, par l'intermédiaire d'un fonctionnaire de l'ambassade d'Irak à Rome, au nom du ministère de l'industrie de son pays, il y a huit mois. Cette commande, dont une partie a déjà été livrée, et qui porte sur un montant d'environ 5 milliards de lires (22 millions de francs), est en principe destinée au secteur pétrochimique. Fabriquées par la société des Forges de Terni, filiale de l'IRI, le grand groupe nationalisé italien, et par deux autres sidérurgistes privés de Brescia, une partie des pièces en cause (75 tonnes) ont été interceptées alors qu'elles étaient déjà chargées dans quatre immenses conteneurs en partance cette semaine pour l'Irak. Le cargo sur lequel ces conteneurs devaient être embarqués appartient à un armateur attaqué il y a deux ans d. golfe Persique par l'Iran, pı ment parce qu'il était suspe transporter du matériel de gu destination de l'Irak...

Des indices donc, mais au certitude. Selon un ingénieur nyme des Forges de Terni, cité l'agence Ansa, *« les matériels ι mandés ne se rapportent à au dessein d'ensemble »*. Pour l'he nul ne sait donc vraiment si les ments confisqués étaient bel bien destinés à concrétiser les rê bellicistes du président Sadd Hussein. Selon les enquête transalpins, les pièces sais (cylindres, mécanismes hydraı ques et mécaniques, notamme pourraient, une fois assemblé former la partie postérieure canon, la culasse.

PATRICE CLAUI

□ **Bagdad aurait proposé à l'Ira un dialogue au sommet.** – Le prés dent irakien Saddam Hussein proposé, dans une lettre adressée Téhéran, une rencontre avec so homologue iranien, M. Rafsanı jani, pour relancer les négociatior de paix entre les deux pays, a rap porté, samedi 12 mai, le quotidie. *Teheran Times.* Mercredi, le prési dent iranien avait assuré qu'il voyait chez les Irakiens *« certains signes »* de bonne volonté. De son côté, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, devait rencontrer lundi à Rome le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. – *(Reuter, AFP.)*

□ **KOWEIT : libération d'opposants.** – Dix opposants, dont d'anciens députés, arrêtés récemment au Koweït pour avoir participé à des réunions politiques ou avoir distribué des tracts (*le Monde* du 12 mai) ont été libérés sous caution samedi 12 mai, a-t-on indiqué de source officielle. Par ailleurs, le procès de quatre chiites koweïtiens, accusés d'avoir préparé un attentat, en 1986, contre le siège de Kuwait Airways et de vouloir renverser le régime, s'est ouvert samedi. Les prévenus, niant ces accusations, ont déclaré qu'ils avaient été torturés et ont reproché aux autorités de chercher à *« intimider la communauté chiite »*. – *(AFP.)*

□ **ISRAEL : John Demjanjuk comparaît devant la Cour suprême.** – John Demjanjuk, reconnu coupable d'avoir été l'un des bourreaux du camp d'extermination nazi de Treblinka (Pologne) et condamné à être pendu, a comparu, lundi 14 mai, devant la Cour suprême israélienne pour une procédure d'appel entamée par la défense. John Demjanjuk, d'origine ukrainienne, avait été extradé des Etats-Unis en 1987 et reconnu coupable le 25 avril 1988 par le tribunal de district de Jérusalem de *« crimes contre l'humanité »*, de *« crimes contre le peuple juif »* et de *« crimes de guerre »*. – *(AFP.)*







DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE



هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

MEXIQUE : la fin du voyage du pape

Jean-Paul II définit une troisième voie entre marxisme et capitalisme

A la suite d'une visite d'une semaine au Mexique, le pape Jean-Paul II a quitté Mexico dimanche 13 mai pour l'île de Curaçao, où il devait rester quelques heures avant de regagner le Vatican.

MEXICO

de notre envoyé spécial

Renvoyant dos à dos le *« marxisme matérialiste »* et le *« capitalisme libéral »* qui n'ont *« pas été capables de répondre aux profondes aspirations »* de l'humanité, le pape Jean-Paul II a défini, au cours de son voyage au Mexique (du 6 au 13 mai) les grandes lignes d'une troisième voie. *« L'humanisme intégral »*, a-t-il affirmé devant un millier d'intellectuels mexicains lors de sa dernière intervention, samedi soir, part du principe selon lequel *« l'union intime entre l'homme et Dieu doit déboucher sur un plus grand effort pour trouver des solutions satisfaisantes aux problèmes (...) de la pauvreté, de l'ignorance, de l'exploitation (...) »*

Dans ses dernières interventions, le souverain pontife s'était attaqué aux *« faux prophètes »* et aux *« systèmes politiques au visage inhumain »*, laissant croire aux partisans du capitalisme libéral que les pays socialistes étaient les seuls visés. Ils allaient très vite déchanter. Dès le 9 mai, Jean-Paul II allait faire la leçon à quelque 1800 chefs d'entreprise de tout le pays, au cours d'une allocution prononcée à Durango, dans le nord du pays. *« Les événements récents*, déclarait-il alors, faisant allusion aux bouleversements en Europe de l'Est, *ont été interprétés, parfois, de manière superficielle, comme le triomphe du système capitaliste libéral. »* Certains sont allés, ajoutait-il, *« jusqu'à présenter le système qu'ils considèrent vainqueur comme le seul chemin pour notre monde (...) évitant de porter le jugement critique nécessaire sur les effets produits par le capitalisme libéral sur les pays du tiers monde »*.

La discrétion des hommes d'affaires

Le lendemain, dans la ville industrielle de Monterrey, il lançait un appel en faveur de la justice sociale, dénonçant *« la subordination de l'homme au capital »* et la richesse excessive d'une minorité. Il s'adressait alors à quelque trois cent mille personnes, la plus grande concentration organisée au cours de son séjour... grâce au financement des grandes entreprises de la capitale industrielle du Mexique. Stoïques, les grands capitalistes ont fait comme si le message ne leur était pas adressé. L'un d'eux, M. Garcia Suarez, président de la confédération des chambres de commerce, a néanmoins reconnu que *« le pape a raison : la concentration de la richesse crée la pauvreté »*. Le président de la Bourse, M. José Madariaga, moins diplomate, a exprimé la pensée de la majorité de ses collègues en déclarant : *« Nous ne pouvons pas accepter que ceux qui travaillent plus aient la même chose que les autres. »*

La discrétion des hommes d'affaires est sans doute le prix qu'ils étaient disposés à payer pour ne pas gêner les retrouvailles entre le gouvernement mexicain et l'Eglise catholique, séparés par plus d'un siècle de confrontation. On prête en effet au président Carlos Salinas le projet de rétablir des relations diplomatiques avec le Vatican et de modifier des articles de la Constitution de 1917 qui limitent les droits de l'Eglise, mais ne sont en fait guère plus appliqués, comme l'interdiction d'ouvrir des écoles religieuses.

Malgré les hauts cris poussés par l'opposition et par certains secteurs du parti au pouvoir qui dénonçaient le caractère politique de la visite du pape, celui-ci n'a pas hésité à demander la modification de certaines lois. Dans un lapsus apparemment calculé, il a également souhaité *« la transformation prochaine de la délégation apostolique en nonciature »*, ce qui concrétiserait la normalisation des relations entre Mexico et le Vatican et mettrait fin à une situation *« surréaliste »*, selon le qualificatif utilisé par le pape avant sa visite.

BERTRAND DE LA GRANGE

COLOMBIE

Près de quarante morts lors d'attentats terroristes

Trois attentats ont été perpétrés samedi 12 mai en Colombie. Deux voitures bourrées de dynamite ont explosé à Bogota et une autre à Cali, devant des centres commerciaux. Ces attentats sont parmi les plus meurtriers que la Colombie ait connus ces dernières années : vingt-neuf morts dont quatre enfants de moins de dix ans et cent quatre-vingts blessés, selon le dernier bilan officiel. A ces victimes, il faut ajouter la dizaine de morts « sélectionnés », dont sept policiers, assassinés à Medellin, fief des trafiquants de cocaïne, au cours des dernières vingt-quatre heures.

Les autorités accusent les narcotrafiquants de tenter une *« horrible épreuve d'intimidation »* pour que le gouvernement du président Virgilio Barco ordonne aux services de sécurité de lever la pression qu'ils exercent sur eux et abandonne définitivement les mesures d'extradition prises contre les trafiquants colombiens réclamés par la justice américaine.

La guerre entre les services de la sûreté colombienne et les narcotrafiquants a été marquée ces dernières semaines par d'importants succès des forces de l'ordre comme la saisie, il y a huit jours, de plus de 12 tonnes de cocaïne pure. Jeudi dernier, les autorités militaires ont appréhendé chez eux, à l'aube, des intermédiaires des narcotrafiquants, l'avocat et ex-député Guido Parra, ainsi que les nommés Diego Londono et Berta Mejia.

Des guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN) ont, par ailleurs, saboté, au nord de la Colombie, le principal oléoduc du pays. Depuis 1985, l'oléoduc a subi plus de 100 sabotages, soit une perte globale d'environ 500 millions de dollars. – *(AFP, Reuter.)*

ÉTATS-UNIS

Le président Bush annonce la création d'un organisme privé pour aider l'Europe de l'Est

Le président George Bush a annoncé, samedi 12 mai, la création d'un organisme chargé de distribuer l'aide du secteur privé à l'Europe de l'Est, le « Corps des citoyens pour la démocratie », qui sera financé par des donations et bénéficiera d'une contribution initiale de trois-cent-mille dollars prise sur le budget de l'Agence pour le développement international (USAID).

M. Bush,qui s'adressait à un parterre d'étudiants de Caroline du Sud, a également annoncé plusieurs autres mesures en faveur des pays d'Europe de l'Est, qui, a-t-il précisé, *« ne devraient engendrer aucune dépense supplémentaire qui puisse accroître le déficit budgétaire américain »*. Parmi ces mesures figurent une extension des programmes de la Banque américaine d'import-export (Eximbank) en faveur de la Pologne et l'envoi de deux délégations américaines en Roumanie et en Bulgarie pour assister en observateurs aux élections qui doivent s'y tenir prochainement. – (*AFP, Reuter.*)

ASIE

CHINE : recevant le président Moubarak

M. Deng Xiaoping fait une discrète réapparition

Volontairement, pour raisons de santé ou à son corps défendant, M. Deng Xiaoping se retrouve peu à peu sur la touche dans le jeu politique chinois. Sans présager de l'avenir, la démonstration vient d'être faite que les courtisans ont supplanté l'empereur dans la hiérarchie du discours officiel.

PÉKIN

de notre correspondant

La rencontre que M. Deng devait avoir, dimanche 13 mai, avec le président égyptien Hosni Moubarak, en visite officielle à Pékin, n'avait pas été annoncée. Elle n'en était pas moins attendue, survenant quelques jours après une nouvelle rumeur originaire de Hongkong faisant état du décès du patriarche, qui n'était pas apparu en public depuis le 17 février.

Parties de bridge

Or l'entrevue de dimanche s'est déroulée d'une manière qui rompt avec le protocole habituel. Les photographes étrangers se sont vus prier de quitter le Palais du peuple, sans explication. L'agence Chine nouvelle n'en a rendu compte qu'après une dizaine d'heures. Ni la télévision ni les journaux de lundi n'en ont fait état. En outre, la dépêche de l'agence ne fournit aucune indication sur la teneur de la conversation, se bornant à citer les propos de bienvenue de M. Deng : *« Depuis mon départ à la retraite, je n'ai pas reçu de visiteurs. Mais je ne saurais m'abstenir de rencontrer un vieil ami »*.

Quittant Pékin dimanche pour une tournée en Amérique latine, le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, s'est efforcé de dissiper les doutes sur la santé de M. Deng, qui aura quatre-vingt six ans le 22 août. M. Yang a assuré, au cours d'une brève rencontre avec les journalistes étrangers, que M. Deng se portait bien et rencontrait fréquemment, *« en des endroits variés »*, des membres de la direction du pays, pour jouer au bridge notamment.

Force est pourtant de constater que, pour la première fois depuis qu'il est revenu au pouvoir en 1977, M. Deng ne met plus à profit la venue d'un dignitaire étranger pour faire passer un message politique à la communauté internationale. Peut-être faut-il voir là une volonté de ne plus apparaître, au crépuscule de sa vie, comme le recours du régime. M. Deng n'est pourtant pas sans ignorer qu'il reste pratiquement le seul dirigeant chinois en qui l'Occident a encore quelque confiance. Bien des Chinois habitués à lire entre les lignes de la langue de bois s'interrogent sur le besoin qu'éprouvent les hommes parlant en son nom à insister sur sa bonne forme physique sans pour autant qu'on le voie.

FRANCIS DERON

TAIWAN

Accueil réservé des autorités au bateau « Déesse-de-la-démocratie »

SK,3 La Chine populaire a exigé dimanche 14 mai que Taïwan *« mette fin immédiatement »* à son soutien implicite à l'opération du bateau radiophonique *Déesse-de-la-démocratie*, arrivé le jour même dans le port de Keelung, où une fête avait été organisée en son honneur, nous câble notre correspondant à Pékin, Francis Deron. L'agence Chine nouvelle a diffusé un commentaire relevant que cet accueil *« mettait à nu les intentions réelles »* du régime nationaliste. L'île, estime Pékin, *« est, dans les faits, la base des activités illégales »* du bateau.

Pourtant, les organisateurs de l'opération ont trouvé très frais l'accueil des autorités taïwanaises, qui ont rejeté les demandes de dissidents chinois de monter à bord du navire. Taïpeh serait par ailleurs revenu sur un accord secret autorisant le *Déesse-de-la-démocratie* à utiliser le relais d'émetteurs taïwanais pour transmettre ses émissions vers le continent. Taïpeh a aussi fait savoir au navire qu'il ne serait pas autorisé à revenir dans l'île s'il violait la législation internationale en émettant sans autorisation.

Enfin, l'armée taïwanaise a repéré un sous-marin chinois près du bateau – dont l'équipage est français – alors qu'il approchait la côte sud de l'île. Le ministre de la défense nationaliste a indiqué que le *Déesse-de-la-démocratie* serait protégé s'il se trouvait à proximité de Taïwan.

□ **MONGOLIE : un nouveau parti s'inspire de Genghis Khan.** – Un parti d'opposition se réclamant de Genghis Khan a tenu, dimanche 13 mai, son congrès constitutif à Oulan-Bator. Le Parti mongol de progrès national (PMPN) a appelé à *« écouter les leçons de Genghis. Le secret de l'empire mongol des treizième et quatorzième siècles était la séparation de l'économie et de l'idéologie »*. Il a aussi souhaité l'abandon de la planification au profit de l'économie de marché. Cette évolution serait appuyée par le vice-premier ministre, M. Bjambasuren, selon lequel, indique l'agence est-allemande ADN, *« le contrôle de l'Etat ne sera maintenu qu'à titre temporaire en attendant l'instauration d'une économie de marché »*. – *(Reuter.)*

□ **MANILLE : début des pourparlers sur l'avenir des bases américaines.** – Les pourparlers philippino-américains sur l'avenir des bases américaines dans l'archipel ont débuté lundi 14 mai à Manille, au milieu d'un important dispositif de sécurité après le meurtre, la veille près de la base de Clark, de deux militaires américains. Cet attentat porte à huit le nombre de soldats américains assassinés aux Philippines depuis un an. – *(AFP, AP.)*

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

L'ex-roi Zaher Shah appelle la résistance à mettre fin à ses divergences

L'ancien roi d'Afghanistan Zaher Shah, en exil à Rome, a appelé samedi 12 mai les mouvements de résistance à mettre fin à leurs divergences afin de préparer l'avenir par des élections, *« critère fondemental pour l'obtention de la direction politique »* du pays. *« Des mesures doivent être prises pour une entente entre les différents groupes qui soutiennent le djihad* (guerre sainte) *et les autres éléments de la société afghane. Des contacts doivent être pris dans le même temps aux niveaux international et régional pour examiner les différents aspects d'un programme efficace (...). Il est du devoir de tous les Afghans (...) de participer à la création des conditions pour l'organisation de l'avenir politique de leur pays. »*

L'ancien souverain a regretté que ses compatriotes *« n'aient pas encore récolté les fruits de leur lutte héroïque »* et a affirmé qu'ils devaient avoir la *« possibilité de choisir leurs dirigeants et de jeter ainsi les bases d'une nouvelle société afghane, islamique et libre »*. Zaher Shah, qui est âgé de soixante-quinze ans, a souligné qu'il n'avait *« aucune considération ni revendication personnelle pour quelque privilège que ce soit »*. « Mon unique objectif est de parvenir à l'unité et à la cohésion nationales ». – *(AFP, Reuter.)*

LIBAN

Médiation irakienne entre les forces chrétiennes rivales

A l'approche du sommet arabe qui doit se tenir le 28 mai à Bagdad, le président irakien Saddam Hussein s'est lancé dans une médiation entre les factions chrétiennes rivales au Liban, a-t-on appris, samedi 12 mai, de source diplomatique. Des représentants des Forces libanaises (FL) de M. Samir Geagea et des militaires fidèles au général Michel Aoun, qui s'affrontent depuis la fin janvier pour le contrôle de l'enclave chrétienne, se sont rendus à Bagdad pour des pourparlers, a-t-on précisé de même source.

Cette médiation n'a pas empêché que, sur le terrain, les combats entre la milice de M. Geagea et l'armée du général Aoun se poursuivent pendant le week-end, faisant une quinzaine de morts et une cinquantaine de blessés en deux jours. En outre, les militaires ont fermé dimanche, pour la cinquième journée consécutive, les voies de passage entre les zones qu'ils contrôlent et celles tenues par les FL. – *(Reuter, AFP.)*

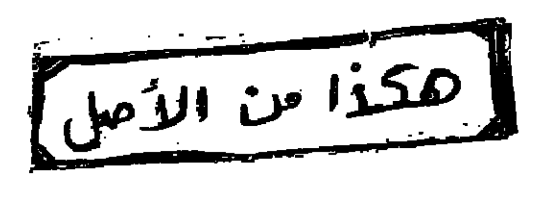
NICARAGUA

M. Ortega évoque le danger de « guerre civile »

La politique *« dictatoriale, antidémocratique et anticonstitutionnelle »* suivie par la présidente Violeta Chamorro pourrait conduire le pays au *« chaos »* et à la *« guerre civile »*, a déclaré, samedi 12 mai, l'ancien président Daniel Ortega. Ces déclarations font suite à la promulgation, la veille, d'un décret annulant la réforme agraire décrétée par les sandinistes.

Par ailleurs, quelque quarante mille fonctionnaires poursuivent une grève illimitée entamée vendredi et visant à protester contre l'abrogation de la loi sandiniste qui fixait le statut de la fonction publique. Le ministre du travail, M. Francisco Morales, a menacé de licencier les grévistes qui refuseraient de reprendre le travail. De difficiles négociations entre le ministre et le syndicat (sandiniste) des fonctionnaires ont commencé dimanche. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **CANADA : Arrestation de quatre Mohawks à la réserve indienne de St-Régis.** – Quatre Indiens mohawks ont été arrêtés, dimanche 13 mai, par la police canadienne dans le cadre de l'enquête sur la mort de deux Indiens, tués par balles le 1er mai dernier et victimes de la *« guerre des casinos »* que se livrent partisans et adversaires des jeux de hasard dans la réserve St-Régis, à la frontière canado-américaine.



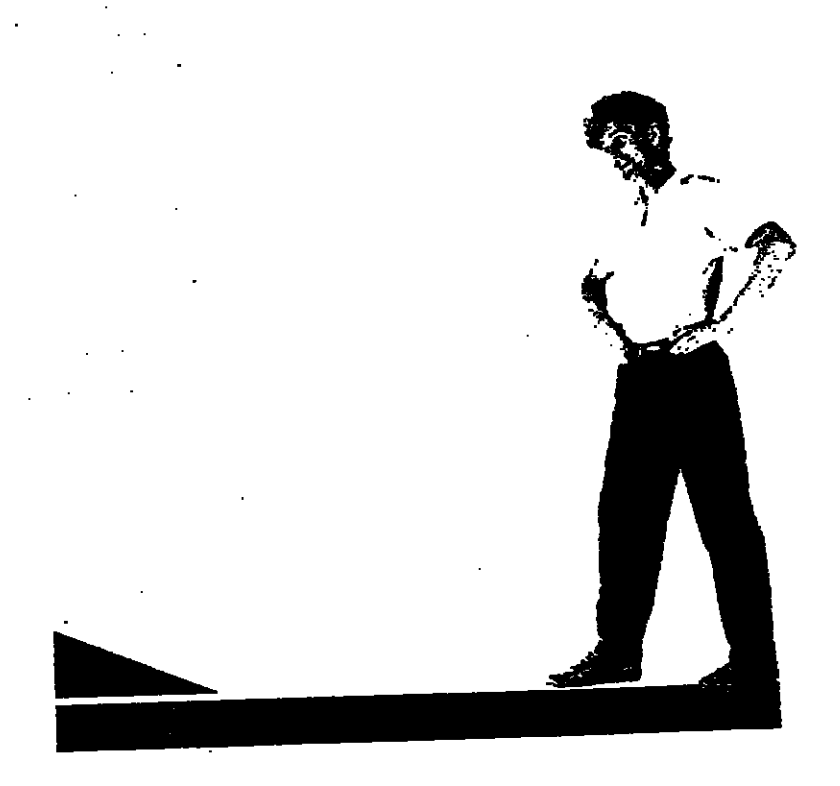
À TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

LIBAN

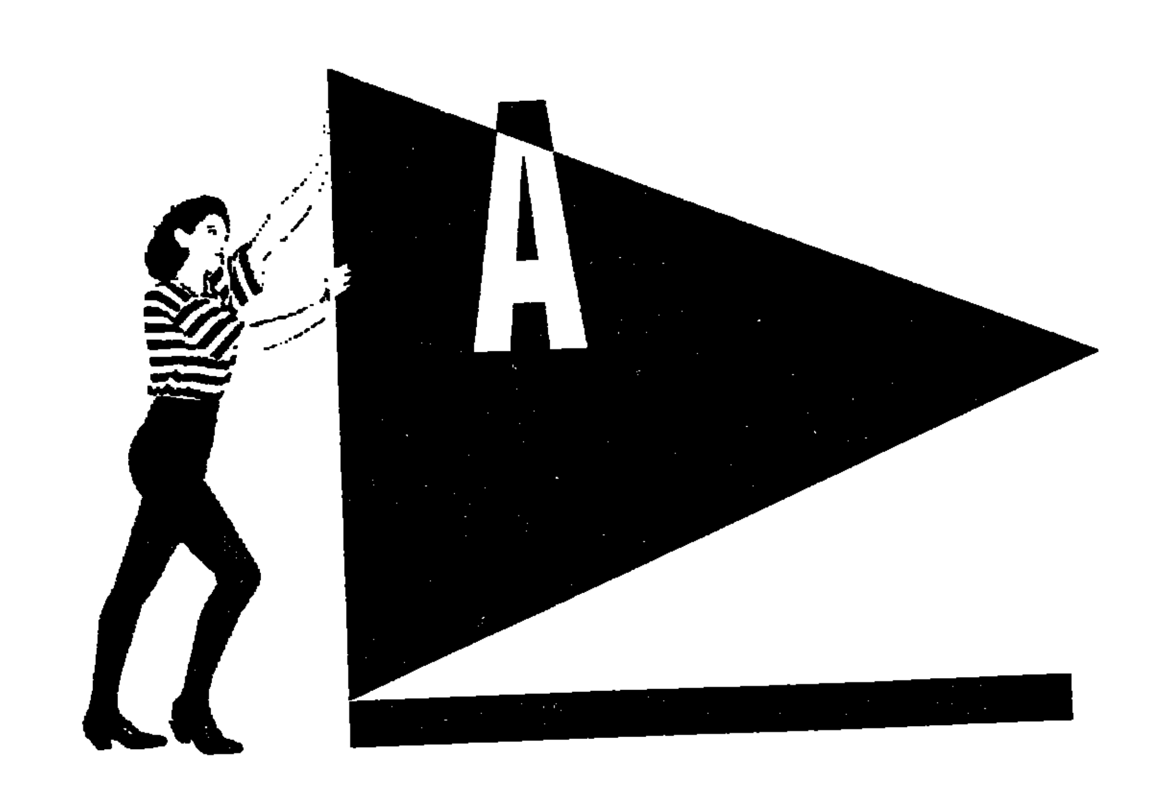
NICARAGUA

en mai...



“Tiens ça bouge,
il y a du nouveau ?”

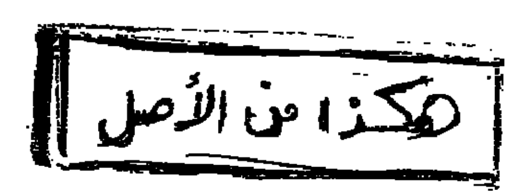
“Tu as des idées,
j'ai les miennes.
C'est sûr qu'on va pas
s'embêter !”





“On va passer
un mois ensemble, si
on se disait tout !”

FRANCOM



POLITIQUE

Les suites de l'amnistie des délits politico-financiers

Le « blanchisseur » blanchi par ses administrés

M. Jean-Pierre Michel, auteur de l'amendement-amnistie, dans son fief

Après l'échec, mercredi 9 mai, de la motion de censure déposée par l'opposition sur l'amnistie des délits politico-financiers, les députés sont retournés dans leurs circonscriptions, comme chaque week-end. Nous avons choisi de suivre deux députés socialistes, M. Jean-Pierre Michel, député de la Haute-Saône, auteur de l'amendement d'amnistie de 1989, et M. Michel Suchod, député de la Dordogne, hostile à l'amnistie, qu'il a pourtant votée par discipline.

HERICOURT
(Haute-Saône)
de notre envoyé spécial

Le voilà donc, le « coupable ». Costume pied-de-poule, pochette violette, la moustache épaisse et le crin savamment lissé, voilà le discret « *blanchisseur* », l'auteur du fameux amendement qui permettrait aujourd'hui à l'ensemble de la classe politique de s'en tirer à bon compte. Député (PS) de la Haute-Saône, M. Jean-Pierre Michel est de retour dans sa mairie d'Héricourt, samedi 12 mai, après une semaine marquée, à l'Assemblée nationale, par l'échec de la motion de censure « anti-amnistie » (1). « *Vous verrez, ce n'est pas la révolution, ici. A moins qu'ils ne vous disent des choses qu'ils n'osent pas me dire.* »

La fédération départementale du RPR a, bien sûr, diffusé une déclaration mettant en cause « *le père de cette amnistie qui scandalise le pays* ». M. Michel se promet d'y répondre par un courrier qu'il adressera à tous les maires du département, ainsi qu'aux responsables des sections socialistes. Mais rien ne presse. Il n'a reçu, en tout et pour tout, que trois lettres de protestation. « *Des électeurs de François Mitterrand qui m'affirment qu'ils ne pourront plus désormais voter à gauche. J'ai répondu à deux d'entre elles. La troisième était anonyme.* »

Les Verts de Haute-Saône ont également publié une lettre ouverte bien gentille et bourrée de fautes d'orthographe dans laquelle ils invitent le député à consacrer son temps à d'autres lois, sur l'éducation, la santé ou l'environnement par exemple, bref « *un travail législatif au combien* (sic) *exorbitant mais qu'y* [sic] *ne pourrait que redorer le blason de la politique fortement terni ces jours-ci* ». Non, ce n'est pas la révolution, ce samedi à Héricourt, c'est jour de marché.

Derrière son comptoir, le patron du Café de la mairie s'interroge gravement : « *A première vue, ça peut paraître scandaleux. Mais s'ils avaient fait la loi plus tôt, ils n'auraient pas eu à magouiller pendant si longtemps.* » Puis, il va chercher le journal du jour. « *Voilà !* » Sur huit colonnes, le titre de l'édition de la Haute-Saône de *l'Est républicain* est sans appel. « *Lure : 15 jours ferme pour le vol d'un anorak* ». « *S'il l'a volé, c'est peut-être qu'il devait pas en avoir* », poursuit notre patron moralisateur.

A chacun sa balance

A Héricourt, chacun a ainsi sa petite balance personnelle. Pour l'unique communiste orthodoxe du conseil municipal, M. Claude Greffe, il y a d'un côté l'amnistie, « scandaleuse », et, de l'autre, « *les Dix de Renault* ». Mais le maire, lui, n'y est pour rien : « *Il a fait un travail politique sain. Dans la tête des gens, c'est plutôt l'amendement Nucci* ».

Pour ses collègues reconstructeurs de la mairie, l'illustration du principe « deux poids, deux mesures » passe plutôt par le licenciement récent d'un ouvrier de Peugeot, qui, après trente-deux ans de maison, avait eu le tort d'emprunter un fer à souder. « *Cette affaire ne peut qu'accroître le dégoût*, explique M. Claude Stévenot, adjoint au maire chargé de la communication. *Cela va encore amener les gens à s'abstenir, ou bien à voter au mieux pour les Verts, au pire pour le Front national. Car ce n'est pas seulement le racisme qui fait monter Le Pen* ».

Sur la route du monument aux morts, deux lycéennes qui participent au rassemblement organisé après les profanations commises au cimetière de Carpentras, se disent « *outrées* » : « *On a l'impression que tout est permis quand c'est politique.* » Mais elles ne savent rien du rôle joué, à Paris, dans le vote de la nouvelle loi sur le financement des partis, par le député et maire d'Héricourt.

« *Ca veut dire qu'il n'y a plus de valeurs de gauche*, ajoute un grand barbu, militant syndical. *On va au casse-pipe ! J'ai peur de la vie politique en France, de cette bataille des chefs qui tourne à vide, en oubliant la base, le peuple, quoi !* » « *Ah ! Je le vois déjà, le prochain tract du Front* », soupire un autre manifestant.

Assis dans sa cuisine de formica bleu, M. Michel Milési, entrepreneur de travaux publics à Héricourt et porte-parole départemental du Front national, n'est pas si pressé. Il dira ce qu'il a à dire dans un mois, lors d'une conférence de presse qu'il donnera à l'occasion d'une prochaine élection partielle dans un canton voisin. « *C'est tout de même un joli scandale*, jubile-t-il. *C'est inadmissible, surtout venant de Michel, le fondateur du Syndicat de la magistrature* ».

Ce n'est pas que M. Milési ait beaucoup de choses à reprocher à son maire. Certes, il a renoncé à répondre aux appels d'offres de la mairie, mais, pour le reste, « *son boulot, il le fait plutôt même trop bien* ». Et à l'Assemblée, ce doit être sûrement pareil. D'ailleurs, M. Milési a sa petite idée là-dessus. Il a vu, l'autre jour, le garde des sceaux à la télévision. « *Il n'en a plus pour longtemps au gouvernement*, assure-t-il. *Et alors, qui verra-t-on pour lui succéder?... Michel, qui sera récompensé par ses copains du PS pour avoir fait passer la pilule.* »

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Voir *le Monde* des 10 et 11 mai.

De l'inconvénient d'être discipliné

L'embarras de M. Michel Suchod en Dordogne

PÉRIGUEUX
de notre envoyé spécial

Appartenir à la majorité, quand on est député, n'est pas toujours une sinécure. Il arrive qu'à force de jouer, contraint et forcé, les « *godillots* », *on se retrouve dans* ses petits souliers. Pour M. Michel Suchod, député de Dordogne, les effets de la récente loi d'amnistie ont été « *catastrophiques* ». Vice-président de la commissions des lois, il a pourtant joué les Cassandre longtemps avant que l'onde de choc provoquée par l'élargissement de M. Christian Nucci ne se propage.

En octobre 1989, il soulignait combien « *l'effet dans l'opinion en serait délétère* » (*le Monde* du 5 octobre 1989). Depuis, les faits ne l'ont pas démenti, au contraire, mais entre-temps, « *discipline* » ou « *solidarité* » oblige, M. Suchod a voté. Il admet bien volontiers qu' « *aujourd'hui l'agitation est retombée, mais il y a eu des moments difficiles* ». Ironie de l'histoire, le « frondeur » a dû faire lui-même une véritable explication de texte de la loi, le 3 mai, devant des militants assez « *remontés* », en Dordogne, lors de la réunion d'installation d'une section du Parti socialiste.

Certes, l'« effet amnistie » s'est progressivement dissipé. Comme par précaution M. Suchod a pourtant reproduit dans sa lettre mensuelle de député de mai un point de vue paru en octobre 1989 dans *le Monde* et intitulé sobrement : « Contre l'amnistie ». Il est vrai que le député est en campagne municipale, à deux pas de Bergerac. A la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat du second tour des élections de mars 1989, il disputera dimanche prochain au maire de Lalinde, M. Bernard Gouzot, la direction de cette commune qui compte un peu plus de trois mille habitants.

« Le mal est fait »

Lorsque le député arpente le pavé pour convaincre les derniers indécis – l'élection s'annonce serrée – il est évidemment question des « *intérêts* » de la commune, mais d'amnistie, point. Les relations délicates qu'entretiennent les deux têtes de liste en présence sont les principaux sujets de conversation, avec le changement de président du club de rugby local qui a échappé de justesse à la relégation – l'affaire est donc d'importance – pour sa première année en troisième division.

On n'a pas pour autant oublié cette « *honte* » ou ce « *scandale* ». A son évocation, les langues se délient encore rapidement. « *Les séquelles sont encore sensibles. Il est impossible de dire si cela se traduira à terme dans les faits. Dans cette région où la gauche est en perte de vitesse, c'est un élément qui pourrait jouer pour les prochaines législatives* », estime le député.

La réunion, dimanche 13 mai, de la fédération départementale des élus socialistes et républicains confirme cette impression. Pour chacun, « *le mauvais moment est passé* » mais « *le mal est fait* ». Le mécontentement est unanime, tous courants socialistes confondus. On en vient même à se demander s'il y a bien eu quelqu'un, au Parti socialiste, pour suggérer une telle mesure. « *A l'occasion du congrès de Rennes, qui était déjà une catastrophe, on avait fait le constat d'une distanciation croissante des hommes politiques et de leurs électeurs. L'amnistie n'a pas arrangé les choses* », maugrée un responsable popereniste.

Pour beaucoup d'élus, l'idée de départ était plutôt bonne et courageuse. Mais, après l'amnistie, le débat sur les relations entre la politique et l'argent, que devait clore la loi, se trouve au contraire relancé. « *Sur l'amnistie, les médias n'ont pas joué leur rôle, ils ont un peu tout mélangé. C'est toujours bien vu de taper sur les hommes politiques, c'est un bon créneau. Les militants, tant que ça n'a pas foutu la merde et tant qu'on n'en n'a pas parlé à la télévision, ils n'ont pas eu d'états d'âme* », râle un élu chevènementiste.

« *Finalement, dans cette histoire, je suis tout de même dans une position plutôt confortable* », estime M. Suchod. Voire, les Cassandre sont rarement récompensées... Au bilan de « *l'entourloupe* », on ne compterait plutôt que des perdants. Au sein de cette fédération fabiusienne particulièrement meurtrie par la bataille pour le congrès de Rennes, les luttes entre courants se poursuivent. Les brevets de vertu sont difficiles à obtenir quand on est minoritaire, comme l'est le député dont la prise de position a pu agacer.

A Lalinde, la dialectique parlementaire semble bien opaque . « *Mais enfin Michel, finalement, cette loi, tu l'as votée quand même !* », fait remarquer avec malice un retraité courbé par les ans. Alors « Michel » en viendrait presque à trouver lassant le métier de « godillot » ...

GILLES PARIS

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le risque de la partition

« La solution du problème calédonien passe irrémédiablement par la métropole. Or si la classe politique ne provoque pas de débats avant 1998, il sera trop tard ! » C'est sur ce cri d'alarme que le Comité de réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (CRANC) s'est proposé, samedi 12 mai, de débattre.

Le principal succès des accords Matignon d'août 1988 a été le retour à la paix, souhaité par les deux communautés. En revanche, dans le domaine économique, il y a eu, selon le CRANC, absence flagrante de mesures structurelles significatives. *« On n'a pas suffisamment pris en compte les spécificités de l'économie canaque pour que la population autochtone puisse participer au développement économique »*, note M. Jean Freyss, membre du Comité. *« Pour les Mélanésiens, par exemple, le rapport social prime sur l'économie, les coopératives agricoles sont ainsi d'abord vécues comme un lieu de rencontre, le rapport à l'argent est également très différent. »* En Nouvelle-Calédonie, 81 % de la consommation est importée. De ce fait, les transferts publics métropolitains sont devenus massifs et croissants.

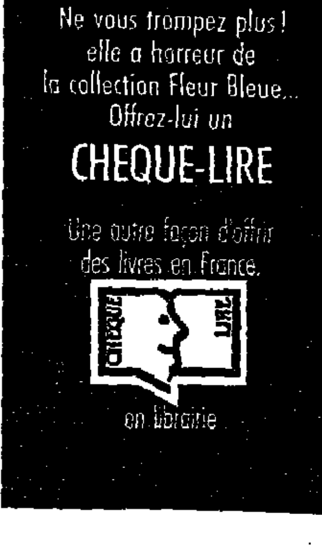
Les rapports entre les deux communautés sont restés tendus. L'administration, prise dans la contradiction entre aller vite et, en même temps, organiser la concertation, a privilégié le premier objectif. Or, comme le rappelle M. Alban Bensa, anthropologue, *« soit les tendances dualistes de la Nouvelle-Calédonie s'accentuent et c'est la partition ; soit on arrive à créer des ponts entre les deux communautés. »*

EN BREF

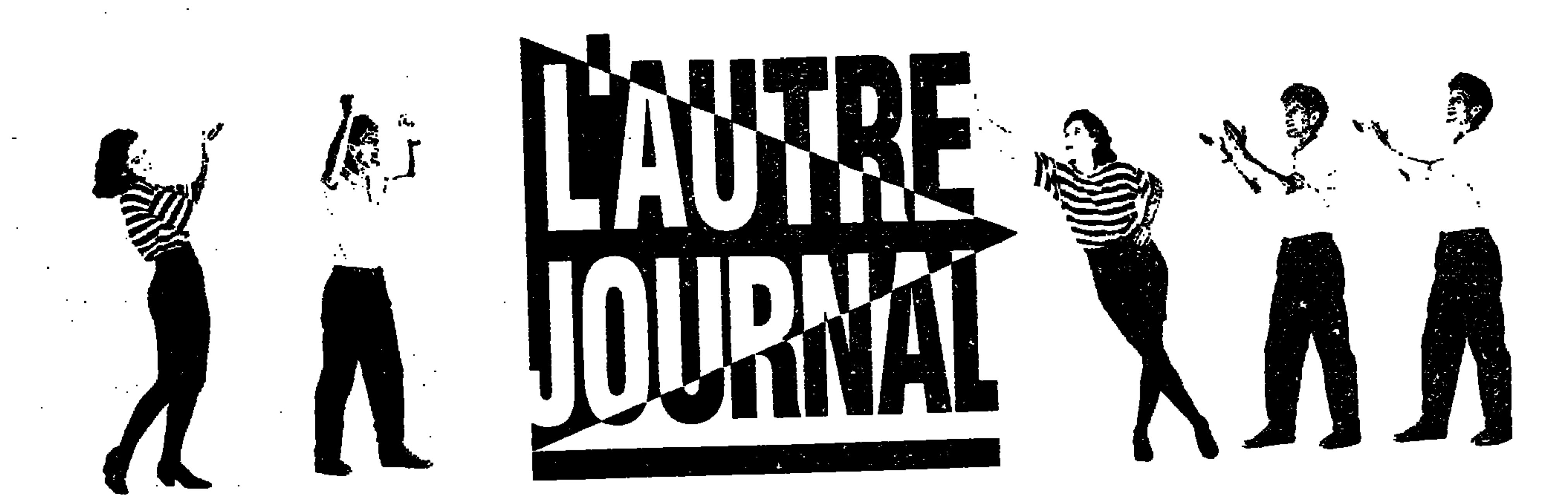
□ **M. Rocard reçoit une délégation d'élus communistes.** – Le premier ministre a reçu, lundi 14 mai à Matignon, une délégation d'élus communistes conduite par M. André Lajoignie. Cette initiative intervient après la manifestation, samedi 12 mai, aux abords de l'hôtel Matignon, d'élus communistes qui réclamaient « *des moyens financiers nouveaux pour l'autonomie communale* ». Cette manifestation a réuni cinq mille personnes, selon les organisateurs, un peu plus de deux mille selon la police.

□ **Le RECOURS devient « RECOURS-France ».** – L'organisation de rapatriés, le RECOURS, a décidé samedi 12 mai, lors de son congrès réuni à Montpellier, de s'appeler désormais, RECOURS-France. Cette nouvelle appellation correspond à la volonté des dirigants de cette organisation d'accueillir, outre les rapatriés, des « *Français métropolitains* ».

□ **M. Séguin adhère au Club 89.** – M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, a décidé d'adhérer au Club 89 que préside M. Michel Aurillac, ancien ministre de la coopération. Dans sa lettre d'adhésion, le maire d'Epinal écrit : « *Si nous faisons notre révolution culturelle*, comme l'a dit Jacques Chirac, *nos concitoyens sauront reconnaître dans notre message des réponses à leurs interrogations, à leurs préoccupations, à leurs inquiétudes.* » M. Aurillac voit dans cette décision un geste en faveur de « *l'alternance politique* » et il souhaite que « *la France reconnaisse dans notre leader, Jacques Chirac, l'homme dont elle a besoin* ».







On a tellement de choses à se dire

IL Y A DES AUJOURD'HUI
Elle avait prédit Tchernobyl. Irradiée, elle raconte
IL Y A DES DÉBATS
Les sociétés de contrôle, par Gilles Deleuze
IL Y A DES DÉPARTS
Stephan Eicher part au casino de Baden Baden
IL Y A DES IMAGES
Intifada : trois ans de photo-reportage
IL Y A DES CRIS
La lutte des femmes algériennes
IL Y A DES ADIEUX
Les artistes Tchèques disent au revoir au communisme
IL Y A DES SOUVENIRS
Antoine de Caunes, un lieu de son enfance
IL Y A DES LIEUX
Marseille raconte l'OM qui raconte Marseille
IL Y A DES QUESTIONS
Rêver ? Pour quoi faire ? Le professeur Jouvet répond
IL Y A DES AMOURS
1870. Le jeune Van Gogh rencontre Eugénie
IL Y A LE FEU
En banlieue, des jeunes incendient leurs lycées

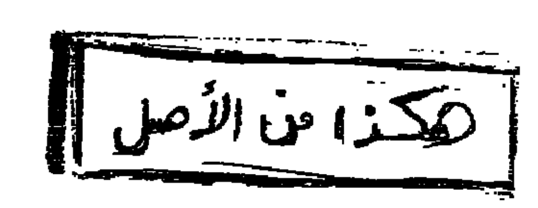
ET IL Y A DES LENDEMAINS
Où iront-ils ? Qui seront-ils ? Les immigrés en l'an 2025
ET IL Y A DES CONTES
La solitude chinoise, par Michel Cournot
ET IL Y A DES ARRIVÉES
Stanislas Lem retourne en Pologne
ET IL Y A DES ÉCRITS
« Le safari de votre vie », inédit de Nadine Gordimer
ET IL Y A DES SILENCES
Les sculptures sur glace du Pôle Nord
ET IL Y A DES RETROUVAILLES
L'Alabama, 50 ans après James Agee et Walker Evans
ET IL Y A DES MYSTÈRES
A Florence, le « monstre » a assassiné 16 personnes
ET IL Y A D'AUTRES LIEUX
Pripiat (URSS), ex-ville modèle de l'atome
ET IL Y A DES NON-DITS
L'étrange explosion de la fusée Ariane
ET IL Y A DES DÉCEPTIONS
George Orwell et l'Espagne. Entre eux, Hemingway
ET IL Y A LA TEMPÊTE
Mandela est libre. Onde de choc mondiale

IL Y A DES PETITES HISTOIRES ET DE GRANDES RENCONTRES, IL Y A DES GENS ET IL Y A DES HOMMES, IL Y A DES VIES, IL Y A LA VIE, IL Y A DES TRAINS A RATTRAPER, DES RENDEZ-VOUS A NE PAS MANQUER, L'AUTRE JOURNAL.
On a tellement de choses à se dire.

FRANCOM

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX N°1

MENSUEL - 350 PAGES - 30 F



هكذا من الأصل

• L'UNIFICATION ALLEMANDE, CHANCE OU ...

N° 434 - 37e année

LE MONDE diplomatique

36 pages - 17 F

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 015

PROCHE-ORIENT
Ambitions irakiennes
(Page 3.)

EXPLOSION DES CONFLITS EN UNION SOVIÉTIQUE

Le temps de toutes les ruptures

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

Démographie
Développement
Démocratie...
et
immigrations

MAI 1990

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI

URSS :

Conflits sociaux et sous-développement, par *Jean-Marie Chauvier, Marc Ferro, Catherine Goussef, Jacques Sapir* et *Chantal Lemercier-Quelquejay.*

PROCHE-ORIENT :

Ambitions irakiennes, par *Alain Gresh.*

CHINE :

Un continent ingouvernable, par *Roland Lew.*

ALLEMAGNE :

L'unification, chance ou handicap pour l'Europe ? par *Denis Clerc.*

DÉVELOPPEMENT :

Révolution des semences et alimentation humaine, par *Robert Ali Brac de La Périère.*

CULTURE :

Le cercle des cinéastes disparus, par *Michel David.*

DOSSIER (8 pages) :

Démographie, développement, démocratie et... immigrations, par *Claude Julien, Jacques Vallin, Susan George, Francis Gendreau, Maria Cosio, Thérèse Locoh, Claude Liauzu* et *Léon Tabah.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ENQUÊTE :

UN PROF A REMPLACER : LA GALÈRE

Que se passe-t-il lorsqu'un enseignant est absent ? Trente élèves se trouvent livrés à eux-mêmes, avec un emploi du temps désorganisé. Que cela se reproduise et le retard scolaire s'accumule. Quand on sait que les 2/3 des absences ne sont pas compensées, il y a de quoi s'alarmer. Cette enquête analyse les raisons du blocage du système de remplacement, elle révèle les inquiétudes et les propositions des parents, elle décrit la vie des maîtres auxiliaires et autres remplaçants, et s'interroge sur les moyens mis en œuvre par l'éducation nationale.

■ BAC : DES CONSEILS POUR LE FRANÇAIS ET LA PHILO

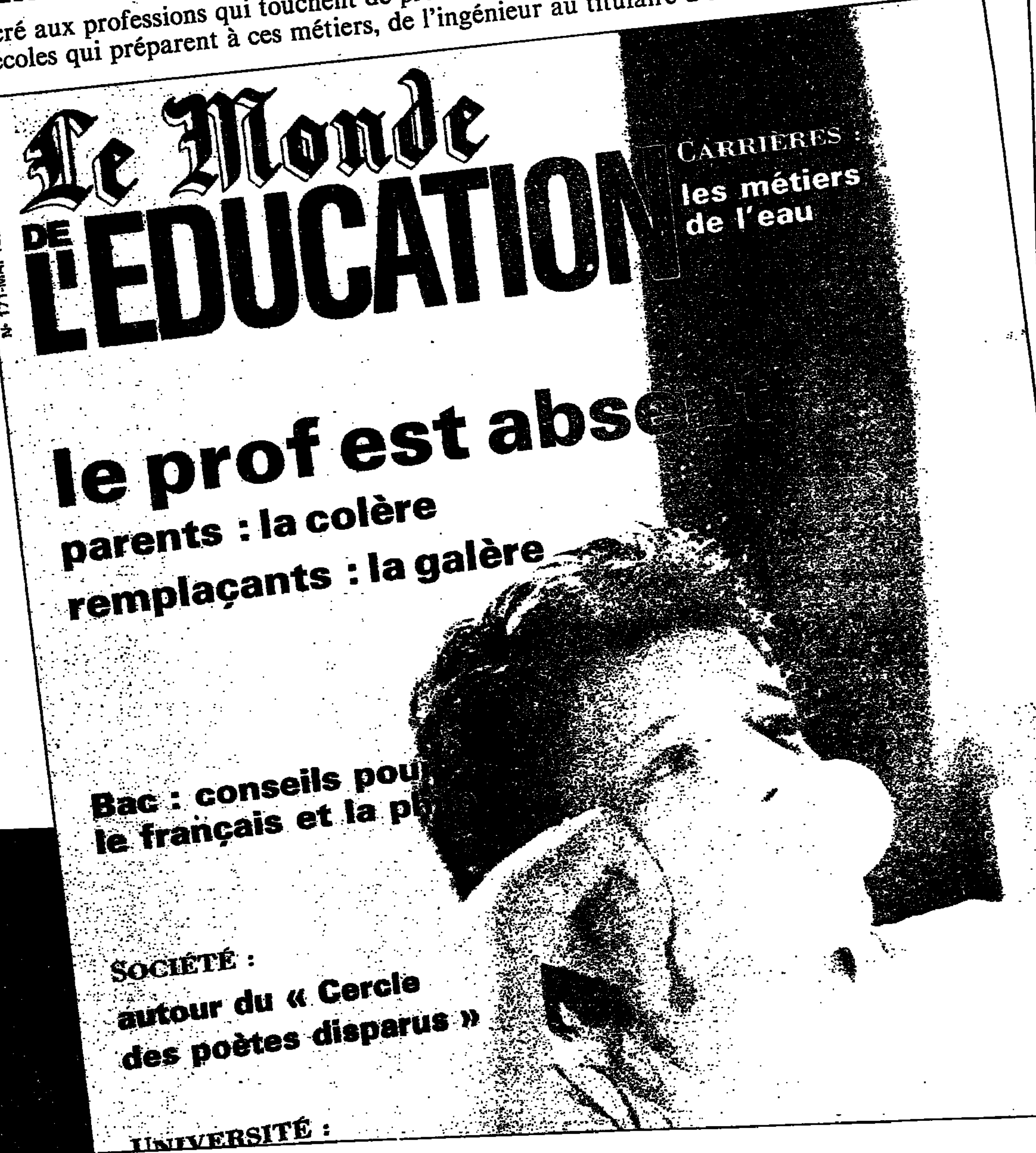
Le Monde de l'éducation donne les conseils de professeurs spécialisés sur le choix du sujet, la rédaction d'un plan cohérent, l'argumentaire des démonstrations, l'articulation entre les parties, la bonne gestion du temps, le respect des règles de présentation, etc.

■ UNIVERSITÉ : MONITEUR AUJOURD'HUI, PROFESSEUR DEMAIN

Tout en préparant leur thèse de doctorat, ils enseignent à des jeunes de premier cycle de fac. C'est la nouvelle façon de devenir professeur d'université. Une expérience à découvrir dans *le Monde de l'éducation.*

■ CARRIÈRES : LES MÉTIERS DE L'EAU

Un dossier consacré aux professions qui touchent de près ou de loin à l'eau. Un sujet d'actualité ! Avec une liste d'écoles qui préparent à ces métiers, de l'ingénieur au titulaire d'un CAP.



NUMÉRO DE MAI 1990

20 F

En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Les élections partielles

Trois cantonales...

AVEYRON : canton de Nant (1er tour)

Inscr., 2 404 ; vot., 1 766 ; abst., 26,54 % ; suffr. expr., 1 720. MM. René Quatrefages, RPR, 579 (33,66 %) ; Jean Andrieu, div. d., 544 (31,63 %) ; Pierre Molénat, div. g., 359 (20,87 %) ; Alain Desjardin, écol., 101 (5,87 %) ; Jean-Luc Gayraud, UDF-CDS, 56 voix (3,26 %) ; Mme Anne-Marie Juanaberria, PC, 46 (2,67 %) ; M. Jean Caldier, FN, 35 (2,03 %). *Il y a ballottage.*

[Destiné à remplacer Roger Julien (UDF-CDS), décédé le 25 mars et qui avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985, ce scrutin permet aux candidats du RPR et à celui proche du PR de devancer largement le porte-drapeau des centristes.

En mars 1985, les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 2 443 ; vot., 2 016 ; abst., 17,47 % ; suffr. expr., 1 902 ; Roger Julien, UDF-CDS, 1 012 voix (53,203) ; M. Quatrefages, div. d., 738 (38,80 %) ; Mme Juanaberria, PC, 152 (7,99 %).]

BAS-RHIN : canton de Mundolsheim (1er tour)

Inscr., 27 608 ; vot., 9 960 ; abst., 63,92 % ; suffr. expr., 9 698. MM. Rémy Schlichter, RPR-UDF, 2 206 voix (22,75 %) ; Claude Marty, Majorité présidentielle, 2 171 (22,39 %) ; Denis Oster, Verts, 1 359 (14,01 %) ; Walter Krieger, FN, 1 358 (14 %) ; Camille Roth, div. d., 752 (7,75 %) ; Jacques Cordonnier, Extrême droite, 678 (6,99 %) ; Guy Burckel, div. d., 629 (6,49 %) ; Pierre Waentz, div. d., 478 (4,93 %) ; Jean-Pierre Lickel, PCF, 67 (0,69 %) ; Robert Arnold, UDF-CDS, 0. *Il y a ballottage.*

[Après le décès de Jean-Jacques Rohfritsch, RPR, son mouvement espère conserver ce siège. Malgré la présence de trois candidats divers droite, son candidat devance celui de la majorité présidentielle. M. Schlichter a annoncé que les voix du Front national « ne l'intéressaient pas ».

Au premier tour des cantonales de mars 1985, les résultats avaient été les suivants : inscr., 24 288 ; vot., 13 185 ; abst., 45,71 % ; suffr. expr., 12 678 ; Jean-Jacques Rohfritsch, 7 084 voix (55,87 %) ; MM. Walter Krieger, FN, 2 676 (21,10 %) ; Claude Fritsch, PS, 2 615 (20,62 %) ; Jean Renaud, PC, 303 (2,39 %).]

DEUX-SÈVRES : canton de Champdeniers-Saint-Denis (1er tour)

Inscr., 4 025 ; vot., 2 908 ; abst., 30,84 % ; suffr. expr., 2 864. Mme Jeanne-Marie Bizard, UDF, 1 209 voix (42,21 %) ; MM. Alain Champeil, div. d., 798 (27,86 %) ; Didier Delechat, PS, 770 (26,89 %) ; Robert Goutefangea, PC, 39 (1,36 %) ; Jean-Louis Mourey, FN, 32 (1,12 %) ; Nénel Baudoin, div. g., 16 (0,56 %). *Il y a ballottage.*

[Mme Jeanne-Marie Bizard arrive en tête du premier tour de cette partielle provoquée par le décès de son mari survenu le 13 février dernier. Son avance est telle qu'elle ne devrait pas avoir de difficultés pour lui succéder au conseil général.

René Bizard, UDF, vice-président du conseil général, avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985, avec 2 015 voix (74,74 %), contre 497 (18,43 %) à M. Christian Prieur (PS) et 184 (6,82 %) à M. Robert Goutefangea (PC) sur 4 045 inscrits, 2 825 votants (soit 30,11 % d'abstention) et 2 696 suffrages exprimés.]

... et une municipale

VAR : Saint-Cyr-sur-Mer (1er tour)

Inscr., 5 849 ; vot., 4 379 ; abst., 25,13 % ; suffr. expr., 4 326. Liste du RPR, conduite par M. Jean-Pierre Giran, maire sortant, (RPR) : 1 829 voix (42,51 %) ; liste de l'UDF, conduite par Mme Josette Pons, ancien maire, (UDF) : 1 722 (39,8 %) ; liste de la gauche unie conduite par M. Patrick Colo (PS) : 412 (9,52 %) ; liste du Front national conduite par M. Pierre Sailly (FN) : 353 (8,15 %). *Il y a ballottage.*

[Dès ce premier tour, le maire invalidé par le Conseil d'Etat, améliore sa position par rapport aux élections de mars 1989, lorsqu'il avait arraché la mairie à Mme Pons. Il a, il est vrai, réussi à s'imposer dans des dossiers d'aménagement et de gestion difficiles. Le Front national qui voulait, cette fois, faire payer à M. Giran l'intransigeance qu'il manifeste à son égard en tant que secrétaire de la fédération du Var du RPR, poste qu'il occupe depuis quelques mois, n'a pas réussi sa démonstration.

La liste de droite conduite par M. Jean-Pierre Giran, div. d., était arrivée en tête de la triangulaire du second tour des municipales de mars 1989. Cette liste avait obtenu 2 018 voix (44,83 %) et 22 sièges (22 div. d.) contre 2 001 voix (44,45 %) et 6 sièges (1 UDF et 5 div. d.) à la liste du maire sortant UDF, Mme Josette Pons. La liste d'union de la gauche conduite par Régis Chapotot, div. g., n'avait eu qu'un siège avec 482 voix (10,70 %). Il y avait eu 4 501 suffrages exprimés sur 4 588 votants (soit 21,10 % d'abstention) sur 5 815 inscrits.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 5 815 ; vot., 4 368 ; abst., 24,88 % ; suffr. expr., 4 240 ; liste de Mme Pons, 1 994 voix (47,02 %) ; liste de M. Giran, 1 628 (38,39 %) ; liste de Chapotot, 618 (14,57 %).]

CARNET DU Monde

Naissances

– Victoire DELORY,
Christophe CATELLE
et Chloé,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Camille,

le 26 avril 1990.

30, rue Pierre-Curie,
59261 Wahagnies.

Mariages

– M. et Mme PORTAZ,
M. et Mme LOITTO,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants.

Véronique et Joseph,

qui sera célébré le samedi 19 mai 1990 en l'église de La Combe-de-Lancey (Isère).

La Ceriseraie, no 25,
38420 Domène.
Chemin de Levet,
38330 Biviers.

Décès

– Le 9 mai 1990, dans sa soixante-cinquième année,

M. Guy BERNET,
chevalier de la Légion d'honneur,
président de GP banque,
ancien directeur général adjoint
de la Société marseillaise de crédit,
président de FIMMO
et administrateur
de nombreuses sociétés du groupe,

est décédé.

Les administrateurs
Et le personnel de GP banque
s'associent à la douleur de la famille de leur président.

4, rue Auber,
75009 Paris.

– Le président,
Et les membres du conseil général,
Le directeur,
Le personnel
Et les élèves ingénieurs de l'ENSIA,
ont la tristesse de faire part du décès de

Ludovic BLONDE,
élève de deuxième année,
membre du conseil général
et du bureau des élèves.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le mercredi 16 mai 1990, à 18 heures, en la chapelle des sœurs franciscaines missionnaires de Marie,

32, avenue Reille,
75014 Paris.

– Mme Félix Brunau,
M. et Mme Jean Lemagnen,
Mme Renée Birambeau,
M. et Mme Pierre Ferrin,
M. et Mme Philippe Malaud,
M. et Mme Jean Birambeau,
M. et Mme François Birambeau,
M. et Mme Claude Caillet,
M. et Mme Michel Chaigne,
M. et Mme Pierre Birambeau,
M. et Mme Michel Ferrin,
M. et Mme Jacques Hillenmeyer,
M. et Mme Rémy Leguise,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Félix BRUNAU,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
commandeur des Arts et Lettres,
architecte,
inspecteur général honoraire
des Bâtiments civils
et Palais nationaux,
président-fondateur
de la Cité internationale des arts.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denys-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 68 *bis*, rue de Turenne, Paris-3e, le mardi 15 mai 1990, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Voiteur (Jura), vers 18 heures, le même jour.

16, rue du Parc-Royal,
75003 Paris.

– Le conseil d'administration de la Cité internationale des arts
a la tristesse de faire part du décès de son président-fondateur

M. Félix BRUNAU,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
commandeur des Arts et Lettres,
architecte,
inspecteur général honoraire
des Bâtiments civils
et Palais nationaux,
président-fondateur
de la Cité internationale des arts.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denys-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 68 *bis*, rue de Turenne, Paris-3e, le mardi 15 mai 1990, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Voiteur (Jura), vers 18 heures, le même jour.

16, rue du Parc-Royal,
75003 Paris.

– Le personnel de la Cité internationale des arts
a la tristesse de faire part du décès de son président-fondateur,

M. Félix BRUNAU,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
commandeur des Arts et Lettres,
architecte,
inspecteur général honoraire
des Bâtiments civils
et Palais nationaux,
président-fondateur
de la Cité internationale des arts.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Denys-du-Saint-Sacrement, sa paroisse, 68 *bis*, rue de Turenne, Paris-3e, le mardi 15 mai 1990, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Voiteur (Jura), vers 18 heures, le même jour.

16, rue du Parc-Royal,
75003 Paris.

– M. Marc Coupeau,
M. et Mme Jocelyn Maury
et leurs filles,
Mme C. Inguenaud,
ses enfants,
et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marc COUPEAU,
née Marthe Palfrène,

survenu à Paris, le 11 mai 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 mai, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Son épouse,
Ses enfants,
Et petits-enfants,
Ses parents proches
Et ses amis,
ont la grande peine de faire part du décès de

M. Robert DAUVERGNE,

survenu le 7 mai 1990, au Mesnil-Saint-Denis, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'incinération a eu lieu le 11 mai, dans la plus stricte intimité, au cimetière des Joncherolles, à Villetaneuse.

17, avenue Port-Royal-des-Champs,
78320 Le Mesnil-Saint-Denis.

– Grossœuvre (Eure).

Mme Marguerite Rayer,
sa grand-mère,
Mme Paulette Rayer,
sa mère,
M. et Mme Michel Clair
et leurs enfants,
M. Jacques Rayer,
Toute la famille,
Et ses nombreux amis qui l'ont entouré d'affection,
ont la douleur de faire part du décès de

François RAYER,

survenu le 8 mai 1990.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Grossœuvre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Grandis-Sylva,
27220 Grossœuvre.

– M. et Mme André Guillard,
M. et Mme Marcel Guillard,
M. et Mme Jean-Pierre Portefait,
M. Jean-Louis Douffiagues,
Mlle Marie-Andrée Douffiagues,
ses enfants,
M. et Mme Pierre Grandry,
Julien et Hadrien,
M. et Mme Alain Robert Guillard,
M. et Mme Gérard Laigroz,
Laetitia, Stéphanie, Nicolas,
M. et Mme Yves Guillard,
Véronique,
M. et Mme Stéphane Petré,
M. Georges Henry Portefait,
Sandra et Marianne Douffiagues,
ses petits-enfants,
et arrière-petits-enfants,
Les familles Douffiagues, Minier, Gallian,
Ses parents
Et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry DOUFFIAGUES,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ancien directeur général
de la Société commerciale
des potasses d'Alsace,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
officier du Mérite agricole,
titulaire de la grande médaille d'or
des Mines,

survenu à Aix-en-Provence, le 4 mai 1990, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 9 mai, en l'église de Bort-les-Orgues (Corrèze).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

« Laissez-moi m'endormir du sommeil de la Terre. »
Vigny.

30, avenue Georges-Mandel,
75116 Paris.
344, boulevard Jean-Jaurès,
19110 Bort-les-Orgues.
40, rue Vergniaud,
75013 Paris.
BP 1077 Yamoussoukro,
(Côte-d'Ivoire).
38, rue des Croissants,
92380 Garches.

– Les familles Le Bars, Ilvoas et Kassel,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Raymond LE BARS,
prêtre,

survenu brutalement à son domicile, le 9 mai 1990.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Clamart (Hauts-de-Seine), le 11 mai.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Landerneau (Finistère), le samedi 12 mai.

– La Fédération française d'escrime a la douleur de faire part du décès de

Ernest REVENU,
maître d'escrime,
membre du comité directeur de la FFE,

survenu le 11 mai 1990.

Les obsèques auront lieu le mardi 15 mai, à 14 h 15, en l'église Saint-Aspais de Melun.

[Agé de quatre-vingts ans, Ernest Revenu est un des grands maîtres d'armes dans la tradition française. De formation militaire, il exerce ses talents de pédagogue auprès de sa fille Coletta, qui dispute les Jeux olympiques de Tokyo, et de son fils Daniel qui, avant d'être directeur technique de la Fédération française d'escrime entre 1986 et 1988, monte six fois sur les podiums olympiques (1964 et 1968) et mondiaux (1965 et 1971) dont deux fois pour recevoir la médaille d'or. Le Cercle d'escrime de Melun, où il donne la leçon jusque dans ses derniers jours a gagné cinq fois la Coupe d'Europe des clubs champions, et plusieurs de ses titulaires sont encore membres de l'équipe nationale.]

– Paris. Besançon. Chartres.

Mme Jean Robert,
M. et Mme Paul Robert
et leurs enfants,
Mlle Jenny Robert,
MM. Pierre, Léon, Maurice, Michel, Jacques Robert,
leurs épouses,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
font part du décès de

M. Jean-Marie ROBERT,
ancien procureur général
près la Cour de cassation,

survenu le 22 avril 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité, à Besançon.

[Né le 10 avril 1908 à Besançon, docteur en droit, Jean-Marie Robert est successivement attaché au ministère de la justice (1927), rédacteur principal (1932), substitut adjoint (1941), substitut de la Seine (1944), substitut général de Paris (1953), procureur général près la cour d'appel de Besançon (1957), président du tribunal militaire spécial institué en mai 1961 – à ce titre il dirige notamment le procès de Dovecart et Piegts qui, impliqués dans l'assassinat du commissaire Gavoury, sont condamnés à mort – et à partir de septembre 1962, procureur général près la cour d'appel de Paris avant d'accéder par décret du 27 octobre 1967 au poste de procureur général près la Cour de cassation. Trois mois après avoir été installé dans ces fonctions en présence du général de Gaulle, il demande le 16 janvier 1968 à faire valoir ses droits à la retraite en raison de certains aspects de sa vie privée (il sera assigné devant la première chambre du tribunal de Paris pour rupture de promesse de mariage par une ancienne amie italienne en février 1969). En 1971, il participe aux travaux du Conseil de la législation pénale.
Jean-Marie Robert est commandeur de la Légion d'honneur.]

– Mme André Rosa,
née Renée Valensi,
son épouse,
Les professeurs Danièle et Jean-Jacques Aron,
M. et Mme Robert Rosa,
Le professeur et Mme Alain Rosa,
ses enfants,
M. et Mme Olivier Aron,
Ariane Rosa, Jean-Marie Rosa, Jean-François Aron, Sandrine Rosa, Delphine Rosa et Judith Rosa,
ses petits-enfants,
Jean-Elie, Joakim, Rébecca et Abigael Aron,
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mme Henri Rosa,
ses frère et belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROSA,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
médaille d'or du travail,
commandeur du Mérite
de la République italienne.

Ni fleurs ni couronnes.

Donations à l'Institut Pasteur-Weizman.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin, le mercredi 16 mai 1990, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, avenue Raphaël,
75016 Paris.

– De la part de
Mme Adolphe Touffait,
son épouse,
M. et Mme Jacques Touffait
et leurs enfants,
M. Michel Touffait,
M. et Mme Jean Touffait
et leurs enfants,
M. François Touffait,
ses enfants et petits-enfants.

Une messe sera célébrée à la mémoire de

M. Adolphe TOUFFAIT,
procureur général honoraire
près la Cour de cassation,
juge honoraire à la Cour de justice
des Communautés européennes,

le mardi 15 mai, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), métro Sablons.

8, boulevard Julien-Potin,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

– En ce dixième anniversaire du retour à Dieu de

Mme Jean BARBEY,
née Marie-Louise Bois,

décédée le 10 mai 1980,

son souvenir est rappelé, ainsi que celui de son époux,

M. Jean BARBEY,
président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris,
ancien conseiller général de l'Orne,

décédé le 3 août 1977.

En union de prières, à l'occasion des messes qui seront célébrées à Neuilly, Deauville et Mamers.

Il y a dix ans, le 15 mai 1980,

Yvan CHAZOTTES,
artiste peintre,

nous quittait.

Ceux qui l'aimaient se souviennent.

– Dix ans que nous n'avons revu notre fille aimée

Liora CICUREL,

renversée sur un passage protégé, en mai 1980, à douze ans.

La famille
Et les amis
se retrouveront à l'entrée principale du cimetière de Pantin, le 24 mai, à 15 heures.

Messes anniversaires

– La messe à la mémoire du

cardinal Jean DANIÉLOU

sera célébrée le jeudi 17 mai, à 19 heures, en l'église Saint-Séverin. Elle sera suivie d'une réunion amicale.

Communications diverses

– La vente d'entraide du Val-de-Grâce prévue les 15, 16 et 17 mai ainsi que le concert qui lui était associé sont annulés.

Renseignements : 74, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris.

Du 5 au 9 juin 1990, au nom du ministère de la culture et du CNRS, l'Institut des Sources chrétiennes *organise à Lyon (université catholique),* Cîteaux et Dijon, *un colloque pour le neuvième centenaire de la naissance de saint Bernard :*

Bernard de Clairvaux, histoire, mentalités, spiritualité,

avec les meilleurs spécialistes de saint Bernard, et sous la présidence de
dom Jean LECLERCQ
et M. Georges DUBY.
Ouvert à un public averti.

Renseignements et inscriptions :
Colloque saint Bernard, Institut des sources chrétiennes, 29, rue du Plat, 69002 Lyon
Tél. : 78-37-27-08

Après les profanations de Carpentras

La gauche et la droite unies aux côtés de la communauté juive

L'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) à « tous les hommes et les femmes qui refusent la haine, l'intolérance et l'exclusion » après la profanation de Carpentras a été entendu : l'ensemble des partis et familles politiques, à l'exception de l'extrême droite, ont appelé leurs adhérents à participer à la manifestation du lundi 14 mai, à Paris, « pour la justice, la liberté et la démocratie ».

Le cortège devait partir à 18 heures 30 de la place de la République pour se rendre place de la Bastille. Conduite par M. Jean Kahn, président du CRIF, le grand rabbin de France Joseph Sitruk, la manifestation devait être silencieuse, avec une unique banderole portant les inscriptions : « Non au racisme, non à l'antisémitisme ».

Après l'émotion des derniers jours, plusieurs responsables des partis de droite – notamment MM. Charles Pasqua, Gérard Longuet, Charles Millon et Mme Michèle Barzach – envisagent de participer à la seconde table ronde sur le racisme et l'immigration, organisée le mercredi 16 mai à l'hôtel Matignon, que l'opposition avait d'abord décidé de boycotter. M. Michel Rocard a adressé, samedi 12 mai, une lettre à tous les participants de la première table ronde, où il précise les trois « conditions » d'un accord sur une « intégration harmonieuse des étrangers ».

« Si M. Joxe ne trouve pas les auteurs de la profanation de Carpentras, qu'il démissionne », a déclaré, dimanche 13 mai, à Montauban, M. Carl Lang, secrétaire général du Front national. Tout en stigmatisant la « barbarie de ces profanations », M. Lang a dénoncé « la provocation ignoble qui s'en est suivie envers le Front national ». M. Bruno Mégret, numéro deux du Front national, estime, pour sa part, « qu'il n'y a pas de montée du racisme en France ».

L'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras semblait piétiner, lundi matin 14 mai, après la remise en liberté, durant le week-end, des six skinheads interpellés. Les inspecteurs de la police judiciaire disposent de peu d'indices : des empreintes, difficilement exploitables, sur la hampe du parasol retrouvée dans le cimetière, deux tuyaux d'arrosage qui auraient pu servir à extraire un cercueil et quatre traces de quatre paires de chaussures différentes. L'enquête de voisinage n'a pas donné de résultats probants.

« Un avant et un après »

De nombreuses personnalités de tous bords et des milliers d'anonymes pour une cérémonie marquée par la dignité

CARPENTRAS

de notre correspondant régional

La tête recouverte d'un voile noir, elle tenait un bouquet de fleurs rouges dans la main. Quand la voix du ministre officiant modulant les mots superbes de la chanson de l'Espérance s'éleva sous les grands pins, elle ne put retenir ses larmes.

Trop d'émotion, trop de réminiscences, trop de douleur, trop de révolte. *« Je regarde cette foule que l'on ne peut contenir, qui a du mal, elle, à se contenir »*, avait dit, l'instant d'avant, le grand rabbin Joseph Sitruk. La cérémonie de prières organisée au cimetière juif de Carpentras, dimanche, en fin de matinée, les a unis dans le même recueillement et la même volonté de mettre un terme à l'escalade de la violence raciste.

De tout le Midi, de plus loin encore, ils étaient venus rendre hommage à Félix Germon, qui, dans ce cimetière, trois jours auparavant, avait été *« exhumé de sa tombe et avili »*, et à tous les morts dont les tombes avaient été profanées.

« La France à nos côtés »

Dès 9 heures, ils avaient afflué, sous un soleil plombé. Plus de dix mille personnes dont beaucoup ont été immobilisées à l'extérieur, le long de l'aqueduc romain bordant la petite route d'accès. Juifs et non-juifs, anonymes, ainsi que de très nombreuses personnalités accueillies sur une tribune dressée à la croisée des deux allées principales du cimetière.

Quatre ministres, MM. Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin et Georges Sarre, le directeur du cabinet du Président de la République, M. Gilles Ménage, représentant le chef de l'Etat, des responsables nationaux de tous les partis politiques (1), des élus locaux ceints de leur écharpe tricolore, des personnalités religieuses de toutes les confessions, le mufti de la mosquée d'Avignon, en djellaba blanche, côtoyant l'évêque de cette ville et de nombreux rabbins en costume sombre, des dignitaires maçonniques, des dirigeants d'organisations antiracistes, des syndicalistes comme M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, des délégations d'anciens déportés portant le brassard rayé, avec leurs drapeaux en berne, des artistes, dont Michel Boujenah et Enrico Macias...

Un consensus exemplaire que saluera M. Sitruk en s'exclamant avec force : *« Quel bonheur de sentir la France à nos côtés ! »* Recueillement, dignité, mais aussi une tension insupportable pour cette femme dont les cris, soudain, déchirent le silence...

Un peu avant midi, alors que dans la ville, répondant à un appel du conseil municipal, les commerçants baissent leurs rideaux et que la circulation est interrompue, la cérémonie commence. Elle ne durera pas plus d'une demi-heure.

Dans une brève allocution, le ministre de l'intérieur et des cultes, M. Pierre Joxe, exprime les sentiments d'indignation et de solidarité des Français à la communauté juive. *« Il est utile de rappeler*, déclare-t-il, *les trois principes fondateurs du droit de la République. Le premier est toujours célébré : liberté. Le second est souvent négligé : égalité. Le troisième est parfois oublié : Fraternité. N'oublions jamais. »*

Puis le grand rabbin de Marseille, M. Jacques Ouaknine, récite une hachkava à la mémoire des morts et adresse une prière, en français, à Félix Germon. *« Nous espérons*, conclut-il, après avoir évoqué l'holocauste, *que tous les hommes de bonne volonté ont enfin compris qu'il est temps de réagir pour empêcher une nouvelle faillite de notre humanité désorientée. »*

« Nous ne crions pas vengeance »

Le grand rabbin Sitruk, qui lui succède, implore, d'abord, le pardon du supplicié, *« au nom de la communauté juive, au nom de la communauté nationale, au nom de l'humanité et au nom de tes agresseurs. Qu'ils soient, et c'est peut-être leur plus grande peine, associés, à leur insu, à ce pardon.* (...) *» « Mais nous croyons avoir compris*, poursuit-il, *qu'en souillant ton corps si fragile et si inoffensif, ils ont montré leurs limites. Ils ont avoué leur impuissance et* (...) *montré qu'ils étaient incapables de vivre avec les autres.* (...)

» Nous les vivants, nous ne sommes ni inquiets ni résignés. Nous ne crions pas vengeance. Nous clamons notre indignation. Oui, sans doute, un jour, nous l'espérons aussi, des coupables seront arrêtés. Mais (...) *ce qui nous importe, c'est d'empêcher que cela puisse un jour se reproduire. Ce qui nous importe*, dit-il en enflant la voix, *c'est que, dans la France démocratique d'aujourd'hui, il ne faut plus se laisser faire. Ne laissons plus dire n'importe quoi. Isolons les antisémites. La France n'est pas antisémite. Si elle en abrite quelques-uns, c'est bien eux qui doivent être montrés du doigt et non leurs victimes. Professeurs révisionnistes ou hommes politiques irresponsables, il est temps que nous leur donnions, ensemble, la leçon. »*

Le grand rabbin Sitruk conclut en s'adressant, à nouveau, à Félix Germon : *« Puisses-tu reposer en paix. Nous les vivants, nous essaierons de faire nôtre ton message (...). Pour que, désormais, il y ait un avant-Carpentras et un après-Carpentras. Cette date doit rester dans l'histoire de notre pays... »* Un ministre du culte de la synagogue de la rue Copernic invite, enfin, la foule à réciter, avec lui, le kadische, la prière de sanctification. Les morts du cimetière juif de Carpentras sont apaisés...

Au terme de la cérémonie, il y aura un bref incident. Quatre élus du Front national, MM. Jacques Bompard, Guy Maccary, Raoul Colombes (Vaucluse) et M. Jean Roussel (Bouches-du-Rhône), après avoir franchi les portes, seront conspués par de jeunes juifs scandant : *« Le Pen hors la loi »* et *« Le racisme ne passera pas »*. Déjà, la veille, M. Maccary, conseiller municipal de Carpentras et conseiller régional, ainsi qu'un élu municipal de Sorgues, M. Fernand Teboul, avaient été exclus de la manifestation organisée à l'initiative du MRAP devant le monument aux morts de la ville.

GUY PORTE

(1) Notamment, MM. Michel Vauzelle représentant le président de l'Assemblée nationale et Louis Mermaz (PS), Jacques Toubon, Jacques Chaban-Delmas (RPR), François Léotard (UDF) et André Lajoinie (PC). Parmi les élus de la région, participait également à la cérémonie le sénateur (app. PS) et maire de Marseille, M. Robert Vigouroux.

Au Puy-en-Velay

M. Le Pen a dénoncé de nouveau « ceux à qui le crime profite »

***« Le Pen : les mots, Carpentras : l'horreur. »* Les banderoles et les slogans des manifestants du Puy-en-Velay, qui, samedi 12 mai, ont protesté contre le meeting réuni le même jour, à la périphérie, par M. Le Pen, pouvaient faire croire à une mobilisation circonstancielle. En fait, l'appel à cette contre-manifestation avait été lancé bien avant la découverte de la profanation.**

LE-PUY-EN-VELAY (Haute-Loire)

de notre envoyé spécial

Sans le traumatisme de Carpentras, les vingt-quatre associations et organisations, réunies dans un rare élan unitaire (1), n'auraient pas rassemblé une foule aussi dense – quatre mille personnes selon les organisateurs, deux mille selon la police – au coeur d'une agglomération de moins de cinquante mille habitants et d'un département où le progrès de l'extrême droite est contenu par l'enracinement de la droite chrétienne.

Même s'il a dénoncé *« la parole habile, biaisée, ambiguë de Le Pen, qui pénètre comme un poison le discours politique »*, ce sont d'abord des propos humanistes, où il était question d'amour et de tolérance, qu'a opposés *« à la montée du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme »* le représentant de la Ligue des droits de l'homme. A la même heure, à l'autre bout de la ville, M. Le Pen, l'air éteint, le front soucieux, donnait une conférence de presse pour réaffirmer qu'il *« marche la tête haute »*, justifier ses propos télévisés sur le *« pouvoir des juifs dans les médias »*, dénoncer en *« vieux renard »* des *« ficelles un peu grosses »* et livrer ses *« éléments nouveaux »* sur l'affaire de Carpentras.

Le soir, quelque six cents personnes se sont réunies dans la salle polyvalente de Vals-près-Le-Puy pour écouter le président du Front national, qui a mis un léger bémol à son penchant pour l'anathème et le calembour vitriolé. Un point sur Carpentras, essentiellement pour fustiger *« ceux à qui le crime profite »*, en vrac : *« le MRAP, le KGB, la nomenklatura socialiste, les Pasqua, les Chirac, ou bien Longuet, qui essaie de faire oublier qu'il fut un jeune matraqueur de l'extrême droite »*. Plusieurs points contre le *« tout nucléaire »* (au Puy, les Verts avaient enregistré une forte progression aux élections municipales de mars 1989), les magouilles des *« politiciens débiles »*, les extrémistes islamistes qu'il ne *« confond pas avec l'immigration »*, le sida, la drogue, la délinquance, la dénatalité et le malheur qu'a été le *« départ des colonies de l'encadrement blanc »*.

M. Le Pen ne s'est pas privé du clin d'oeil qui met ses auditeurs en transes – *« Grâce à la Hague, la France reçoit des déchets venus du monde entier »* – ou de rappeler la « cocasserie » qui déchaîne les rires : *« Pour Copernic, c'était pareil, le ministre de l'intérieur connaissait les coupables. On a vu. »*

ROBERT BELLERET

(1) Parmi les signataires de l'appel figuraient le PS, le PCF, les Verts, la LCR, la CGT, la CFDT, la FEN, SOS-Racisme, l'ANACR, la FNDIRP, un comité lycéen et le Parti occitan.

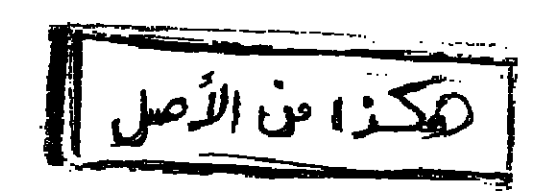
La « piste intéressante » du président du Front national

Au Puy-en-Velay (Haute-Loire), samedi 12 mai, M. Jean-Marie Le Pen s'est *« étonné que les indiscrétions de l'enquête ne privilégient que les milieux d'extrême droite (...) comme s'il suffisait d'avoir les cheveux ras pour jouer les Nosferatu »*. Ses propres soupçons portent sur *« le communisme national ou international, voire une organisation extrémiste étrangère »*. Et le président du Front national d'ajouter, nous rapporte notre envoyé spécial, Robert Belleret : *« Le jour où l'enquête aboutira, bonjour les dégâts pour la classe politique. »*

D'ailleurs, M. Le Pen considère qu'*« une piste très vraisemblable n'a pas été suivie tout de suite »* par les policiers. Selon lui, *« quatre personnes, dont trois maghrébins »*, se seraient introduites à l'intérieur du cimetière juif de Carpentras, dans la nuit du 6 avril. *« L'une de ces personnes s'étant cassée la jambe en franchissant le mur d'enceinte*, a-t-il ajouté, *le groupe aurait été contraint de faire appel à la police qui, elle-même, aurait réveillé le gardien du cimetière »*. *« Une piste intéressante »*, qui serait celle d'une *« opération de repérage »*, a conclu M. Le Pen.

Le président du Front national, qui, au lendemain de la profanation de Carpentras, parlait de *« clouer au pilori »* le ministre de l'intérieur, a cependant vu sa protection renforcée sur ordre de M. Pierre Joxe.

[Le ministre de l'intérieur a donné, samedi 12 mai, des consignes strictes de silence aux policiers chargés de l'enquête. Cependant, on a pu apprendre que la piste de M. Le Pen aurait, pour l'heure, fait long feu. Le premier des six skinheads interpellés dès vendredi 11 mai, un jeune homme âgé d'environ vingt-cinq ans d'origine maghrébine, aurait en effet tenté d'escalader le 6 avril, avec d'autres skinheads, la plupart en état d'ivresse, le mur du cimetière. Mais, s'étant blessé à la jambe, il avait dû recevoir des soins à l'hôpital, tandis que l'incident était signalé à la police urbaine. C'est donc tout naturellement qu'il sera le premier interpellé. Mais il a pu produire un alibi convaincant et a donc été remis en liberté sur décision du juge d'instruction chargé du dossier. Mme Françoise Mothes.]



APRÈS LES PROFANATIONS

Les réactions

Mme Veil impute à M. Le Pen la responsabilité du « climat malsain »

Mme Simone Veil a déclaré, dimanche 13 mai, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de *Libération*, que « *la gauche et la droite sont, chacune pour sa part, pour partie responsables de la montée du Front national* ».

L'ancienne présidente du Parlement européen a affirmé que « *le PS a trouvé très commode, pendant des années, d'appuyer sur l'accélérateur, en pensant que cela gênerait la droite modérée ou républicaine si le Front national augmentait* », tandis que « *la droite n'a pas du tout mesuré ce que représentait le Front national, ne l'a pas marginalisé, n'a pas su lui répondre* ».

Pour Mme Veil, « *certains propos, certaines attitudes même de Jean-Marie Le Pen sont responsables du climat malsain qu'il y a actuellement en France* ». « *Lorsque l'on invite*, a-t-elle expliqué, *pour l'honorer, un Waffen SS à une réunion politique (...), que le maire de Nice s'y rend et dit que le FN lui rapporte plus que les juifs (...), que M. Le Pen, à « L'heure de vérité », prononce des paroles qui disent : « Oui il y a trop de juifs dans certains secteurs », eh ! bien, je crois que tout cela entretient un certain climat.* »

M. Robert Badinter a affirmé, dimanche sur Antenne 2, qu'il faut « *raison garder* » et que « *la France n'est pas un pays antisémite, mais il y a des antisémites et des racistes en France* ». Pour le président du Conseil constitutionnel, « *le vrai débat, la vraie question, s'inscrit dans les cœurs, dans les consciences. (...) Au-delà, c'est le travail d'éducation, le courage de dire la vérité, de rappeler qu'il y a eu des crimes contre l'humanité et qu'on a tué des femmes, des hommes, des enfants, simplement parce qu'ils étaient juifs* ».

M. Pierre Mauroy a déclaré, dimanche, lors d'une réunion extraordinaire du conseil municipal de Lille, que « *l'érosion de ce tabou qui pesait sur le racisme et l'antisémitisme ne saurait avoir comme seul facteur l'écoulement du temps, car il y a loin de l'hostilité momentanée au passage à la violence* ». « *Pour que s'enflamme la paille*, a dit le maire, *il faut qu'un autre jette l'allumette. Aux premiers, il faut expliquer, enseigner la tolérance, le respect d'autrui. Quant aux seconds, nous devons révéler leur vrai visage, rappeler sans cesse leurs responsabilités historiques, bref les combattre avec détermination.* »

M. Marcel Debarge, numéro deux du Parti socialiste, s'est déclaré dimanche, sur la station privée parisienne Radio J, favorable à ce que « *le bureau exécutif du PS ait la démarche de dépôt d'une proposition de loi, prévoyant un certain nombre de points pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'un mouvement à caractère fasciste* ».

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a dénoncé, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, le « *racisme foncier* » du discours de M. Le Pen. L'animateur de la France unie a expliqué que « *toutes les tendances de la vie politique doivent pouvoir s'exprimer dans les médias* », mais que « *si les propos qui sont tenus sont trop forts et vraiment contraires à l'ensemble des principes qui nous animent* », il faut « *aller jusqu'à interdire la possibilité de se présenter et de siéger* ».

M. Georges Marchais a lancé, dimanche, à Ivry-sur-Seine, un appel aux radios et télévisions pour qu'« *elles refusent, désormais, de donner la parole aux promoteurs du racisme et de l'antisémitisme* » et demandé que « *les Le Pen et autres arrêtent de parader dans les médias pour y distiller leur poison* ».

Mme Michèle Barzach, député (RPR) de Paris, a estimé que la profanation de Carpentras est « *un électrochoc dramatique* », qui a fait comprendre à « *la classe politique dans sa totalité que beaucoup avaient joué les apprentis sorciers* ».

M. François Léotard, président du Parti républicain, qui était avec Mme Barzach à Lille pour présenter le programme de la « Force unie », a souligné néanmoins la nécessité de « *dissocier ce qui est du domaine du racisme et ce qui est du domaine de l'immigration* ».

Nouveaux actes de vandalisme

Quimper (Finistère), une quinzaine de magasins d'habillement, de chaussures et une librairie ont été recouverts d'étoiles de David, larges d'environ 1 mètre de diamètre et peintes en rouge, dans la nuit du 12 au 13 mai. Une enquête a été ouverte par le parquet de la ville.

A Nancy (Meurthe-et-Moselle), deux adolescents, âgés de quatorze et seize ans, ont été appréhendés dans la nuit de samedi à dimanche alors qu'ils tentaient de pénétrer dans le cimetière israélite de Préville, après avoir arraché une pancarte annonçant la cérémonie de Carpentras. Les deux jeunes gens, qui étaient en état d'ivresse, ont été placés en garde à vue.

A Dole (Jura), c'est le cimetière catholique de Saint-Ylie qui a fait l'objet d'actes de vandalisme dans la nuit du 11 au 12 mai. Des croix tombales et des objets funéraires ont été brisés.

La table ronde sur l'immigration à Matignon

L'opposition partagée sur sa participation

Le principe de la table ronde de l'hôtel Matignon sur l'immigration ne semblait pas lundi matin unanimement retenu par les représentants de l'opposition. Cette rencontre avait été programmée pour mercredi 16 mai, après la première réunion consacrée essentiellement au racisme, le 3 avril dernier.

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, qui avait été l'un des premiers à lancer l'idée des tables rondes, le 13 mars dernier, a déclaré à Europe 1, lundi 14 mai : « *Il y aurait une certaine incohérence à manifester côte à côte et ensuite à refuser de dialoguer.* » Au défilé prévu pour ce même lundi, en fin de journée de la République à la Bastille, tous les dirigeants de l'opposition, et notamment MM. Chirac et Pasqua devaient effectivement participer.

Mais si le principe même d'une nouvelle rencontre entre la majorité et l'opposition sous les auspices du gouvernement était accepté, les modalités de cette table ronde restaient encore à préciser. De nombreux contacts ont été pris pour cela, depuis vendredi dernier, entre les responsables des formations de l'opposition.

Une décision définitive devrait intervenir au terme d'une réunion de l'intergroupe de l'opposition parlementaire fixée mercredi 16 au matin. M. Giscard d'Estaing, qui ne s'est toujours pas exprimé publiquement sur le sujet, a particulièrement insisté, selon son entourage, pour qu'il n'y ait pas au sein de l'opposition « *de positions différenciées* ».

Certains au RPR, comme M. Chirac, et à l'UDF, comme M. Léotard, faisaient remarquer que deux problèmes distincts se posent : celui de l'indignation provoquée par l'outrage de Carpentras et celui du règlement du problème de l'immigration.

Réticente la semaine dernière encore à l'idée de se rendre à la deuxième table ronde, l'opposition s'est convaincue que, dans l'émotion suscitée par l'affaire de Carpentras, elle ne pouvait pratiquer « *la politique de la chaise vide* ». Pour autant, toutes ses réticences ne sont pas levées quant à la consistance des conclusions de ce genre de rencontre.

L'insistance du premier ministre

L'insistance mise par M. Michel Rocard dans une lettre adressée *(lire page 48)* aux participants éventuels faisait encore redouter à certains la tentation d'un amalgame qui pourrait animer le gouvernement.

Les leaders de l'opposition avaient en effet été particulièrement choqués, et ils avaient eu le sentiment d'avoir été « *dupés* », lorsque M. Rocard avait accepté la proposition de loi communiste contre le racisme après la table ronde de Matignon du 3 avril, sans en avoir parlé à ce moment-là à ses hôtes.

M. Pasqua, lundi matin, a mis en garde contre tout nouvel amalgame comparable. M. Chirac, qui, comme M. Giscard d'Estaing, s'abstient de participer à ce genre de rencontre, considère qu'il ne peut accepter aucun reproche en ce qui concerne l'antiracisme.

N'a-t-il pas, fait-on remarquer dans son entourage, vigoureusement pris l'offensive contre les thèses du Front national, ne craignant pas de faire courir quelques risques électoraux à son propre camp ?

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui a toujours été favorable à la poursuite des entretiens avec le gouvernement – « *il n'y a pas actuellement de meilleurs moyens* », soutient-il – confiait lundi matin qu'il souhaitait que la deuxième table ronde ne se transformât point en « *discussion de café du commerce* », mais qu'au contraire le gouvernement s'engageât « *sur des positions extrêmement strictes.* »

Une position également partagée par M. Pierre Méhaignerie, qui n'avait jamais remis formellement en question sa participation bien que la proposition de loi communiste lui soit restée, à lui aussi, au travers de la gorge : « *Ce n'est pas très correct. Il avait été admis qu'il serait tenu compte des priorités que chaque famille politique s'était fixées. On n'a écouté que le Parti communiste. Le Parti socialiste n'a fait jusqu'à présent aucun petit pas permettant de montrer un esprit de dialogue. Et, plus grave, le gouvernement n'a rien fait pour l'y pousser.* »

Ainsi échaudé, le président du CDS réclame donc « *une réunion solide et préparée* », quitte, expliquait-il lundi matin, à la différer si toutes les assurances n'étaient pas fournies sur ce point. Enfin, pour étayer cette prudence générale, un autre argument était dans toutes les têtes : la peur de voir l'opposition être seule accusée de tous les reproches dans le développement de l'extrême droite en France, comme l'ont déjà dit les communistes et parfois même suggéré les socialistes...

DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON

L'antisémitisme dans le texte

Suite de la première page

Recluse et confidentielle depuis 1945, la parole antisémite autorise d'une levée générale des interdits hérités de la seconde guerre mondiale, souhaitée, voulue et provoquée par le mouvement de M. Le Pen. Une littérature foisonnante et prospère, de moins en moins discrète, en témoigne, déjà remarquée par *le Canard enchaîné* du 9 mai.

On peut maintenant acheter dans n'importe quelle librairie d'extrême droite parisienne le premier fascicule, tout récemment réédité et intitulé *Comment reconnaître le juif?*, de la collection « Les juifs en France » lancée en 1940. Son auteur, Georges Montandon, « *ethnologue à la dérive* », selon la formule de Marc Knobel (2), sera à partir de 1942 l'« expert » du Commissariat général aux questions juives, chargé de délivrer ou de refuser les certificats de « *non-appartenance à la race juive* ». En février 1943, il sera nommé à la tête d'un éphémère Institut d'étude des questions juives et ethnoraciales (IEQJ). Auparavant, il avait jugé trop modéré le second statut des juifs de juin 1941, prologue français à la solution finale, craignant que « *la question juive en soit du tout résolue dans son ensemble* ».

Des cahiers de la SS

Sans être exhaustif, un inventaire des brochures, souvent publiées sans mention d'éditeur ni d'imprimeur, glanées par exemple à la librairie parisienne Ogmios se passe de commentaires. Pour trente ou vingt-cinq francs par exemplaire, le visiteur peut y acheter une collection de cahiers de la SS nazie, traduits en français : *Politique raciale*, *La SS, organisation de combat antibolchévique*, *L'honneur s'appelle fidélité*, *L'échelon de combat*, ces trois derniers titres ayant pour auteur Heinrich Himmler, dont l'éditeur anonyme, dans un court avant-propos, précise qu'il « *réalisa si complètement et si fidèlement les aspirations du national-socialisme au travers de l'Ordre Noir* ».

Rééditées en fac-similé, des publications de la Collaboration sont également disponibles – *Le juif et la France*, *Les juifs et la guerre*, etc – ou encore le tristement célèbre faux antisémite, presque centenaire, les *Protocoles des sages de Sion*. Mais il y a aussi, dans la même veine, des textes bien plus récents. Par exemple, cette brochure éditée en avril 1988, intitulée *Les origines masquées du bolchévisme*, et ainsi sous-titrée : *Ce que les communistes doivent aux juifs*. Ses auteurs, qui ne se cachent pas, se revendiquent d'un cercle marseillais, nommé « *Club Réalités Progrès Liberté* ».

Le Front national ne saurait évidemment être tenu pour responsable de tout ce qui se publie à l'extrême droite. Il est cependant loin d'être étranger à ces détestables résurgences. Quand, en août 1989, M. Le Pen donne un entretien au quotidien *Présent*, tribune du courant catholique intégriste au sein du Front national, il sait ce qu'il fait et dit. C'est ainsi qu'il explique à M. Jean Madiran, directeur de *Présent*, « *quelles sont les forces qui visent à établir une idéologie mondialiste, réductrice, égalisatrice* » : « *Il y a la Maçonnerie. Je crois que la Trilatérale joue un rôle. Les grandes internationales, comme l'internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la création de cet esprit antinational* ». La langue du président du Front n'a pas « fourché », puisque devant l'émoi général qui entrainera des poursuites judiciaires à son encontre, il persiste, dénonçant « *le terrorisme intellectuel* ».

Les « Etats confédérés » de Maurras

Choisir les colonnes de *Présent* pour désigner à la vindicte « *l'internationale juive* » n'était pas innocent. En effet, ce journal s'attache à remettre au goût du jour la doctrine maurrassienne des « *quatre Etats confédérés* ». Le fondateur de l'Action française vilipendait le Juif, le Protestant, le Franc-maçon et le Métèque, ces « *familles* » qui auraient fait de la République leur « *propriété* ». M. Madiran les remplace aujourd'hui par « *le pluralisme maçonnique* », « *la fortune anonyme et vagabonde* », « *la caste des technocrates libéraux-socialistes* » et enfin « *le chobiz* [sic] *des intellectuels cosmopolites* ». En octobre 1983, à la tribune d'une « Journée d'amitié française » (*le Monde* du 19 octobre 1983), ces « *quatre superpuissances* (qui) *colonisent la France* » seront « *le marxiste, le maçonnique, le juif, le protestant que symbolisent les ministres Fiterman, Hernu, Badinter et Rocard* ».

En novembre 1989, le numéro 4 de la revue théorique du Front, *Identité*, dirigée par M. Bruno Mégret, a repris cette idée d'une « *caste dirigeante étrangère accrochée à la nation française* » en citant le Maurras de 1914 et ses « *Etats confédérés* », avec cette précision opportune : « *Nous ne citerons pas le quatrième* [le Juif], *car c'est aujourd'hui interdit pas la loi* ». Pour actualiser cette problématique de l'idéologie antisémite française du début du siècle, *Présent* n'a de cesse de dénoncer une prétendue « *conjuration* » organisée par le B'nai B'rith, obédience maçonnique au sein de la communauté juive : si la droite ne s'allie pas avec le Front national, c'est parce qu'elle en aurait pris « *le serment secret* » auprès des dirigeants de cette organisation qui avait simplement lancé un « *appel à la vigilance* » aux partis de la nouvelle majorité issue des élections de 1986.

Diffusant le thème du complot propre à l'imaginaire antisémite, ce refrain est insistant : en dernière page du numéro de *Présent* diffusé le samedi 12 mai, le surlendemain de la profanation de Carpentras, on peut lire, en gros caractères : « *Ce que l'on vous cache. Qui a imposé ce diktat : ne s'allier en aucun cas avec le Front national. « Ils obéissent aux ordres du B'nai B'rith » (Jean-Marie Le Pen)* ».

Repoussant sans cesse les limites de la libre parole, du « *détail* » des chambres à gaz à « *l'internationale juive* », en passant par les « *ordres* » judéo-maçonniques, les dérapages très contrôlés de M. Le Pen ressuscitent le fonds idéologique de l'antisémitisme de l'entre-deux guerres. *Libre parole*, tel était le titre du journal antisémite fondé par Edouard Drumont, dont deux hommes, encore actifs aujourd'hui, reprendront le flambeau à la fin des années 20 : MM. Henry Coston et Jacques Ploncard d'Assac. Collaborateur régulier de *Présent*, le second y a présenté notamment les « *énigmes et mystères du B'nai Brith* ». Quant au premier, il est l'un des éditorialistes de *National Hebdo*. Qualifié par M. Brigneau d'« *infatigable mémoire de la droite* », M. Coston n'est pas n'importe qui : antisémite virulent avant-guerre, en contact avec le centre de propagande du parti nazi à Erfurt (3), il animera sous l'Occupation un *Bulletin d'information anti-maçonnnique* et écrira dans la revue de l'IEQJ, le *Cahier jaune* dont l'une des brochures de 1944 s'intitulait « *Je vous hais* » (4).

Emprisonné durant cinq ans après la Libération, M. Coston reprendra ensuite son activité de publiciste sans rien renier, traquant la présence des juifs dans la société française et l'assimilant au pouvoir de l'argent. « *Pour avoir une idée de l'importance des Israélites dans la capitale française*, écrit-il en 1956, *il suffit d'ouvrir un annuaire téléphonique à la lettre L, de chercher Levi ou Levy* ». Phrase à laquelle fait écho ce propos, relevé dans *Présent* en janvier 1983 : Paris serait la « *capitale du monde juif* ». Jamais depuis 1945, les élucubrations de M. Coston n'avaient bénéficié d'une tribune aussi influente que celle que leur offre le Front national. *Les financiers qui mènent le monde*, son « *maître-livre* » selon M. Brigneau, est chaudement recommandé aux militants (5).

« Cet argent est bien juif ! »

M. Coston a également droit aux faveurs de *Révision* qui, dans son numéro de février, vante les travaux de ce « *dernier héritier de l'ancienne équipe de la Libre parole, le fameux journal d'Edouard Drumont* ». La France a en effet le peu enviable privilège d'abriter la plus active école « révisionniste ». Débordant sur leur extrême droite les thèses de M. Robert Faurisson, le mensuel *Révision* de M. Guionnet, apparu en mars 1989, se vend en kiosque et voit sa diffusion progresser de mois en mois. Le qualifier d'antisémite est une litote. « *Vers la guerre juive?* » titre son numéro d'avril dernier. « *L'accumulation des privilèges par les gens de la secte juive a abouti au résultat que ces gens-là – surtout les juifs arabes – se croient tout permis*, y lit-on. *Ils tablent sur le fait qu'ils dominent intellectuellement les autres alors qu'en réalité leur domination repose principalement sur l'argent qu'ils possèdent* ».

En « une » du numéro de février, figure un billet d'un dollar, accompagné de ce commentaire : « *Cet argent est bien juif ! (...) L'argent n'a pas d'odeur... Mais le juif en a une !* ». En toute impunité, *Révision* a publié en feuilleton les *Protocoles des sages de Sion*. Faut-il préciser que M. Brigneau, dans ses éditoriaux de *National Hebdo*, a souvent recommandé la lecture de *Révision*, donnant les coordonnées de ce précieux mensuel ? Ou ajouter qu'au catalogue d'une librairie faisant partie des « *maisons recommandées* » par *National Hebdo* figurent les *Protocoles* de sinistre mémoire pour la communauté juive?

Il est faux de penser que, dans la galaxie d'extrême droite, une cloison étanche séparerait un Front national respectable de quelques trublions radicaux. Ceux qui prennent les mots à la lettre s'abritent derrière l'ascension électorale du Front, par-delà les querelles de famille. « *Rien de répréhensible ne peut être retenu contre les militants du PNFE* », écrit encore M. Brigneau dans un numéro récent de *National Hebdo* ; le PNFE, ce petit Parti nationaliste français et européen explicitement néo-nazi dont la base est composée de jeunes skinheads « paumés » (*le Monde* du 26 septembre) et dont plusieurs militants sont inculpés et écroués pour leur participation à des attentats contre des foyers SONACOTRA. « *Nous avons toujours considéré le Front national comme l'infanterie du nationalisme dont les groupes indépendants constituaient les commandos* », écrivait en novembre 1989 dans *Notre Europe* M. Marc Fredriksen, chef des Faisceaux nationalistes européens, qui ont succédé à l'ex-FANE et qui se sont récemment rapprochés du PNFE.

« Avec tous les nationalistes »

Aux dernières Journées culturelles de *National Hebdo*,en février dernier,MM. Pierre Sidos et Jean-Gilles Malliarakis,dirigeants d'organisations apparemment plus extrémistes que le Front,faisaient partie des orateurs. Organe de l'Oeuvre française de M. Sidos,*le Soleil* en rend compte dans son dernier numéro –le précédent portait ce titre en couverture : « *La pieuvre sioniste* » –, en soulignant la réussite de ce « *pari* » :« *Réunir pendant deux jours toutes les composantes du camp national sur le thème de la culture* ». Dans le même numéro,le lecteur apprend pourquoi M. Sidos est antisémite « *ni plus ni moins que Saint Louis* ». L'article se clot sur une citation du chroniqueur Jean de Joinville qui recommande,« *lorsqu'un juif ose médire de la loi chrétienne,de lui enfoncer l'épée dans le ventre aussi loin qu'elle pourra entrer plutôt que de discuter avec lui* ».

« *Les esprits libres contre les tabous* »,résume de son côté *Révolution européenne*,organe de Troisième voie,l'organisation de M. Malliarakis,pour rendre compte d'un meeting tenu à Paris en juin 1989 pour la « *liberté d'expression* » brimée par la loi dite antiraciste de 1972 . Principal orateur,Me Eric Delcroix,qui fut l'avocat *de M.* Faurisson,est l'auteur d'une brochure sur ce thème –« loi *subversive et délit métaphysique* » –souvent reBui ne sont pas nommés mais que le lecteur devine après cette précision : « *Mais accuser nommément ces milieux,c'est accréditer l'idée que nous serions racistes (...), c'est tactiquement mauvais et cela détériore notre image. Ce qu'il faut,par contre,c'est s'en prendre aux lobbies et aux groupes de pression par le truchement desquels ces milieux interviennent,qu'il s'agisse du MRAP,de la LICRA,de la Ligue des droits de l'homme,de SOS Racisme,du CRIF,etc,et qui constituent la partie émergée du « Parti de l'étranger »,ou encore du « lobby pro-immigration* ».

Dirigeant du Front et,plus précisément,de sa presse,M. Roland Gaucher ne s'embarrasse pas de cette stratégie dissimulatrice. Le long supplément à *National Hebdo* qu'il consacre aux déclarations de M. Le Pen sur « *l'internationale juive* »,saluant à cette occasion « *le génie intuitif* » de cet « *homme de tous les courages* »,se termine ainsi : « *Le cosmopolitisme qui englobe aussi bien Gorbatchev que les Internationales juive,maçonnique,et la Trilatérale,conserve toute sa puissance,financière et médiatique. Au cosmopolitisme,il faut déclarer et faire la guerre. Avec tous les nationalistes* ».

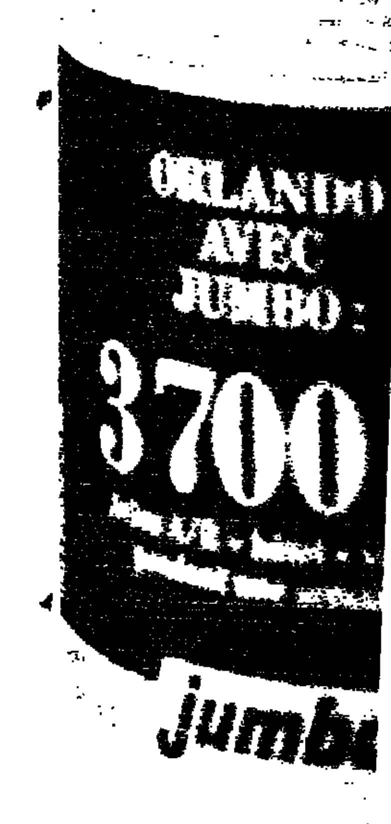
EDWY PLENEL

(2) Georges Montandon et l'ethnoracisme, in Ethnologie et racismes, Ethnologie française, avril -juin 1988.

(3) Cf Michaël R. Marrus et Robert O. Paxton, Vichy et les Juifs, Calmann-Lévy, 1981, p.53

(4) Cf Ariane Chebel d'Appollonia. L'extrême droite en France. De Maurras à Le Pen, Editions Complexe,1988, et Michel Winock, Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France, Le Seuil, 1990.

(5) M. Coston est interviewé sur son itinéraire depuis 1926 dans le numéro de janvier du Choc du mois sous le titre « Henry Coston, dictionnaire vivant de la politique ».



DE CARPENTRAS

An cours de l'émission « 7/7 »

Mgr Lustiger craint le retour d'un « paganisme agressif »

Invité d'Anne Sinclair à l'émission « 7 sur 7 », dimanche 13 mai, sur TF1, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a commenté en termes graves les événements de Carpentras.

Sur la table ovale de « 7 sur 7 », une Bible. Mgr Lustiger en fit une sorte de fil conducteur d'une émission qu'il consacra, en cette circonstance douloureuse, à la fraternité juive et chrétienne et, citant le Livre de la Sagesse, à la responsabilité d'hommes politiques dans l'actuelle montée du climat raciste et antisémite.

« Nous, les juifs et les chrétiens ». Né d'une mère juive déportée et morte à Auschwitz, le cardinal Lustiger aurait pu parler à la première personne pour évoquer, comme il l'a fait, la communauté de destin et de malheurs qui lie les juifs et les chrétiens – *« peuples témoins de Dieu habitués à subir le prix du message dont ils sont porteurs »* – et leur égale répulsion devant toute forme de violation de la mémoire et de la dépouille de morts.

S'en prendre à une sépulture est *« un acte proprement anti-chrétien et anti-juif »*, dit l'archevêque de Paris, car *« il nie l'espérance d'une résurrection. C'est un acte de paganisme agressif. Il attaque la foi chrétienne et la foi juive au cœur »*. C'est donc bien d'un double blasphème que la profanation du cimetière juif de Carpentras est le signe, car à la fois il outrage la conscience religieuse de l'homme et il nie l'existence du dieu de l'Ancien et du Nouveau Testament.

On retrouve là l'un des thèmes philosophiques favoris de Mgr Lustiger. Dans la crise des références morales qui traverse le monde aujourd'hui, aussi bien en Occident en Europe de l'Est, l'archevêque de Paris voit une nouvelle version de cette mort de Dieu qui, annoncée au dix-huitième et au dix-neuvième siècle par l'avènement de la raison et les philosophies du soupçon, a tragiquement culminé au XX[e] dans le totalitarisme nazi et marxiste. De la mort de Dieu, on est passé à la mort de l'homme.

La seule issue pour lui aujourd'hui est donc de retrouver *« les racines bibliques au-delà des crises issues du dix-huitième siècle »*. Mais l'antisémitisme n'a-t-il pas des sources historiquement plus éloignées et plus profondes ? Quand Mgr Lustiger dit que *« le discours antisémite habite toute l'Europe occidentale depuis un siècle »*, il souligne certes les dérèglements nés du rationalisme et de la prétention moderne de l'homme à être le seul maître de son destin et de l'univers. Mais il ne peut ignorer que l'antisémitisme n'est pas seulement un paganisme, qu'il a même des racines spécifiquement chrétiennes que le concile Vatican II, en son temps, avait reconnues pour mieux rompre avec elles.

Cette objection n'aurait vraiment de sens que si l'archevêque de Paris avait jamais manifesté quelque faiblesse que ce soit pour les thèses de la tradition catholique qui veut que hors de l'Eglise chrétienne, il n'y a point de salut. Bête noire des intégristes, il a souligné avec vigueur dimanche soir la part prise par le Front national – qu'il a nommément cité – dans la dégradation du climat politique actuel. Il a notamment dénoncé la récupération de l'Evangile faite par M. Le Pen (accusé de confondre l'amour du *« prochain »* avec celui du plus proche) et de Jeanne d'Arc par l'extrême droite (qui fait de la combattante des Anglais le symbole de la lutte contre l'étranger). Interrogé en 1984 par François-Henri de Virieu dans « l'Heure de vérité » sur ce qu'il pensait du Front national, Mgr Lustiger avait seulement répondu : *« Pas de bien »*. Il sait aujourd'hui que l'heure n'est plus à l'euphémisme.

HENRI TINCQ

Un entretien avec M. François Bédarida

« L'antisémitisme d'aujourd'hui est différent de celui des années 30 »

Avant même la profanation du cimetière juif de Carpentras, beaucoup s'interrogeaient sur les causes de la résurgence de certaines formes d'antisémitisme en France. Dans l'entretien qu'il nous a acordé, M. François Bédarida, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS), distingue le climat d'aujourd'hui de celui des époques précédentes, en commentant le rôle et les interrogations des historiens.



– « Comment expliquer que, près d'un demi-siècle après l'Holocauste, on assiste en France à des manifestations d'antisémitisme?

– Nous vivons dans une société relativement apaisée, relativement consensuelle et confortable, malgré le nombre important des exclus. Et pourtant, on constate une cristallisation des peurs, des fantasmes, des phobies, des haines, que l'extrême droite a su exploiter alors qu'elle avait été marginalisée depuis quarante ans. Cela vient perturber le jeu du consensus et en même temps nous rappeler que la démocratie est une conquête permanente. La frontière de la barbarie est toujours très proche. L'Histoire nous montre la fragilité de notre civilisation de tradition judéo-chrétienne et humaniste.

– Quelle peut être la raison de la profanation d'un cimetière juif dans la France de 1990?

– Devant de tels actes, tout Français, tout citoyen, tout historien ausi doit s'interroger, sans se laisser entraîner par l'émotion, même s'il la partage. En attendant les résultats de l'enquête sur l'affaire de Carpentras, on ne peut que formuler des réflexions sous forme d'hypothèses générales. Une première hypothèse est celle de la levée du tabou qui frappait d'interdit, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et la découverte des camps d'extermination, tout ce qui rappelait le nazisme. Une autre est l'apparition d'un nihilisme de type fasciste qui conduit à une fascination de la mort et dont les juifs sont les boucs émissaires. Une autre hypothèse encore est celle d'un racisme résiduel, rampant, tantôt en sommeil, tantôt en activité. On peut constater aussi un retour – circonscrit à des minorités mais réel – de l'antisémitisme dans la société. Cela dit, il y a aujourd'hui en France des antisémites plutôt que de l'antisémitisme à proprement parler.

Les juifs ne sont plus des immigrés

– Comment caractériseriez-vous l'antisémitisme?

– Trois formes d'antisémitisme se sont succédé au cours de l'Histoire. La première est l'antijudaïsme chrétien, né aux premiers siècles de l'Eglise, qui faisait des juifs le peuple déicide et qui était à base théologique. La deuxième est l'antisémitisme théorique de la fin du dix-neuvième siècle tel qu'il a été développé en France par un Drumont ou par un Maurras ; cet antisémitisme voyait dans le peuple juif l'incarnation du Mal, un ferment de pourriture et de désagrégation du corps social. La troisième forme est l'antisémitisme nazi, à base biologique : le juif était considéré comme un bacille qui corrompait la race et qu'il fallait éliminer. Pour Hitler, la conscience était *« une invention judaïque »*, il fallait libérer l'homme de cette *« avilissante chimère »*. Les antisémites d'aujourd'hui s'alimentent principalement au deuxième de ces courants. C'est un antisémitisme laïque qui s'en prend aux juifs en tant que groupe ethnique et les accuse notamment de « cosmopolitisme », comme au dix-neuvième siècle quand on leur reprochait de n'avoir aucun sens de la patrie, de n'appartenir qu'à l'internationale de l'argent ou à celle de la révolution.

– Au fond, on revient en quelque sorte aux années 30...

– Non, l'antisémitisme d'aujourd'hui est différent de celui des années 30. D'abord, c'est un antisémitisme honteux, camouflé, où tout est dit de manière oblique, à demi-mot, par insinuations. Avant-guerre, les antisémites s'exprimaient ouvertement et violemment. Souvenons-nous de Xavier Vallat s'indignant à la tribune de la Chambre de voir la France gouvernée par un juif en la personne de Léon Blum. D'autre part, les juifs de France n'appartiennent plus à la catégorie des immigrés, alors qu'en 1939 la moitié d'entre eux étaient des étrangers ; ils portaient ainsi un double stigmate, d'autant que la plupart étaient pauvres, parlaient mal le français et même étaient souvent une source de gêne pour leurs coreligionnaires bien établis. Enfin, le monde catholique a changé. L'Eglise d'aujourd'hui n'est plus celle d'avant-guerre : à l'exception d'une minorité d'intégristes – comme ceux qui ont aidé Paul Touvier à échapper à la justice, – elle a redécouvert les sources juives de la foi chrétienne et s'oppose résolument à l'antisémitisme.

– Il n'y a donc pas lieu de dramatiser?

– Attention, il convient, d'un côté, devant un discours savamment équivoque, d'être très attentif au danger d'érosion des principes qui font barrage au réveil de la bête immonde. D'un autre côté, n'oublions pas les aspects positifs. Je constate la très grande émotion provoquée par la profanation du cimetière de Carpentras. On ne peut que se féliciter de cette vigilance. Je constate aussi que beaucoup de lycéens et de collégiens sont extrêmement sensibilisés au racisme, et c'est un motif d'espoir. Cela dit, s'il n'y a pas lieu de dramatiser, il y a lieu de se mobiliser contre le racisme qui est un danger permanent. Toute société porte en elle un potentiel d'exclusion : chaque fois qu'elle doute de son identité nationale ou qu'elle est bousculée par des changements trop rapides, elle a le réflexe primitif de chercher des boucs émissaires. Ce sont aujourd'hui en France les Maghrébins, mais aussi, en vertu d'un très vieux destin historique, les juifs, victimes d'iniquités séculaires, que quelques-uns veulent continuer de charger des péchés du monde. C'est d'autant plus étonnant que les juifs aujourd'hui sont intégrés à la société française.

Le délit de révisionnisme est stupide

– Si les années 80 ne ressemblent pas aux années 30, se distinguent-elles sensiblement des années 50 ou 60?

– Après guerre, en raison de la proximité du génocide, on avait le sentiment d'avoir été jusqu'au fond du gouffre de la barbarie. La question de l'antisémitisme ne pouvait pas se poser. On ne parlait guère non plus en France de l'antisémitisme sévissant dans des pays comme la Pologne, la Roumanie ou l'URSS. Et puis, la conscience juive était très différente de celle d'aujourd'hui : la tendance dominante était alors à l'intégration plutôt qu'à l'affirmation identitaire. Les juifs de France mettaient peu l'accent sur leur spécificité juive comme ils l'ont fait après la guerre des six jours en 1967.

– Il y a quatre ans, vous aviez déclaré « absolument nulle » une thèse universitaire tendant à nier l'existence des chambres à gaz. Etes-vous satisfait de la création, toute récente, d'un délit de révisionnisme?

– Je suis absolument opposé à cette initiative. Ce n'est pas par la loi qu'on peut établir la validité d'un travail historique. Autant il est légitime de poursuivre l'incitation à la haine raciale, autant il me paraît stupide et contre-productif d'interdire le mensonge historique. La condamnation par la communauté scientifique internationale du révisionnisme comme étant une gigantesque escroquerie intellectuelle est suffisante... à condition que les médias ne donnent pas une audience excessive à ces détenteurs de contre-vérités.

– Vous évoquez le rôle des médias. Il y a aussi celui de l'école. Concourre-t-elle à combattre le mensonge et l'antisémitisme ?

– C'est, de façon générale, l'une des missions des historiens que de perpétuer la mémoire. Mais cette responsabilité est plus grande encore lorsqu'il s'agit d'enjeux majeurs qui mettent en cause la dignité de la personne et constituent autant de défis à la conscience humaine. Ici, le savoir est inséparable de l'éthique. C'est pourquoi il me paraît essentiel que l'école accorde une place suffisante et puisse faire réfléchir les élèves au destin du peuple juif à travers les siècles, depuis le temps des patriarches jusqu'à aujourd'hui en passant par la diaspora, les persécutions et la Shoah. Je constate que le génocide nazi, moment capital de l'histoire du vingtième siècle, tient une place non négligeable dans les programmes. L'enseigner de manière documentée et rigoureuse, n'est-ce pas là le meilleur antidote au poison de l'antisémitisme?

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI et ROBERT SOLÉ

« Bousquet, nous n'avons pas oublié les enfants de Pithiviers »

Dimanche à 8 heures du matin, devant un immeuble de l'avenue Raphaël à Paris, une centaine de personnes sont rassemblées : *« Bousquet, justice »*, crient les manifestants. Parmi eux se trouvent Serge et Beate Klarsfeld et d'autres membres de l'Association des Fils et des filles de déportés juifs de France.

La foule s'engouffre dans le hall et couvre les murs de pancartes manuscrites : *« Bousquet, nous n'avons pas oublié les enfants de Pithiviers. »* Sur la sonnette, à l'entrée, ne figurent que les initiales des occupants RB : c'est René Bousquet, qui fut secrétaire général de la police de Vichy.

Pithiviers, sous-préfecture du Loiret. Devant le silo en béton de la coopérative de céréales, une stèle en marbre gris indique : *« En ce lieu l'occupant hitlérien interna plusieurs milliers de juifs. Ils furent déportés en Allemagne. Presque tous y trouvèrent la mort »*.

Dans le camp qui se trouvait là, et dans celui de Beaune-la-Rolande, un village proche de quelques kilomètres, des Juifs français furent déportés dès le mois de mars 1941. C'était des adultes hommes. Mais après la rafle du Vel d'Hiv, les 16 et 17 juillet 1942, le camp vit arriver des femmes et des enfants. Les autorités allemandes avaient, dans leurs objectifs de déportation, fait mention des enfants à partir de seize ans. Les autorités de Vichy leur livrèrent tous les enfants juifs arrêtés. Trois mille cinq cents enfants sont morts. De maladie, ou pour la plupart dans les chambres à gaz dès leur arrivée à Auschwitz. Certains n'avaient même pas quatre ans.

Chaque année, une cérémonie commémore la tragédie de ces milliers de déportés, enfants et adultes, dans les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande. Habituellement, elle rassemble à peine une centaine de personnes. Dimanche matin, ils étaient presque quatre cents.

Puis il y eut la profanation des tombes du cimetière juif de Carpentras. *« Je ne suis jamais venue, je n'avais jamais voulu,* raconte Madeleine Szerma, dont les parents séjournèrent au camp de Pithiviers avant de disparaître à Auschwitz. *Mais je viens ici car il y a eu trop de choses ces derniers temps. »* Ginette et Sarah Rosenblum ont été internées à Pithiviers. Elles avaient alors dix et cinq ans.

Quelques jours après, elles furent séparées de leurs parents et de leurs frère et soeur de treize et seize ans. *« On s'est retrouvées complètement seules, affolées. On se tenait tout le temps par la main. On était couvertes de vermine, de poux, on avait faim. »* Elles furent sauvées par une association qui les plaça dans une famille. Elles viennent ici chaque année. Elles aussi s'étonnent : *« Jamais on n'a vu du monde comme ça. »*.

« Ce n'est pas l'occupant hitlérien qui a interné ces enfants, comme nous le fait croire l'inscription dans le marbre, a dit Serge Klarsfeld, *c'est la police française. »*

Pour l'avocat, *« se recueillir ne suffit pas »*. *« Le procès de Bousquet, c'est,* dit-il, *l'occasion de faire éclater la vérité sur la responsabilité du régime de Vichy dans l'application de la solution finale. »*

En novembre 1978, il mettait en cause René Bousquet et son délégué local en zone occupée, Jean Legay. Ce dernier était inculpé, mais après sa mort, survenue le 2 juillet 1989, s'éteignait l'action publique. En septembre de la même année, Serge Klarsfeld et Charles Libman, au nom de l'association des Fils et filles de déportés juifs, portaient plainte contre René Bousquet en s'appuyant sur un fait nouveau qui n'avait pas été examiné lors de son jugement en 1949 par la Haute Cour de justice (1) : la suppression, de sa propre initiative, de mesures d'exemption protégeant certaines catégories d'enfants juifs.

La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné le tribunal chargé d'instruire cette plainte (*le Monde* du 23 mars) mais, comme pour Jean Legay, la procédure risque d'être longue. Or René Bousquet a quatre vingt-un an.

M.-C.

(1) René Bousquet avait été condamné à cinq années de dégradation civile, dont il avait été rapidement relevé en raison de services rendus à la Résistance.

En Israël

Un déséquilibré arrêté après le saccage de deux cimetières à Haïfa

Coïncidence, acte d'un déséquilibré ou provocation commise dans la foulée de l'affaire de Carpentras ? La police ne voulait exclure aucune hypothèse après la découverte, dimanche 13 mai, d'une série d'actes de vandalisme perpétrés dans deux cimetières juifs de Haïfa, la grande ville du nord d'Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Plus de deux cent cinquante tombes ont été souillées à la peinture noire, recouvertes de slogans appelant les musulmans à *« tuer et détruire les juifs »* et à établir un Etat palestinien à la place d'Israël. Certains graffiti mentionnaient les noms de villages arabes détruits durant la guerre de 1948 : d'autres paraissaient spécialement viser les sépultures de soldats tombés durant ces combats.

Tous les slogans ont été rédigés dans un hébreu parfait, *« sans la moindre faute d'orthographe »*, a dit la police, et apparemment de la même main. Aucun d'entre eux ne reprenait les thèmes familiers des nationalistes palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Les images des tombes sont à la « une » de toute la presse, et l'émotion soulevée est grande. Le ministre des affaires religieuses, M. Zevulun Hammer, s'est immédiatement rendu sur place, accompagné des responsables de la police. Ils ont annoncé l'arrestation d'un suspect, un Israélien, juif, âgé d'une quarantaine d'années, *« un peu déséquilibré »*, et qui aurait été surpris ces derniers jours à errer entre les tombes.

« La patrie de Zola est aussi celle de Gobineau »

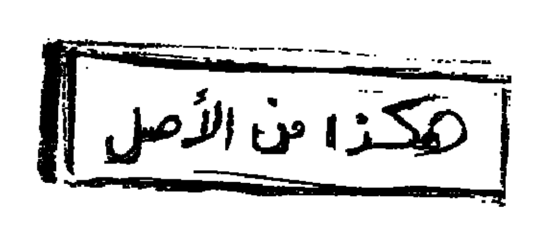
Mais l'enquête n'en est qu'à ses débuts, et le chef de la police israélienne, M. Yacov Turner, n'a voulu exclure aucune piste. Il a expliqué qu'il pensait qu'il y avait un lien entre cette affaire et la profanation du cimetière juif de Carpentras – geste de mimétisme pervers ou volonté d'en « rajouter » pour accroître la tension. La police a renforcé ses effectifs dans la région. Elle redoute que cet acte de vandalisme n'entraîne des représailles à l'encontre des Palestiniens de Haïfa, une ville où la coexistence entre juifs et arabes a été relativement mieux préservée qu'ailleurs en Israël.

La profanation de Carpentras a continué, ce week-end, à susciter de nombreux commentaires de la presse israélienne. Deux éditoriaux donnaient le ton, dimanche, de ce qu'on peut entendre et lire. *« La patrie de Zola est aussi celle de Gobineau,* écrit *Haaretz* : *le poison de l'antisémitisme de la société française ne sera pas résorbé tant que cette société ne sera pas disposée à mettre à jour ce qui fut un des chapitres les plus noirs de son histoire – la large collaboration avec les nazis et la contribution* (des autorités françaises) *à la Shoah des juifs de France. »*

S'en prenant au chef du Front national, le *Yedioth Aharonoth* estime, pour sa part, que *« Le Pen est indirectement responsable »*, qu'il n'est pas possible *« d'exonérer celui qui essaie de nier l'existence des chambres à gaz et de banaliser la Shoah, celui qui incite la population à s'en prendre à un prétendu lobby juif dans la presse et qui a construit toute sa carrière politique sur la haine de l'étranger »*.

ALAIN FRACHON





هكذا من الأصل

Cannes 90

Le cinéma de l'Est a massivement fait son entrée au Festival de Cannes. Avec *Taxi Blues*, de Pavel Lounguine, ou des films plus anciens, jamais diffusés. Mais aussi avec des cinéastes, soviétiques, hongrois ou polonais, qui expriment leur inquiétude face à l'écroulement d'un système de production qui, bon ou mauvais, les faisait vivre.

Vents froids à l'Est

Soudain privés de financement public, les réalisateurs des pays de l'Est redoutent la disparition de leur cinéma

Une dizaine de films soviétiques, trois polonais, deux bulgares, deux tchèques, deux yougoslaves et un hongrois ainsi qu'une bonne quarantaine de réalisateurs invités pour les rencontres « Cinéma et liberté » qui se sont tenues le 12 mai sous la présidence de Mme Danielle Mitterrand et de M. Jack Lang : le Festival fête cette année les pays de l'Est et leur démocratisation.

Dans l'émotion des retrouvailles, le Festival veut croire à une Europe du cinéma élargie où œuvres et talents circulent librement de l'Atlantique à l'Oural, où les deux milliards de spectateurs de l'Est viendraient s'ajouter à ceux de l'Ouest pour contrebalancer la formidable puissance de Hollywood. Et la réussite de *Taxi Blues*, de Pavel Lounguine, première coproduction franco-soviétique, vient donner quelque consistance au rêve.

Mais l'euphorie se dissipe vite à l'écoute des témoignages. Pour Vera Chytilova ou Miklos Jancso comme pour Otar Iosseliani ou Emir Kusturica, la liberté retrouvée rime avec incertitude et désenchantement. La débâcle des régimes communistes a entraîné partout la disparition des systèmes de financement public de la production. Les cinéastes se voient renvoyés aux impératifs du marché dont ils ignorent tout.

Le manque de devises, le faible niveau technique de la plupart des studios, limitent singulièrement les possibilités de coproduction avec l'Ouest. Les grands distributeurs américains s'emparent de la programmation des salles, imposent leurs films et chassent des écrans les productions nationales. Andrzej Zulawski, retour d'un voyage en Pologne, résume fort bien le paradoxe : « *Tout ce qui s'est fait de bien dans les cinémas de l'Est, depuis la guerre, s'est fait contre l'Etat avec l'argent de l'Etat. Nous qui rêvions de démanteler l'Etat, souhaitons aujourd'hui qu'on en préserve au moins quelque chose.* »

« *Aidez-nous à survivre dans une économie de marché*, renchérit le cinéaste hongrois Zsolt Kezdi-Kovacs. *Faites comprendre à nos nouveaux gouvernants qu'il faut sauvegarder les salles et le cinéma national* ». Face à ces demandes pressantes, M. Jack Lang ne pouvait que répéter sa mise en garde de Prague : « *Observez sans complaisance les pays de l'Ouest. Prenez le meilleur et rejetez le pire : l'anarchie des médias et l'illusion de préserver des ghettos culturels en laissant se développer autour l'esprit de lucre et de rentabilité immédiate.* »

Pour le reste, les moyens du ministre de la culture sont limités. Le Fonds d'aide pour les co-productions avec les pays de l'Est a donné, le 9 mai, ses deux premières subventions, mais sa dotation est limitée à 10 millions de francs. Le ministère des affaires étrangères a débloqué 3 millions de francs pour soutenir l'effort. M. Lang espère que la toute nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui devrait être confiée à M. Jacques Attali, consacrera un tiers de ses prêts à des entreprises culturelles en soutenant des sociétés d'économie mixte.

« *Le plus urgent*, affirme M. Daniel Toscan du Plantier, *est d'améliorer la circulation des films entre l'Est et l'Ouest pour faire connaître les talents et donner une base solide aux coproductions.* » Le président d'Unifrance Films veut convaincre les professionnels français de monter vers l'Est une structure de distribution collective comparable à celle mise en place pour les pays d'Afrique ou d'Amérique latine. Jules Dassin propose de constituer une anthologie des films de l'Est pour les proposer aux diffuseurs de l'Ouest.

La télévision joue un rôle fondamental dans cette circulation des œuvres. Si, à Cannes, les chaînes françaises se sont vu reprocher, une fois de plus, leur peu d'intérêt pour les cinématographies européennes, M. Jérôme Clément a rappelé que la SEPT travaillait massivement avec les pays de l'Est tant en diffusion qu'en coproduction (*le Décalogue*, *Taxi Blues*). Ce qui vaut à la chaîne culturelle franco-allemande d'être, après la Pologne, diffusée trois heures par jour en Tchécoslovaquie, depuis le 14 mai, sur l'ancien réseau de la télévision soviétique.

JEAN-FRANCOIS LACAN



GÉRARD RONDEAU

LA belle épave humaine au premier plan avec ses grands yeux vitreux et son teint ravagé par l'usage des poudres les plus récurrentes, c'est *Mr. Dynamite*, le bel Iggy Pop lui-même. *Le zombi du rock*, l'ami que David Bowie sauva maintes fois de l'asile et du caniveau, l'un des meilleurs chanteurs de rock du siècle, joue un petit rôle dans *Cry-Baby*, un film musical bizarrissime et savoureux, d'un exquis mauvais goût, concocté par le grand échalas décadent qui vous toise au second plan, John Waters. *Cry-Baby* est le nom d'un chanteur adolescent en 1954 à Baltimore, alors que la rivalité des jeunes gens chics, les « coincés », et des loulous, les « Frocs moulants », bat son plein. Waters, à qui le monde doit la révélation du travesti Divine (récemment disparu) et des films tels que *Hair-Spray* et *Pink Flamingos*, est sans doute un des personnages les plus scabreux et novateurs du cinéma américain. Il soigne tout particulièrement ses distributions. A côté du beau Johnny Depp, on trouve dans *Cry-Baby* l'ex-beau Joe Dalessandro en doux papa, Tracy Lords, ex-star du porno, en brave minette, Willem Dafoe, ex-Christ de Scorsese, en gardien de prison sadique et même Patricia Hearst, ex-kidnappée de l'Armée Symbionese, en maman punk. Une merveille d'insolence kitsch.

M. B.

SÉLECTION OFFICIELLE

« Bienvenue au paradis », d'Alan Parker

Les camps de Roosevelt

En évoquant un épisode mal connu de la seconde guerre mondiale, le racisme anti-japonais aux Etats-unis, le réalisateur de Midnight express poursuit son itinéraire réaliste.

Dans chaque festival qui se respecte il faut un ou plusieurs films politiques à grands messages et gros problèmes. Cela fait partie de l'assaisonnement indispensable à toute bonne pizza. Si l'on a pu trouver le piment de Wajda quelque peu gâté, le film d'Alan Parker joue le rôle du gros cornichon doux. *Bienvenue au paradis* s'appuie sur un épisode mal connu de la deuxième guerre mondiale, quand le racisme anti-japonais, déjà bien implanté à l'Est où ils formaient une colonie nombreuse, fut décuplé par l'attaque de Pearl Harbour . Les Japonais, citoyens américains de la première génération (Isei) comme ceux de la deuxième (Nisei), furent déportés dans des camps d'internement, notamment dans le désert entre Los Angeles et Reno, à Manzanar. Sans jugement, simplement, si l'on peut dire, pour la couleur de leur peau. Ils ne furent pas gazés, certes, mais tout de même ruinés, humiliés et le tout au mépris de la Constitution des Etats-Unis.

Parker, qui depuis *Midnight express*, en 1977 et jusqu'au récent *Mississippi Burning*, a prouvé son intérêt pour les sujets forts qui brassent les grands événements et les petits destins individuels dans la même pâte généreuse, a donc imaginé la rencontre d'un jeune homme pauvre venu de New-York après quelques déboires dus à la rigueur de son caractère, et d'une jolie Japonaise, à Los Angeles en 1936. Jack (Dennis Quaid) est spécialiste du droit du travail et ne s'en laisse jamais conter par ses employeurs-exploiteurs. Lily (Tamlyn Tomita) est une belle et obéissante fille, soumise à un père traditionnaliste et autoritaire. Mais l'amour balaie tout, les conventions et les barrières sociales. Jack convainc le papa récalcitrant, se fait engager dans une conserverie de poissons. Lily accouche d'une petite fille, Mimi, à Noël en 1937. On s'aime, on s'engueule beaucoup et l'on crie en deux langues. La guerre brise tout et le couple ne se retrouvera qu'avec la paix, meurtri.

Les intentions sont irréprochables, excellentes. Tolérance, ouverture aux autres, désir de justice, tout y est. Là où le bât blesse, c'est dans l'exécution. Elle s'agite pour être efficace et n'est que brouillonne, on dirait du Lelouch sans sa belle naïveté. Un amour immodéré du poncif pousse les personnages à des mimiques, des répliques, des attitudes déjà cent fois repérées, répertoriées. On se retrouve, on hésite, le souffle coupé, avant de s'élancer (« *Jack* », « *Lily* », « *Papa* » etc..) à corps perdu dans les marécages des clichés, accompagnés par les torrents de violons pour être sûr de ne pas se tromper d'émotion. C'est tellement ritualisé qu'on se croirait dans une sorte de *kabuki*-mélo, n'étaient les nombreux intermèdes musicaux qui semblent hors sujet et hors ambiance en l'occurrence. Quand Parker loupe un film un peu tiré par les poils du diable, *Angel Heart*, on se fait une raison. Mais quand il noie dans une émotion banale un sujet vrai et passionnant, c'est grave pour nous aussi.

MICHEL BRAUDEAU

« Taxi blues » de Pavel Lounguine ; « Rodrigo D No Futuro » de Victor Gaviria
« L'interrogatoire » de Richard Bugajski ; « L'Oreille » de Karel Kachyna

La laideur et le charme de Moscou

Suite de la première page

La caméra de Lounguine est sans déférence particulière, sans référence. Elle montre les gens, les murs, les femmes, de très près, de trop près exprès. « *Je crois beaucoup à une nouvelle beauté de la laideur, de la saleté, de l'ordure* » a dit Lounguine (*Le Monde* du 10 mai). Mais si son film a le courage de la laideur, il a aussi le privilège de l'émotion. Eclairé de temps en temps d'un rire douloureux comme une rage de dents et par le chant magnifique d'un saxophone ivre mort.

Après le choc *Taxi Blues* qui aura dominé le week-end, et peut-être plus encore, on pouvait, sans paraître futile, espérer un peu d'insouciance, de légèreté. Non. Refusé. Enfants assassinés, femmes torturées, bonnes vieilles persécutions en tout genre étaient au rendez vous. Et l'actualité au diapason... Alors en route pour Medellin, avec *Rodrigo D No Futuro* de Victor Gaviria, premier film colombien à entrer dans une grande compétition internationale. « *No future* », la devise planétaire des punks. Ceux de Medellin vivent – si l'on peut dire – dans des barraques inachevées qui gangrènent le flanc pelé des collines. Ils parlent tout le temps où ils roulent quand ils ont piqué une moto, à main armée. Ils se touchent la main, se cherchent, se mordillent comme des chiots abandonnés qui deviendront des chiens méchants. Puis les couteaux sortent, les enfants *dealent* dans la cour de l'école, on vole, on tue, on s'ennuie à mourir, on saute par la fenêtre, on chante des tangos « *heavy metal* » : *Putrefaçion, Profanaçion*.

Quelques scènes fortes, la veillée funèbre d'un des garçons. Pas de larmes. Peut-être n'y en a-t-il plus dans les yeux des mères de Medellin. Mais le film est long, tragique et vide comme la vie de ses pauvres héros : sept d'entre eux, sont morts de mort violente depuis que le film a été tourné... Il ne manque au regard de Victor Gaviria ni lucidité, ni compassion. Mais la distance, le point de vue, le style. Tout ce qui sépare un reportage honnête de *Scuscia* ou de *Los Olvidados*, autres « documentaires » sur des enfances perdues que le talent de Vittorio de Sica et de Luis Bunuel métamorphosa en chefs d'oeuvres.

Le seul intérêt de *l'Interrogatoire* c'est son destin. Un film confisqué, asphyxié, tourné en 1982 grâce à la courte bouffée d'oxygène que donne à la Pologne la naissance de Solidarité. Puis interdit par la loi martiale, jamais sorti. Un premier film qui sera le dernier de Richard Bugajski exilé désormais à Toronto. On comprend vite qu'il n'y a rien à comprendre. C'est le sujet même de *l'Interrogatoire*. En 1951, juste avant la mort de Staline, une chanteuse blonde, rieuse, pleine de santé et d'appétits (la très valeureuse Krystyna Janda) est arrêtée par la police politique. Il faut qu'elle avoue. Elle n'a rien à avouer. Il faut qu'elle signe ses aveux. Elle ne signe pas. D'ailleurs, quels aveux ?

Suivent deux heures d'horreur. Le catalogue complet de la manufacture des tortures staliniennes. Geôles immondes, geôliers sadiques, femmes salies, humiliées, avilies. Les rats grouillent, les coups pleuvent, la prisonnière est contrainte de boire son urine, elle réplique en s'ouvrant les veines avec les dents. Pitié, assez, on a compris. Avec beaucoup de lourdeur et de naïveté, Bugajski a voulu nous dire qu'un régime totalitaire peut bien réduire l'homme à la condition de steak haché sans pour autant lui arracher sa dignité. La meilleure manière de nous le confirmer n'était peut-être pas de faire de nous des voyeurs consternés.

Beaucoup plus distancié, distillant une angoisse primesautière, quasiment sur le même sujet que *l'Interrogatoire*, mais tchèque, *l'Oreille*, de Karel Kachyna, tourné en 1969 et jamais vu depuis. Un couple praguois – lui est député, elle professeur – (Radoslaw Brzobshaty, Jirina Bohdalova), après une réception officielle très arrosée, ne trouve plus ses clés. On s'engueule, on s'énerve. Il n'y a, dans cette maison, où un petit garçon est endormi, ni électricité, ni téléphone. La crainte s'insinue, s'installe, s'amplifie. On évoque la soirée passée, qu'a-t-on dit, qu'a-t-on fait ? est-on menacé ? On se sait sur écoute.

Le troisième personnage de l'histoire, très puissant, torturant cet homme et cette femme qui fêtent, cette nuit-là, leur dixième anniversaire de mariage, c'est justement *l'Oreille*, le micro caché, l'antenne intime du pouvoir à qui finalement ils s'adressent directement, ils finissent par crier leur innocence et leur peur.

Unité de temps, de lieu et d'action pour cette tragi-comédie en noir et blanc, fauchée et sympathique, entre nouvelle vague et néo-hitchcockisme. Vingt ans dans les limbes, c'est un beau record. Suffisant pour accéder à la compétition officielle du 43ème Festival de Cannes?

DANIÈLE HEYMANN

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Imprimerie du « Monde » - 12, r. M-Gunsbourg 94852 IVRY



CULTURE

Cannes 90

UN CERTAIN REGARD

« Les nuits sur la mer Noire », de Vassili Pitchoul
« Le Prédestiné », de Daniel Wachsmann

Les anticonformistes

Deux œuvres, l'une soviétique, l'autre israélienne, dénoncent l'absurdité et l'intolérance.

Ce « *certain regard* » sur le monde est cette année singulièrement lucide. On filme la vérité des sociétés et des hommes, même et surtout si elle n'est pas bonne à dire. Les films ne sont pas gais, mais ils exigent un changement.

Le précédent film de Vassili Pitchoul, *la Petite Véra*, a connu, on le sait, un grand succès en URSS, et est devenu en Occident le symbole même de la perestroïka. Depuis, Pitchoul a réalisé, toujours sur un scénario de son épouse Maria Khmelik, une autre comédie de moeurs : *Oh, quelles sont noires les nuits sur la mer Noire !*, film indépendant, un événement dans le cinéma soviétique, tourné grâce à une coopérative de production privée, fondée par Pitchoul et son producteur Mark Levin.

On y retrouve Natalia Lagoda, « la petite Véra » dans un personnage complètement différent de fille moderne, certes, mais paumée. Elle est étudiante, vit à Moscou avec sa mère dans un appartement qu'un escroc vieillissant leur propose d'échanger contre trois studios, du caviar, de la charcuterie finlandaise. L'humour de Pitchoul est aussi noir que le titre du film, titre aussi d'une chanson souvent fredonnée au milieu d'aventures cocasses et amères.

De Moscou à une ville de province sinistre, puis à Sotchi, station balnéaire de la mer Noire, « paradis » qui ressemble à un dépotoir, Pitchoul promène, outre Lena plaquée par son petit ami, l'escroc qui se fait passer pour cinéaste, des personnages pittoresques et pitoyables flottant au fil de la vie avec la seule volonté de survivre par n'importe quel moyen, plus un lieutenant de la milice, bon vivant et désinvolte, qui représente le *pouvoir de l'Etat, ne se prive pas d'en user et abuser.*

Pitchoul a élargi le propos critique de la Petite Véra à la société soviétique tout entière. Le récit est déstructuré, joue à saute-mouton avec le réalisme. On se saoûle, on se dispute, on est obsédé par une sexualité inassouvie – extraordinaire séquence de Lena aux prises avec trois hommes, – on utilise toutes les ressources et les combines d'une bureaucratie agonisante. Pitchoul est allé *jusqu'à* employer les couleurs des *chromos* de l'ancien réalisme socialiste pour accentuer l'absurdité de ce monde qui dérive comme un navire déboussolé.

Plus étonnant est *Le prédestiné*, film israélien de Daniel Wachsmann, dont nous connaissons le talent et l'anticonformisme grâce à *Hamsin* (1984). Dans le nord de la Galilée, où les traditions mystiques restent en vigueur, le descendant d'une lignée de rabbins refuse son *état de « prédestiné », et a rompu avec sa famille. En compagnie d'un ami, il fait des* numéros truqués de magie et de lecture de pensée. Un soir, une femme monte sur scène, manifeste des dons de télépathie, et par la force de son regard brûle une chaise. Elle suit les deux amis dans leur tournée. Mais les hommes chargés de ramener le « prédestiné » à son père la considèrent comme une Lilith...

Le film est traité dans plusieurs séquences aux images splendides, comme un conte fantastique, et surtout il dénonce l'archaïsme, l'intolérance de la religion ainsi pratiquée. *Le conflit entre le mode de vie que* l'intégrisme cherche à *imposer et* le mode de vie laïque est très violent. La passion du spectacle représente une autre façon de braver la tradition et l'autorité paternelle. Daniel Wachsmann voit dans ce personnage de femme un esprit révolutionnaire capable de briser les tabous, en jouant, par le biais de la superstition, le jeu de l'adversaire. Voilà une œuvre exceptionnelle.

JACQUES SICLIER

Le plus beau film

Il n'est pas en compétition, ne figure dans aucune section du Festival. Il a été tourné en noir et blanc, et date de 1934 : c'est l'*Atalante*, de Jean Vigo, dans sa version intégrale, reconstituée, restaurée par la Cinémathèque Gaumont à partir de différentes sources – dont une copie découverte récemment aux Archives britanniques du film. En septembre 1934, alors que Jean Vigo se mourait, les distributeurs de la Gaumont-Franco-Film-Aubert faisaient sortir une version gravement mutilée de l'*Atalante*, sous un titre jugé plus commercial : *Le chaland qui passe*.

Plusieurs tentatives de reconstitution furent menées à partir de 1950. Mais c'est ce dimanche 13 mai 1990 que le film maudit du cinéaste maudit vient de renaître dans toute sa beauté, son originalité d'écriture, son réalisme social et poétique, son exaltation de l'amour fou, son aspect onirique, son esprit anarchiste, son rythme narratif auquel s'accorde la musique de Maurice Jaubert, qui a parfois des accents à la Kurt Weill, et ses merveilleux interprètes : Dita Parlo, Jean Dasté, Michel Simon, Gilles Margaritis...

Un choc, un éblouissement, même pour les cinéphiles. Et pour celle qui, à peine plus âgée que le film, se tenait, les larmes aux yeux, à la sortie de la salle : Luce Vigo, fille de Jean.

J. S.

► *L'Atalante doit sortir en salle, à Paris, le 23 mai.*

MUSIQUES

Flamboyantes Vêpres montpelliéraines

Cyril Diederich, italianissime dans le premier chef-d'œuvre « français » de Verdi

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Après avoir écrit d'innombrables tragédies, comédies, vaudevilles et textes d'opéras, Eugène Scribe devait être vraiment à court d'inspiration pour proposer à Verdi *les Vêpres siciliennes*. Outre que ce *livret avait déjà été prévu pour un Duc d'Albe* de Halévy, *puis de* Donizetti, c'était un bien curieux sujet pour une œuvre qui devait permettre à un musicien italien de rivaliser à l'Opéra de Paris avec le maître de « opéra français », le Berlinois Giacomo Meyerbeer : le massacre, au treizième siècle, des « occupants » français par des « *résistants* » siciliens. Ces soudards buveurs et violeurs, il est vrai, ne l'avaient pas volé.

Autre chose qu'un opéra historique

Cette Saint-Barthélemy fait certes grande impression au tableau final, mais elle n'est que le bouquet fortuit, l'ultime ressort d'une combinaison compliquée d'intrigues, qui n'ont rien de particulièrement français ou sicilien. Scribe et Verdi y mêlent avec délices les coups de théâtre publics et privés : en bref, Arrigo, ennemi juré des Français, apprend *qu'il est le fils de leur chef*, Montfort, ce *qui lui permet de sauver celle qu'il aime*, Elena, *et le chef des conjurés*, Procida ; *Montfort, heureux* père, marie les deux jeunes gens, dont l'union, machine infernale réglée par Procida, déclenche les cloches des vêpres, signal du massacre...

Verdi marchait sur les brisées de Meyerbeer, mais son œuvre est bien autre chose qu'un opéra historique : une succession de scènes dramatiques en état de crise, où les personnages sont poussés au bout d'eux-mêmes, de leurs passions, amours, haines, générosité, cruauté.

C'est ce que montrent parfaitement les représentations de l'Opéra de Montpellier, et en particulier Cyril Diederich *qui, une fois de* plus, à la tête de son orchestre, nous tient à la gorge et ne *nous* lâche pas durant les quelque quatre heures du spectacle. Sa baguette est un véritable sismographe de la musique, elle modèle, plonge, coupe, dessine, indique sans cesse la température du pathétique, va droit au nœud du drame. Son orchestre le suit comme un tigre bondissant, *ainsi que* les chœurs survoltés de Catherine Alligon.

Le maire de Montpellier, M. Georges Frèche, risque de se mordre *les doigts pour n'avoir pas su retenir ce chef, et ses musiciens sans doute en pâtiront. Diederich* heureusement *dirigera encore les Huguenots*, pour l'ouverture de l'Opéra-Berlioz du Corum, à l'automne prochain, et *Tannhauser*. Il a également empoigné la superbe distribution réunie par Henri Maïer : une toute nouvelle Elena, Nelly Miricioiu, grande voix de belle couleur, à l'accent intrépide : un éclatant ténor islandais, Kristjan Johannsson, trop avantageux *parfois, mais d'un timbre sans* faille et *d'une* grande chaleur qui sait être émouvante : Edouard Tumagian, Montfort tour à tour maître implacable et père attendri : enfin Giorgio Surian, un Procida machiavélique, dont la voix, un peu en retrait de ses camarades, recèle de mystérieuses noirceurs, sous le masque du patriotisme.

La mise en scène de Nicolas Joël, *elle aussi, va à l'essentiel* : les troupes siciliennes ont de la noblesse, tandis que les soldats français en goguette s'écroulent les uns sur les autres de manière quelque peu excessive. Les personnages principaux sont reliés par des figures géométriques fortes, dans un décor abstrait de Bernard Arnould, gradins et escaliers, où l'on pourrait voir, avec de l'imagination, les remparts de marbre de quelque cité grecque de Sicile. La musique de Verdi flambe à l'air libre.

JACQUES LONCHAMPT

► **Prochaines représentations les 15, 17, 18 et 20 mai (avec quelques changements de distribution, comme *Patricia Baldi* en *Elena* et *Giuliano Ciannella en Arrigo*, les 15 et 18). « *Musifrance* », la collection d'*Erato et Radio-France, vient de publier* l'enregistrement intégral des *Huguenots* par l'Opéra de Montpellier, avec une excellente distribution, sous la direction de Cyril Diederich (4 disques compacts 2292-45027-2) .**

Crise à l'Orchestre national de Lyon

Les musiciens s'opposent au renouvellement de contrat du directeur musical, Emmanuel Krivine

LYON
de notre bureau régional

La crise qui couvait depuis quelques mois à l'Orchestre national de Lyon a éclaté au grand jour au cours d'une conférence de presse tenue le vendredi 10 mai par le Syndicat national des artistes-musiciens (SNAM).

Les représentants du syndicat (auquel adhèrent plus de 80% des musiciens de la formation) ont affirmé l'opposition résolue des membres de l'orchestre au renouvellement du contrat d'Emmanuel Krivine qui arrivera à échéance en septembre 1990, et que la ville de Lyon souhaite reconduire. Créé en 1968 dans le mouvement de décentralisation lancé par Marcel Landowski, l'Orchestre de Lyon, devenu « national » en 1984, a été dirigé jusqu'en septembre 1987 par Serge Baudo.

Il fut remplacé par Emmanuel Krivine. Les rapports entre le jeune chef, connu pour son caractère *difficile, et les musiciens se sont progressivement dégradés. Un* premier conflit a éclaté en oct 1989, mais le dernier semble beaucoup plus sérieux. Les reproches faits à Emmanuel Krivine par les musiciens (94 % d'entre eux ont signé une lettre se terminant par : « *Nous ne voulons plus de vous* ») ne portent pas sur son talent, largement reconnu, mais sur ses *méthodes de travail jugées insuffisantes (26 % des répétitions ont* été, d'après le syndicat, assurées par un chef remplaçant). C'est surtout son comportement personnel qui est critiqué. Les musiciens parlent notamment d'insultes et de gestes déplacés.

Pour ces derniers, la crise ne peut se résoudre que par la nomination d'un autre directeur musical : « *L'orchestre veut bien qu'Emmanuel Krivine assure des concerts en tant que chef invité privilégié, mais il ne veut plus être sous son autorité permanente* », a expliqué M. Pierre Allemand, président national du SNAM.

L'attitude de la Ville de Lyon est tout aussi ferme. M. Jacques Oudot, adjoint aux affaires culturelles, souligne que « *ce ne sont pas les musiciens qui nomment le directeur musical* ». Emmanuel Krivine a d'ailleurs accepté dans son nouveau contrat *quatorze* semaines de présence (au lieu de huit) et l'inclusion d'une « *clause de délicatesse* ».

Pour la municipalité, la contestation se développe au moment où se mettent en place, à sa demande, des auditions de contrôle « *nécessaires* », affirme M. Oudot, « *si l'on veut que l'orchestre joue en première division* ». Ces contrôles concernent douze musiciens sur cent-deux (actuellement quatre-vingts postes sont effectivement pourvus). Les musiciens ne s'opposent pas à ces dispositions, qui sont inscrites dans leur statut, mais réclament au préalable l'établissement d'un « plan social » pour d'éventuels reclassements.

Pour l'instant, la situation paraît bloquée. Des rencontres ont eu lieu entre la municipalité et les représentants des musiciens. Dans un courrier adressé aux délégués syndicaux de l'orchestre, M. Michel Noir, député-maire de Lyon, confirme la position de la ville.

Du côté des musiciens, on n'écarte pas la possibilité d'une grève. M. Oudot, *lui*, agite la menace d'une dissolution de l'orchestre. Emmanuel Krivine dirigera le 31 mai prochain un concert avec Isaac Stern en soliste. Les retrouvailles, si elles ont lieu, risquent d'être difficiles.

PIERRE MOULINIER

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5259

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III			■						
IV							■		■
V		■			■				
VI					■				
VII				■					■
VIII			■						
IX		■							
X						■		■	
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. *Qui peut se laisser arroser.* – II. *Qui feront mauvais effet.* – III. *Partie de la France. Peut être grand pour des frères.* – IV. *Annoncé comme par un dieu.* – V. Lie. Pas annoncées. – VI. Qui bénéficie d'un revenu. A gauche quand on passe. – VII. Un roi bien bourgeois. Coupa avec les dents. – VIII. C'est plus de la moitié d'une borne. N'est évidemment pas effrayé par la solitude. – IX. Qui incite à fumer. – X. Peut permettre de suivre. – XI. D'un auxiliaire. Midi pour le père.

VERTICALEMENT

1. L'attitude de ceux qui ne veulent rien avaler. – 2. Un grand mouvement. Ceinture d'îles. N'est parfois qu'un filet. – 3. Participe. Chargé d'affaires. Où il n'y a pas mèche. – 4. De l'herbe dans l'eau. Une réponse qui correspond bien à la demande. – 5. Peut être assimilée à un « grand » rat. Solon et Thalès en étaient. – 6. Essence ordinaire. – 7. Peut être noir pour des crêpes. Utiles pour les hommes qui sont malades et dans le besoin. – 8. Quand on y songe, on ne mange pas tout. – 9. Un point. Pronom. Reste froid en été.

Solution du problème nº 5258

Horizontalement

I. Orthophoniste. – II. Dériveur. Raisin. – III. Olé ! Eurêka. PTT. – IV. Ninas. Oie. Mi. Es.– V. Tuer. Enlace. Ami. – VI. Orties. Lt. Thèse. – VII. Le. Et. Geôlier. – VIII. Eta. Usnée. Ode. – IX. Gantier. Crâne. – X. Idée. Mulot. Rats. – XI. Sue. Pô. Ires. Uri. – XII. Tl. Elie. Nue. Tir. – XIII. Etête. Star. Veto. – XIV. Ereintés. Gl. Ut. – XV. Osé. Nuée. Venise.

Verticalement

1. Odontologiste. – 2. Reliure. Adultes. – 3. Trenet. Enée. Ere. – 4. Hi. Ariette. Eté. – 5. Oves. Etai. Plein. – 6. Peu. Es. Emoi. Nu. – 7. Huron. Guru. Este. – 8. Oreilles. Li. Tee. – 9. Keaton. Ornas – 10. Ira. Lecteur. – 11. Sa. Métier. Se. Gê. – 12. Tipi. Hé ! Ar. Vin. – 13. Est. Aéronaute. – 14. Items. Détritus. – 15. An. Siège. Sirote.

GUY BROUTY.

DISQUES

Le dernier enregistrement de Vladimir Horowitz

Enregistré quelques jours avant sa mort ce disque trouve des accents d'une simplicité désarmante

Horowitz n'a jamais été un pianiste comme les autres. Nombreux furent ses confrères qui possédaient une plus grande virtuosité (Simon Barrère, Serge Rachmaninov), *dont l'imagination était plus* fertile (Alfred Cortot, Guiomar Novaes), dont la profondeur expressive était plus indéniable (Artur Schnabel, Arthur Rubinstein, Clara Haskil), un sens du style plus évident (Wilhelm Backhaus, Mieczyslaw Horszowski). Mais aucun n'aura exercé une telle emprise sur son public. Aucun ne l'aura à ce point persuadé qu'il jouait sa vie sur scène.

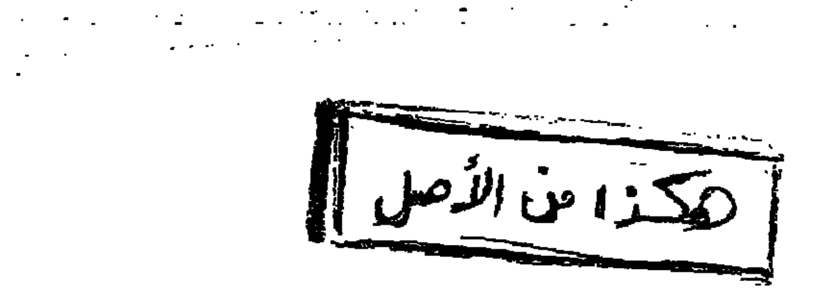
Ce dernier disque, enregistré quelques jours avant sa mort, le 5 novembre dernier, à New-York, cette *Mort d'Isolde*, ces *Variations sur Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen* de Franz Liszt, cette sonate de Joseph Haydn, *sont un dernier pied de nez adressé à ceux qui* reprochaient au pianiste des pianistes son manque de rigueur. A ceux qui lui reprochaient son incapacité à bâtir, sa complaisance à faire un sort à chaque note, à ne faire sonner que les contre-chants. A ceux qui lui reprochaient de s'admirer dans la laque noire de son piano.

A quatre-vingt-cinq ans, Horowitz se débarrasse de ses tics, trouve des accents d'une simplicité désarmante, joue avec un « sérieux » adouci par des sonorités qui feraient prendre son grand Steinway pour un vieil Erard à la sonorité fêlée. Qui aurait pu imaginer qu'il sût trouver dans Haydn, dans Mozart (ses *Troisième* et *Treizième Sonates* chez Deutsche Grammophon !) une allure si libre dans la rigueur ?

Il n'y a guère que Chopin qui le fasse trébucher. Toute sa vie, Horowitz l'a joué, et même s'il se renouvelle en choisissant des variantes peu connues, *on ne pourra s'empêcher de regretter ses rubatos alanguis, ses grâces d'un autre âge, ses décalages des deux* mains, sauf dans le *Nocturne*, le dernier *composé par le compositeur* déraciné avant sa mort.

ALAIN LOMPECH

► **Haydn : *Sonate Hob. XVI nº 49.* Chopin : *Mazurka op. 56 nº 3 : Nocturnes op. 55 nº 2 et 62 nº 1 : Etudes op. 25 nº 1 et 5 ; Fantaisie-Impromptu.* Liszt : *Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen, Mort d'Isolde.* Un disque compact CBS-Sony SK 45818.**



AGENDA

CINÉMA

LUNDI 14 MAI

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

Le cinéma des pays nordiques : la Ceinture d'Orion (1985, v.o. s.t.f.), d'Ola Solum, 14 h 30 ; Un homme de notre planète (1958, v.o. s.t.f.), de Jack Witikka, 17 h 30 ; le Chemin du serpent (1988, v.o. s.t.f.), de Bo Widerberg, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ALWAYS (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

AU-DELA DU FEU (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95)

BLAZE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

BLUE STEEL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

LA CAMPAGNE DE CICÉRON (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

CHARLIE (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Républic Cinemas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27)

CONTRETEMPS (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DRUGSTORE COW-BOY (*) (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENNEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

ENTRE CIEL ET TERRE (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

EQUIPE DE NUIT (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47)

ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'ESPOIR AUX TROUSSES (Pol.-Dan.-Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FÊTE DES PÈRES (Fr.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

FLIC ET REBELLE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

GLORY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA GUERRE DES ROSE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

IL GÈLE EN ENFER (Fr.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LAMBADA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LES 1001 NUITS (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

MILOU EN MAI (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MISTER FROST (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MONA ET MOI (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'OPÉRA DE QUAT'SOUS (A., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

OU EST LA MAISON DE MON AMI ? (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

POLO EN AMÉRIQUE (Su., v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SHE-DEVIL (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

SIDEWALK STORIES (A.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

STANLEY & IRIS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TANGO & CASH (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TURNER & HOOCH (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

LA CAPTIVE DU DÉSERT - A PARTIR DU 14 MAI -. Film français de Raymond Depardon : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

HALLOWEEN 4. (*) Film britannique de Dwight H. Little, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

JOURS TRANQUILLES A CLICHY. (*) Film franco-italo-allemand de Claude Chabrol, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RETOUR A LA VIE. Film américain de Glenn Gordon Caron, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

RÊVES - A PARTIR DU 11 MAI -. Film japonais d'Akira Kurosawa, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses)

BUFAPLANÈTES. Maison des arts de Créteil, petite salle (49-80-18-88), dim. soir, lun., jeu., 20 h 30 (15).

LA DOUBLE INCONSTANCE. Théâtre de la Main d'Or-Belle de-Mai (48-05-67-89), dim. soir, lun., 20 h 30; dim. 17 h (9).

LES ÉMIGRÉS. TBM centre Gérard-Philipe à Champigny-sur-Marne (48-80-90-90) ; 21 h sam., lun., mar. ; 16 h dim. (12).

EMINESCU... APRÈS EMINESCU. Athénée-Louis-Jouvet (47-42-67-27), 20 h 30 ven., sam. (11).

LE MANTEAU. Théâtre du Campagnol à Châtenay-Malabry (46-61-33-33), dim. soir, lun., 20 h 30 ; 16 h dim. (11).

L'OURS. Théâtre moderne (49-95-09-00), dim., lun. 21 h (11).

PATHOLOGIE VERBALE. Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis (42-43-17-17), dim., lun. 21 h (15).

PLUS CONVIVIAL TU MEURS. Espace Européen (42-93-69-68), dim., lun. 22 h 30 (11).

LE RETOUR DU MAJOR DAVEL. Centre culturel suisse (42-71-38-38), 20 h 30 jeu., ven., sam. (10).

SIGMARINGEN. Maison des Arts de Créteil (49-80-18-88), dim. soir, lun., jeudi 20 h 30, dim. 15 h30 (11).

TOUT CONTRE UN PETIT BOIS. Renaissance (42-08-18-50), dim. soir, lun. 20 h 45, dim. 15 h 45 (9).

UNE REPRÉSENTATION AU THÉATRE DU CRIME. Marais (42-78-03-53), dim., lun. 18 h 15 (15).

DANSE

OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart (42-86-88-83). Ballet de l'Opéra de Nantes, 20 heures, ven. La Fille mal gardée. Chor. Ivo Cramer. Téléphone location : 42-86-88-83.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Grand Ballet de Bucarest, 20 h 30, ven., Chor. Dan Ionescu. Chants et danses de Roumanie. Téléphone location ; rens. : 48-28-40-10.

CONCERTS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Ensemble Inter Contemporain 20 h 30, ven. Dir. Peter Eötvös. Catherine Napoli (soprano), Florent Boffard (piano), Claude Delangle (sax.). Œuvres de Dillon, Boucourechliev, Cohen, Jolas. Grande salle.

CHATELET. Théâtre musical de Paris (40-28-28-40). Eduardo Fernandez 12 h 45, ven. Guit. Œuvres de Mangoré, Sor, Regondi, Brouwer. Octuor à vents de l'Orchestre de Radio-France, 16 heures, dim. Œuvres de Mozart, Wagner, Beethoven. Quatuor Via Nova.

EGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37). Gérard Abiton, Hervé Niquet, 20 h 45, ven. Guit., clavecin. Œuvres de Manuel Ponce. Téléphone location : 45-23-18-25.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Ensemble instrumental Jean-Walter Audoli, 20 h 30, ven. Ensemble vocal Jacques Ibert. Dir. Jean-Walter Audoli. Messe du couronnement, de Mozart. Téléphone location : 42-62-40-65.

INSTITUT HONGROIS (43-26-06-44). Quatuor Bartok, 20 heures, ven. Œuvres de Mozart, Bartok, Debussy.

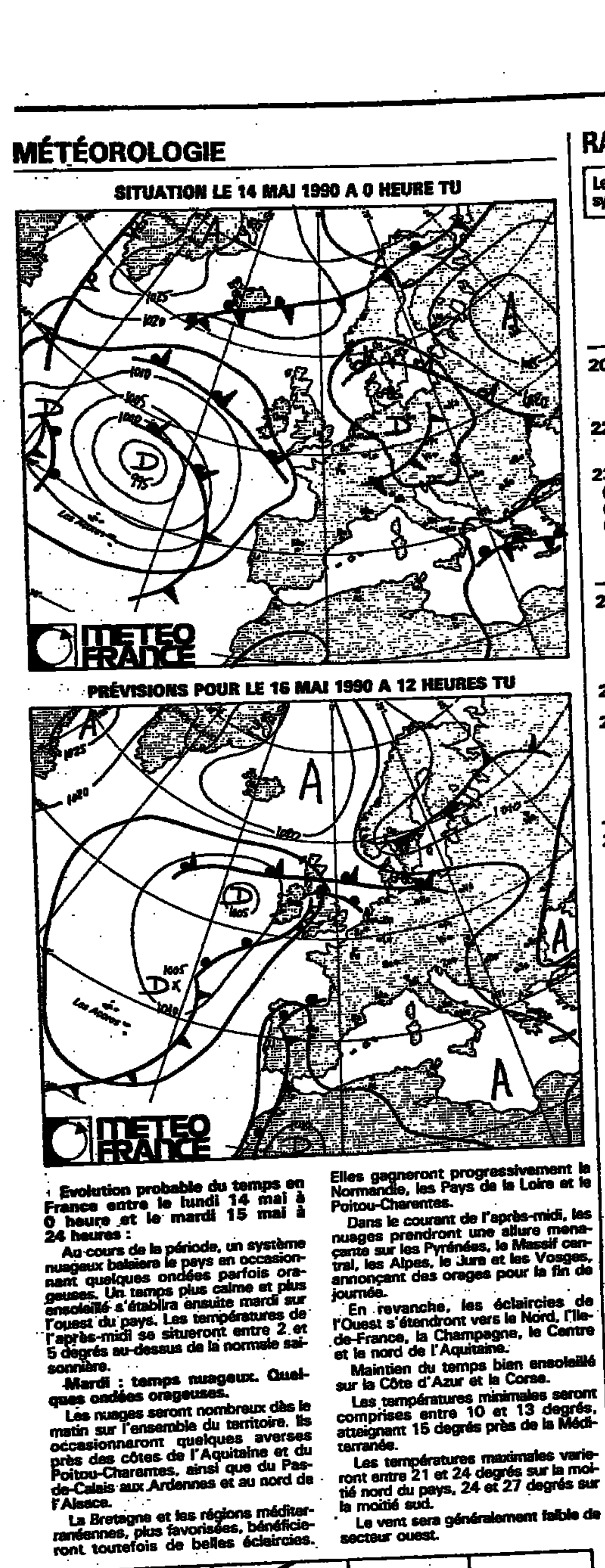


AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 MAI 1990 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 16 MAI 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 mai à 0 heure et le mardi 15 mai à 24 heures :

Au cours de la période, un système nuageux balaiera le pays en occasionnant quelques ondées parfois orageuses. Un temps plus calme et plus ensoleillé s'établira ensuite mardi sur l'ouest du pays. Les températures de l'après-midi se situeront entre 2 et 5 degrés au-dessus de la normale saisonnière.

Mardi : temps nuageux. Quelques ondées orageuses.

Les nuages seront nombreux dès le matin sur l'ensemble du territoire. Ils occasionneront quelques averses près des côtes de l'Aquitaine et du Poitou-Charentes, ainsi que du Pas-de-Calais aux Ardennes et au nord de l'Alsace.

La Bretagne et les régions méditerranéennes, plus favorisées, bénéficieront toutefois de belles éclaircies. Elles gagneront progressivement la Normandie, les Pays de la Loire et le Poitou-Charentes.

Dans le courant de l'après-midi, les nuages prendront une allure menaçante sur les Pyrénées, le Massif central, les Alpes, le Jura et les Vosges, annonçant des orages pour la fin de journée.

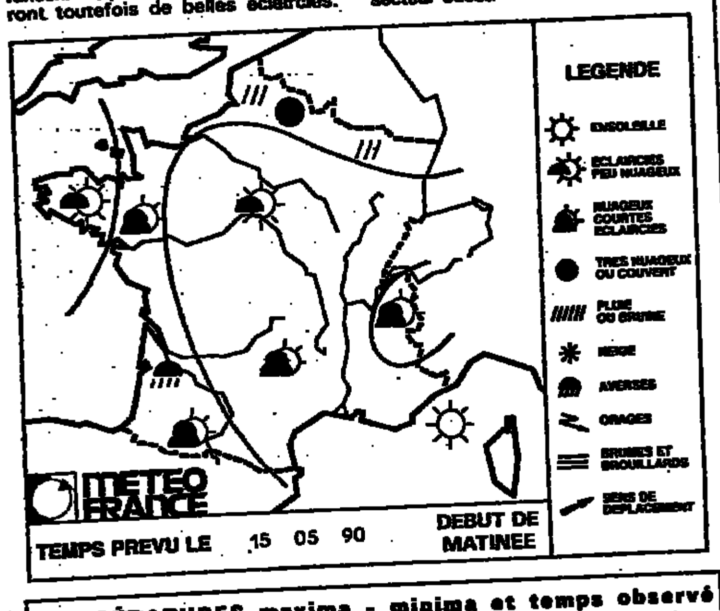
En revanche, les éclaircies de l'Ouest s'étendront vers le Nord, l'Ile-de-France, la Champagne, le Centre et le nord de l'Aquitaine.

Maintien du temps bien ensoleillé sur la Côte d'Azur et la Corse.

Les températures minimales seront comprises entre 10 et 13 degrés, atteignant 15 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales varieront entre 21 et 24 degrés sur la moitié nord du pays, 24 et 27 degrés sur la moitié sud.

Le vent sera généralement faible de secteur ouest.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 14-05-199

Valeurs extrêmes relevées entre le 13-05-90 à 6 heures TU et le 14-05-199 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	22	12	C
BIARRITZ	19	10	N
BORDEAUX	17	15	B
BOURGES	20	11	C
BREST	22	12	N
CAEN	16	6	B
CHERBOURG	14	9	N
CLERMONT-FER.	18	13	C
DIJON	20	12	P
GRENOBLE St-M-H	22	12	N
LILLE	15	6	B
LIMOGES	18	12	C
LYON	22	13	N
MARSEILLE-MAR.	23	14	D
NANCY	19	3	D
NANTES	23	12	C
NICE	20	16	D
PARIS-MONTS	20	18	D
PAU	19	10	D
PERPIGNAN	23	11	D
RENNES	23	12	C
ST-ETIENNE	20	12	C
STRASBOURG	20	9	N
TOURS	22	9	D
TOULOUSE	19	11	N
POINTE-A-PITRE	31	24	N

ÉTRANGER			
ALGER	26	13	D
AMSTERDAM	15	10	C
ATHENES	22	18	C
BANGKOK	37	27	O
BARCELONE	22	13	N
BELGRADE	21	14	C
BERLIN	21	8	N
BRUXELLES	16	7	N
LE CAIRE	-	-	-
COPENHAGUE	17	9	C
DAKAR	26	19	D
DELHI	35	27	D
DJERBA	23	16	D
GENÈVE	23	9	-
HONGKONG	26	24	N
ISTANBUL	22	22	C
JERUSALEM	21	13	C
LISBONNE	21	14	D
LONDRES	17	7	D
LOS ANGELES	21	13	N
LUXEMBOURG	16	5	B
MADRID	22	8	D
MARRAKECH	29	14	N
MEXICO	27	12	B
MILAN	26	16	C
MONTRÉAL	18	7	D
MOSCOU	11	0	D
NAIROBI	24	16	C
NEW-YORK	19	12	A
OSLO	21	7	C
PALMA-DE-MAJ.	22	10	B
PÉKIN	28	15	N
RIO-DE-JANEIRO	24	20	N
ROME	21	15	N
SINGAPOUR	31	25	C
STOCKHOLM	17	9	P
SYDNEY	20	13	C
TOKYO	24	20	P
TUNIS	21	12	D
VARSOVIE	22	10	N
VENISE	21	14	N
VIENNE	23	12	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heures en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaines dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 14 mai

TF 1

20.35 Variétés : Coluche, qui dit mieux... Emission animée par Patrick Sabatier au Cirque d'hiver en faveur des Restos du cœur.
22.15 Magazine : Santé à la une. Présenté par Robert Namias et Anne Barrère. Calvitie et soins des cheveux.
23.25 Magazine : Minuit sport.
0.20 C'est à Cannes.
0.30 Journal, Météo, et Bourse.
0.50 TF1 nuit.

A 2

20.40 Théâtre : Lily et Lily. Pièce de Barillet et Grédy, mise en scène de Pierre Mondy, avec Jacqueline Maillan, Jacques Jouanneau, Francis Lemaire, Yvan Varco, Henri Lambert, Maaike Jansen, Erick Desmarest, Annie Le Goff.
22.55 Concours chefs-d'œuvre en péril. Les prix 1989.
23.50 Informations : 24 heures sur la 2.
0.05 Météo.
0.10 Magazine : Du côté de chez Fred. Nancy Reagan.

FR 3

20.35 Cinéma : Rivière sans retour. ■■ Film américain d'Otto Preminger (1954). Avec Robert Mitchum, Marilyn Monroe, Rory Calhoun. *En 1875, dans le nord-ouest des Etats-Unis, un fermier solitaire, qui vient de récupérer son jeune fils, s'enfuit avec celui-ci et une chanteuse de saloon, sur un radeau, le long d'une rivière, pour échapper aux Indiens. La magie des grands espaces, une intrigue où se combinent l'aventure et l'amour.*
22.10 Journal et Météo.
22.45 Magazine : Tempsions. Présenté par Pierre-André Boutang, en direct de Cannes.
23.35 Magazine : Océaniques Histoire(s) du cinéma, de Jean-Luc Godard. 1. Toutes les histoires.
0.25 Musique : Carnet de notes. Préludes nᵒˢ 4, 5, 6, 7 de Chopin par Vladimir Ashkenazy.

CANAL +

20.30 Cinéma : Copain, copine. ■ Film américain de Glenn Jordan (1984). Avec Richard Dreyfuss, Susan Sarandon, Nancy Allen.
22.15 Flash d'informations.
22.20 Le journal du Festival.
22.25 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des lourds-légers : Anaclet Wamba-Johnny Nelson.
23.25 Sport : Basket professionnel américain.
0.40 Cinéma : Le merdier. □ Film américain de Ted Post (1977). Avec Burt Lancaster, Marc Singer.
2.30 Documentaire : Les allumés... Faux et usage de faux : David Stein, le plus grand faussaire du siècle, de Frédéric Variot.

LA 5

20.40 Téléfilm : Justice. De Rod Holcomb, avec Robert Conrad, George Hamilton. *Deux ennemis s'unissent pour venger leurs enfants.*
22.20 Série : Vendredi 13.
23.20 Magazine : Aparté. De Pierre-Luc Séguillon.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Les feux de l'été. De Rita Mae Brown, avec Don Johnson, Cybill Sheperd. *Grande saga sudiste.*
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Informations : Dazibao.
0.10 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler.
2.00 Rediffusions. Culture pub : Le glaive et la balance (l'affaire Jobic) ; M6 aime (voyage à Tokyo) ; Culture pub ; Parcours santé (A la rencontre de bébé) ; Le glaive et la balance.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Cinéma de notre temps, David Lynch.
20.35 Cannes instantané.
21.00 Cinéma : Le rayon vert. ■■ Film français d'Eric Rohmer (1980).
22.40 Court métrage : Vingt-quatre heures de la vie d'un clown. De Jean-Pierre Melville.
23.00 Documentaire : Cinéma de notre temps. Jacques Rivette (1ʳᵉ partie). De Janine Bazin, André S. Labarthe et Alain Plagne.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. Les Parisiens sous l'Occupation (2ᵉ partie).
21.30 Dramatique. Les débuts difficiles de l'écrivain Nathan Typpesh, d'Alain Gerber.
22.40 Cote d'amour.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de Bruxelles) : Concerto pour orchestre op. 37, de Chevreuille ; Variations symphoniques pour piano et orchestre, de Franck ; Symphonie nº 2 en ut majeur op. 61, de Schumann, par l'Orchestre symphonique de la RTBF, dir. André Vandernoot ; sol. : Jean-Claude Vanden Eynden, piano. A 22 h 30, Virtuoses, virtuoses : Kirsten Flagstad chante Grieg. A 23.07, Trio en fa majeur op. 13 nº 1, de Rasetti ; Oratorio op. 51, de Elgar.
0.30 Myosotis. Magazine des oubliettes ; Visuel audio : autonomie et grâce dans les opéras de Mozart.

Mardi 15 mai

TF1

14.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
15.15 Série : Tribunal.
15.45 Variétés : La chance aux chansons.
16.15 Série : Vivement lundi.
16.40 Club Dorothée. Caroline.
17.05 Série : 21 Jump Street.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Le bébête show
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : La passerelle. ■ Film français de Jean-Claude Sussfeld (1987). Avec Pierre Arditi, Mathilde May, Jany Holt.
22.15 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Dechavanne.
0.05 C'est à Cannes.
0.15 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Série : Mésaventures.
1.00 TF 1 nuit.

A2

14.05 Série : Les cinq dernières minutes. La boule perdue, de Claude Loursais, avec Jacques Debary, Marc Eyraud.
15.40 Après-midi show. Emission présentée par Thierry Beccaro. Avec Gérard Majax.
17.00 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Giga. Les années collège ; Reportage ; Les deux font la loi ; Reportage.
18.30 Série : L'homme qui tombe à pic.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrice Laffont.
19.52 Divertissement : Heu-reux !
20.00 Journal et Météo.
20.40 Les dossiers de l'écran : Skokie Téléfilm de Herbert Wise, avec Danny Kaye, John Rubinstein. *Des néo-nazis organisent un défilé dans une petite ville proche de Chicago.*
22.40 Débat : La liberté pour tous ou pas de liberté pour les ennemis de la liberté ? Avec Michel Noir maire de Lyon, Jacques Médecin, maire de Nice, François-Henri de Virieu, Charles Libman et Jacques Vergès, avocats, Madeleine Rebérioux, historienne, Georges Vedel, ancien membre du Conseil constitutionnel, Théo Klein, ancien président du CRIF, Anise Postel-Vinay, Léon Lewkowicz, anciens déportés.
0.00 Informations : 24 heures sur la 2.
0.15 Météo.
0.20 Magazine : Du côté de chez Fred. Un hommage à Andrex.

FR3

14.30 Documentaire : Archives-mémoires. Paul Berliet.
15.03 Feuilleton : Colorado.
16.03 Magazine : Télé-Caroline.
17.30 Feuilleton : Tom Sawyer.
17.55 Dessin animé : Molierissimo.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 INC.
20.35 Magazine : La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Thème : Megalopolis, les capitales de l'an 2000. Avec Jacques Chirac, et les maires de Tokyo, New-York, Barcelone, Athènes et Le Caire.
22.15 Journal et Météo.
22.45 Cinéma : Blow-up. ■■ Film britannique de Michelangelo Antonioni (1966). Avec Vanessa Redgrave, David Hemmings, Sarah Miles.
0.30 Musique : Carnet de notes. Préludes nᵒˢ 8, 9, 10, 11, de Chopin.

CANAL +

13.30 Cinéma : Plein soleil. ■■■ Film franco-italien de René Clément (1959). Avec Alain Delon, Marie Laforêt, Maurice Ronet.
15.25 Spécial Cannes 1990 (rediff.).
15.30 Cinéma : Le merdier. □ Film américain de Ted Post (1977). Avec Burt Lancaster, Marc Singer, Craig Wasson.
17.25 Cabou cadin. La couronne magique ; Zorro ; Charlotte, Fléo et Benjamin.

En clair jusqu'à 20.30

18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana.
18.30 Top 50. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes à Cannes.
20.30 Cinéma : Robocop. ■■ Film américain de Paul Verhoeven (1987). Avec Peter Weller, Nancy Allen, Daniel O'Herlihy.
22.10 Flash d'informations.
22.13 Le journal du Festival.
22.20 Cinéma : L'île de Pascali. ■ Film britannique de James Dearden (1987). Avec Ben Kingsley, Charles Dance, Helen Mirren.
0.00 Cinéma : Reanimator hospital. ■ Film américain de Brett Leonard (1989). Avec Jeremy Slate, Danny Gochnauer, Cheryl Lawson.
1.35 Téléfilm : Le piège. De Serge Moati. Avec André Dussolier, Grace de Capitani.

LA 5

14.30 Série : Soko, brigade des stups.
15.35 Série : Bergerac.
16.40 Dessins animés. Les Triplés ; Magie bleue ; Les aventures de Claire et Tipoune ; Pollyanna ; Max et Compagnie ; Olive et Tom, champions de foot.
18.50 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Mon curé chez les Thaïlandaises. □ Film français de Robert Thomas (1983). Avec Maurice Risch, Darry Cowl, Jacques Balutin.
22.20 Série : China Beach.
23.15 Magazine : Ciné cinq.
23.25 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.

M6

14.45 Série : Maîtres et valets.
17.15 Informations : M6 info.
17.25 Série : L'homme de fer.
18.15 Série : L'ami des bêtes.
18.55 Série : Aline et Cathy.
19.25 Série : La fête à la maison.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : Le petit bougnat. ■ Film français de Bernard Toublanc-Michel (1969). Avec Claude Amazan, Isabelle Adjani, Vincenzo Sartini.
22.15 Magazine : Ciné 6.
22.40 Cinéma : Priez les morts, tuez les vivants. □ Film italien de Joseph Warren (1971). Avec Klaus Kinski, Victoria Zinny, Paul Sullivan.
0.01 Six minutes d'informations.
0.15 Informations : Dazibao.
0.10 Variétés : Fréquenstar.
0.20 Musique : Boulvrockn'hard.

La Sept

14.10 Cours d'italien.
14.35 Feuilleton : Zastrossi (2ᵉ épisode). De David G. Hopkins.
15.30 Documentaire : Antoine Vitez, journal intime d'un théâtre.
16.40 Documentaire : Lignes de vie (5). De Winfried Junge.
17.45 Cinéma : La mort d'un bûcheron. ■ Film canadien de Gilles Carle (1972).
19.40 Court métrage : Le chant du styrène. D'Alain Resnais.
19.55 Film d'animation : L'œil entend, l'oreille voit. De Gavin Miller.
20.55 Cannes instantané.
21.00 Documentaire : Cinéma de notre temps, le dinosaure et le bébé. De Janine Bazin, André S. Labarthe et Alain Plagne.
22.10 Court métrage : Tous les garçons s'appellent Patrick. De Jean-Luc Godard.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.
23.45 Jazz soundies collection.
23.50 Documentaire : Kaltex en Chine.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Luigi Nono (rediff.)
20.30 Archipel science. Promenade naturelles.
21.30 Les voyants (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Fellini-Mondo.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Musique ensembles. Grodek, de Boucourechliev : Ballades I, de Mestral ; La nuit, de Vienne ; Etudes pour piano, de Lenot ; Dholak, de Campana, par l'Ensemble Fa, dir. Dominique My.
22.30 Récital. Olli Mustonen, piano : Vingt-quatre préludes pour piano op. 31, d'Alkan ; Six bagatelles pour piano op. 126, de Beethoven.
23.07 Club d'archives. Hommage à Isaac Stern.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

POLICE

Trois congrès de syndicats de la FASP

Des inspecteurs, officiers et commissaires contre « l'esprit de caste »

Les inspecteurs, officiers et commissaires membres de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) entendent tourner le dos au corporatisme qui oppose traditionnellement ces trois corps de responsables policiers. Pour la première fois, le Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP), le Syndicat national des officiers (SNO) et le Syndicat national des commissaires (SNC), ont tenu leurs congrès respectifs dans un même hôtel parisien, du mercredi 9 mai au vendredi 11 mai.

« Trop souvent, nous avons été flattés, puis floués et maltraités, par des pouvoirs qui savent diviser pour régner, analyse Jean-Jouis Llorca, secrétaire général du SNUIP. *La défense de nos intérêts collectifs passe plutôt par une réforme d'ensemble de la police, dont tous les fonctionnaires profiteront. »* Minoritaires dans leurs corps respectifs, les inspecteurs, commissaires et officiers de la FASP appartiennent à une fédération majoritaire chez les policiers. Et ils ont compris le parti qu'ils peuvent en tirer.

Délaissant la revendication d'avantages étroitement catégoriels, ils font davantage confiance au poids que confère leur appartenance à la fédération autonome. *« C'est grâce à notre appartenance à la FASP que nous nous faisons entendre,* insiste Michel Savary, secrétaire général du SNO, *alors que les commandants et les officiers représentent moins de deux mille des cent vingt mille policiers. »*

En 1982, les officiers ont été les premiers à franchir le pas du syndicalisme de masse : ils ont rejoint la plèbe des gardiens de la paix, qui constituent les gros bataillons de la fédération. Les inspecteurs et les commissaires ont suivi l'exemple. Sans craindre de perdre leur identité, mais non sans succès : quatre années d'existence auront suffi au SNC pour mettre fin au *monopole* du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de police (majoritaire), en arrachant un siège lors des dernières élections professionnelles. Pour aller plus loin, le commissaire Pierre Lascombes s'en prend à *« l'esprit de caste et de classe »* de certains de ses collègues. Il fustige spécialement *« le système de gestion des rémunérations accessoires* (1) *dont le but inavoué est,* dit-il, *d'assurer le financement sans contrôle et en douceur d'une organisation syndicale ».*

Convaincus de participer à *« un même métier policier »*, les syndicalistes ne sont pourtant pas allés jusqu'à fusionner leurs trois organisations. Parce que les rivalités restent trop sensibles à la base ? Par volonté d'attendre que les contours de la future refonte des corps de policiers soient mieux dessinés ? Le congrès fédéral, qui s'ouvre le lundi 14 mai à Vincennes, sera l'occasion pour la FASP de réclamer la création d'un corps unique qui regrouperait tous les policiers, des gardiens aux commissaires.

ERICH INCIYAN

(1) Les vacations funéraires et les frais d'huissier perçus par les commissaires peuvent, dans certaines villes, leur rapporter plusieurs milliers de francs par mois.

REPÈRES

PARIS

Autoroutes souterraines : la mairie recule

La Ville de Paris renonce *« pour l'instant »* au réseau souterrain d'autoroutes à péage. M. Jacques Dominati, adjoint au maire, chargé de la circulation, explique dans une interview à l'hebdomadaire *le Moniteur* que le concept de voirie souterraine *« est prématuré et inadapté »*. Il avance trois raisons : l'allègement de la circulation en surface qu'entraînerait un tel réseau n'est pas certain ; les chantiers créeraient des nuisances pendant cinq à dix ans, et le problème de l'évacuation des gaz, s'il est réglé « techniquement », continue d'inquiéter les Parisiens. M. Dominati laisse la porte ouverte toutefois *« ... dans dix ans peut-être, si les mesures que nous allons prendre ne suffisent pas. »*

INDE

Le cyclone en Inde : 450 morts

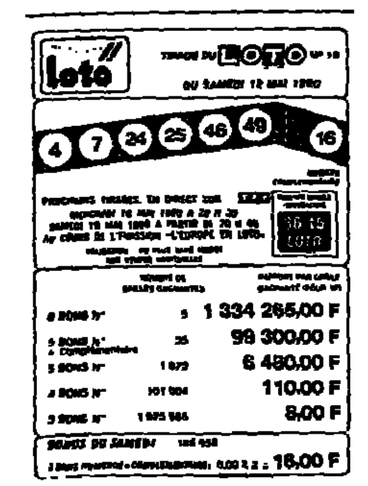
Le bilan du cyclone tropical qui a balayé, le 9 mai, la côte de l'état indien de l'Andhra-Pradesh, ne cesse de s'alourdir : *dans la soirée du* 13 mai, *il était de* 450 morts. Le cyclone qui avait ravagé la même région en 1977 avait tué plus de 10 000 personnes. Mais, cette année, les autorités indiennes ont pu évacuer préventivement 150 000 habitants des *zones les plus menacées*. Les *dégâts matériels sont estimés* à 3,5 milliards de francs, et 100 000 têtes de bétail auraient été noyées.

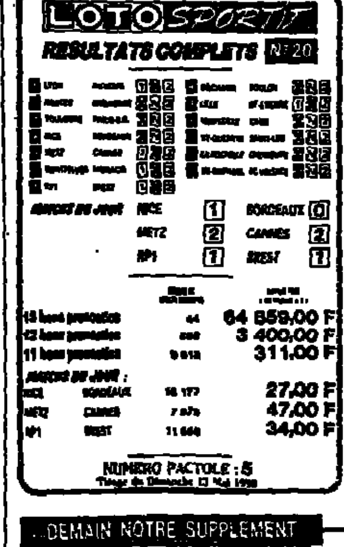
Par ailleurs, des pluies torrentielles ont provoqué des inondations meurtrières dans le sud-ouest de l'Algérie (16 morts), en Andalousie (2 noyés) et dans le sud des Etats-Unis (14 morts). – *(AP, AFP, Reuter.)*

ENVIRONNEMENT

Bulldozers incendiés sur le chantier de La Borie (Gard)

Deux bulldozers qui, à l'aube du lundi 14 mai, entamaient les travaux préparatoires à la construction du barrage de La Borie, à quelques kilomètres au nord de Saint-Jean-du-Gard (Gard), ont été incendiés quelques heures à peine après leur arrivée sur le site. Le barrage de La Borie, qui doit noyer plusieurs kilomètres de la sauvage vallée du Gardon mais assurer *l'approvisionnement en eau de la plaine gardoise, est vivement contesté* par les populations locales et leurs élus. Après une grande manifestation en juillet 1989, le site était gardé jour et nuit par des militants équipés de téléphone.





SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Saint-Marin

La longue patience de Riccardo Patrese

L'Italien Riccardo Patrese (Williams-Renault), recordman du nombre de courses disputées en formule 1 automobile (cent quatre-vingt-quatorze), a remporté la troisième victoire de sa carrière en gagnant, dimanche 13 mai à Imola (Italie), le Grand Prix de Saint-Marin. L'Autrichien Gerhard Berger (McLaren-Honda), l'Italien Alessandro Nannini (Benetton-Ford) et le Français Alain Prost (Ferrari) ont presque terminé dans ses roues, à moins de 7 secondes.

IMOLA

de notre envoyé spécial

Don Erio Belloi est un drôle de curé. A l'heure où, autrefois, il appelait ses fidèles pour les vêpres, *le prête de Maranello, cette petite* bourgade d'Emilie où sont produites chaque année les quatre mille Ferrari, a pris l'habitude de faire carillonner toutes les cloches de son église à chaque victoire des chères *monoplaces rouges. En ce* dimanche 13 mai, il était même prêt à pardonner à tous ses paroissiens qui avaient déserté l'église pour célébrer, avec deux cent mille *tifosi, un autre culte, plus païen,* sur l'autodrome Enzo et Dino Ferrari d'Imola, distant de moins de 80 kilomètres.

Ce dimanche 13 mai n'était certes pas un dimanche ordinaire. La formule 1 fêtait le quarantième *anniversaire de l'organisation de son premier grand prix* (13 mai 1950 à Silverstone), et Ferrari est la seule écurie à avoir participé à tous les championnats du monde.

La disparition, en 1988, du « commendatore », élevé de son *vivant au rang de mythe, n'a pas* suffi à éteindre la passion des concitoyens de Don Erio Belloi. Ces derniers sont même prêts à croire à la résurrection du « cavallino rampante » (petit cheval cabré) *privé de titre depuis* 1979, avec l'arrivée à Maranello d'un nouveau messie en la personne d'*Alain Prost, le triple champion du monde*. Hélas pour eux ! La confirmation du succès du pilote français au Brésil, sur les terres de son grand rival Ayrton Senna, n'a *pas eu lieu à Imola.*

La déception engendrée *par* l'abandon de la Ferrari du Britannique Nigel Mansell et par la quatrième place d'Alain Prost, à nouveau handicapé par une fuite d'huile de sa boîte de vitesses, a heureusement été atténuée par le succès de Riccardo Patrese, un enbfant du pays né à Padoue, à moins de cent cinquante kilomètres d'Imola.

Les sept *semaines écoulées depuis le précédent* grand prix et surtout l'application de nouvelles règles de sécurité qui ont obligé certains constructeurs à modifier *leur chassis*, ont entraîné une redis*tribution des cartes* qui s'est traduite à Imola par la présence aux quatre premières places de quatre monoplaces différentes séparées par moins de sept secondes.

Les progrès du moteur Renault

L'abandon, dès le quatrième tour, du Brésilien Ayrton Senna (jante arrière droite cassée) oblige à une certaine réserve au *moment* de juger les nouvelles forces de la saison 1990, mais la victoire obtenue par Riccardo Patrese qui a doublé Gerhard Berger à vingt tours de l'arrivée, comme la domination *exercée aux* essais puis en course sur les Ferrari, traduisent les incontestables progrès des Williams Renault.

Pour son retour à la compétition la saison dernière avec Williams, le motoriste français avait, certes, *connu deux succès* avec le Belge Thierry Boutsen. Mais ces deux victoires obtenues sous la pluie, au Canada et en Australie, avaient surtout été mises au crédit de l'ex*ceptionnelle souplesse d'utilisation du moteur*.

Avec seulement cinq abandons qui pouvaient lui être imputés en seize *grands* prix, le moteur Renault avait prouvé d'entrée sa fiabilité. Il restait aux ingénieurs de l'usine de Viry-Châtillon à trouver les quelques chevaux supplé*mentaires qui* permettraient aux Williams de lutter à armes égales avec les McLaren-Honda sur les circuits rapides.

Tandis que les Japonais planchent sur un nouveau moteur de douze cylindres au potentiel de puissance *a priori* supérieur, les ingénieurs français sont restés fidèles à leurs dix cylindres dont ils ont préparé une version plus compacte et plus performante grâce à une redéfinition complète de l'admission et de la commande de distribution.

Pour Riccardo Patrese, le Grand Prix de Saint-Marin a toujours constitué un test révélateur pour la suite de la saison. *« Le tracé d'Imola reproduit toutes les difficultés que nous sommes appelés à rencontrer ensuite,* dit-il. *Traditionnellement, une monoplace qui marche bien à Imola marche bien partout. »*

Le pilote italien qui n'avait plus gagné depuis le grand prix d'Afrique du Sud en 1983 a, semble-t-il, retrouvé l'enthousiasme de ses débuts en formule 1 en 1977. *« Je ne me sens pas l'âme d'un vétéran de la F 1,* affirme-t-il. *Je suis simplement le pilote le plus expérimenté du peloton. Je n'ai que trente-six ans, un an de plus qu'Alain Prost et Nigel Mansell. Le titre mondial était mon objectif quand j'ai débuté il y a quatorze ans. Ça l'est encore davantage aujourd'hui car jamais je n'ai été aussi proche de toucher mon rêve du doigt. Ce ne sera peut-être pas cette année. Je ne suis pas pressé. La F 1 m'a appris à être cette année. Je ne suis pas pressé. La F 1 m'a appris à être patient. »* Et Renault s'est donné trois ans pour conquérir un premier titre mondial.

GÉRARD ALBOUY

RUGBY : demi-finales du championnat de France

L'entraîneur pédagogue de l'AS Monferrand

La finale du championnat de France de rugby opposera, samedi 26 mai, au Parc des Princes, les joueurs parisiens du Racing à ceux d'Agen. Samedi 12 mai, à Béziers, lors des demi-finales, le Racing-club de France a triomphé dans les dernières minutes de jeu du Stade toulousain (21 à 14) et, dimanche 13 mai, à Toulouse, le SU Agenais s'est imposé face à l'Association sportive de Monferrand (9 à 3).

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

La cité rose avait décidé de pleurer sa défaite de la veille. Que lui importait le nom du deuxième finaliste d'une fête à laquelle elle ne serait pas conviée. Alors, pour montrer sa tristesse, elle a laissé son Capitole ruisseler sous la pluie. Averses le matin pour détremper le terrain et trombes d'eau pendant la deuxième *mi-temps pour noyer un* match sans éclats.

« La pluie a joué un rôle dans notre défaite, mais nous ne devons pas lui faire porter toute la responsabilité » affirme François Anne, l'entraîneur du club de Monferrand. *Il reconnait que son équipe a eu du* mal à jouer en seconde mi-temps, mais n'oublie pas de souligner que ses garçons *« ont eu des difficultés à mettre des points au pied ».* Un euphémisme pour évoquer les quatre pénalités ratés par ses buteurs.

François Anne tente d'aplatir ses longues boucles blondes . Dans les vestiaires, au milieu de ses *joueurs encore abattus* par la défaite, il se veut philosophe : « On a été malheureux, *mais il ne faut jamais oublier que, des fois, on a été heureux ».* Il évoque la saison, il rappelle les victoires *contre* Bègles et Dax, il souhaite présenter un bilan positif de l'année écoulée. L'essai raté en fin de première mi-temps lui permet d'affirmer, qu'à ce moment du jeu, *la domination se situait* plutôt du coté des Auvergnats.

L'entraîneur ne cherche pas à consoler les joueurs, il tente simplement d'expliquer que *« tout cela tient à pas grand chose »*. L'ancien instituteur retrouve ses réflexes d'enseignant, tente de minimiser les échecs, puise dans sa formation pédagogique aussi bien que dans son passé de rugbyman.

Jouer au pied

Il a découvert le ballon ovale dans la banlieue de Lyon avant de jouer comme junior à Bourgoin dans l'Isère, puis d'être sélectionné dans des équipes internationales espoirs et universitaires.Au gré de ses affectations d'instituteur, il fréquente les équipes de la région Lyonnaise, avant de devenir conseiller technique départemental de l'Isère. Il choisit alors d'abandonner le maillot de *joueur pour se consacrer à un rôle* d'entraineur. C'est dans l'Isère que le président de Monferrand est venu le chercher la saison dernière pour lui proposer de donner un nouveau souffle *à un club toujours très lié au* bibendum.

Entre l'éducateur de trente-quatre ans et les *joueurs*, le *contact* a été immédiat. Il a prôné des consignes de jeu dynamique et l'équipe a accepté. *« Nous axons de plus en plus notre jeu sur un rugby total,* explique le trois quart Alain Dicharry. *Si parfois nous jouons au pied, c'est parce qu'il s'agit d'une arme du rugby et qu'il faut s'en servir, mais c'est toujours à regret ».* Avec l'appui d'un président, lui aussi nouveau dans la fonction et lui aussi issu de la grande famille de l'éducation nationale, François Anne a ouvert toute grande les portes d'un club quelque peu figé dans ses souvenirs des années 70. *L'expérience s'est révélée* concluante. Les cinq essais marqués contre Dax en quart de finales sont là pour témoigner du panache de joueurs toujours prêts à se saisir du ballon.

La prestation fut certes moins brillante, dimanche, face aux agenais. *Un peu figées* et parfois mal*habiles à la réception*, les lignes arrières n'ont pas réussi à faire vibrer les supporters aux fanions jaunes et bleus. Le *« rugby de mouvement »* préconisé par François Anne n'a pu s'exprimer complètement. Mais il a quand même séduit un *observateur attentif, Pierre Villepreux,* l'entraîneur de Toulouse, *« c'est un jeu qui reprend certains des principes que j'essaye d'appliquer, alors il me plaît ».*

SERGE BOLLOCH

FOOTBALL

Marseille champion de France

L'Olympique de Marseille a été sacré champion de France de football, samedi 12 mai, après sa victoire contre Caen (1-0, but de Philippe Vercruysse) au Stade – vélodrome . Cette victoire, acquise devant près de quarante mille spectateurs, a permis à l'équipe de Bernard Tapie d'assurer son titre alors qu'il lui reste encore un match à disputer, samedi 17 mai contre Lyon, à l'occasion de la trente huitième et dernière journée de championnat.

Les supporters marseillais ont fêté ce sixième titre de champion durant une bonne partie de la nuit de samedi à dimanche dans les rues du centre ville. *L'OM entend désormais remporter la coupe de France. L'équipe marseillais recevra* le Racing Paris 1, samedi 26 mai, dans le cadre des demi-finales et semble bien partie pour réaliser le « doublé » comme en 1989.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 12 mai :

UN DECRET

• N° 90-388 du 10 mai 1990 relatif à la procédure d'amende forfaitaire minorée.

Les Résultats

AUTOMOBILISME

FORMULE 1

Grand prix de Saint-Marin à Imola (Italie)

Classement. – 1. Riccardo Patrese (Ita., Williams-Renault), les 307,440 km en 1 h 30 mn 55 s 478 (moy. 202,876 km/h) ; 2. Gerhard Berger (Aut., Marboro-McLaren-Honda), à 5 s 117 ; 3. Alessandro Nannini (Ita., Benetton-Ford) 6 s 240 ; 4. Alain Prost (Fra., Ferrari 641) 6 s 843 ; 5. Nelson Piquet (Bré., Benetton-Ford) 53 s 112.

Championnat du monde des pilotes

Classement. – 1. Ayrton Senna (Bré.), 13 pts ; 2. Alain Prost (Fra.), 12 ; Gerhard Berger (Aut.), 12 ; 4. Riccardo Patrese (Ita.), 9 ; 5. Jean Alesi (Fra.), 7.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Demi-finales retour)

Limoges b. *Mulhouse	83-79
Antibes b. *Cholet	96-90

Limoges et Antibes disputeront la finale *(match aller)*, le 19 mai à Limoges, retour le 26 mai à Antibes.

CYCLISME

Tour de Romandie

Le Français Charly Mottet a gagné le Tour de Romandie 1990 dont la cinquième et dernière étape a été enlevée, dimanche 13 mai, à Genève, par le Suisse Urs Freuler.

JUDO

Championnats d'Europe

En dépit de la déconvenue Fabien Canu, le champion du monde qui n'a pas réussi à conserver son titre européen des 86 kg pour la quatrième année consécutive, les judokas français ont réussi un bon parcours d'ensemble à Francfort : ils ont conquis six titres au total avec Philippe Pradeyrol (60 kg), Bruno Carabetta (65 kg), Stéphane Traineau (95 kg), Cécile Nowak (48 kg), Catherine Arnaud (56 kg) et Christine Cicot (72 kg) auxquels se sont ajoutés une médaille d'argent et cinq de bronze.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Trente-septième journée)

*Marseille b. Caen	1-0
*Nice b. Bordeaux	1-0
*Montpellier et Monaco	0-0
*Sochaux b. Toulon	1-0
*Toulouse b. Paris-SG	4-1
*Lyon et Auxerre	1-1
*Nantes b. Mulhouse	3-2
*RP 1 et Brest	1-1
*Lille et Saint-Etienne	2-2
*Metz et Cannes	2-2

Classement. – 1. Marseille, 53 pts ; 2. Bordeaux, 49 ; 3. Monaco, 44 ; 4. Sochaux, 43 ; 5. Auxerre et Paris-SG, 40 ; 7. Nantes, 39 ; 8. Toulouse, 38 ; 9. Lyon, 37 ; 10. Brest, 36 ; 11. Cannes, 35 ; 12. Metz et Saint-Etienne, 34 ; 14. Montpellier, Lille et Toulon, 33 ; 17. Caen, 32 ; 18. Nice, 31 ; 19. RP 1, 30 ; 20. Mulhouse, 26.

TENNIS

Tournoi de Hambourg

Récent vainqueur du Tournoi de Nice, l'Espagnol Juan Aguilera a confirmé son retour au premier plan de la scène tennistique mondiale en remportant le tournoi de Hambourg : en demi-finale, il a éliminé le Français Guy Forget (7-5, 7-6), puis dimanche 13 mai, sur une terre battue alourdie par la pluie il a dominé l'Allemand de l'Ouest Boris Becker (6-1, 6-0, 7-6) qui, après avoir battu le Français Henri Leconte en demi-finale (6-3, 3-6, 6-3) n'est donc toujours pas parvenu à gagner un tournoi dans son pays natal.

Internationaux d'Italie féminin

L'Américaine Martina Navratilova, âgée de trente-trois ans, a subi l'une des pires défaites de sa carrière, dimanche 13 mai, en finale des Internationaux d'Italie : elle a été balayée (6-1, 6-1) en cinquante-trois minutes, par la jeune Yougoslave Monica Seles de dix-sept ans sa cadette. C'est le quatrième tournoi consécutif remporté par Monica Seles qui a battu Navratilova pour la première fois.

Le Monde

ÉCONOMIE

BILLET

Bon sens

Se lancer dans la construction d'une maison individuelle *« en diffus »* (par opposition aux maisons construites dans des opérations groupées, en lotissements ou en nouveaux villages) et obtenir que la maison, toujours chèrement payée, soit effectivement livrée, cela devrait aller de soi. Quand on est artisan du bâtiment, accepter un contrat de sous-traitance, travailler dur avec ses compagnons et ses apprentis, et être sûr d'être payé de sa peine, cela devrait aller de soi. Pourtant, les drames existent, s'ajoutant à ceux du surendettement pour les acquéreurs, et se traduisent par des faillites en cascade pour les sous-traitants.

Il faudra un texte de loi, de pur bon sens, pour que le risque – un cas sur dix, c'est beaucoup – soit peu à peu réduit à néant. Ce texte ne devrait pas provoquer de grosses vagues au Parlement (à moins qu'une greffe inopinée politico-politicienne ne vienne en altérer la discussion...) : sa préparation, si l'on en croit le ministère, s'est faite après une longue négociation avec les professionnels. Au reste, de nombreux constructeurs ont déjà pris l'habitude de se pourvoir de la garantie de bonne foi (notamment les adhérents de l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles – UNCMI –, pour qui elle est obligatoire).

Les nouvelles règles du jeu ne devraient donc pas gêner les gens sérieux. D'autant qu'on prévoit de laisser un an après l'adoption de la loi pour qu'elle entre vraiment en application : le temps de mettre au point les contrats-types qui se substitueront aux multiples contrats existants. D'autant aussi que c'est le client final qui paiera en fin de compte le coût de cette garantie...

Du côté des acquéreurs, que les constructeurs s'arrachent d'autant plus qu'ils se font plus rares (250 000 en 1981 et 183 000 en 1988, dont 140 000 en diffus), on se préoccupe de plus en plus souvent de l'existence de cette *« garantie de bonne fin »* car les surprises, là, sont toujours mauvaises. Selon certains constructeurs, c'est neuf fois sur dix que le candidat à l'accession à la propriété s'en inquiète. Mais, encore trop souvent, on se lance dans l'opération sur un coup de cœur laissant au vendeur le soin de tout régler... Il faudra sans doute bien des campagnes de sensibilisation pour que la légitime exigence devienne un réflexe.

J. D.

Garantie de livraison, contrat obligatoire

Les acquéreurs de maisons individuelles seront mieux protégés

Le conseil des ministres devrait approuver lundi 14 mai le projet de loi sur le contrat de construction des maisons individuelles, qui a pour objectif de mieux protéger les accédants à la propriété et de responsabiliser les différents partenaires de l'acte de construire (constructeur, entreprises de bâtiment, prêteurs, mais aussi acquéreur...). Le texte prévoit de rendre obligatoire un contrat écrit détaillé, et une garantie de livraison à prix et délais convenus.

Jusqu'ici, quand un particulier décide de se faire construire une maison individuelle, il signe soit un contrat prévu par le Code de la construction et de l'habitation (dit *« 45-1 »*), soit un contrat d'entreprise tel qu'il est défini par le code civil. Ces contrats sont souvent flous, ou remis trop tard, comportent des clauses *« abusives »* ou *« réputées non écrites »*. Il existe d'ailleurs une grande variété de contrats dont il est difficile de discuter point par point le contenu. Le pire qui puisse arriver au particulier, c'est que son constructeur (ou l'entreprise principale de bâtiment chargée de la construction) fasse faillite, mais il peut être aussi victime de beaucoup d'autres ennuis.

Selon l'exposé des motifs du projet de loi, *« des enquêtes effectuées dans plusieurs départements montrent que plus de 10 % des constructeurs connaissent la faillite chaque année »*, et la même mésaventure arrive aussi aux sous-traitants, petites entreprises et artisans chargés par le constructeur d'une partie du travail : près de 6 000, pour un montant de créances impayées de 700 à 800 millions de francs chaque année, selon les professionnels.

Pour éviter cet écueil, le texte prévoit l'obligation, pour tous ceux qui se chargent de faire construire une maison individuelle, de souscrire une *« garantie de livraison à prix et délais convenus »* auprès d'une banque ou d'une compagnie d'assurances (coût : environ 0,5 % du prix de la maison). En cas de faillite du constructeur, ou d'inachèvement des travaux, ou de dépassement de prix, ou de retard dans la livraison, c'est le garant qui couvre les frais, ou charge un nouveau constructeur de terminer l'ouvrage.

JOSÉE DOYÈRE

Lire la suite page 22

Imprécisions et filouteries

La faillite du constructeur, c'est le drame pour l'accédant à la propriété : la maison n'est pas finie, et il aura toutes les peines du monde à trouver quelqu'un qui veuille bien se charger de terminer les travaux. Il y a cependant pire. Selon l'Association nationale pour l'information sur le logement (ANIL), il existe une pratique courante, qui consiste à faire signer en blanc (pour accélérer la construction ou simplifier les démarches), lors de la signature du contrat, des appels de fonds ou des bons de paiement qui seront utilisés comme des traites. C'est bien commode : cela permet un déblocage des fonds sans rapport avec l'avancement des travaux... Parfois, quand le constructeur a des difficultés de trésorerie, et qu'elles le conduisent à la faillite, le malheureux maître d'ouvrage se retrouve... avec une maison dont seul le paiement est achevé, et les sommes déjà versées sont irrécupérables.

Côté contrat, toutes les astuces sont possibles. Aucune date ne figure (et cela a des conséquences sur la date de livraison et les modalités de révision du prix). Absence de pièces annexes (plans, notices), qui ne sont remises au client qu'après des réclamations répétées. Absence ou imprécision du chiffrage des travaux d'équipement (adaptation au sol, carrelage, robinetterie, finitions, mais aussi drainage, béton en sous-sol ou... raccordement entre la construction et les réseaux publics) : il est fréquent que des contrats prévoient *« une descente d'eau au droit de la construction »*, ce qui signifie que le raccordement n'est pas compris. *« On assiste,* dit l'ANIL, *à une tentative constante et générale pour diminuer les prestations comprises dans le coût global, mais sans baisse de prix correspondante. »*

Lors des révisions de prix, quand elles sont prévues, l'indice utilisé est celui figurant au catalogue, et non celui connu à la date de signature du contrat... Il arrive aussi qu'on interdise purement et simplement au maître d'ouvrage de mettre les pieds sur le chantier, souvent sous prétexte de sécurité, mais.... cela lui interdit de surveiller l'avancement des travaux ou de découvrir des défauts de construction...

A la réception de l'ouvrage, l'acquéreur peut émettre des réserves, mais... la plupart du temps, on ne lui remettra les clefs que s'il n'en émet aucune et finit de payer ce qu'il doit encore. Comme souvent il a d'autant plus hâte de prendre possession des lieux qu'il continue à payer, en plus de ses mensualités de remboursement, le loyer du logement où il habite encore, il paie, quitte à découvrir plus tard les fameux *« vices apparents de construction. »*

Il ne s'agit là que de quelques exemples d'un florilège navrant, mais qui n'est pas seulement le fait d'entreprises toutes petites, mal gérées, au bord de la faillite. *« Certains constructeurs,* écrit l'ANIL, *tardent à remettre le contrat au maître d'ouvrage, d'autres ne remettent jamais aucun document signé... Les ADIL* [antennes départementales de l'ANIL] *observent que cette pratique est plus courante avec des sociétés de construction nationales. »*

J. D.

Crise au sommet dans la multinationale néerlandaise

M. Van Der Klugt, président de Philips est contraint de démissionner

Philips a annoncé, lundi matin 14 mai, la démission de son président, M. Cornelius Van Der Klugt. Il est remplacé à partir du 1er juillet prochain avec plus d'un an d'avance sur la date prévue (*le Monde* du 6 mars) par M. Jan Timmer, jusqu'à présent responsable de la division « produits grand public », et qui a la réputation d'être un expert en réorganisation. Il prend les commandes au moment où la multinationale décide d'un nouveau plan de restructuration pour faire face à ses difficultés *« pour rétablir la confiance des milieux financiers »*.

AMSTERDAM

de notre correspondant

M. Van Der Klugt rêvait d'être *« le président du centenaire »* que Philips fêtera l'an prochain. Son rêve a définitivement tourné court : non seulement sa mise à la retraite est anticipée - du jamais vu à Eindhoven – mais de plus il verra son nom attaché à l'une des pages les plus sombres de l'histoire de la firme néerlandaise.

La présidence de M. Van Der Klugt s'est terminée comme elle avait commencé en avril 1986 : mal. En 1987, Philips voyait son chiffre d'affaires baisser de 4 % et son bénéfice net plonger de 19 %. Il y a moins de deux semaines, ses responsables ont annoncé que le résultat d'exploitation du premier trimestre était en diminution de 26 % par rapport à la même période de 1989 et que le maintien du bénéfice net de l'exploitation normale de l'entreprise était incertain.

Entre ces deux « bornes », les années 1988 et 1989 ont été marquées par des résultats en trompe-l'oeil. Le produit de désinvestissements importants (plus de la moitié de la division « gros appareils électroménagers », la quasi-totalité des activités de la technologie militaire) et une gestion judicieuse des charges financières ont permis à Philips de faire état successivement d'*« une sortie de la période difficile »* et d'*« un bénéfice record »*. Mais, en réalité, les performances strictement industrielles de la multinationale restaient moyennes (le résultat d'exploitation ne représentant que 4,3 % puis 4 % du chiffre d'affaires) et sa rentabilité s'avérait limitée : 0,9 % en 1988, 1,3 % en 1989.

L'objectif de M. Van Der Klugt était d'arriver à un ratio bénéfice net par chiffre d'affaires de 3 %. A cette fin, il avait entrepris de recentrer Philips sur ses quatre activités de base (éclairage, électronique grand public, composants, systèmes informatiques de télécommunication) et de maîtriser les coûts. Au cours des deux dernières années, près de 2,5 milliards de francs devaient ainsi être consacrés à la restructuration de la multinationale : soixante-quinze usines (sur 420) ont été fermées, et les effectifs mondiaux du groupe ont été réduits de 337 000 salariés fin 1987 à 305 000 fin 1989.

Ces mesures de redressement ont effectivement porté leurs fruits dans le secteur « électronique grand public » (téléviseurs, magnétoscopes, lecteurs CD, musique, rasoirs, etc.). Mais les bons résultats de ces derniers mois ont été obérés par les pertes considérables – des centaines de millions de florins – dans le secteur de l'informatique, qu'il s'agisse des circuits intégrés, des ordinateurs ou des systèmes informatiques.

Signe des temps : le responsable de ces activités au sein du conseil de management du groupe rendra, lui aussi, son tablier le 1er juillet prochain. Sous la direction de son nouveau président, M. Timmer, la direction de Philips va préparer *« des mesures de réorganisation »* dont le détail devrait être connu assez rapidement. Elles pourraient notamment consister en la signature d'un accord de coopération avec l'informaticien italien Olivetti, avec lequel Philips est en discussion depuis plusieurs semaines. Un tel accord ne laisserait certainement pas indifférent le français Thomson auquel Philips est déjà associé (programme JESSI et télévision à haute définition) et qui vient de racheter les activités *« défense »* de la multinationale néerlandaise en France, aux Pays-Bas et en Belgique.

CHRISTIAN CHARTIER

INSOLITE

Une compagnie aérienne pour les Esquimaux

Juste revanche sur la colonisation : les Inuits (Esquimaux) du Québec vont prendre le contrôle de First Air, deuxième compagnie aérienne de l'Arctique canadien. Cette société, créée il y a quarante-cinq ans, compte 650 salariés et possède 21 appareils, dont quatre Boeing 727 ; elle devrait réaliser cette année un chiffre d'affaires de 100 millions de dollars. Elle appartient actuellement à son président, M. John Jamieson.

C'est par l'intermédiaire de la société d'investissement Makivik Corp. que les Inuits comptent prendre le contrôle de First Air. Cette société a été créée en 1978 pour gérer les 100 millions de dollars d'indemnités versés par le Québec aux cinq mille Inuits de la province pour les dédommager à la suite de l'énorme opération d'aménagement de la baie James. En échange, les Inuits ont renoncé à leur revendication sur une grande partie du nord de la province.

20 milliards de francs entre 1991 et 1995

La Commission européenne veut accroître l'aide financière aux pays en voie de développement

La Commission européenne propose aux Douze d'accroître très sensiblement l'aide financière accordée par la CEE aux pays en voie de développement d'Amérique latine et d'Asie, qui pourrait atteindre de la sorte 2,9 milliards d'écus (20 milliards de francs) entre 1991 et 1995, au lieu de 1,58 milliard d'écus (11 milliards de francs) entre 1986 et 1990.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Bruxelles insiste pour que cette progression spectaculaire des crédits affectés aux deux continents (+ 82 %) soit accompagnée d'un effort visant à mieux adapter l'aide européenne à des besoins qui ont notablement évolué depuis quinze ans. *« Il est nécessaire de mettre à jour notre politique de coopération »*, a souligné M. Abel Matutes, le commissaire responsable, en mettant l'accent sur des actions plus résolues en faveur de l'environnement.

Surprise ! Les choses se passent comme si la Communauté, ayant retrouvé la prospérité et surtout sensible aux critiques de ceux qui lui reprochent de négliger le Sud au profit de l'Est, redécouvrait ses responsabilités à l'égard du tiers-monde. *« Nous devons effectivement tenir compte du risque d'eurocentrisme »*, admet le commissaire Matutes. Voici quelques semaines, elle a accompli son devoir à l'égard de l'Afrique noire, sans grand enthousiasme il est vrai, en renouvelant à des conditions financières améliorées la convention de Lomé qui la lie à soixante-neuf pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). L'aide communautaire progressera dans ce cas d'environ 45 % par rapport à la période précédente (de 7,75 milliards d'écus pour la période 1985-1989 à 10,8 milliards d'écus pour 1990-1994).

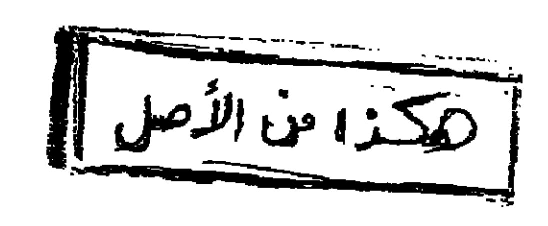
La Commission, qui suggère donc aujourd'hui d'accroître les interventions en Amérique latine et en Asie, s'apprête à proposer, d'ici quinze jours, une progression encore plus nette de l'effort financier en faveur des voisins et partenaires de la Méditerranée méridionale. L'emballement démographique, les problèmes liés à l'immigration, l'instabilité économique et sociale et peut-être surtout l'intégrisme, ressenti comme un refus de l'Occident, et donc de l'Europe, inquiètent davantage aujourd'hui la Communauté que les chars russes. M. Matutes a ainsi souligné son souci de voir évoluer de façon *« harmonieuse et parallèle »* l'aide communautaire aux différentes régions à problèmes de la planète. L'Afrique subsaharienne, toujours privilégiée, est de moins en moins prioritaire.

S'agissant de l'Asie et de l'Amérique latine, la proposition de Bruxelles vise à moderniser l'aide. En Asie, les principaux bénéficiaires du soutien communautaire resteront, dans l'ordre, les pays de l'ASEAN, le Pakistan, le Bangladesh, l'Inde... Une hiérarchie qui pour M. Matutes ne doit pas être considérée de manière trop rigide afin notamment de tenir compte des urgences. M. Matutes cite ainsi en des termes optimistes le Vietnam, avec lequel la Communauté n'entretient aujourd'hui aucune relation, si ce n'est en lui accordant (en 1989) une aide indirecte de 6,4 millions d'écus par l'intermédiaire d'ONG (organisations non gouvernementales), une normalisation pouvant intervenir dès 1990...

Cependant, le commissaire souligne surtout la nécessité de davantage distinguer désormais entre l'aide au développement proprement dite, destinée aux pays plus en retard, et la coopération économique, qui concerne les nations asiatiques et latino-américaines qui au cours des deux dernières décennies ont déjà largement effectué leur décollage économique. Cette coopération économique, mise en avant dans les discours, n'a pas été le plus souvent à la mesure de ce démarrage. Les instruments en sont connus : promotion des investissements, formation, transferts technologiques, coopération industrielle, accès aux marchés.

En les utilisant de manière plus efficace avec davantage de moyens financiers mobilisés, il s'agit peut-être moins d'aider que de confirmer une présence.

PHILIPPE LEMAITRE



هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

SOCIAL

La relance de la politique contractuelle par M. Mitterrand

Le CNPF invite ses fédérations à négocier sur les bas et les moyens salaires

Le CNPF a répondu favorablement à l'invitation de M. François Mitterrand d'engager *« au plus tôt »* des négociations *« sur les bas et moyens salaires ».* Le patronat a invité les branches à ouvrir des négociations tout en souhaitant de nouveaux allégements des charges sociales. Alors que s'ouvre le débat sur la revalorisation du SMIC, le président de la République a fait d'une pierre deux coups. Il a repris l'initiative sur le terrain de la lutte contre les inégalités – brûlant, au passage la politesse à son premier ministre – tout en renvoyant la balle dans le camp du patronat. Est-il, en effet, logique qu'en France l'évolution des bas salaires soit de la responsabilité directe des pouvoirs publics ? L'appel lancé par le chef de l'Etat relance ce débat déjà entamé par les syndicats.

Tous les ans, à l'approche de l'été, le gouvernement est soumis aux mêmes demandes contradictoires : les syndicats le pressent d'accorder un *« coup de pouce »* au SMIC alors que le patronat s'inquiète des répercussions en chaîne d'une revalorisation trop forte, qui concerne directement 1,2 million de salariés. Le SMIC est réévalué dès que la hausse des prix dépasse 2 % mais, chaque 1er juillet, il doit être réexaminé en fonction de l'évolution du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire (TSH). La hausse doit, au minimum, être égale à la moitié du TSH, ce qui laisse au gouvernement une marge de manœuvre importante.

Or, si le SMIC revêt une telle importance, c'est aussi parce que, dans la plupart des secteurs d'activité, il représente le seul instrument d'évolution des basses rémunérations. *« L'initiative du président de la République,* commente-t-on au ministère du travail, *n'est pas destinée à inciter le patronat à changer de politique. Elle vise plutôt à lui faire définir une véritable politique des bas salaires. »* Une récente enquête du ministère fait apparaître que 134 des 164 branches professionnelles disposent *« au moins d'un niveau de salaire minimum hiérarchique inférieur au SMIC ».* Trop fréquemment, il faut compter sur des primes pour atteindre le niveau du SMIC (4 228,59 francs net par mois). Dans ces conditions, un *« coup de pouce »* contribue effectivement à comprimer la hiérarchie des bas salaires.

Les déroulements de carrière

L'invitation lancée par le chef de l'Etat va cependant au-delà, car elle vise à améliorer le déroulement de carrière des salariés les plus modestes, dont nombreux sont ceux qui, notamment dans les petits établissements, ne perçoivent que le SMIC durant la majeure partie de leur vie professionnelle. En dépit de l'obligation de réexaminer tous les cinq ans les grilles de classification, il faut bien constater que, hormis les travaux publics, peu de branches d'activité ont récemment ouvert de véritables perspectives aux bas salaires.

Aussi, cette tentative de relance de la politique contractuelle est-elle favorablement accueillie par les syndicats. D'ores et déjà, la CFDT et FO ont enjoint à leurs fédérations de se rappeler au bon souvenir de leurs interlocuteurs patronaux. Pour sa part, le CNPF a formellement accepté d'inciter les branches professionnelles à ouvrir des discussions, mais il redoute quelque peu de se voir entraîner dans un engrenage à hauts risques.

Les pouvoirs publics disposent néanmoins de quelques arguments pour faciliter un effort de réduction des inégalités. La prochaine création d'une contribution sociale généralisée sur l'ensemble des revenus au profit de la Sécurité sociale pourrait être l'occasion de réduire, comme le demande le CNPF, la cotisation que versent les employeurs au titre des prestations familiales. Par ailleurs, il est possible que le prochain *« plan emploi »* prévu à l'automne comporte d'autres allégements.

Dans les deux cas, il s'agirait spécifiquement de rééquilibrer les prélèvements obligatoires qui pèsent sur les bas salaires (la baisse des cotisations-famille pourrait, par exemple, être compensée par une cotisation-vieillesse déplafonnée).

L'échéance du 1er juillet n'en demeure pas moins d'actualité. Comme toujours, les avis divergent : M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, souhaite un geste significatif (*« de l'ordre de 1,5 % »*, a-t-il précisé le 13 mai devant le « Club de la presse » d'Europe 1) alors que le ministère des finances insiste sur le respect des grands équilibres. Quoi qu'il en soit, on voit mal M. Michel Rocard faire moins qu'en juillet 1988 et 1989 – il avait alors appliqué au SMIC l'intégralité du gain de pouvoir d'achat du salaire horaire – d'autant plus que tous les ministères concèdent que les dernières revalorisations du SMIC ont, somme toute, été *« modérées »* voire *« modestes ».* De juillet 1989 à juillet 1990, le gain de pouvoir d'achat du salaire horaire devrait être un peu supérieur à 1 %. Il faudra certes y ajouter le glissement des prix depuis la dernière augmentation du SMIC (+ 2 % en avril) mais il semble peu probable que les syndicats (la CFTC réclame 5 % et la CFDT 500 francs pour l'ensemble de l'année) y trouveront leur compte.

JEAN-MICHEL NORMAND

□ **Car-ferries de Corse : ouverture des négociations.** – C'est à Paris, au siège de la Compagnie générale maritime dont la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée) est une filiale, que devaient s'ouvrir, le 14 mai, les négociations pour tenter de mettre fin au conflit qui, depuis huit jours, paralyse les transports de passagers entre la Corse et la France continentale. Les marins du Syndicat des travailleurs corses réclament une augmentation des effectifs sur le car-ferry *Ile-de-Beauté* (*le Monde* du 10 mai).

□ **Le parquet fait appel sur la reprise du parc Mirapolis.** – Le parquet a fait appel de la décision du tribunal de commerce de Paris confiant, le 26 avril, la reprise du parc d'attractions de Mirapolis, situé à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), à un groupement d'intérêt économique (GIE) de forains appuyé par l'ancien actionnaire principal, le financier saoudien Gaith Pharaon (*le Monde* du 11 mai), de préférence à un groupe mené par le Crédit national, premier créancier du parc (avec 108 millions de francs). Cet appel semble motivé par l'ambiguïté du jugement au sujet des terrains entourant le parc, dont la valeur dépasserait l'offre du GIE. Mirapolis, qui a déposé son bilan le 22 janvier 1990 avec un passif de 330 millions de francs (dont 285 millions de charges d'emprunts), n'a jamais reçu le nombre de visiteurs espéré par ses promoteurs. Les forains, déjà associés à l'exploitation du parc, ont rouvert celui-ci le 4 avril.

□ ***Charbon : tentative de regroupement aux Etats-Unis.*** – Amax, troisième producteur américain de charbon, a proposé, le 12 mai, de racheter, pour 1,24 milliard de dollars (7 milliards de francs), la société Peabody Holding Co., numéro un de ce secteur aux Etats-Unis. Mais l'offre a aussitôt été rejetée par Hanson Industries, principal actionnaire de Peabody avec 45 % du capital, qui tente d'en racheter le restant, et qui, dans ce but, a relevé le prix qu'il propose pour cette acquisition des 55 % restants.

ETRANGER

Huit ans après la crise financière

Reprivatisation du secteur bancaire au Mexique

Le Parlement mexicain a approuvé, dimanche 13 mai, la modification constitutionnelle permettant de reprivatiser le secteur bancaire, nationalisé en 1982.

Pour ce vote, qui nécessitait une majorité des deux tiers, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir a obtenu le soutien de l'opposition conservatrice. Le texte, présenté le 2 mai dernier par le président Carlos Salinas de Gortari, prévoit une présence minoritaire de l'Etat dans les banques commerciales, mais majoritaire dans les banques spécialisées (commerce extérieur ou développement rural).

La nationalisation des banques, accusée de faciliter la fuite des capitaux, avait été décidée en septembre 1982 par le président José Lopez Portillo, en pleine crise des paiements mexicains. Son successeur Miguel de La Madrid avait quelques mois plus tard rouvert les banques aux capitaux privés, dans la limite de 33 %.

□ ***Projet d'une compagnie aérienne commune aux cinq pays du Maghreb.*** – *Les ministres des transports* des cinq pays du « grand Maghreb » (Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie et Libye), qui avaient signé en février 1989 un traité de coopération économique, ont décidé de fusionner leurs cinq compagnies aériennes nationales, afin de rivaliser avec les concurrents européens qui dominent actuellement les échanges avec l'Afrique du Nord.

Air Maghreb commencerait par assurer des vols sur certaines villes de la région avant d'absorber progressivement les lignes, les avions et les équipages des compagnies existantes. Le projet doit être mis au point le 5 juin par les cinq directeurs. Para ailleurs, la commission interministérielle maghrébine chargée des infrastructures a recommandé la construction d'une autoroute reliant les cinq pays, l'unification du code routier et l'instauration d'un permis de conduire maghrébin.

□ **BRÉSIL : libération du spéculateur M. Naji Nahas.** – L'homme d'affaires libanais naturalisé brésilien M. Naji Nahas, jugé responsable de graves malversations boursières l'an dernier, a été libéré vendredi 11 mai sur décision judiciaire, après sept mois de détention provisoire effectués à son domicile. M. Nahas avait été arrêté le 30 octobre. Il est accusé d'avoir déstabilisé en juin 1989 les Bourses de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro. M. Nahas était alors dans l'impossibilité de régler des paiements estimés à 200 millions de cruzados (1 milliard de francs), et surtout, avait émis des chèques sans provision d'un montant de 40 millions de cruzados (200 millions de francs).

LOGEMENT

Les acquéreurs de maisons individuelles seront mieux protégés

Suite de la page 21

Le contrat devient désormais obligatoire, et son contenu est précisé : désignation du terrain, conformité du projet aux règles de construction, consistance et caractéristiques techniques du bâtiment (coût des raccordements, travaux dont l'acquéreur se réserve l'exécution, chiffrés, décrits, assortis d'une signature de l'accédant), obtention des autorisations administratives (une copie en est annexée au contrat), prix forfaitaire et définitif, avec une clause de révision possible dans les conditions et limites convenues, modalités de règlement en fonction de l'état d'avancement des travaux, indication des modalités de financement, date d'ouverture du chantier, garantie de livraison (attestation du garant annexée au contrat), délai de réalisation des conditions suspensives... *Une notice d'information doit être jointe au contrat, qui doit comporter, de la main du maître d'ouvrage, le montant des prêts à obtenir.*

Le constructeur ne peut demander à percevoir directement tout ou partie du prêt finançant la construction, mais le prêteur peut procéder directement à des règlements, avec l'accord écrit du maître d'ouvrage (l'accédant à la propriété). Faute de cet accord écrit, le prêteur est responsable des conséquences préjudiciables d'un tel paiement.

Lors de la réception, l'acquéreur dispose d'un mois pour signaler, par lettre recommandée avec accusé de réception, les vices de construction apparents qui lui auraient échappé lors de la remise des clés.

Les contrats passés par le constructeur avec des sous-traitants devront obligatoirement être écrits et très précis quant à la désignation de la construction, du maître d'ouvrage, de la garantie, de la consistance des travaux, du prix, des modalités de sa révision, du délai d'exécution, des modalités de règlement, et le constructeur doit adresser copie de ces conventions de sous-traitance. L'essentiel de ces dispositions, qui transforment le contrat dit *« 45-I »*, est étendu aux contrats d'entreprise.

Pour mettre en harmonie ce texte avec la loi sur le surendettement, un délai de sept jours est donné à l'acquéreur non professionnel pour se rétracter. Enfin, le texte prévoit des sanctions pénales pour l'absence de contrat écrit (avec l'acquéreur ou avec le sous-traitant) ou pour celle de garantie...

JOSÉE DOYÈRE

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Un séminaire réunissant des responsables soviétiques et des industriels espagnols

Les difficultés de la perestroïka ne doivent pas inquiéter les investisseurs étrangers

Economistes et responsables soviétiques ont débattu, les 3 et 4 mai, devant près de deux cents chefs d'entreprise espagnols, des réformes économiques en URSS. Malgré les incertitudes, ces dirigeants souhaitent attirer les investisseurs de la péninsule

MADRID

de notre correspondant

« Nous avons inventé la stupide thèse de l'exploitation de l'homme par l'homme, afin de justifier la super-exploitation de l'homme par l'État. Le communisme partait de l'idée que tout irait bien pour tous si tout allait aussi mal pour les uns que pour les autres. C'est un peu une plaisanterie, mais je vous assure que pour vivre aujourd'hui en Union soviétique, quand on est économiste, il faut avoir le sens de l'humour, sinon le système nerveux ne le supporterait pas. »

Ces propos au vitriol n'émanent pas de quelque anticommuniste viscéral, mais bien... de l'un des principaux conseillers économiques de M. Gorbatchev, M. Stanislav Chataline. Certes, quoique quinquagénaire, M. Chataline aime, de toute évidence, apparaître comme « l'enfant terrible » de l'économie soviétique. Mais sa diatribe n'en reflète pas moins fidèlement l'étonnante liberté de ton qui a marqué le séminaire sur « La perestroïka économique : comment investir en URSS », qui s'est déroulé à Madrid les 3 et 4 mai, organisé par le journal économique madrilène *Cinco Dias* et la compagnie de « consulting » EXA International.

La discussion s'annonçait d'autant plus ouverte qu'il y avait là les différents acteurs de la scène politique soviétique actuelle. Outre le conseil présidentiel, dont est membre M. Chataline, était également représenté le gouvernement avec les ministres des finances et du travail – MM. Valentin Pavlov et Vladimir Scerbakov, – ainsi que le groupe des radicaux avec le nouveau maire de Moscou, M. Gabriil Popov, directeur, par ailleurs, d'une revue d'économie. Un débat animé en perspective donc, dans lequel se sont aussi résolument lancés les participants espagnols, au premier rang desquels le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga.

Sur un point, tout le monde s'est montré d'accord : l'Union soviétique doit en venir au plus vite à l'économie de marché, car le système actuel est *« en banqueroute »*, pour reprendre les termes de l'iconoclaste M. Chataline. Les responsables soviétiques ont décrit à cet égard la situation sans complaisance. « *Nous importons du blé, alors que nous devrions être autosuffisants dans ce domaine*, a, par exemple, affirmé M. Scerbakov. *Pourquoi ? Parce que 20 % de notre production se perd, faute d'infrastructures de stockage adéquates. Nous avons installé nos usines agro-alimentaires près des grandes villes, alors que le problème principal réside dans le transport entre le producteur, c'est-à-dire le paysan, et l'usine. Il faut donc tout réinstaller désormais à la campagne.* »

Le ministre du travail a eu abondamment recours à l'anecdote pour illustrer l'irrationnalité du système de planification centralisé : *« Je me souviens d'une usine de téléviseurs de Moscou qui ne pouvait pas vendre sa production, faute de polyéthylène pour emballer les appareils. Mais le polyéthylène se trouvait à Novossibirsk, en Sibérie, et il n'y avait pas de wagons de chemin de fer disponibles prévus pour l'emporter à Moscou. Ce qui s'est finalement produit, c'est qu'une compagnie étrangère a acheté le polyéthylène, l'a transporté et l'a elle-même revendu, en réalisant un plantureux bénéfice, à l'usine de Moscou. »*

La propriété privée

Face au mal, donc, un remède : le marché. Et, si l'on en croit M. Pavlov, l'Union soviétique s'engage désormais résolument dans cette direction. Les objectifs, a en effet assuré le ministre des finances, sont sans équivoque. Les prix doivent être fixés par la loi de l'offre et de la *demande et non par les décisions de* l'administration. La masse monétaire en circulation doit s'adapter à *la quantité totale de biens et services* réellement disponibles sur le marché (la première serait aujourd'*hui 3,5 fois supérieure* à la seconde). Le marché des capitaux doit supplanter le contrôle des ressources financières par l'Etat. Le cours du rouble doit être fixé à un taux plus réaliste, premier pas vers la convertibilité future de la monnaie soviétique. Certains, comme M. Popov, doutent toutefois de ces bonnes intentions. « *Les nouvelles lois ne résolvent pas le problème de fond : comment et par qui va être redistribuée la propriété étatique* », a assuré le maire de Moscou.

M. Chataline, pour sa part, a tenté *de se démarquer à la fois d'un gou*vernement qu'il accuse de lenteur excessive en matière de réformes et d'un groupe radical, dont il critique la précipitation. « *L'URSS n'est pas la Pologne*, a-t-il souligné. *En Pologne, on peut songer à appliquer un traitement économique de choc, d'une part parce que l'économie de marché n'y a pas totalement disparu et, de l'autre, parce que ce pays jouit d'une véritable cohésion et d'une véritable unité nationale. En URSS, avec toutes nos différences ethniques ou autres, le pays exploserait.* »

M. Chataline répondait ainsi également aux propos de M. Solchaga. Soulignant qu'il s'exprimait davantage « *en tant qu'économiste plutôt qu'en tant que responsable politique* », le ministre espagnol avait, en effet, affirmé sans ambages que « *le problème de la méthode graduelle, c'est qu'elle risque, en fin de compte, de se traduire par une absence de réformes réelles* ». Il avait aussi laissé tomber qu'il fallait être capable de « *résister à la tentation d'amortir, par des mesures populistes, le coût social des réformes visant à introduire l'économie de marché* ».

Les quelque deux cents chefs d'entreprise espagnols présents ne risquaient-ils pas d'être effarouchés par un tel débat, avec tout ce qu'il révélait d'incertitudes quant au futur de l'économie soviétique ? Les responsables venus de Moscou ont, en tout cas, cherché à les rassurer, en soulignant, pour une fois unanimes, que l'investissement étranger constituait aujourd'hui l'une des poutres maîtresses du projet de réformes en URSS. Et les besoins du pays à cet égard son énormes. Comme l'a rappelé le président d'EXA International, M. Christian Megrelis, le produit intérieur brut de l'URSS doit croître à un rythme annuel de 13 % et la formation brute de capital fixe de 16 %, si le pays veut rattraper d'ici à l'an 2000 la moyenne communautaire.

C'est donc là un marché indéniablement prometteur... à condition toutefois que soient fixées avec clarté les règles du jeu, ainsi que l'ont souligné nombre des chefs d'entreprise présents. Car ce qui ressort, en fin de compte, de ce séminaire, c'est que si plus rien n'est désormais tabou dans l'économie soviétique, tout est cependant encore bien loin d'être tranché.

THIERRY MALINIAK

Des contrats avec la Pologne des contacts avec la Hongrie et la Roumanie

L'Afrique du Sud veut développer ses relations commerciales avec l'Est

JOHANNESBURG

de notre correspondant

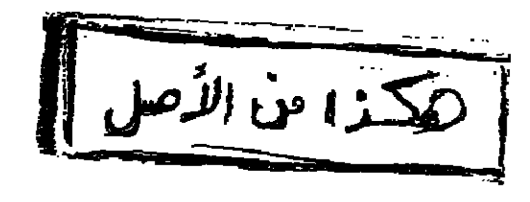
« *Une nouvelle ère de coopération va succéder aux années d'isolement international, de boycottages et de sanctions* », a déclaré le président de la République, M. Frederik De Klerk, lors de l'inauguration d'une unité de fabrication de tubes sans soudure à Vereeniging. « *Les portes qui sont restées longtemps fermées s'entrouvrent, et de nouvelles opportunités commerciales se dessinent avec d'anciens et de nouveaux partenaires* », a indiqué M. De Klerk soulignant la vanité qu'il y aurait à vouloir étendre la démocratie sans créer de nouvelles richesses, de nouveaux emplois à même d'assurer la paix sociale et d'améliorer le niveau de vie des citoyens.

Tandis que les pays occidentaux maintiennent encore leurs sanctions économiques à l'encontre de Pretoria, les milieux d'affaires sud-africains sont en train d'opérer une percée sur les marchés des pays de l'Europe de l'Est. Une délégation commerciale polonaise a signé il y a quelques jours un contrat d'achat de 200 000 tonnes de minerai de fer, s'engageant à importer un total de 600 000 tonnes au cours de l'année 1990. A l'occasion de la signature d'un accord de promotion commerciale entre les chambres de commerce de Pologne et du Transval, le ministre du commerce et de l'industrie, M. Kent Durr a annoncé que Varsovie et Pretoria avaient échangé des délégations commerciales au mois de mars dernier.

L'Afrique du Sud, selon le quotidien à vocation économique *Business Day*, est particulièrement intéressée par le savoir-faire polonais en matière de construction navale et d'industrie chimique. Le quotidien affirme que la Pologne, de son côté, est intéressée par l'industrie d'emballage et les matières premières sud-africaines ainsi que par l'importation de laine et de vin. Le représentant permanent de la chambre de commerce polonaise en Afrique du Sud estime que les échanges bilatéraux pourraient atteindre rapidement 200 millions de dollars.

En défendant son budget devant le Parlement, le ministre des Affaires étrangères, M. « Pik » Botha, a annoncé que l'Afrique du Sud et la Hongrie avaient établi des relations diplomatiques, au niveau des consuls, dans un premier temps. M. Botha a mis en exergue l'importance du marché hongrois, et plus généralement des pays de l'Europe de l'Est, pour les hommes d'affaires sud-africains. Le ministre a également révélé qu'il avait eu avec M. De Klerk et des dirigeants roumains, lors de la cérémonie d'accession à l'indépendance de la Namibie, de fructueux entretiens qui pourraient déboucher prochainement sur le resserrement des liens entre les deux pays. A propos de l'URSS, M. « Pik » Botha a déclaré que les dirigeants soviétiques manifestaient « *un intérêt et un réalisme croissants pour l'Afrique du Sud et les problèmes auxquels le pays était confronté* ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER



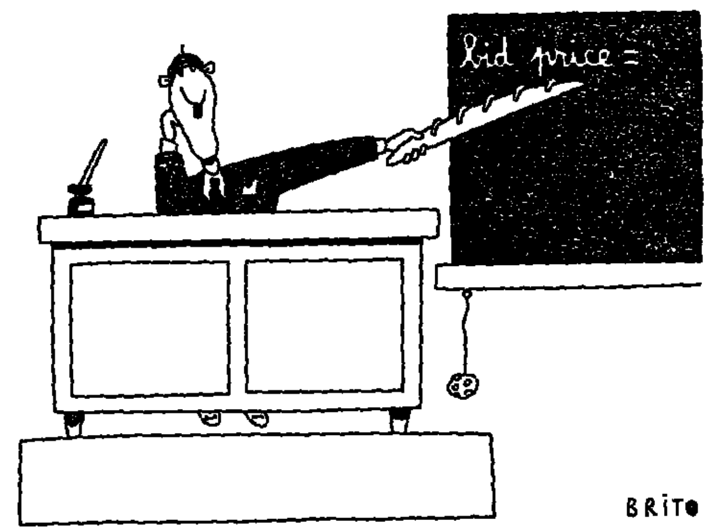
هكذا من الأصل

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRETS

La chasse au franglais financier est ouverte

Mort au *swap*, sus au *back-office*, à bas la *joint venture* ! L'arrêté du 11 janvier 1990, relatif à la terminologie économique et financière, a défini les termes ou expressions qui doivent se substituer à leurs équivalents anglo-saxons pour éviter la pollution croissante de la langue française en ce domaine. Cet arrêté résulte des travaux récents de la commission de terminologie du ministère des finances, de l'économie et du budget, créée en novembre 1985 et présidée par M. Jacques Campet, conseiller-maître à la Cour des comptes. Il consacre l'usage obligatoire, dans les documents officiels et les ouvrages d'enseignants, des vocables à utiliser désormais dans la banque, la comptabilité, l'assurance et les marchés de capitaux, après traduction des vocables étrangers.



Le plus visé, notamment par l'Académie française, qui veut le prohiber formellement, est certainement le *swap*, mot anglais qui signifie échanger et qui est très couramment utilisé dans les milieux financiers. Le *treasury swap* consiste à troquer entre banques des créances à court terme, libellées en monnaies différentes. Le *debt swap* est l'échange entre banques de créances privées ou publiques, essentiellement sur des pays différents, pour rééquilibrer géographiquement leurs portefeuilles de créances. Le *debt equity swap*, enfin, correspond à la conversion de créances bancaires sur un pays ou ses agents en actifs situés dans ce même pays : cette procédure est utilisée avec les Etats fortement endettés, comme ceux de l'Amérique latine. Dorénavant, il faudra parler, respectivement, d'« échanges cambistes », d'« échanges de créances » et d'« échanges de créances contre actifs ».

Vient ensuite le *back-office*, littéralement « arrière-cuisine », qui est l'ensemble des procédures de traitement administratif (confirmation, règlement, livraison) des opérations conclues sur les marchés financiers, nationaux et internationaux, et peut comporter, le cas échéant, la comptabilisation de ces opérations et le suivi des risques, sur les marchés à terme notamment. Désormais, c'est le vocable « post-marché » qu'il faudra utiliser.

De même, le « crédit permanent » se substituera au crédit *revolving*, qui n'a rien d'une arme de poing à répétition, mais ouvre à un client la possibilité de tirer sur sa banque un montant plafonné et d'effectuer des remboursements qui reconstitueront le potentiel d'emprunt contractuellement défini et lui permettront de nouveaux tirages. Notons que, dans ce cas, l'expression « crédit de trésorerie » est couramment utilisée.

La *joint venture* cédera la place à la coentreprise, projet économique élaboré par une association d'entreprises, qui bénéficiera des synergies propres aux associés.

Le « sponsor » devient le « parrain »

Quant au fameux *goodwill* des comptables et analystes financiers dans leur appréciation sur les acquisitions faites par une entreprise, il est remplacé par le « fonds commercial », série d'éléments incorporels qui ne font pas l'objet d'une évaluation séparée et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entreprise. Lorsque le prix du fonds commercial est supérieur à la valeur comptable de l'acquisition, le *goodwill* prend le nom de survaleur. Enfin, le *hedging* des opérateurs à terme devient tout simplement « couverture ».

Cette liste nouvelle de vocables francisés fait suite à d'autres listes, où le *factoring* (encaissement à façon des factures) est devenu « affacturage » ; le *hot money* s'est transformé en « capitaux flottants » ; le *price earing ration* (PER) des boursiers en « coefficient de capitalisation des résultats » ; l'*offshore* en « extraterritorial » ; le *stripping* (découpage d'un emprunt en tranches) en « démembrement ». Le *spot credit* est devenu « crédit ponctuel ». Tout naturellement, le *grey market* a été traduit en « marché gris » (avant cotation officielle), les *black or white knights* se sont métamorphosés en « chevaliers blancs ou noirs », le *gap* a passé la main à l'« écart », le *spread* à la « marge » et le *pool* bancaire au « syndicat de prix ferme » ou « tour de table », tandis que le *price-maker* en titres prend le nom de « fixeur de prix ».

A juste titre, le *sponsor* s'est changé en « parrain », non mafieux, naturellement, le *carry back* s'est mis en « report en arrière du déficit » et le *window dressing* en « habillage de bilan ».

Mais la « mercatique » a bien du mal à supplanter le sacro-saint *marketing* ; le *drugstore* est resté « drugstore », avec son *look* typique. D'une manière générale, l'anglo-saxon est plus ramassé que le français – et souvent plus imagé : « coentreprise » n'a pas le même parfum de risque que *joint venture* : *venture capital* n'a-t-il pas été traduit en « capital risque » ? On peut se consoler en rappelant qu'il y a plus de cent ans les personnages de Georges Feydeau, dans sa pièce *l'Auberge du libre échange*, « swapaient » sans le savoir, et ne s'en portaient pas plus mal.

FRANÇOIS RENARD

Les mutuelles, principaux assureurs des populations à risques

Le mouvement mutualiste français risque-t-il de devenir un colosse aux pieds d'argile ? Regroupant 72 % des personnes couvertes par une protection complémentaire maladie, les mutuelles dominent largement les assurances privées (18 %) et les caisses de prévoyance (10 %). Mais alors que le désengagement progressif de la Sécurité sociale – qui n'assure plus que 70 % de la totalité des dépenses de santé – tend à élargir ce marché, leur clientèle est, plus que les assurances, composée de catégories *« à risques »*. Une recherche menée par M. Jean-Luc Volatier, que vient de publier (1) le Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (CREDES), fait apparaître que ce handicap est bien réel.

Ces travaux, réalisés à partir d'une enquête effectuée en 1988 auprès d'un échantillon de 7 984 assurés sociaux, font apparaître que les clients des assurances sont sensiblement plus jeunes que ceux des mutuelles ou des caisses de prévoyance. L'âge moyen des adultes couverts est de quarante ans pour les assurances privées, de quarante-cinq ans pour les mutuelles et de quarante-huit ans pour les caisses de prévoyance. Corrélativement, 7,7 % seulement de la clientèle des assurances a soixante ans ou plus contre 14,4 % chez les mutualistes et 20,1 % des personnes protégées par une caisse de prévoyance. « Or, rappelle le CREDES, *l'âge est le premier facteur socio-démographique explicatif des consommations médicales. Les organismes qui proposent des couvertures complémentaires en sont bien conscients puisque certains d'entre eux pratiquent pour un même contrat des tarifs différents selon l'âge de la personne à protéger.* »

En d'autres termes, il est plus « rentable » d'assurer une population jeune dont les dépenses de santé – et, par conséquent, les remboursements – seront moindres que celles des plus âgés. Les assurances, qui établissent leurs tarifs en fonction du profil de l'assuré, peuvent donc se permettre de proposer aux jeunes des cotisations et/ou des niveaux de remboursement relativement plus attractifs. Par contre, les mutuelles ont une autre logique car, refusant de *« sélectionner les risques »*, elles entendent établir sur l'ensemble de leurs adhérents l'équilibre entre recettes et dépenses.

Cette logique pourrait comporter des effets pervers et amener progressivement les mutuelles à ne couvrir que les groupes sociaux qui consomment le plus de soins. Difficile dans ces conditions de faire jouer la solidarité intergénérations... Cependant, d'autres éléments expliquent que le public des mutuelles ou des institutions de prévoyance (dont les caisses de retraite sont souvent à l'origine) soit en moyenne plus agé. En effet, seules les assurances sont ouvertes à l'ensemble de la population alors qu'il existe des mutuelles locales, régionales, professionnelles, de fonctionnaires ou d'entreprise. *« Or les spécificités démographiques des populations couvertes font que certaines mutuelles ou caisses de prévoyance ont des adhérents en moyenne plus âgés que d'autres »*.

Au plan socio-professionnel, on constate d'ailleurs de fortes disparités : 90.5 % des salariés du secteur public sont couverts par une mutuelle, contre 64,5 % des salariés du privé et 61,6 % des travailleurs indépendants. Par contre, ces derniers sont les plus attirés par les assurances (30,8 %), loin devant les salariés du privé (23,9 %) et du public (6 % seulement).

Le CREDES observe par ailleurs de sensibles différences dans les niveaux de remboursement : « *Les mutuelles, au dire des interviewés, remboursent moins bien que les caisses de prévoyance et que les assurances.* » Cependant, cette appréciation ne concerne que les remboursements liés aux lunettes et aux prothèses dentaires.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) *Les modes de protection sociale*. CREDES. Mars 1990

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Restaurer l'aménagement du territoire

Pourquoi le lycéen de Maubeuge aurait-il moins de chances de réussite que celui de Neuilly et l'agriculteur du Forez moins de revenus que celui de l'Oise ?

DEPUIS plusieurs semaines, il ne pense qu'à *« ça »* : c'est-à-dire au débat sur la politique d'aménagement du territoire prévu à l'Assemblée *nationale le 29 mai*. Comme un potache qui révise d'arrache-pied *son examen, Jacques* Chérèque avale dossier après dossier, recueille *d'innombrables* avis, consulte, soumet ses conseillers à un *travail de Romain* pour préparer et réussir l'épreuve. La délégation à *l'aménagement* du territoire (DATAR) et son nouveau patron, Jean-Pierre Duport, fournissent note sur note et esquisses de discours mais aucune information ne doit filtrer à l'extérieur ! Qu'on se le dise bien !

A la fin de l'an dernier, c'est du bout des lèvres que les députés de la majorité *présidentielle avaient voté* les crédits encore malingres, bien que *substantiellement en* accroissement par rapport à 1989, de l'aménagement *du* territoire. *Leur* acquiescement n'avait été arraché que moyennant l'engagement de Michel Rocard d'organiser, à la session de printemps, un débat spécial sur le sujet au Palais Bourbon. Le jour « J » arrive ! Il va falloir, après avoir mis tout sur la table, que le gouvernement enfin aille au-delà des incantations et *prenne* des décisions concrètes. L'aménagement du territoire vieillit *sans panache. Conquérante* à sa naissance en 1963 lorsque *la croissance permettait* d'orienter géographiquement les fruits de l'expansion, *impérative,* lorsque, entre 1975 et 1985, les crises agricole et industrielle ont contraint les gouvernements à agir pour éteindre les incendies, cette belle idée de justice territoriale est mise à mal depuis quelques années pour quatre raisons au *moins* :

• La décentralisation élargit les compétences des collectivités *locales* et encourage les plus dynamiques d'entre elles à aller de l'avant ;

• Le transfert *progressif* des pouvoirs de décision au profit des échelons *européens ouvre un champ de* contraintes pour les Etats. Les régions l'ont bien compris *qui, de* plus en plus nombreuses, créent des « ambassades » à *Bruxelles* ;

• La liberté et le dynamisme retrouvés des entreprises les conduisent à une logique qui n'est pas le développement des régions en *retard, mais la rentabilité et une* stratégie internationale ;

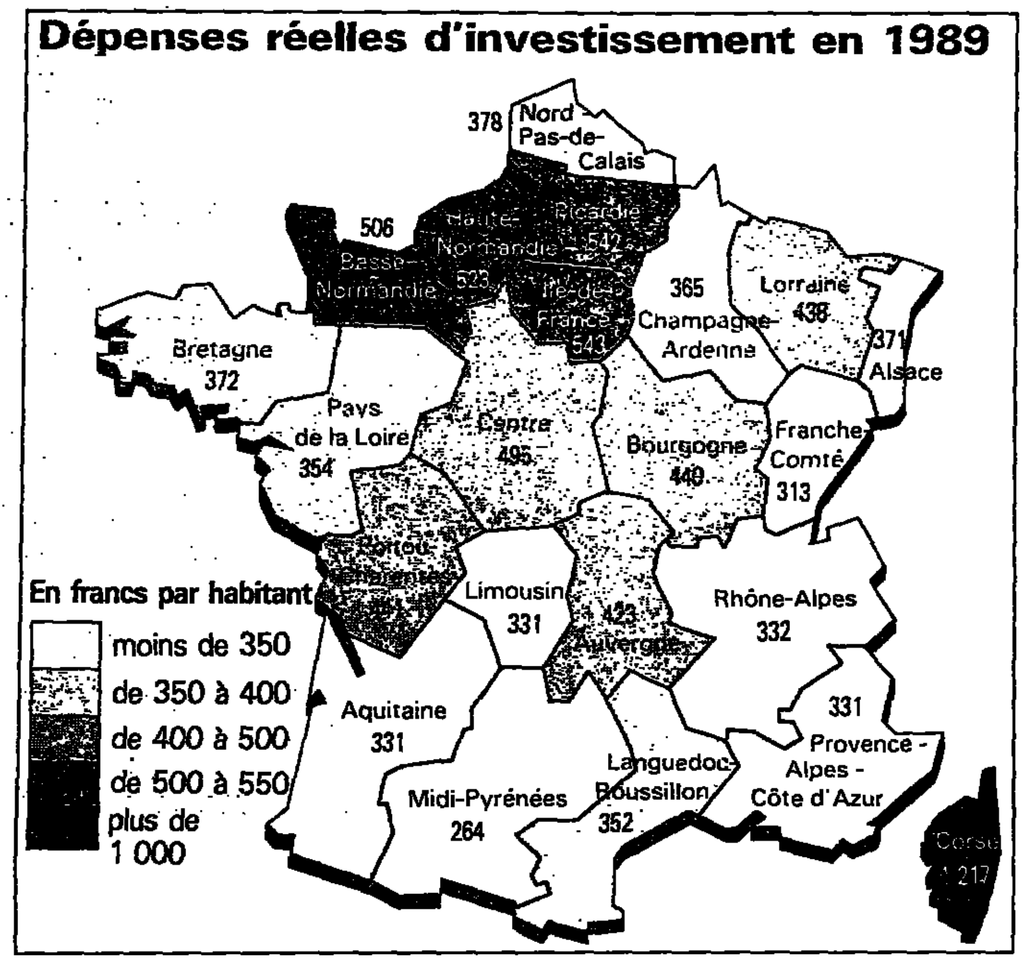
• L'impécuniosité relative du *budget de l'Etat freine les initiatives* publiques ;

Ajoutons à cela l'appauvrissement de la réflexion des responsables opérationnels de l'aménagement du territoire sur une stratégie à long terme, des budgets qui ressemblent davantage à des cagnottes pour *distribuer des subventions à une clientèle* politique qu'à des actions de grande envergure, et l'on comprendra *que l'aménagement régional* soit relégué dans l'esprit du gouvernement au rang d'une discipline secondaire.

La preuve ?

De 1985 à 1986, Gaston Defferre était ministre d'Etat *chargé du plan* et de l'aménagement. Lui succédait Pierre Méhaignerie, seulement ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire. Jacques Chérèque, aujourd'hui a subi une amputation qui n'est pas seulement formelle. Il n'est que ministre *délégué chargé de l'aménagement du* territoire et des reconversions... qui plus est, auprès du ministre de l'industrie. Comme si l'organisation de la France pouvait se résumer à la fermeture en douceur d'usines à bout de forces ou à la localisation des raffineries, des scieries et des *fabriques d'ordinateurs.* Le titulaire de la charge n'est évidemment pas *responsable de cette grossière erreur* de composition gouvernementale. On s'étonnera d'autant plus qu'elle ait été commise par Michel Rocard que ce dernier avait été lui-même entre 1981 et 1983 ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire dans le gouvernement Mauroy. Certes, Jacques Chérèque fait preuve de conscience professionnelle, de pragmatisme et d'objectivité. Sa faconde facilite les contacts. Toutefois, manquant de *poigne, il ne peut,* du fait de son rang au sein de l'appareil politique *et gouvernemental exercer l'autorité,* encore moins les arbitrages géographiques, *qui s'imposeraient.*

Et Michel Rocard lui a joué un bien mauvais tour en prenant lui – même en charge le « chantier » de l'Ile-de-France, dépossédant ainsi son ministre du dossier d'aménagement le plus essentiel en termes politiques et financiers et en ne lui laissant que les « cactus » qui ont pour nom reconversion des villes frontières, zone du Valenciennois, *crise du textile,* ou *interminable* saga des chantiers navals de La Ciotat...



Cette carte indique, en francs par habitant, et pour 1989, l'effort budgétaire de chacune des 22 régions de métropole, selon les statistiques du ministère de l'intérieur. Ne sont prises en considération que les dépenses d'investissement dans les budgets des régions, à l'exclusion des budgets de fonctionnement *et des frais de personnel. On note que – en mettant* à part la région Corse qui bénéficie d'un statut particulier – la Picardie a une action très volontariste, comme l'Ile-de-France ou la Haute-Normandie, distançant considérablement Midi-Pyrénées ou la Franche-Comté.

La solidarité géographique

Les difficultés de Jacques Chérèque tiennent au fait que tous ses collègues ministres font de l'aménagement du territoire, avec des moyens en personnel et en crédits beaucoup plus *importants* que les *siens,* mais sans une vue d'ensemble. Quand *Michel Delebarre (équipement, transports)* décide un schéma des TGV ou des autoroutes, quand, avec Yves Dauge, il arrête la liste d'une série de contrats de ville ou de réhabilitation de quartiers dégradés, il est, de fait, un ministre de l'aménagement du territoire.

Quand Lionel Jospin infléchit la *localisation des universités, quand* Pierre Joxe prépare une loi sur les *préfets et sur la coopération entre* les communes ou les régions, quand Michel Charasse entend modifier les données de la fiscalité locale, quand Henri Nallet prend des mesures en faveur des zones rurales en déclin, quand Renault décide de fermer Billancourt ... Ces agents économiques et ces centres de pouvoir qui dispo*sent d'enveloppes dix, vingt, voire* cent fois plus garnies que celle de *Jacques Chérèque sont quotidiennement,* libéralisme aidant, des ministres « ad hoc » de l'aménagement du territoire.

Le moment, pourtant, devient opportun pour donner un nouvel élan à cette politique en déshérence. A *condition de les concentrer sur* quelques zones ou projets strictement sélectionnés, les *moyens* financiers de la CEE deviennent non négligeables. Les budgets d'équipement des régions s'accroissent de 28 % par an et l'Etat peut s'engager avec elles dans des synergies hardies. Et surtout, dans un pays où la croissance retrouvée oscille entre 3 et 3,5 % par an, serait-il donc sacrilège de prélever 0,1 % du PIB, soit quelque sept milliards de francs, *précisément pour financer, sans* tomber dans l'obsession de l'égalitarisme, une politique de rattrapage ou de rééquilibrage géographique ?

Qui peut valablement soutenir, à *droite comme à gauche, qu'à côté de* la nécessaire justice sociale ou nationale (entre les nantis et les défavorisés, entre les Français de métropole et ceux d'outre-mer) la solidarité *géographique ne s'imposerait pas* tout autant ? Au nom de quel principe le lycéen de Maubeuge ou de Valenciennes aurait-il droit à moins de chances de réussite que celui de Neuilly et l'agriculteur du Forez à moins de confort et de revenus que celui de l'Oise ? La France *unie,* en effet, ne s'apprécie pas seulement à l'aune statistique et globale de ses habitants, ses salariés, ses épargnants, de son revenu ou de ses *entreprises, mais aussi celle de son* territoire diversifié, de son terroir, donc de son miroir et, au bout du compte, de sa mémoire.

Pour que le grand débat du 29 mai reste dans les annales autre chose qu'une banale rencontre de moulins à paroles, Michel Rocard et *Jacques Chérèque doivent sur quatre* points au moins prendre des engagements clairs :

• Redonner au ministre de l'aménagement du territoire un rang *et un titre prestigieux en le plaçant* auprès du premier ministre afin qu'il soit en mesure d'exercer les arbitrages, en termes de géographie économique, de l'ensemble des *choix du gouvernement* ;

• Accroître l'enveloppe globale des moyens financiers ;

• Elaborer un mécanisme de subventions et d'allégements fiscaux pour favoriser les créations de petites usines ou d'ateliers artisanaux dans les zones rurales, à l'exemple de *ce qui se fait* en Ardèche, en Poitou-Charentes ou en Bretagne ;

• *Se garder d'une* approche manichéenne qui consisterait à croire qu'il suffirait de prélever une sorte de dîme sur les entreprises ou les zones les plus dynamiques pour en reverser le produit à tous les « handicapés » de la croissance.

Car, à l'heure de la grande Europe ouverte, *et quand on connaît les* atouts et les ambitions de Londres, de Berlin, de Milan ou de Barcelone, ce qui est bon pour Lyon, l'Alsace ou l'Ile de France est bon pour la France entière. Il y aura toujours matière à judicieuse réflexion dans la phrase cinglante d'Abraham Lincoln : *« Vous ne pouvez pas donner la force au faible en affaiblissant le fort, vous ne pouvez pas aider le pauvre en ruinant le riche. »* Là sont les enjeux et les limites de la solidarité, nationale et géographique.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Les absences des économistes soviétiques

Il manque en URSS des spécialistes connaissant à la fois la théorie et la situation concrète du pays, ce qui rend encore plus difficile toute réforme

par Irina Peaucelle

LA situation économique désastreuse de l'URSS apparaît paradoxale, *parce qu'il s'agit dans* ce pays aussi bien de gâchis que de pénurie. Par cette invraisemblance, elle choque notre rationalité de chercheurs en sciences de la prévision, de l'organisation et de la gestion. Le président et le gouvernement soviétiques multiplient les consultations avec les économistes qui influencent l'élaboration de réformes *radicales* et urgentes comme la dénationalisation de 70 % des *sociétés d'Etat ou* la libéralisation de deux tiers des prix, mais ces *réformes* ont *été remises à plus* tard, quelques jours à peine après leur annonce.

Il n'est pas étonnant que des *projets d'une* telle importance aient du mal à devenir une poli*tique économique* suivie, car la science économique n'a pas préparé d'approches *adéquates* aux questions posées par la pratique. Les experts, nombreux, s'avèrent trop « jeunes » dans les domaines économiques longtemps *négligés* par les chercheurs. Ils avouent ne pas être de vrais spécialistes des problèmes de circulation de la monnaie, des réformes agraires, *du marché,* des *prix* et de la prévision dans un système qui abandonne la *planification* centralisée.

Qu'est-ce alors que la science *économique* soviétique ? Elle est organisée selon trois axes. D'abord, l'économie *politique* « marxiste », qui étudie les lois économiques du capitalisme contemporain et du socialisme planifié ; puis, l'analyse mathé*matique – très avancée – des pro*blèmes économiques ; enfin, l'axe dominant, celui de l'économie descriptive des mécanismes de fonctionnement des institutions, qui a pour but de proposer leur modification (à la marge) en vue d'accroître leur efficacité.

Le premier et le dernier axe sont trop spécifiques des systèmes existants, qui doivent justement être réformés ; mais le deuxième est suffisamment sophistiqué mathématiquement pour trouver *un accueil* favorable *dans* la communauté scientifique. Mais pour*quoi les autres aspects de la* science sont-ils complètement escamotés ?

Les domaines sinistrés

Evoquons quelques écono*mistes russes qui auraient aujour*d'hui cent ans environ. Choisissons les *plus* éminents de ceux qui étaient complètement oubliés dans leur pays, et parmi ceux-ci, les économistes travaillant dans les domaines « sinistrés ». Au début du vingtième siècle, existait une école russe d'économie agri*cole appelée* « organisation et production ». Le représentant le plus *célèbre de cette école fut* Alexandre Chayanov (1888-1939). Il analysait la spécificité de l'économie paysanne, les perspectives de son évolution et ses structures organisationnelles.

L'importance de ses travaux réside dans la taille du monde paysan en Russie. Au moment de la révolution de 1917, 85 % de l'*ensemble de la population vivait* à la campagne. En 1918, Alexandre *Chayanov crée le Centre de* recherche en économie agricole, travaille sur la planification et dirige plusieurs organisations coopératives parmi les plus importantes. L'originalité des travaux de Chayanov tient dans l'intérêt qu'il porte à la fois aux analyses empiriques et aux aspects de théorie économique. A partir de son ouvrage *Pratique d'analyse par les enquêtes des aspects monétaires de l'économie paysanne* (1912), l'*institut qu'il dirige* organise en 1925 une série d'expéditions dans *diverses régions,* afin d'étudier la structure sociale de la production dans les campagnes et de collecter des données.

Ces enquêtes lui permettent de mener à bien les analyses contribuant aux développements théoriques qui concernent les fonctions de coût, les *problèmes* d'agrégation, la théorie du cycle de vie, la *méthodologie économétrique* et qui sont spécialement orientés sur l'*économie agricole,* l'*économie* de localisation dans l'espace.

Ainsi, dans son travail *les Dimensions optimales des exploitations agricoles,* il développe la méthodologie novatrice de l'école *autrichienne, introduite* par l'économiste allemand Johann von Thunen en *1826 dans son livre l'Etat isolé.* Cette approche marginaliste est adaptée aux problèmes de la localisation sur le territoire. Un autre représentant célèbre de cette génération fut N.D. Kondratieff (1892-1938). Fils de paysan, après des études à l'université de Saint il devient professeur dans l'institut dirigé *par Alexandre Chayanov et travaille* sur les problèmes agraires. *C'est grâce aux développements* des analyses des marchés de produits agricoles qu'il passe aux analyses des fluctuations et des *trends* dans l'évolution. Il dirige entre 1923 et 1928 l'Institut de conjoncture à Moscou qui a mis au point un service de statistique et de traitement de données très performant pour l'époque.

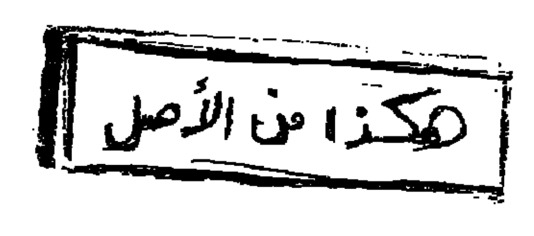
Kondratieff est connu en France principalement pour sa théorie des cycles longs d'évolution économique. Sont remarquables également ses travaux sur la dynamique économique et la prévision, dans lesquels il cherche à *relier le court terme (conjoncture)* au long terme, sujet qui est tou*jours, et comme jamais auparavant,* actuel pour la théorie et *pour la pratique macro économique* autre que keynésienne.

Il existe un texte très court de Kondratieff, découvert en 1988 dans une lettre adressée à sa femme, présentant un modèle de *croissance il est daté de 1934.* Ce modèle de neuf équations résume *la dynamique des principaux* agrégats, comme le font maintenant les maquettes des modèles macro économiques.

Lire la suite page 26

▶ Irina Peaucelle est chercheur au CNRS.





CHAMPS ECONOMIQUES

La coopération critiquée

La politique française à l'égard du tiers-monde doit être « revue dans le sens d'une plus grande rigueur et du rejet de toute complaisance clientéliste »

ON le sait depuis des années : minée par les dérives économiques, les pesanteurs bureaucratiques et le clientélisme, la coopération française avec le tiers-monde est mal adaptée aux réalités. Périodiquement, l'actualité vient illustrer cet état de choses, mais rien n'indique qu'il doive bientôt changer.

Chargé par Michel Rocard d'étudier les relations de la France avec les pays en développement, Stéphane Hessel, ancien ambassadeur, avait remis en février un rapport qui constitue, à bien des égards, une approche nouvelle de la politique française de coopération. Or le moins qu'on puisse dire, deux mois plus tard, c'est que l'accueil réservé à ce texte (élaboré avec le concours d'une dizaine de hauts fonctionnaires) demeure empreint de tiédeur, notamment du côté de l'Elysée.

Au seuil du vint et unième siècle, affirment d'emblée les auteurs du rapport, la politique française à l'égard des pays en développement reste empreinte de survivances néo-coloniales, de confusion dans les objectifs, d'une concentration excessive sur l'Afrique sub-saharienne, de lourdeurs administratives et de comportements protectionnistes. Elle souffre d'un « *renouvellement insuffisant du discours sur le développement* » et de l'absence d'une instance commune de réflexion prospective.

Bref, cette politique a le plus grand besoin d'être revue et corrigée, d'autant plus que sa portée demeure considérable : la France consacre plus de 0,5 % de son produit national brut à l'aide aux pays en développement, le double de la plupart des grands pays industrialisés. Le rapport Hessel propose donc d'« *ajuster la politique française de coopération à la situation réelle du monde en développement* ». Un objectif impliquant notamment « *un changement radical d'attitude dans le comportement des gestionnaires publics* ».

Une schizophrénie déplorée

La première idée-force préconise un meilleur équilibre géographique et une plus grande sélectivité dans le choix des partenaires. L'effort particulier en faveur de pays où sa responsabilité est fortement engagée, pour des raisons historiques, politiques ou économiques – essentiellement en Afrique, – n'est pas systématiquement remis en question.

Toutefois, « *il est essentiel* – note le rapport – *que nous fassions aux grands ensembles d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient la place nécessaire pour que notre pays sache se mesurer, avec les moyens appropriés, à nos concurrents dans les zones les plus porteuses du monde* ». Le texte déplore la « *schizophrénie* » qui conduit la France « *à ignorer tous les pays hors de sa zone traditionnelle d'intervention* ».

Deuxième grande idée : la mise en œuvre des instruments de coopération (prêts, dons, assistance technique, soutien financier) doit répondre aux impératifs du développement chez nos partenaires, et non pas à une logique de répartition des compétences entre administrations françaises. Il faut « *adapter nos instruments à nos partenaires, et non l'inverse* ». Il faut aussi que la « *conception de base* » de la coopération bilatérale soit « *revue dans le sens d'une plus grande rigueur et du rejet de toute complaisance clientéliste* ».

Pour mieux réussir, la coopération – c'est la troisième grande idée – devra s'ouvrir plus largement à l'apport des acteurs de la société civile : entreprises, associations, universités, centres de recherche. Un tel processus, outre qu'il correspond à une évolution en cours – moins de secteur public –, faciliterait le passage d'une coopération par projet à une coopération en réseau. Reste qu'une telle ouverture suppose un gros effort en matière de financement public des organisations non gouvernementales (ONG), un domaine dans lequel la France accuse un sérieux retard.

La démocratie souhaitée

Dans le même esprit, le rapport recommande la promotion de formules originales pour favoriser les investissements, à commencer par une meilleure synergie public-privé. L'exercice est capital : d'autant plus que le décalage reste important entre la logique des entreprises, attirées par le moindre risque et les marchés porteurs, et celle des besoins du développement.

Le rapport déplore par ailleurs « *la rareté des prises de positions françaises* » dans les forums internationaux. Il constate que, face à la rigueur du FMI, « *la coopération française a manqué du recul nécessaire* » pour éviter que de nombreux pays ne sombrent dans la crise : « *Elle n'a pas su les aider à identifier et mettre au point des stratégies de développement à moyen terme.* »

Autre recommandation d'importance : dans l'affectation de son aide, la France devrait tenir compte plus nettement des choix politiques, économiques et sociaux de ses partenaire. En clair, le degré de démocratisation du processus de développement dans une société donnée doit apparaître, bien plus que par le passé, comme l'un des grands critères de l'aide française. La France devrait aussi être plus attentive à la réalisation et aux résultats des projets qu'elle finance.

Enfin, le rapport Hessel propose la création d'un haut conseil de la coopération au développement, qui associerait les partenaires des secteurs public et privé. Cet organisme, chargé d'une réflexion prospective, se bornerait à proposer des orientations et à assurer une meilleure complémentarité des approches. Pour ne pas empiéter sur le domaine des ministères (affaires étrangères, coopération, économie et finances), le haut conseil se situerait en amont des responsabilités politiques.

Le rapport Hessel entend être un « *cadre conceptuel cohérent* ». On peut en critiquer tel ou tel aspect : on peut regretter, par exemple, qu'il insiste plus sur les orientations politiques que sur les solutions pratiques. Il n'en constitue pas moins un exposé convaincant de la problématique de l'aide au développement, avec mode d'emploi à l'usage des dirigeants (politiciens, fonctionnaires, experts, industriels) qu'il n'hésite pas à mettre devant leurs responsabilités. « *L'enjeu est de taille. Il y va de notre présence sur la scène internationale en tant que nation porteuse de valeurs humaines essentielles (...).* »

Le rapport a-t-il quelque chance d'être adopté ? Connaîtra-t-il le sort réservé à ceux (Jeanneney, Gorse, Abelin) qui l'ont précédé ? En d'autres termes, face au domaine archi-réservé de l'Elysée que constitue l'Afrique francophone, et face aussi aux bastions de l'administration, le premier ministre, commanditaire du rapport, peut-il avoir *sa* politique de coopération ?

Les premières réactions, en particulier du côté de l'Elysée, donnent à penser que non. On admet – c'est bien le moins – qu'il s'agit d'une *contribution intéressante au débat d'idées* » sur la question. Mais on ne semble pas vouloir entendre parler de cette pièce essentielle du rapport Hessel qu'est le haut conseil.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Les économistes soviétiques

Suite de la page 25

Kondratieff écrivait à ce propos : « *En partant de quelques raisonnements assez généraux, correspondant à l'analyse de Marx de la reproduction élargie, j'ai construit un système d'équations* [qui] *permet, vraisemblablement, de déterminer assez précisément la phase de développement de l'économie analysée, de définir le degré du retard de développement d'un pays par rapport à l'autre.* »

Ce modèle était élaboré avant que Harrod explique en 1939 les principes de la théorie de la croissance et que Solow et Swan formulent en 1956 leurs modèles de la croissance. La fonction de production est de type Cobb-Douglas avec le progrès technique neutre, que Hicks a exposé en 1932. Un détail distingue le modèle de tous ceux qu'on a connus depuis, certaines variables de stocks satisfont des fonctions logistiques (et non des croissances régulières) qui devraient permettre de relier les aspects de la croissance à ceux des cycles. Cette fonction provient de travaux de Vladimir Bazarov, qui étudiait les problèmes de planification.

Parmi d'autres économistes de l'Institut de conjoncture, il y avait E. Slutsky et A. Konyus. L'œuvre du premier est largement connue en théorie de la consommation. Ce travail, écrit en 1915, reste inaperçu jusqu'en 1930, date à partir de laquelle il est développé par Hicks ; et Allen (1934) et par Schultz (1935). La fonction de Slutsky distingue deux effets de prix sur les quantités : le premier, l'effet de variation compensatoire des prix sur la modification résiduelle de la demande quand la structure de la consommation change en fonction du prix des produits (effet de substitualité, dans la terminologie de Hicks) : le second, l'effet de revenu, quand les préférences du consommateur changent sans modification de prix. Slutsky travaille surtout la statistique mathématique, où il innove dans la vérification empirique des hypothèses économiques. Il est à l'origine de la théorie des processus stochastiques et séries temporelles, intéressants pour les économistes qui étudient les sources des cycles, et des problèmes de correction des variations saisonnières.

Konyus écrit en 1924 le livre intitulé *Problème d'indice réel du coût de la vie*. Dans ce travail, il propose la méthode de calcul de l'indice quand la relation entre la consommation et les prix prend en compte le changement de la structure de consommation avec le changement des prix. C'est la méthode basée sur la constitution de courbes d'indifférence.

Les statisticiens utilisent toujours les indices quantitatifs de Konyus-Laspeyres ou Konyus-Paasche, qui sont fondés sur l'approche micro-économique. Le département de l'Institut de conjoncture, dirigé par Konyus, établissait, dans les années 30, l'indicateur unifié de la dynamique économique, qui était égale à la moyenne géométrique des indices pondérés tels que les indices des prix, de la monnaie, de la production industrielle, du travail, du commerce... et qui était un « baromètre » d'évolution du pays.

Du point de vue de l'histoire de la pensée économique russe, il est important d'évoquer le travail de Schmidt (1891-1956) *les Lois mathématiques de l'émission de la monnaie*, où il développe, en 1922, la théorie quantitative de la monnaie proche de celle de Fishr : le niveau du prix dépend de la masse monétaire en circulation. Selon la démonstration de Schmidt, l'émission est une fonction exponentielle du temps. Cette formule simple, estimée d'après les données mensuelles, décrit l'émission de la monnaie en Russie soviétique entre 1918 et 1921, bien que chacune de ces années représente une économie différente car en transformation.

L'article de Schmidt provoque la première discussion sur l'utilisation des mathématiques en économie. La discussion est très vive – car ce travail empirique ne se base pas sur une théorie d'économie politique (marxiste, en l'occurrence) – mais très constructive.

Des courants européens

A l'époque, même des hommes politiques comme Boukharine s'intéressent aux méthodes quantitatives, qui permettent d'atteindre la plus grande rigueur dans la réflexion économique. En 1913, Boukharine suit les cours de Bohm-Baverk à Vienne, en Suisse il étudie les travaux de Walras. Boukharine a pour principe de ne pas contester l'utilisation des mathématiques, mais il est rarement d'accord avec les prémisses et les conclusions des économistes comme Schmidt, Kondratieff. Il critique les méthodes de détermination des dimensions optimales des fermes de Chayanov, mais défend la théorie de Bogdanov, la « tektologie ».

Bogdanov (1873-1928) était économiste, philosophe et médecin. De ses études dans des domaines très différents, il déduit la nécessité d'une « *organisation universelle de la science* » pour échapper à la « *divergence de méthodes et à l'étroitesse professionnelle, à la suraccumulation de matériaux et au conservatisme de spécialistes...* » qui découlent, selon lui, de la séparation des champs scientifiques. Il crée l'analyse systémique, dite tektologie, élabore le concept d'équilibre de système et introduit la « loi des minimaux » (goulet d'étranglement).

Dans son travail, pour le premier congrès d'organisation scientifique du travail en 1921, il insiste sur l'équilibre économique comme principe de politique qui devrait prévaloir contre la croissance. Pour l'équilibre, il préconise le développement suffisant et concordant de toutes les branches, l'idée qui devient fondamentale dans les tableaux entrée-sortie de Leontieff. Boukharine interprète la « règle des minimaux » en disant qu'« *avec les briques futures on ne peut pas construire les usines actuelles* », même en connaissant la théorie de Bohm-Baverk, et il appelle (sans être compris), au moment de la préparation du Ier Plan, au développement prioritaire des secteurs en difficulté.

Cette brève description des idées de quelques économistes russes des premières décennies de ce siècle n'a pas pour but de donner un tableau exhaustif de l'état de la science. Il s'agit de montrer que cette science existait, se développait à sa façon, mais en liaison étroite avec les courants de la pensée européenne ou nord-américaine (à qui elle a donné quelques savants illustres).

Des versions occidentales

Pourquoi ces théories n'ont-elles pas été développées en URSS ? Il nous semble que le retard accumulé ne vient pas seulement de l'impossibilité de suivre la « mode » occidentale suffisamment vite, mais plus de la peur physique de mener ses propres recherches, hors des trois champs dont nous avons parlé au début.

En décembre 1929 a lieu la fameuse conférence nationale des marxistes agraires, où Staline s'est attaqué aux économistes en tant que chercheurs traitant leurs théories d'ascientifiques. Et en 1930, Chayanov et Kondratieff, parmi un groupe de dix-huit autres professeurs d'économie, sont arrêtés. Boukharine l'est à son tour en 1937, tous les trois sont fusillés en 1939. Bogdanov meurt en 1938, en faisant des expériences sur lui-même de transfusion sanguine (il était directeur de l'Institut de transfusion sanguine). Les travaux de ces auteurs n'ont jamais été enseignés depuis 1930, et leur réhabilitation conjointe date de 1987. Schmidt, Slutsky et Konyus quittent l'économie.

Malheureusement, ce n'était pas le seul coup porté contre la science économique. Entre autres, en 1949, pendant l'« affaire sanglante de Leningrad », six des sept professeurs de la faculté d'économie, un groupe de maîtres de conférences et le recteur de l'université, l'économiste Voznessensky sont accusés d'être « *ennemis du peuple* » et arrêtés. Certains d'entre eux ne reviendront pas des camps et des prisons.

Toutefois, à la fin des années 50, dans les programmes de quelques dizaines d'étudiants en économie-mathématique, enseignés par des jeunes – le professeur Kantorovich en tête, – sont apparues les théories de la croissance, de l'équilibre général et autres, mais dans leurs versions « occidentales » et surtout dans le cadre de l'histoire de la pensée. Il n'est donc pas étonnant que parmi les experts en économie soviétique nous trouvions en premier lieu des économistes qui étudiaient jusqu'à présent les systèmes d'organisation dans les grands pays capitalistes, et aussi des mathématiciens revenant à l'économie.

Le lien entre la théorie et la pratique n'est jamais immédiat. Il demande en général l'existence de spécialistes connaissant à la fois le domaine théorique d'étude, ici très nouveau puisqu'il s'agit de la transition d'un système vers un autre système, et la situation économique du pays. La disparition de secteurs importants de l'école économique russe rend, dans ce cas précis, difficiles des prises de décisions originales et adaptées.

IRINA PEAUCELLE

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La percée étrangère de la France

Les firmes françaises ont augmenté de moitié, en une seule année, le montant de leurs investissements aux Etats-Unis

Par Jean Lempérière

POUR la quatrième année consécutive, les investissements étrangers aux Etats-Unis en 1989 ont atteint un chiffre record : 61,3 milliards de dollars, soit près du double des investissements américains à l'étranger. Les sociétés françaises s'y sont d'ailleurs distinguées en augmentant de 50 % en une seule année le montant de leurs investissements cumulés. Chaque année, depuis 1982, l'afflux des investissements étrangers dépasse largement les sorties de capitaux américains et leur montant cumulé devient supérieur de 31 milliards de dollars (390 milliards contre 359) (1).

Faut-il y voir l'affaiblissement de l'investissement américain ou l'attrait que conserve le marché des Etats-Unis malgré un intérêt général croissant pour le Marché unique européen ? La vraie question ne porte pas tant sur le volume des investissements que sur leurs effets, beaucoup plus difficiles à cerner.

L'investissement n'est pas une fin en soi, mais un moyen au service d'une politique et le point de départ d'une entreprise. Au-dedans comme au-dehors, il ne pourra être apprécié qu'après un certain temps, d'après ses résultats et en fonction des objectifs recherchés, qui peuvent être très différents. Les sociétés américaines visent plutôt des profits immédiats, tandis qu'Européens et Japonais aux Etats-Unis tendent plutôt à des résultats à long terme.

En fait, le flux annuel des investissements étrangers aux Etats-Unis aurait tendance à se stabiliser à un niveau très élevé. Sa progression (3 milliards de dollars) est ramenée à 5 % contre 25 % ou plus les années précédentes, tandis que les investissements américains, très irréguliers, connaissent, après leur chute brutale en 1988 (– 27 milliards de dollars), une forte reprise (14,8 milliards) orientée surtout vers la CEE.

Une redistribution géographique

Au plan mondial d'ailleurs, l'année 1989 a été marquée par une redistribution géographique des investissements internationaux, dont le volume global semble en voie de stabilisation, après l'explosion des années 1984-1987. D'après les derniers chiffres du FMI, leur progression serait de l'ordre de 13 % de 1987 à 1989, contre 83 % de 1985 à 1987 (environ 15 milliards de DTS – droits de tirage spéciaux – contre 52 milliards) (2).

Cela est illustré par le mouvement des achats et fusions dans le bilan annuel présenté par le cabinet KPMG : augmentation globale modeste par rapport aux années précédentes (+ 8 % en valeur et en nombre), avec une évolution contrastée montrant bien de nouveaux centres d'intérêt chez les investisseurs. La part de la CEE est portée de 27 % à 39 % et celle de l'Amérique du Nord ramenée de 64 % à 54 %. Les achats d'entreprises par des sociétés étrangères ont augmenté de 50 % dans la CEE. Mais les Etats-Unis demeurent la cible favorite des investisseurs et plus de la moitié des montants enregistrés concernent encore l'achat de sociétés américaines.

Plus du tiers des investissements étrangers aux Etats-Unis en 1989 sont venus de Grande-Bretagne, malgré l'essouflement des achats d'entreprises. Pour leur plus grand profit, les Etats-Unis en manque d'épargne interne ont des rapports privilégiés et très réciproques avec le premier investisseur européen. Largement en tête chaque année depuis dix ans, les Britanniques ont vu leur part dans le montant cumulé des investissements étrangers passer de 18 % à 31 % entre 1980 et 1989.

Cette prédominance britannique, particulièrement nette dans le secteur manufacturier, n'apparaît guère dans la presse économique américaine, pleine d'articles inquiets et soupçonneux sur les investissements du Japon. Ceux-ci, en 1989, ont encore augmenté globalement de 24 %, ce qui constitue un ralentissement après l'envol des années précédentes (flux annuel réduit de 5 milliards de dollars). Les investissements du Japon aux Etats-Unis se situent pour moitié dans deux secteurs qu'ils dominent, le commercial et l'immobilier, le montant cumulé des Britanniques étant au total deux fois plus élevé et trois fois plus dans l'industrie.

Dans ce contexte, *« la plus grosse surprise a été peut-être la progression des investissements français de 50 % en un an »*, estime l'Agence américaine pour l'investissement international. De 11,4 milliards, leur montant cumulé est passé à 17,1 milliards de dollars. Après Pechiney et Hachette en 1988, une dizaine de sociétés françaises se sont signalées par des prises de contrôle dépassant 1 milliard de francs, aux premiers rangs desquelles figurent BSN, Michelin, Elf, Bull, Rhône-Poulenc, déjà suivis en 1990 par Usinor, par Biderman achetant le premier producteur de vêtements masculins aux Etats-Unis, par les actions de Rhône-Poulenc sur Rover et de Saint-Gobain sur Norton.

Certes la France ne dispose encore ainsi que de 4,4 % des investissements étrangers cumulés. Certains ne veulent voir là qu'un rattrapage du retard pris sur les grandes firmes concurrentes. Mais cette poussée française témoigne plutôt d'une nouvelle stratégie offensive des sociétés françaises à dimensions planétaires, même si les grandes firmes ne sont pas seules concernées.

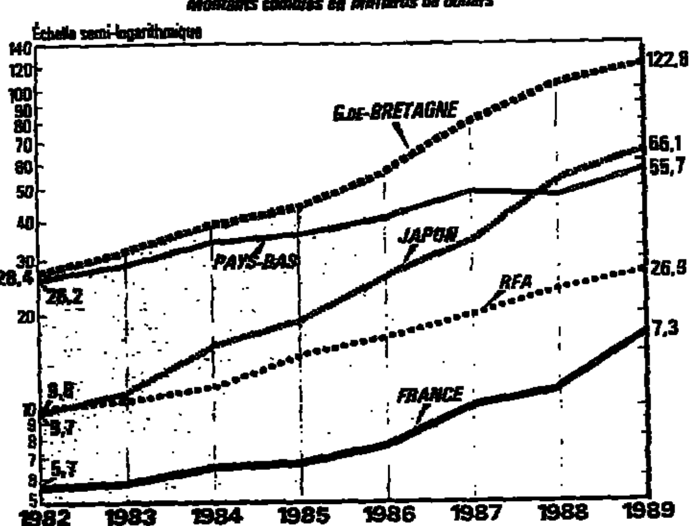
La percée réalisée aux Etats-Unis n'est qu'un aspect du réveil des entreprises françaises. Dans le même temps, elles ont doublé le nombre de leurs acquisitions à l'intérieur de la CEE et, dans les achats de sociétés entre pays de la CEE, leur part (7,8 milliards de dollars) passe en 1989 du quart au tiers. 40 % des acquisitions françaises en Europe se sont situées en Grande-Bretagne où les Français se placent au second rang des pays acquéreurs. Parallèlement, ils ont accéléré leurs implantations en Europe méridionale et en RFA.

Deux secteurs : l'agro-alimentaire et l'assurance ont dominé les achats français de sociétés étrangères en 1989, avec la moitié de leur montant total. La recherche de nouvelles dimensions extérieures est pourtant sensible dans la majorité des secteurs, indice d'importants changements de mentalité. Il n'est plus possible, même aux PME, de raisonner dans le seul cadre hexagonal.

La stratégie globale

Les Français ne sont guère conscients de ce dynamisme de leurs entreprises et restent sur des images dépassées, alors que la Bourse apprécie peu des actions jugées parfois bien onéreuses. La France est en tout cas le pays de la CEE qui utilise le plus les fusions-acquisitions comme moyen de restructuration en vue de 1992. En 1989, le tiers des achats d'entreprises effectués par les sociétés françaises se situaient à l'étranger.

Selon la revue *Fusions et Acquisitions*, de 1984 à 1989 elles ont acquis 1 311 sociétés à l'étranger (dont les deux tiers en 1988-1989) contre 992 achats étrangers en France. D'après KPMG, la France se place d'ailleurs depuis 1987 au troisième rang dans le monde pour l'importance de ses achats de sociétés (11,6 % en 1989), très loin après la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, mais devant le Japon, plutôt porté vers les créations d'entreprises. Cela devra se traduire rapidement dans les chiffres d'affaires réalisés à l'étranger.



Source : Survey of Current Business

Malgré une nette augmentation, les investissements étrangers en France ne se sont pas développés de la même façon, ni surtout les créations d'emploi (13 960 en 1989). Ils n'atteignent pas la moitié des sommes investies à l'extérieur par la France, laissant un déficit de 33 milliards de francs. Aussi des mesures ont-elles été prises en janvier dernier pour les stimuler.

Par-delà les soucis d'équilibre financier, gardons-nous pourtant de raisonnements simplistes ! Les achats d'entreprises se situent dans la stratégie globale des firmes. Leurs effets sont complexes, loin d'être proportionnels aux montants des transactions, très différents tant pour le pays d'accueil que pour l'investisseur, selon qu'il s'agit d'un achat d'usine ou du contrôle d'un réseau de distribution, selon que l'objectif est d'étendre la production, de maîtriser de nouvelles techniques ou d'écarter un concurrent.

La croissance externe par achat d'entreprise est une notion ambiguë. Elle ne correspond pas à des créations d'actifs, mais à une redistribution d'actifs existants. Aussi ne peut-elle s'entendre que du point de vue des firmes. Si des progrès peuvent s'observer dans la qualité ou les capacités de production, ils ne sont pas liés au montant des transactions mais à des investissements annexes, souvent beaucoup moins onéreux, à des améliorations de gestion ou à des techniques nouvelles échappant en grande partie au calcul.

Aux Etats-Unis, d'après l'enquête annuelle du Département du commerce, pour les années 1986-1987, l'ensemble des créations d'entreprises et joint-ventures et des extensions d'entreprises effectuées par des étrangers n'atteint pas en valeur 15 % de leurs achats (45 % si l'on y joint les augmentations de capital). Même le Japon, qui assure là-bas les trois quarts des créations d'entreprises étrangères, y dépense maintenant beaucoup plus en acquisitions. La part de l'investissement productif semble bien faible !

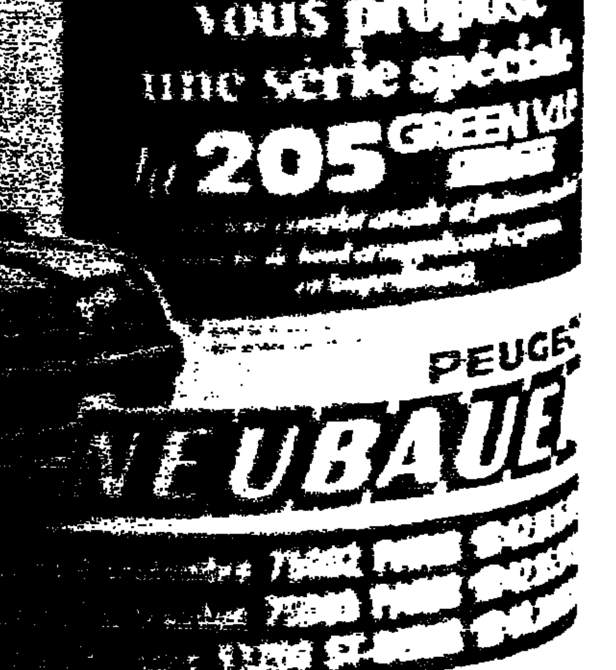
En sens inverse, sur les 217 projets américains d'investissement direct dans le secteur manufacturier en 1989, on compte 120 achats contre 32 créations ou extensions d'usines et 64 joint-ventures. Certes, tout n'est pas déclaré, mais les opérations importantes ne restent pas ignorées de la presse locale et des chambres de commerce. Même sans indications de valeur, une telle ventilation permet au moins d'y voir plus clair, en montrant de plus la politique suivie par chaque pays investisseur.

Les achats d'entreprises sont des essais à transformer. Dans le cadre actuel de restructurations visant à la spécialisation, l'activité de la nouvelle filiale se trouve le plus souvent profondément transformée. Mais de quelle façon ? Nouvel essor ? Statu quo ? Changement d'orientation ? Disparition sous une forme quelconque ? Suivre méthodiquement les sociétés après l'achat donnerait une idée plus juste de l'effet réel de ce type d'investissement.

► **M. Jean Lempérière est économiste**

(1) L'investissement américain, dans l'ensemble nettement plus ancien, se trouve sous-estimé dans une comparaison qui ne tient pas compte de cette ancienneté. Une étude récente estime à 785 milliards de dollars l'actif des sociétés américaines à l'étranger contre 4?6 milliards d'actifs étrangers aux Etats-Unis.

(2) Unité de compte du FMI fondée sur un panier des principales monnaies qui égale 1,30 dollar environ.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

FMI : la dangereuse métaphore du pilier

A lire le communiqué publié il y a huit jours à Washington par les sept pays les plus importants du Fonds monétaire (Etats-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France, Italie, Canada), l'augmentation de moitié de ses ressources financières qui vient d'être accordée à cette institution doit lui permettre de « remplir ses responsabilités centrales au sein de l'économie mondiale ». L'adjectif « central » employé dans le texte rédigé dans la langue officielle (l'anglais) n'est pas choisi au hasard. Il renvoie au rôle de « pilier central » du système monétaire international attribué en principe par les Etats membres au FMI.

L'accroissement des contributions nationales auquel il sera procédé dans les mois à venir relève de la neuvième « révision » statutaire des quotes-parts, la première ayant eu lieu en 1950. Au fil du temps, le pilier n'a cessé de prendre du volume, et cela tout particulièrement depuis dix ou quinze ans. Les deux précédentes révisions, la huitième (celle de 1983) et la septième (celle de 1980) s'étaient traduites par des relèvements respectivement de 47,5 % et de 50 %.

Le résultat est que, en l'espace d'une dizaine d'années, et en comptant l'opération décidée la semaine dernière, le montant total des devises (pas toutes utilisables) mises à la disposition du Fonds aura sensiblement plus que doublé. Il avait été porté en 1980 à 60 milliards de DTS, soit, au taux de conversion de l'époque (1 DTS pour 1,27 dollar) 76 milliards de dollars. Il vient d'être porté à quelque 135 milliards de DTS, soit, au taux de conversion actuel (1 DTS pour 1,3 dollar), environ 180 milliards de dollars.

Pendant toutes les années 50, le montant reste inchangé. Le FMI dispose de sa dotation initiale égale à 9,2 milliards de dollars (heureuse époque où l'on n'a pas encore inventé le DTS !) Le réflexe n'existe pas encore de mettre à profit toute « nouvelle revue » des quotes-parts pour les augmenter. Il s'agit pourtant d'une difficile période de préparation au cours de laquelle les monnaies européennes, avec des succès divers, essaient de s'acheminer vers la convertibilité dont le dollar est alors seul avec le franc suisse à jouir. La deuxième monnaie du monde de l'époque, la livre sterling, se débat dans des crises successives de balance des paiements en dépit (ou à cause) d'un contrôle des changes vigilants. Le franc ne se porte pas mieux.

En 1959, le total des quotes-parts est porté de 9,2 à 13,9 milliards de dollars. S'ouvre la période qui se prolongera jusqu'au début des années 70 et où les principaux membres du FMI – enfin – appliquent dans leur intégralité le système conçu à Bretton Woods (conférence de juillet 1944) : libre convertibilité des monnaies entre elles à taux fixe. Rappelons en passant (bien qu'il s'agisse d'une notation de non médiocre importance) que, pendant la plus grande partie de cette décennie (jusqu'en mars 1968), l'étalon-or a été rétabli, y compris pour les personnes privées qui peuvent librement changer leurs francs, leurs deutschemarks, etc. contre du métal jaune à un prix fixe.

La quatrième puis la cinquième révision des quotas (1965 et 1970) aboutissent chacune à un relèvement de 25 % des ressources du FMI. Fin 1970, à la veille d'énormes bouleversements monétaires qui vont emporter le système des taux de change fixes (et retirer du même coup – les deux choses vont ensemble – à l'or son rôle de référence officielle), le FMI est doté de 28,4 milliards de DTS (valant autant de dollars). Par rapport à cette dernière somme, la dotation décidée il y a quelques jours représente une augmentation de 370 %.

Tout ne s'est-il pas passé, depuis l'abandon des changes fixes en 1971-1973, comme si le Fonds monétaire avait suivi la plus formidable inflation que le monde ait jamais connue en temps de paix ? Les accords de Bretton Woods ne l'avaient-ils pas, pourtant, institué comme le gardien de l'ordre monétaire international ?

Cette dernière remarque, on ne peut s'empêcher de la rapprocher des termes cités plus haut du communiqué des Sept. Si le « pilier central » a, en l'espace de vingt ans, épaissi dans de telles proportions, doit-on interpréter ce grossissement comme un renforcement de la solidité de l'édifice, ou bien comme une forme architecturale, si l'on peut dire, de l'obésité ?

La vérité est que, quelle que soit l'ampleur des ressources mises à la disposition du Fonds, elles apparaîtront toujours insuffisantes si fonctionne mal le mécanisme régulateur propre à résorber les déficits de balance des paiements quand ils se manifestent. C'est pourquoi la métaphore du pilier est inadéquate et trompeuse.

L'art de gérer les balances de paiements ne diffère pas, en substance, de celui de gérer la trésorerie d'une entreprise. Dans les deux cas, il s'agit de faire coïncider flux de dépenses et flux de recettes. Comme il est impossible qu'un pays dépense durablement plus à l'étranger qu'il ne gagne de devises par les ventes de toutes sortes de ses ressortissants sur le marché international, à moins de disposer d'une source permanente de crédit, c'est l'équilibre qui est l'état normal (un mot qu'on ose à peine prononcer, même en économie).

En se référant constamment au « processus d'ajustement », une expression savante pour exprimer l'idée – dont chacun a l'expérience directe – qu'un déséquilibre financier ne peut que disparaître si on met fin à la cause qui l'engendre, le Fonds monétaire atteste que, implicitement au moins, il adhère à cette conception rassurante et vraie du caractère aberrant du déficit. Tout se passe cependant comme s'il ne faisait pas véritablement confiance à ce qu'il est censé croire et enseigner. Comment s'expliquerait-on autrement que, à peine une augmentation, pourtant considérable, de 50 % vient-elle de lui être allouée, ses experts se mettent en campagne pour préparer une prochaine révision en hausse, que les ministres réunis à Washington ont pratiquement promis de mettre en chantier dès 1993 ?

On peut sans risque de se tromper soutenir qu'aussi longtemps que la principale institution financière internationale ne verra le salut que dans l'augmentation indéfinie de ses ressources mobilisables – pour allouer de nouveaux crédits – rien de fondamental ne sera changé, y compris pour les usagers de la monnaie et du crédit : nous devrons continuer à nous accommoder d'un monde où le risque d'inflation n'est jugulé qu'en apparence et où les taux d'intérêt restent à un niveau élevé, sauf – ce qu'à Dieu ne plaise ! – retournement brutal d'une conjoncture que tous les indicateurs annoncent au contraire comme brillante.

Pour deux raisons de fond, on est en droit de penser que l'accroissement de la masse de manœuvre allouée au FMI est de nature à contrarier, si elle ne l'empêche pas purement et simplement, le fonctionnement du mécanisme d'ajustement. Comment, dans une économie de marché, où les échanges avec l'extérieur sont pour l'essentiel libres, s'opère l'ajustement ? Par le jeu des déplacements de revenus, et, en définitive, par rien d'autre. Si un pays X est en déficit avec l'extérieur, cela signifie que ses ressortissants sont globalement plus débiteurs que créanciers vis-à-vis de l'étranger. Cette situation ne cessera que lorsque les débiteurs auront, pour payer leurs dettes (règlement des importations, par exemple), transféré à due concurrence une partie de leur pouvoir d'achat à l'extérieur.

Pour simplifier, disons que la réduction correspondante de la demande intérieure dirigera vers l'extérieur une fraction de la production nationale jusque-là vendue au marché interne. Ainsi sera rétabli l'équilibre, à condition bien sûr que la contraction – relative – de la demande interne ne soit pas contrariée. Or, nonobstant la sévérité des « phares de redressement » patronnés par le FMI, l'action de celui-ci commence par aggraver plutôt que par atténuer l'excès de demande interne dû le plus souvent à l'inflation.

Pourquoi ? Quand un pays emprunte au Fonds, il lui « achète » des devises (qu'il lui « revendra » au moment du remboursement). Si le Mexique acquiert dans ces conditions des dollars cédés par le Fonds, celui-ci reçoit en contrepartie des pesos. Le Fonds place immédiatement, sans intérêt, les pesos en fonds d'Etat mexicains. L'effet de contraction interne est compensé. Allons plus loin : si les programme, d'ajustement imposé par le Fonds apparaissent si durs, et le sont en effet, c'est qu'il leur faut d'emblée corriger un désordre supplémentaire créé par l'intervention... du FMI.

A cela s'ajoute une autre raison. Les experts du FMI, fort judicieusement le plus souvent, recommandent à un pays de ne pas maintenir un taux de change surévalué qui entrave les exportations et constitue une incitation à l'importation. Mais tout pays qui reçoit sur plusieurs années des crédits voit par définition sa monnaie artificiellement soutenue.

A Washington, allusion a été faite plusieurs fois dans les couloirs de la conférence aux « besoins » inconnus en liquidités des pays d'Europe de l'Est dont trois sont déjà membres du FMI (Pologne, Hongrie et Roumanie) et deux (Tchécoslovaquie et Bulgarie) ont demandé à le devenir. Cependant, ces besoins ne devraient pas être considérés comme aussi imprévisibles qu'on le prétend.

L'objectif est de parer à tout mouvement de fonds au moment de la levée, qui doit être aussi complète que possible, des contrôles de change. Mais si l'opération est menée avec succès, le renforcement des réserves de change de l'institut d'émission n'aura pas à être répété.

Il est encourageant qu'au cours des deux ou trois dernières années le Fonds se soit orienté vers le déblocage en une seule fois de ses crédits. Son directeur général, M. Michel Camdessus, qui plaide éloquemment, pour les pays ex-communistes, en faveur de réformes économiques et financières radicales et menées sur tous les fronts à la fois, devrait encourager cette évolution.

L'avenir du Fonds monétaire, s'il doit en avoir un autre que subir plutôt que devancer, c'est dans le lancement de plans de consolidation mûrement étudiés et appliqués une fois pour toutes qu'il le trouvera. Qu'il renonce à être le pilier, par nature jamais assez puissant, d'une montagne de dettes.

Notes de lecture

par ALFRED SAUVY

JACQUES MERAUD

Les besoins des Français

Dans le vaste champ des études économiques, il est largement question de production, de consommation, de prix, ainsi que de demande ou, plus timidement, d'offre, mais la notion, si gênante, de besoin subit curieusement une regrettable désaffection.

Inspecteur général de l'INSEE, initiateur et ancien rapporteur général du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), l'auteur se place dans les tout premiers rangs des économistes mondiaux. C'est le texte du vaste rapport au Conseil économique et social qui nous est présenté ici, combien supérieur aux célèbres traités qui ne nous donnent, en fait, que des vues personnelles sur un monde possible.

La définition du besoin, rappelée ici, du « Petit Robert » – « exigence née de la nature ou de la vie sociale » – n'étant pas pleinement satisfaisante, l'auteur n'hésite pas à nous présenter notre monde économique sous tous ses aspects, nous laissant une certaine liberté d'appréciation sur la portée de ce terme.

Après les deux premières parties, qui touchent tous les secteurs et s'attachent aux troublantes divergences internationales, nous passons des aspirations aux perspectives et rencontrons fatalement, presque au premier plan, la santé, secteur dont les besoins gagnent peu à peu le premier rang. La France est le pays où la consommation de médicaments est « de loin » la plus forte.

Le vieillissement de la population, le souci de sécurité et la prise de conscience de ce consommateur de plus en plus exigeant conduisent l'auteur à pousser encore d'audace pour attaquer l'inévitable an 2000, où nous sommes surpris de voir la santé n'occuper que le troisième rang ; c'est ici que joue la possibilité de satisfaire les besoins, tout au moins dans notre régime.

Il était intéressant de mesurer en termes de population professionnelle nécessaire (heures de travail de diverses sortes) les possibilités de satisfaction des besoins exprimés ou évolués. Sur ce point, nous n'avons pas encore pleine satisfaction, ce qui nous laisse espérer de notre grand économiste une étude nouvelle propre à satisfaire nos insatiables... besoins.

► Economica. Paris. 1990. 25,5 cm. 432 pages. 160 F.

WLADIMIR ANDREFF

Economie politique du sport

Une activité de plus en plus intense, maniant des sommes de plus en plus considérables et soulevant diverses questions économiques et sociales. Le professeur de Grenoble, économiste et soviétologue de renom, n'a pu résister au désir de combler cette immense lacune et a rassemblé autour de lui seize collaborateurs (dont deux seulement de Paris, les autres enseignant pour la plupart à Limoges ou Grenoble). Les titres universitaires des auteurs sont donnés, mais non leurs performances sportives.

Difficile, la statistique en ce domaine ; les taux d'adhésion à quelque club ou groupement vont de 6,7 % (INSEE) à 19,0 % (CREDOC). Et combien de pratiquants, non licenciés, rebelles à toute statistique ! Laissée de côté, la querelle traditionnelle sur l'amateurisme, certes de moins en moins vigoureuse, mais cependant propre à attirer l'attention fiscale. Les footballeurs ou cyclistes professionnels attirent certes l'attention plus que les autres, mais combien jouent un rôle économique important sans bénéficier d'aucun revenu, même occulte !

Contestons encore la qualité de travailleur attribuée ici au sportif : le loisir n'est-il pas souvent opposé au travail ? Peut-on considérer la promenade à cheval au bois ou ailleurs comme un travail ? Contester le reproche de tricherie attribué au dopage en évoquant les avantages résultant de la qualité du matériel utilisé ne semble pas plus acceptable, car la question de santé est en jeu.

La faiblesse de la littérature dans ce domaine, la remarquable accumulation de chiffres, difficiles à trouver et le plus souvent bien interprétés ici, nous donnent à espérer une édition nouvelle, où seront à leur tour passés au crible ces commanditaires paisibles et parfois dangereux que sont les spectateurs.

► Dalloz. Paris. 1989. 24 cm. 239 pages. 148 F.

Le Monde des Dirigeants

Directeur financier

550 KF

Paris-Londres

Un groupe international de sociétés de services, leader sur son marché avec plus de 10 Mds de Francs de CA, connaissant une forte expansion, restructure ses services financiers et recherche celui qui saura harmoniser les flux financiers et les éléments d'informations chiffrées en France et à l'étranger.

Garant de ces informations, il animera notamment les services comptables (consolidation) et le contrôle de gestion et jouera un rôle de conseil auprès de la Direction Générale et des filiales dans leur gestion comptable, budgétaire et financière, il participera aux audits de rachat de nouvelles sociétés.

Il maîtrisera les principes de comptabilité anglo-saxonne (un passage en cabinet d'audit anglo-saxon serait apprécié) et généralement l'ensemble des aspects opérationnels de cette direction.

Agé de 35 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, il aura une expérience significative des groupes internationaux. Parfaitement bilingue anglais, il pourra travailler idéalement dans une autre langue européenne (espagnol souhaité).

Contactez Thomas LE CARPENTIER au 49.24.90.00 ou envoyez votre dossier de candidature sous référence TLC 9227 LM à l'adresse suivante :



34 rue Pasquier-75008 PARIS



Filiale d'un groupe français, cette PME (80 pers.) dont le siège se situe en région parisienne, est spécialisée dans les biens d'équipement destinés au Bâtiment et à l'industrie. Notre activité progresse de 20 à 30 % par an et se situe dans un environnement très porteur. Nous recherchons son

DIRECTEUR GENERAL

De formation ingénieur complétée si possible par un cycle commercial-gestion, vous êtes surtout un homme de stratégie et de décision.

Votre large expérience de Manager dans des contextes techniques ou industriels vous donne le recul nécessaire pour diriger la production, la gestion et la commercialisation.

L'autonomie du poste au sein du Groupe, la clarté des objectifs à atteindre et un salaire participatif, sont des éléments qui vous séduiront.

Nous saurons, par notre énergie et nos fortes ambitions être des vecteurs à votre réussite.

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à : EUROMAN - 100, avenue Charles-de-Gaulle - 92522 NEUILLY CEDEX. FAX : 47 22 00 19 en indiquant la référence 5162 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

Directeur Industriel d'une Division Agro-Alimentaire (2,5 MdF, 6 usines).

Ce Groupe est un des grands de l'agro-alimentaire en France. Son activité, diversifiée, se répartit entre ses Divisions. Chacune d'entre-elles agit en autonomie assurant sa recherche, son développement, sa production, ses ventes et bien-sûr sa gestion. Pour l'une, nous recherchons celui qui, auprès du Directeur Général, assumera la Direction Industrielle.

Il s'agit, bien-sûr, d'animer et de superviser l'activité des usines mais aussi, et surtout, d'optimiser les performances en valorisant les hommes, en améliorant l'organisation, en facilitant la communication...

C'est aussi procéder à des investissements (études, propositions, suivi...). C'est innover et gérer pour donner à cet ensemble (hommes, techniques, structures...) la meilleure efficacité possible.

Vous, Ingénieur Généraliste (A. & M., IDN...) après un parcours qui vous a permis de vivre la production au sens large, si possible dans l'agro-alimentaire (contexte où la loi du marché n'est pas un vain mot) vous recherchez, aujourd'hui une responsabilité d'ensemble où vous puissiez exprimer votre créativité, votre rigueur et vos talents d'animateur.

Le poste, proche de la mer, se situe en Bretagne.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MDI 444 M, à notre Conseil SEFOP qui, nous connaissant bien, vous parlera de nos projets.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR D'USINE

Strasbourg 400 KF+

Filiale d'un groupe européen leader sur son marché, notre entreprise (800 p., 1000 MF de CA) connaît une forte croissance grâce aux efforts de la production.

Pour un de nos sites industriels nous recherchons un

Relevant du Directeur Général, vous bénéficiez d'une large autonomie pour diriger et gérer cet établissement (250 p.). Vous animez, coordonnez et contrôlez l'action de vos cadres. Vous participez à l'établissement des budgets, proposez les investissements nécessaires à l'amélioration de la production et en suivez la réalisation.

A 35 ans minimum, ingénieur de formation, vous avez une expérience significative du management, dans une unité de production en continu et si possible de bonnes notions d'anglais ou d'allemand. Vos qualités relationnelles et votre autorité naturelle vous permettront d'être rapidement opérationnel.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru - 75008 Paris, sous réf. 62.3795 LM, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Mercuri Urval

DIRECTEUR D'EXPLOITATION BATIMENT

450 KF

Nous sommes une entreprise de BTP (C.A. 300 MF effectif 650) implantée dans la Banlieue Sud de Paris, filiale d'un groupe de BTP de premier plan.

L'expansion de notre secteur BATIMENT (+ 40% en un an), étant l'un des axes de notre développement stratégique, nous créons le poste de **Directeur d'Exploitation.**

Membre du Comité de Direction, s'appuyant sur les services fonctionnels et la Direction Commerciale de l'Entreprise, vous reporterez directement à notre Président.

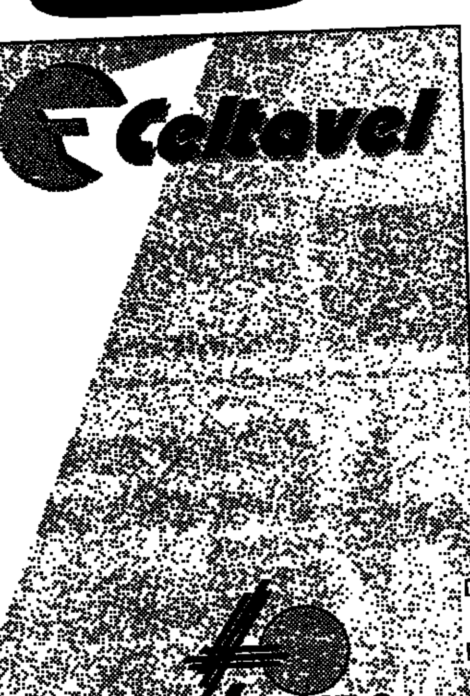
Votre profil :
De formation ingénieur, vous justifiez une expérience réussie de Direction de travaux.
Vous avez le goût des contacts et des méthodes modernes de gestion.
Vous avez de la rigueur et de l'opiniatreté dans la poursuite de vos objectifs.

Nos réelles perspectives d'évolution intéresseront des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 62775 M à : BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX

Chateauneuf du Faou (Finistère) 1,2 Milliards 270 personnes - Groupe UNICOPA recrute son

DIRECTEUR



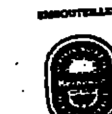
VOUS : 35 ans et plus, de formation supérieure, une forte sensibilité au monde agricole présent et à venir, une solide expérience de direction générale en numéro 1 ou numéro 2.

2 atouts essentiels :
la conduite des hommes, motivante dans la rigueur
la capacité, l'envie et le plaisir de créer un binome performant avec votre conseil d'administration.

NOUS : Coopérative agricole, en fait une importante entreprise de négoce et distribution qui offre produits et services à ses clients pour que ceux-ci optimisent en permanence leur propre productivité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. DC 242 à notre Conseil, la Société LORIANE Résidence Beauchêne 56100 Lorient.

Assurer la direction technique d'une brasserie à Tahiti


Membre d'un groupe aux activités diversifiées : industrie et distribution, la SA Brasserie de Tahiti est fabricant et embouteilleur de **bières et boissons rafraîchissantes sans alcool** pour le compte de marques prestigieuses. L'ensemble de notre production est destinée à la consommation locale. Nous recherchons aujourd'hui notre directeur technique. Rattaché au président du directoire, ce dernier supervise l'activité de deux sites de production, veille à l'amélioration de nos outils de travail, contribue à la mise au point de produits nouveaux et techniques de fabrication. Il est notre interlocuteur privilégié auprès des marques que nous représentons. Ingénieur agro de 30/40 ans, vous avez au moins cinq ans d'expérience à une fonction méthodes, industrialisation ou production. Vous êtes actuellement chez un fabricant de bières/boissons sans alcool, un constructeur de matériel destiné à ces produits (agro-alimentaire) ou une société d'engenierie. Votre savoir faire technique et votre expérience d'animation d'équipes seront les clefs de votre réussite.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature sous la référence 1143.90 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

SECRETAIRE GENERAL

Créer la fonction secrétariat général

L'un des tout premiers groupes de promotion immobilière français (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires) filiale de deux compagnies financières internationales, connaît une croissance très rapide. Pour la gérer, le président directeur général crée la fonction de secrétaire général du groupe. Outre son intervention dans les domaines administratif et du contrôle budgétaire pour lesquels il met en place un système fiable d'information et de procédures, il traite lui-même l'ensemble des problèmes juridiques, fiscaux et du contentieux de l'entreprise. Il est l'interface avec les actionnaires et assure la relation avec les banques. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure juridique (docteur en droit, IEP + licence de droit) c'est avant tout un homme de culture juridique, rompu à la pratique du droit dans l'entreprise, et au travail avec les avocats français et étrangers. L'expérience de la fonction administrative et juridique dans un secteur proche de l'immobilier est nécessaire ainsi que la pratique courante de l'anglais et de bonnes notions d'espagnol. Fréquents déplacements en France et à l'étranger. Ecrire à M. GALOPIN en précisant la référence A/S8519M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38.** (PA Minitel 36.15 code PA)



هكذا من الأصل



Le Monde des Dirigeants

BANQUE

Directeur Informatique

PARIS CENTRE

Notre banque de taille moyenne en pleine expansion recrute, pour son Service Informatique (DEC, IBM), son Directeur Informatique.

Directement rattaché à la Direction Générale, vous aurez pour mission:
- l'organisation et la supervision des systèmes d'information en fonction des orientations de la banque,
- la conduite et le pilotage des nouveaux projets informatiques,
- l'optimisation de l'existant (Applicatif, Exploitation, Système),
- la gestion des hommes et des moyens,
- la conduite des relations avec les prestataires extérieurs.

Agé de 35 ans environ, de formation Supérieure Scientifique (X, Centrale, ENSIMAG...), vous possédez une expérience significative dans une fonction similaire (sur site DEC ou IBM), acquise impérativement en milieu bancaire ou financier. Possédant un excellent sens technique, vous êtes rigoureux et pragmatique mais vous avez su aussi, par votre sens des relations humaines, affirmer un style de management basé sur la communication et la concertation.

La pratique courante de l'anglais est souhaitable.

Vous pourrez vous épanouir et évoluer dans un contexte technique et humain de haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil Aline KONOP sous référence KB5.

CAP SESA SELECTION
Tour Mattei, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

MacGREGOR NAVIRE

Nous affirmons notre leadership mondial sur un marché en mutation et en croissance (équipement de manutention maritime).

Suite à une promotion à l'intérieur du groupe, nous recherchons notre

DIRECTEUR FRANCE + Pays associés

Rattaché au Directeur de Division en Suède, vous agirez sur un territoire important en véritable patron. Dans une structure foncièrement internationale et très opérationnelle, vous serez responsable d'une équipe pluridisciplinaire technico-commerciale (Ingénieurs d'affaires, Chefs de projets, BE, Acheteurs) et financière.

A 35 ou 40 ans, ingénieur de formation, vous bénéficiez d'une expérience réussie comme Directeur Commercial dans le secteur des biens d'équipements (base hydraulique/mécanique). Le milieu MARITIME vous est familier. Vous souhaitez franchir une nouvelle étape en qualité de Directeur Général dans un groupe très international (anglais courant) qui vous donnera les moyens de vous développer. Les conditions proposées sauront motiver des candidats à fort potentiel. Poste basé PARIS OUEST.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 Paris, sous référence 42.3659 LM, précisée sur la lettre et l'enveloppe.

Mercuri Urval
Executive Service

CONTESSE

Directeur Administratif et Financier

Voilà 25 ans, nous débutions dans l'exploitation et la gestion d'installations thermiques. Depuis, notre activité s'est fortement développée, pour être aujourd'hui avec 1 500 personnes et un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs, le premier groupe français indépendant dans notre domaine. Poursuivant notre croissance, nous avons des projets ambitieux de développement.

Rattaché au Directeur Général, vous assurerez la gestion comptable, fiscale, sociale et financière de la société. Vous dirigez et animez une équipe de 35 personnes comprenant également le service informatique. A votre rôle d'homme de gestion s'ajoute celui de conseil (juridique, financier, contractuel). Vous serez, par vos compétences, un interlocuteur efficace vis-à-vis des différents partenaires impliqués dans le développement du groupe. Auprès des Directeurs de Filiales, auxquels vous apportez appui et conseil, vous êtes celui que l'on consulte et écoute.

Pour vous, une formation supérieure de gestion (HEC, ESSEC, ESCP, etc.), une expérience d'une dizaine d'années (acquise si possible dans le secteur des services), la pratique courante de la langue anglaise et de belles perspectives d'évolution dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CAF 550 M à SEFOP, notre Conseil qui, nous connaissant bien, vous parlera de nos projets.

SEFOP
11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

RESPONSABLE PERSONNEL FRANCE

Société exploitant un réseau de Télécommunications mondial, employant 3000 personnes réparties sur les cinq continents, recherche pour son Siège Administratif à Paris le Responsable Personnel France.

Ce poste recouvre l'ensemble des fonctions liées à la gestion de 500 personnes (essentiellement Ingénieurs et Cadres): formation, paie, législation sociale, études salariales et relations sociales.

Vous serez chargé de mettre en œuvre une politique de gestion prévisionnelle du personnel et de développer les outils d'analyses correspondants (logiciel Ressource) dans un contexte international de haute technologie.

Ces responsabilités seront confiées à un professionnel,
- de formation supérieure,
- possédant une expérience d'une dizaine d'années dans la fonction Personnel, acquise de préférence dans un environnement international,
- maîtrisant parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (avec prétentions) sous référence 77385 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra. Confidentialité assurée.

MÉDIA-SYSTEM

Directeur Industriel

FRANCE **TEXTILE**
600.000 ± - 800.000 F MAXI

Leader mondial de la Communication pour le recrutement des Cadres de haut niveau, nous cherchons le Directeur Industriel de la Filiale Française d'un important Groupe Textile International. 3 à 5 ans d'expérience minimum de la fonction et pratique de la sous-traitance. Anglais.

Nous invitons les personnalités intéressées à consulter immédiatement les spécifications détaillées et confidentielles concernant le poste et l'entreprise sur le Minitel avant de nous adresser leur dossier de candidature : **Minitel 36.15 code ICA** (taper 5 et **Envoi** pour rubrique **Ingénieurs et Cadres**).

Après consultation, adressez tout courrier sous référence Minitel correspondante à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris.

Si vous n'avez pas accès au Minitel, adressez vos cordonnées ou carte de visite à I.C.A. sous réf. Mref3, qui vous fera parvenir les spécifications précitées.

I.C.A. Executive Search Newsletter
NEW YORK PARIS

Région Clermont-Ferrand
Entreprise d'équipements électriques pour véhicules et industries
(CA 60 MF - 130 personnes)
recherche son

Directeur Général
400 KF/an

A 40 ans environ, vous avez une formation d'ingénieur et une solide expérience de Direction de PME.

Excellent gestionnaire, vous fixerez les objectifs à atteindre et veillerez à leur réalisation, tant au niveau commercial, qu'études et production.

Analyser, prévoir, convaincre et décider... autant de rôles que vous assurerez dans le cadre du développement de notre société.

Vous animerez une équipe d'encadrement, au sein de laquelle qualités relationnelles, sens des responsabilités et esprit de décision seront indispensables.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 6049, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

Carré Turenne

Le Monde des Juristes

Juriste
Convention Collective - Secteur Santé et Social

Notre Fédération Professionnelle du secteur associatif sanitaire et social à but non lucratif gère une convention collective nationale du travail. Notre notoriété repose sur une cohérence et une efficacité acquises à travers la diversité des établissements hospitaliers et services adhérents qu'elle réunit (1500 établissements sanitaires et sociaux - 140 000 salariés). Nous recherchons un Juriste.

Responsable d'un service de 2 personnes, sa mission principale en matière de Convention Collective sera de participer à l'information des différents membres sur l'évolution de la réglementation et d'aider à la définition des orientations qui seront retenues en matière de politique salariale et conventionnelle...

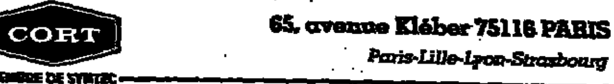
Il sera capable d'élaborer des études et de préparer les supports servant aux négociations auxquelles il participera. Il interviendra activement en tant que conseil auprès des organismes gestionnaires, établissements et services adhérents.

Il fera partie de l'équipe de Direction.

De formation supérieure : maîtrise en Droit Privé, avec une spécialisation en Droit Social, il aura acquis à 30-35 ans environ une expérience similaire.

Le poste est à pourvoir à Paris et implique des déplacements.

Notre conseil Pascale Puybonnieux vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3390



CORT
65, avenue Kléber 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg
MEMBRE DE SYNTEC

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

ROYAL CANIN, *groupe leader en Europe de l'aliment sec pour chiens, présent dans 35 pays, 1,4 milliard de CA, 1000 personnes, recherche*

Le Directeur

de l'un de ses 8 centres de production situé entre Nimes et Montpellier.

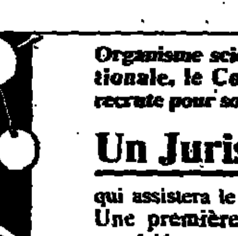
A 40 ans environ, vos missions sont très larges : management des hommes, D.G., gestion des coûts, gestion de la qualité, des achats, des investissements...

Vous n'êtes pas nécessairement un ingénieur de formation, mais vous avez une très bonne expérience de directeur d'usine dans le Sud de la France.

Vous êtes innovant, communicant et vous pratiquez un management participatif et décentralisé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Marie MAY CONSULTANTS
42, rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



Organisme scientifique reconnu à l'échelle internationale, le Commissariat à l'Energie Atomique recrute pour son Siège à Paris

Un Juriste BAC + 5

qui assistera le responsable du bureau des assurances. Une première expérience professionnelle serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature CV + lettre sous référence LM 2304 à : M. ROCAMORA,
Chef du Bureau des Assurances / CEA
31, rue de la Fédération
75752 Paris Cedex 15.

La Filière Matière Grise
cea



Juriste d'Entreprise

Présent en Europe, en Amérique et en Asie, MATRA TRANSPORT est aujourd'hui leader mondial sur le marché des métros automatiques légers.
Le développement de nos activités, ainsi que l'importance de nos contrats nous incitent à recruter un juriste d'entreprise.
Votre mission sera variée : vous aurez l'entière responsabilité, sur les marchés Français, de la négociation et de la rédaction des contrats industriels. Vous participerez à l'élaboration des contrats internationaux. Vous aurez également un rôle d'expert juridique auprès de tous les services de la société.
De *formation juridique supérieure (maîtrise ou 3e cycle de droit des Affaires)*, vous possédez une expérience de 3-5 ans, si possible dans les travaux publics ou l'ingénierie. Vous maîtrisez l'anglais parfaitement, et vous avez de bonnes connaissances en espagnol.

Poste basé à Paris; avec de nombreux déplacements en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. JE/CL à MATRA TRANSPORT - Direction des Ressources Humaines - 48/58 rue Barbès - 92120 Montrouge.

MATRA TRANSPORT

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

JURISTE SOCIAL

Débutant ou première expérience

La Direction des Ressources Humaines d'une importante entreprise des secteurs tertiaires étoffe ses structures et offre un poste intéressant et formateur à un Jeune Juriste Social à fort potentiel.

Il aura pour mission :
- d'assurer l'application de la législation du travail (contrats, accords collectifs...)
- de participer à la conception et à la mise en place des projets de développement social en relation avec les principaux responsables concernés (accord d'intéressement, aménagement du temps de travail...).

Ce poste permet à un candidat disposant d'une solide formation en droit social (maîtrise, DESS, CELSA...) *de participer à la politique sociale de l'entreprise et de s'intégrer à une* équipe dynamique et motivée.

Poste grande ville Ouest.

Ecrire sous réf. 20 B 1794-0M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIP ANEL

TOTAL

1er groupe français d'énergie, 52 000 personnes, plus de 500 filiales, présent sur les 5 continents dans les domaines du Pétrole, du Gaz et de la Chimie, recherche pour son secteur ***EXPLORATION PRODUCTION*** :

JURISTE D'ENTREPRISE

expérimenté

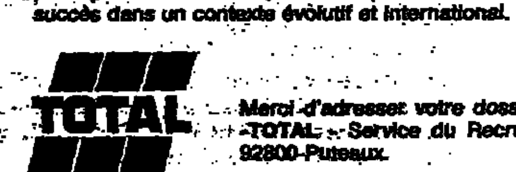
Vous négocierez et rédigerez les contrats au plan national d'abord, puis, à terme, international.

Vous assurerez également un rôle important de conseil auprès des managers opérationnels.

A 30/35 ans environ, votre formation de juriste (Doctorat en Droit, DEA Droit des Affaires), votre connaissance du droit anglo-saxon, votre pratique courante de l'anglais, vous ont permis d'acquérir une solide expérience (5 ans minimum) en entreprise.

Basé à Paris, votre poste pourra impliquer des missions à l'étranger et, le cas échéant, une expatriation.

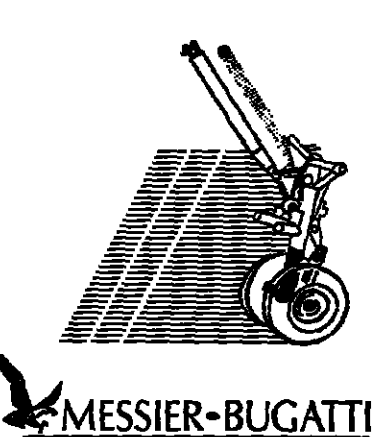
Votre professionnalisme, votre autonomie et votre sens de la réalisation seront garants de votre succès dans un contexte évolutif et international.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence M 07 à TOTAL - Service du Recrutement - 24 cours Michelet, La Défense, 92800 Puteaux.

DESIGN

CADRE FISCALISTE



MESSIER-BUGATTI

UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

L'un des grands spécialistes mondiaux des trains d'atterrissage et du freinage, 3200 personnes, CA 2350 MF, recherche pour son unité de MONTROUGE (92) prochainement transférée à VELIZY (78) :

Vous êtes chargé des déclarations fiscales de la Société, de l'évolution de la législation fiscale, de la mise en place des procédures correspondantes.

Vous devrez intervenir comme conseil fiscal lors de l'élaboration de contrats.

De formation fiscaliste, vous possédez une première expérience de 2 ans dans ce domaine, une bonne pratique de la langue anglaise.

La taille du GROUPE SNECMA permet de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence FG/ME à - GROUPE SNECMA - Direction de l'encadrement - 2 Bld du Général Martial Valin - 75724 PARIS CEDEX 15.

GROUPE SNECMA, UN ESPACE POUR CREER

CONTESSE

Juriste international

Au sein du service juridique, • vous assurez la préparation et la rédaction de la réponse aux appels d'offres de service de lancement de satellites; • vous participez à la négociation des contrats et vous en suivez l'exécution jusqu'au lancement.

A 30/35 ans, titulaire d'un diplôme supérieur de Droit acquis en France (DESS, DEA, Doctorat) ou dans un pays anglo-saxon, vous justifiez d'une expérience de 5 ans en qualité de juriste international (cabinet ou entreprise).Vous avez pris part à des négociations contractuelles de préférence pour des produits ou services de hautes technologies.

Parfaitement bilingue français-anglais, éventuellement trilingue, vous êtes disponible pour de fréquents voyages internationaux à partir de notre siège d'Evry (Paris Sud).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous références DAF/90.20 M à Arianespace, Service des Relations Humaines, Boulevard de l'Europe, BP N° 177, 91006 Evry Cedex, France.

Arianespace
Première Société Commerciale de transport spatial




SPECIAL DROIT, Bac + 4 / 5

Le dénominateur commun

Jeune diplômé, vous pouvez dès aujourd'hui acquérir une formation et une expérience informatiques passionnantes à la GIE, Direction des Systèmes d'Information des AGF, un des tout premiers groupes français d'assurances. Alors, si vous avez avec nous le talent et le goût de l'action pour dénominateur commun... contactez-nous vite, nous sommes faits pour nous entendre! La GIE, est en effet responsable de l'ensemble des systèmes d'information du groupe.

***La formation spécifique rémunérée à l'analyse-programmation de 4 mois** que nous vous réservons va vous permettre de découvrir l'informatique dans des conditions exceptionnelles. Très opérationnelle (langages de programmation, analyse organique...), cette formation technique dispensée par des informaticiens de haut niveau comporte une phase "projet" en fin de stage.*

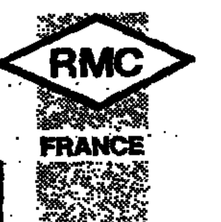
A son issue, vous intégrerez une petite équipe de projet (5 - 8 personnes) où vous mettrez en pratique vos acquis. Puis, vous évoluerez en fonction de vos compétences et de vos centres d'intérêt, au rythme de l'évolution technologique et d'une politique de formation continue.

Si vous considérez vous aussi qu'on peut développer son potentiel humain en épanouissant de nouveaux talents professionnels, adressez votre dossier de candidature sous référence M 223 à Dominique Boeuf - Direction des Ressources Humaines - GIE - 92081 Paris La Défense Cedex 11.



GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION
DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION DES AGF





Nous sommes un groupe spécialisé dans la fabrication du béton prêt-à-l'emploi, l'extraction et le traitement de granulats. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour notre Siège à Rungis :

UN (E) JURISTE D'ENTREPRISE (réf.147)

Vous êtes âgé (e) de 25 ans environ, vous possédez un DESS de Fiscalité ou un DEA de Droit des Affaires.

Une première expérience en Cabinet ou en Entreprise vous a permis d'acquérir une bonne *connaissance* du Droit des Sociétés et *éventuellement du recouvrement de créances.*

Vous pratiquez la micro-informatique.

Votre mission sera d'assister notre Responsable Juridique dans la gestion du secrétariat juridique des sociétés de notre Groupe (75 sociétés au 31 décembre 1989) : constitutions, convocations, tenue des Assemblées, absorptions, fusions, etc...

Notre Groupe offre de réelles possibilités d'évolution à un (e) candidat (e) de valeur.

Si ce poste vous intéresse, adressez-nous un C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et de vos prétentions :

Jean-Louis YZEBE - RMC FRANCE
2, rue du Verseau - Silic 423 - 94583 RUNGIS CEDEX

Bleu

L'ECUREUIL ENRICHIT SON RÉSEAU

Notre stratégie dans la perspective du grand marché européen de 1992 exige une diversification des activités du réseau.
Dans ce contexte passionnant, le CENCEP (Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance) recrute un :

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Vous contribuerez à l'élaboration et à l'adaptation de la réglementation ainsi qu'aux **montages juridiques** concernant les établissements du réseau.

En particulier, vous les conseillerez sur la définition et sur l'application du droit des sociétés et des groupements.

Vous avez valorisé votre formation juridique supérieure (3ème cycle ou équivalent - Droit des Affaires) au cours d'une expérience significative dans un cabinet de conseil juridique ou dans une holding.

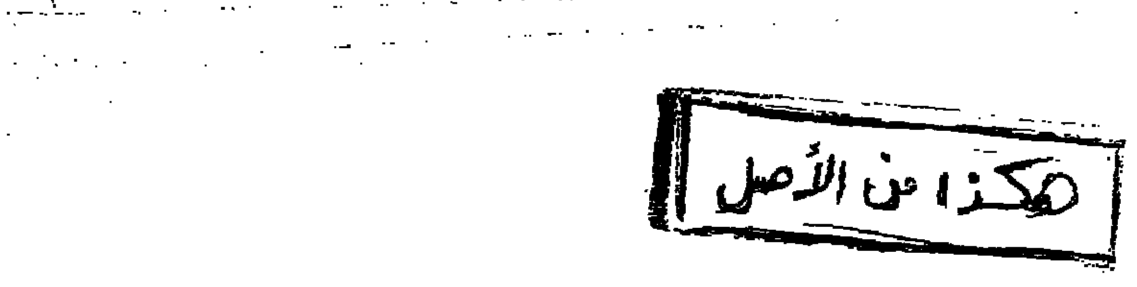
Vous avez une bonne connaissance du mécanisme de la création d'entreprise et des notions fiscales et comptables.

Vous maîtrisez une langue étrangère, l'anglais de préférence.

CENCEP

Pour nous rencontrer, nous vous remercions d'adresser votre candidature au CENCEP - Jacky Gauvin - 29, rue de la Tombe Issoire - 75014 Paris

NC communication



هكذا من الأصل

Le Monde des Juristes

Grand Groupe International (Filiales Françaises CA > 6 Mds de F), prestigieux dans le secteur des produits de grande consommation recherche son

Tax Manager

Il aura pour mission de suivre et mettre en place la politique fiscale du groupe en France, procéder à l'optimisation et aux restructurations nécessaires, réaliser le reporting et les déclarations pour le compte d'un groupe à forte croissance où la fiscalité est valorisée et les missions très variées et formatrices.

A 28/35 ans, titulaire d'un 3e cycle spécialisé en fiscalité, d'un DJCE, d'un DECS ou équivalent ou diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts vous avez acquis une expérience d'au moins quatre ans de la fiscalité au sein d'un grand groupe international ou d'un cabinet important. Vous êtes dynamique, imaginatif, aimez le travail en équipe et êtes prêt à vous investir sur le long terme au sein d'un groupe où de réelles possibilités d'évolution existent. Vous parlez évidemment couramment anglais.

Contactez **Antoine Goldschmidt** au (1) 42.89.30.03 ou adresser votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Tax & Legal**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. AG5591MO.

MP
Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

LBW

CONSULTANT EN DROIT DE LA CONCURRENCE

Vous disposez d'une bonne expérience du Droit de la Concurrence acquise en Entreprise, en Cabinet ou dans l'Administration.

Familier de la lutte contre les pratiques anti-concurentielles, vous pensez que les entreprises, à la veille de la création du grand marché européen, devront avoir recours à un Consultant/Auditeur sur ces sujets.

De formation supérieure et d'âge indifférent, vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière.

Venez exprimer vos talents au sein d'une importante fédération d'entreprises (Paris) dans un secteur en développement. Des déplacements en province sont à prévoir.

Envoyez lettre de candidature avec CV et prétentions sous référence PC 1583 à JOURCEF, 108 rue Saint Honoré - 75001 Paris qui transmettra.

Discrétion absolue assurée

JURISTE DROIT SOCIAL

Participez à l'évolution d'une profession

Notre organisation professionnelle du secteur des services, située à Paris, a mission d'aider ses adhérents à s'adapter aux évolutions de leur secteur d'activité, notamment en les conseillant en matière sociale.

Nous recherchons un juriste en droit social. Rattaché au délégué général, il assurera une fonction de consultant vis-à-vis des fédérations nationales et des sociétés adhérentes, et aura un rôle actif de recueil d'informations, de documentation, d'animation de commissions professionnelles.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (3è cycle en droit social), parlant anglais, vous possédez une expérience probante acquise en entreprise.

En outre, la réussite à ce poste ainsi que son évolution impliquent de posséder le goût pour la gestion, qualités de rigueur, d'imagination et de contact.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous la référence 403/748 à Françoise BARSI

centor — 26, rue Henri Monnier 75009 Paris

PARIS 42 85 15 53 LYON 78 89 37 18 MULHOUSE 89 32 29 26

JURISTE D'ENTREPRISE

Ce holding de sociétés industrielles réalise un chiffre d'affaires de 1,3 milliard.

Vous serez en charge de tout ce qui concerne le Droit des sociétés, tant pour le holding que pour ses filiales : Secrétariat juridique, contrats commerciaux, contentieux, etc ... vous serez également responsable de la gestion du patrimoine et des assurances.

Votre formation universitaire est de niveau maîtrise en droit des affaires, DESS ou diplôme de juriste d'entreprise. Votre expérience, de l'ordre de 3 à 4 ans, se situe en cabinet et/ou entreprise, idéalement dans une structure de type holding.

Une pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand est indispensable.

Hugues RIEDINGER vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3322A/M, à BOSSARD CARRIERES 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

B BOSSARD *Carrières*

Images & Caractères



GROUPE MORNAY, CAISSES DE RETRAITES ET DE PREVOYANCE

(1900 salariés) à Paris 12ème (proximité Gare de Lyon) recherche, pour sa

Division DOCUMENTATION–INFORMATION

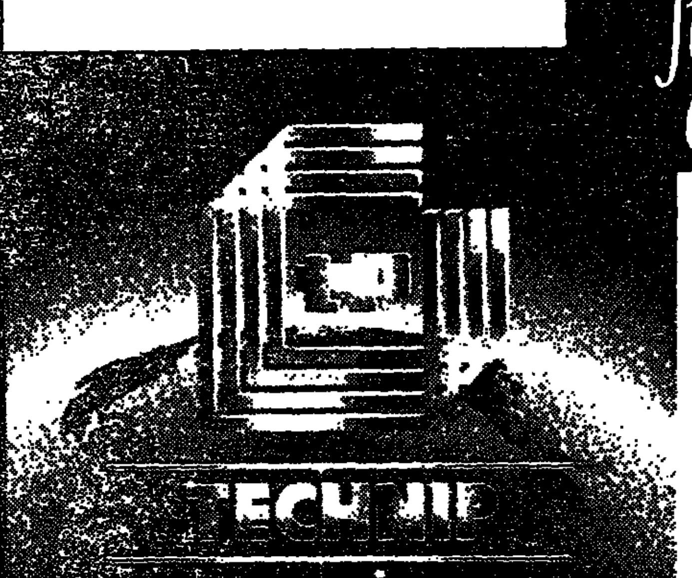
JURISTE DOCUMENTALISTE

pour un contrat d'un an

Vous avez une formation en droit privé commercial (Maîtrise, DESS) et une expérience d'assistance-conseil d'entreprise.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à GROUPE MORNAY, Madame DE LARDEMELLE, 5 à 9 rue Van Gogh, 75591 Paris Cedex 12.



MEDIA-SYSTEM



Juriste de contrats

Vous souhaitez intégrer une entreprise largement ouverte sur l'international et dont le champ d'action est à la mesure des évolutions récentes du monde industriel.

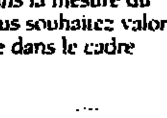
TECHNIP, premier groupe français d'ingénierie (CA 6,3 milliards de F), vous offre cette opportunité.

Rattaché(e) au Responsable de notre Département Contrats, vous assumerez un double rôle opérationnel et de conseil qui associera étroitement :
- l'élaboration des contrats et l'implication dans les négociations
- le suivi juridique des affaires et le traitement du contentieux.

Titulaire d'un diplôme de droit de 3e cycle et, dans la mesure du possible d'une double formation (IEP, ESC...), vous souhaitez valoriser *une expérience d'au moins 5 années, acquise dans le cadre d'une activité largement ouverte sur l'export.*

Une parfaite connaissance de l'anglais juridique est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. JC à TECHNIP, à l'attention de S. Demarquette, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense.



MEDIA-SYSTEM

Nous sommes une Société de conseil aux Entreprises

Nous délivrons immédiatement l'aide utile à la prise de décision de nos clients (Chefs d'Entreprises, Consultants...).

Nous recherchons :

Pour notre Département Juridique :

CONSULTANTS spécialisés en Droit Privé

- **CONSULTANT JUNIOR, Formation DEA, DESS**
- **CONSULTANT** spécialisé en **Droit des Affaires**, ayant acquis au cours d'une expérience de 2/3 années dans un Cabinet Conseil une bonne maîtrise de ce domaine.

Pour notre Département Droit Fiscal :

CONSULTANTS en Droit Fiscal

Vous êtes titulaire d'un DESS et vous possédez une expérience pratique de quelques années dans ce domaine (Fiscalité d'Entreprise, Conseils, Administration des Impôts, etc...).

Nous vous offrons de participer à notre développement

Adressez votre C.V. détaillé à :
Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société S.V.P. - 54, rue de Monceau
75384 PARIS CEDEX 08



Jeune Juriste

Propriété littéraire et artistique, droit de la consommation vous passionnent ?

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Nous sommes le premier groupe mondial de presse et d'édition spécialisé dans la V.P.C. Dans le cadre de notre développement nous créons le poste d'adjoint au Responsable du Service Juridique.

Vous le secondez sur l'ensemble de ses activités en France. Vous assurez plus particulièrement le contrôle des matériels de promotion, le traitement des réclamations clients. Vous suivez l'élaboration et le suivi des contrats. Vous conseillez les opérationnels dans tous les domaines.

Après une solide formation juridique de droit privé type Maîtrise, DEA, DESS complétée par une expérience de 2, 3 ans acquise en Cabinet ou en Entreprise, de préférence dans le domaine de la V.P.C., vous pourrez donner la mesure de votre potentiel.

C'est votre sens de l'humour et du contact qui vous permettra de vous intégrer très vite à notre équipe.
Le contexte international nécessite la pratique d'un anglais professionnel courant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Francine JAVOY Direction des Relations Humaines - 1 à 7, avenue Louis Pasteur 92220 BAGNEUX.



UNE REUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE

Cabinet parisien d'avocats
recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

35 ans environ, 5 ans d'expérience minimum (formation avocat, conseil juridique, secrétariat général de sociétés) pour secrétariat juridique de sociétés cotées et non cotées, rédaction contrats français et internationaux dans le domaine de la communication.
Bilingue anglais indispensable.
Disponibilité immédiate souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 8903
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

REDACTEUR
Lafarge Coppee
DROIT SOCIAL
istes confirmés
crétaire juridique

GROUPE CIC

LE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS

recherche un collaborateur pour étoffer son équipe des litigieux.

REDACTEUR LITIGIEUX

Vous serez chargé, au sein de la Division des Litigieux :
- d'assurer le recouvrement des créances de la Banque et la défense de ses intérêts dans toute action judiciaire.
- d'entretenir les relations avec divers mandataires de justice.

Vous avez une formation juridique supérieure et une bonne culture financière, 2 à 3 ans d'expérience à un poste similaire dans une banque ou un établissement financier.

Vos capacités d'autonomie et de rigueur, vos qualités relationnelles seront des atouts indispensables pour réussir à ce poste et évoluer ensuite au sein de notre entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae), à Evelyne VERAGEN CIC - Division de l'Emploi et de la Gestion des Carrières - 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

CIC Paris



MEDIAPA



Société spécialisée dans l'assistance aux grands maîtres d'ouvrages recherche pour PARIS

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT INGENIERIE JURIDIQUE ET FINANCIERE

Directement rattaché au Directeur Général Adjoint, vous serez amené à travailler en étroite collaboration avec la Direction Générale et les différentes directions opérationnelles de la société.

Vous aurez pour mission :
- assurer les montages juridiques et financiers de la société et de ses clients.
- conseiller la Direction Générale et les Directions opérationnelles dans tout domaine juridique lié à l'immobilier.
- contrôler, au nom de la Direction générale, la validité des montages juridiques et financiers, particulièrement dans toutes les procédures dérogeant au systèmes général.

Agé de 30 à 35 ans, vous êtes titulaire d'un diplôme en droit (3ème cycle), avez une bonne expérience dans le domaine immobilier et si possible dans les marchés publics ainsi qu'un bon niveau de connaissances en gestion financière.

Des qualités relationnelles et de négociation sont indispensables.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo s/réf. LJF à :

CMP HOMMES & STRUCTURES

90, ave. du Maine - 75014 PARIS

ORC

LAFARGE COPPEE — 30 MMF de CA, 30 000 personnes — nous sommes l'un des leaders de l'industrie française avec cinq grands métiers : ciments, bétons et granulats, plâtres, matériaux et bioactivités.

Aujourd'hui, pour nos activités en Afrique, Amérique Latine, Asie, Pacifique et Centre-Europe, nous recherchons un

assistant juridique et financier

H / F

De formation supérieure école de commerce + droit des affaires, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet juridique anglo-saxon, au cours de laquelle vous avez mis en pratique votre bonne connaissance des problèmes juridiques et financiers, votre parfaite maîtrise de l'anglais et éventuellement de l'espagnol.

En relation étroite avec le Secrétaire Général "Opérations et Développements Internationaux", vous superviserez et assisterez, dans un premier temps, nos unités opérationnelles dans le domaine du droit des sociétés et des affaires. Vous interviendrez également dans l'étude et la réalisation de nos développements internationaux.

Pour cette mission stratégique, vous possédez des réelles qualités de rigueur et d'organisation, et votre ouverture d'esprit vous permet de défendre vos idées avec diplomatie.

Bien sûr, la dimension de notre groupe, sa diversité et son internationalisation, sauront vous offrir de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. AJF/LM à J.M. AULOTTE - LAFARGE COPPEE Service Recrutement 28, rue Emile Ménier - 75116 PARIS.

Lafarge Coppee

Tapez 3616 LAFARGE

MEDIAPA

JURISTE DROIT DES AFFAIRES

Le Groupe CGI, l'un des premiers et des plus performants dans le secteur du Conseil et de l'Ingénierie informatique, recherche un(e) juriste débutant(e) en Droit des Affaires pour renforcer son service juridique.

Une formation supérieure niveau DEA lui permettra d'assister les équipes commerciales dans les négociations contractuelles (concession du droit d'usage de progiciels, prestations au forfait et en régie, accords de partenariat...), de prévenir et d'instruire les litiges commerciaux.

Ce poste requiert le goût des contacts et une bonne pratique de l'anglais.
La connaissance du droit de l'informatique serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous la référence BL/M-5-90, à

CGI INFORMATIQUE
30, rue du Château-des-Rentiers
75640 Paris Cedex 13

CGI

Pour ne pas se tromper de carrière

JURISTE EN DROIT SOCIAL

Rattaché au Chef du Service du Personnel, vous l'assisterez dans les missions suivantes :
— relations avec les partenaires sociaux : — actualisation de la réglementation droit social ;
— applications informatiques en environnement IBM ;
— suivi du budget et du plan de formation, intéressement, participation... ; — gestion des litiges.

Votre formation DESS ou DEA (droit du travail) est assortie d'une expérience minimum de trois ans en entreprise dans une fonction similaire. Votre sens du dialogue, votre goût pour la communication, vos compétences juridiques et votre aptitude à « gérer les urgences » vous permettront d'évoluer au sein de notre entreprise, filiale d'un important groupe, spécialisée dans la distribution de matériel de communication par l'écrit (600 personnes, 22 agences).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence JDS/1405
Groupe PANISSOD.
109, rue de Turenne
75003 Paris.



Société internationale du secteur tertiaire recherche, pour sa direction juridique de Paris :

2 Juristes confirmés

- Droit des Affaires. Bonne connaissance de la fiscalité française.
- Droit du travail. Pratique de la Gestion du Personnel.

Pour ces deux postes, une solide formation (3e cycle, anglais) ainsi qu'une expérience significative en entreprise est demandée.

Secrétaire juridique

Bac + 2 (capacité en Droit, DEUG, DUT), sténo et traitement de texte appréciés. Formation ENADEP et pratique de l'anglais souhaitées. Deux à trois ans d'expérience en entreprise ou en cabinet.

Adresser, sous référence LM9005, CV, lettre et photo à Intuitu Personae, Conseil en Recrutement juridique et judiciaire, 19 av. de Messine, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

IP INTUITU PERSONAE

Breguet

DIRECTEUR JURIDIQUE

Le Groupe BREGUET (C.A. 1,4 milliard de francs – Effectif 220 personnes – Habitat individuel et collectif, bureaux, centres commerciaux, golfs), recherche son **DIRECTEUR JURIDIQUE.**

La fonction: en liaison avec la Direction Générale, il interviendra en tant que conseil auprès des différentes filiales du groupe en matière d'assurances, de gestion des sinistres, de contentieux, de négociations foncières, de contrats commerciaux. Il étudiera et réglera les questions relatives au Droit des Sociétés. Il définira, mettra en œuvre et suivra l'application de normes et procédures administratives et juridiques (contrats types). Il suivra l'évolution de la législation en matière de Droit Immobilier. Dans sa mission, il sera assisté d'une équipe de 6 personnes.

Le profil souhaité: ce poste conviendrait à un candidat d'environ 35 ans, de formation supérieure à orientation juridique ou fiscale et possédant l'expérience d'une fonction semblable, exercée plusieurs années au sein d'une entreprise (Promoteur Immobilier, Banque, Compagnie d'Assurances, Chaîne Hôtelière, Chaîne de la Grande Distribution,...) où il aura pu se familiariser avec les problèmes liés au Droit Immobilier (Code de l'urbanisme, Code de la construction). Des connaissances en Droit Administratif et en Fiscalité seraient appréciées. Ecrire sous Référence 1273 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups – 75012 PARIS.
Discrétion assurée

ORGANISME PROFESSIONNEL RECHERCHE POUR PARIS

JURISTE EN DROIT SOCIAL

disposant de plusieurs années d'expérience au sein d'une Entreprise, d'un Cabinet ou d'un Organisme professionnel.
Formation : maîtrise de droit social ou équivalent.
Une expérience en communication et en formation serait appréciée.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 79725 à CONTESSE, 38, rue de Villiers, 92532 Levallois-Perret cedex qui transmettra.

CONTESSE

Un grand Groupe français de Services ayant un fort rayonnement international, recherche son

Responsable Fiscal Groupe

Paris

Responsable d'un service rattaché à la Direction Financière de la holding, il supervise l'ensemble des questions fiscales du Groupe tant en France qu'à l'étranger.
Il intervient notamment en fiscalité interne pour gérer le régime d'intégration fiscale, mettre en place les schémas d'optimisation fiscale et suivre le cas échéant des contrôles et contentieux fiscaux. Il traite également de la fiscalité des fusions-acquisitions dans le cadre des opérations de croissance externe du Groupe.
Au plan international, il suit le régime fiscal des accords commerciaux, applique les conventions internationales et traite des questions de fiscalité financière en liaison avec les conseillers externes.
A 32/35 ans environ, doté d'un solide bagage fiscal et comptable et nanti d'une expérience complète de la fiscalité française et internationale, acquise en entreprise et/ou en cabinet, vous souhaitez exprimer vos qualités de rigueur et d'imagination fiscale ainsi que votre sens des contacts dans l'environnement d'un groupe en expansion qui pourra vous offrir de réelles perspectives de carrière.
Anglais indispensable.

Contactez **Frédéric Foucard** au (1) 42.89.30.03 ou adresser votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Tax & Legal**, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. FF5655MO.



...ONSULTANT EN DROIT ...LA CONCURRENCE

JURISTE DOCUMENTALISTE

CONSULTANTS spécialisés en Droit Privé

CONSULTANTS en Droit Fiscal

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde des Juristes

INFORMER EN PERMANENCE

Le **DICTIONNAIRE PERMANENT FISCAL**
vous recherche
pour renforcer son équipe.

Vous avez 1 à 2 ans d'expérience pratique, principalement dans le domaine de la fiscalité immobilière.

Vous êtes jeune et titulaire d'un DESS de fiscalité ou équivalent (E.N.I.).

De solides avantages sociaux, un salaire en rapport avec le poste renforceront votre décision de nous rejoindre.

Merci d'adresser *lettre manuscrite*, CV, *photo, prétentions* et enveloppe à votre adresse à la

Direction du Personnel
EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES
19 [illegible] PARIS

CONTESSE



Notre division Vêtements : Rodier, Jenna de Rosnay, Korrigan, Vitos, (3500 personnes). recherche un JURISTE

De formation BAC + 4, vous possédez une bonne connaissance en Droit des affaires et en Droit Immobilier, qu'une expérience en entreprise ou en cabinet vous a permis de conforter.

Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser vos compétences à travers une mission très complète.

Directement rattaché au Directeur du Personnel, vous serez responsable de l'ensemble des opérations juridiques liées à notre réseau de distribution : achat/cession de fonds de commerce, droit au bail, contrats commerciaux, contentieux, secrétariat juridique...

Des contacts réguliers avec le Contrôle de Gestion et le Secrétariat Général du Groupe vous permettront d'assurer au mieux cette mission.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Béatrice GAU sous la référence J.05 - Groupe V.E.V. BP. 88 - 92303 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.

GROUPE V.E.V.



MEDIAPA



SONY FRANCE: 5 milliards de CA, 2000 personnes, leader sur le marché de l'électronique grand public. Le développement constant de notre activité nous conduit à renforcer notre équipe financière et à rechercher 2 *nouveaux collaborateurs*.

CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de l'équipe contrôle de gestion, vous participez à l'ensemble des activités: *reporting*, budget, *analyse des résultats...* ; vous interviendrez également dans le *développement d'un système d'information* et d'aide à la décision: *analyse des* besoins, tests des solutions possibles, développement du système *sur l'outil retenu*, formation des utilisateurs...

De *formation* Ecole de Commerce, DESS ou Maîtrise de Gestion, vous avez une première *expérience en contrôle de gestion (2/3 ans) ou dans une activité d'audit* ou de conseil.

Vous *maîtrisez* l'outil informatique et vous parlez l'anglais. (Réf. 145 CG)

RESPONSABLE DES SYSTEMES D'INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIERS

Au sein des équipes comptables et financières, vous acquerrez une excellente maîtrise des progiciels utilisés: comptabilité générale française et anglo-saxonne, comptabilité analytique et fournisseur,... afin de prendre en charge:
- *le développement et la maintenance* des *progiciels*,
- *la mise en place de nouvelles applications*,
- la fiabilisation et la décentralisation de leur utilisation, en *relation* étroite avec les utilisateurs et la Direction Informatique.

De formation type MIAGE, ESC ou ESSID, vous souhaitez vous impliquer dans des *projets informatiques comptables et financiers. Vous avez de préférence une* expérience similaire.

La connaissance des produits Mac Cormack and Dodge serait un atout.

Vos qualités d'organisateur et de créativité vous permettront de réussir dans cette *mission et d'évoluer à terme au sein de notre entreprise.* (Réf. 146 RS)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, en précisant la référence du poste *choisi à Eric Bastard*, SONY FRANCE, *Direction* des Relations Humaines, 15 rue Floréal, 75017 Paris.

MEDIA-SYSTEM





CONSEIL EN INVESTISSEMENT

Banque d'Affaires et de Gestion, filiale d'un Groupe *français prestigieux opérant* dans le domaine du luxe et des services, connaissant un développement important de son activité de gestion de patrimoine.

Nous recherchons un *homme ou une femme* à fort *potentiel désirant rejoindre une* banque privée offrant un service de qualité à une clientèle de prestige.

Au sein du Département de la gestion privée, vous conseillerez une clientèle fortunée *sur tous les aspects de son patrimoine*: *financier*, *immobilier*, professionnel.

Vous avez *entre* 30 et 35 *ans* et disposez d'une expérience d'au moins cinq ans dans *le domaine de la gestion de* fortune *soit dans une* Banque soit *dans un* Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal réputé.

La rémunération offerte est très attrayante et il existe de réelles possibilités, à court *terme, de management de filiales en province.*

Merci d'écrire ou de téléphoner à Stephen Raby Singer Associates, sous réf. 1916.

RECRUTEMENT FINANCIER
27, RUE MARBEUF 75008 PARIS TELEPHONE 47 20 40 46

Steco *"la Batterie Rose"*

LA COMPAGNIE FRANÇAISE D'ELECTRO-CHIMIE est, en France, l'un des leaders sur son marché (CA 540 MF, 2 usines, 1000 personnes), position confortée par son avance *technologique et une politique* de *communication originale. Nous recherchons* un

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Adjoint du Responsable Contrôle de Gestion et assisté de 2 personnes, vous aurez la responsabilité de l'exploitation des résultats industriels, (sous système COPICS), de *l'élaboration des budgets de production* et du suivi des stocks. *Vous participerez à l'amélioration des procédures de contrôle* des coûts de l'entreprise.

A 26 ans environ, diplômé d'une grande école de Commerce, vous aurez acquis de solides connaissances comptables et une première expérience de 1 à 2 ans du contrôle de gestion en milieu industriel. Débutant, vos stages dans ce domaine sont significatifs.

Outre vos compétences techniques, rigueur, maturité, sens de la communication faciliteront votre intégration et votre évolution ultérieure au sein d'un environnement performant et novateur.

Poste basé à 90 km Sud Paris - 35 km Nord Orléans.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. E226M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité

Carré Turenne

Ernst & Young Conseil

Le goût des voyages ?

Partez à la découverte du 1er **Réseau Européen de Voyages** (900 agences, 35 pays, 12 MdF de volume d'activités) qui recherche actuellement

2 Auditeurs Internationaux Confirmés

Vous devrez assurer - essentiellement à l'étranger - des missions globales d'audit : • organisation administrative et comptable, • audit de fonction, • audit opérationnel.

Vous aurez un rôle important de conseil auprès des directions opérationnelles et vous participerez aux décisions prises par la Direction Financière Internationale.

Diplômés d'une Grande Ecole de *Gestion* + DECS, vous avez 2 ans d'expérience de l'audit. Vous maîtrisez *impérativement* l'anglais et une 3ème langue européenne.

Le poste basé à *Levallois*, exige évidemment de très nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre candidature à - C.I.W.L.T. - Direction du Recrutement - 14 *rue d'Athènes*, 75009 PARIS.



Wagons-lits Tourisme

Notre important groupe du secteur tertiaire poursuit son développement.
Nous ouvrons un nouveau poste pour un(e) :

JEUNE ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

ESC, Maîtrise de gestion ou équivalent avec de préférence une première expérience

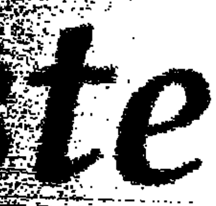
Il/elle sera chargé(e) de travaux de contrôle, d'analyses (marges), de synthèses (tableaux de bord) et d'études pour analyser l'évolution de certains postes.

Il/elle aura aussi à développer des outils d'analyse et participer à des études diverses.

Le poste est basé à Paris 8e.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. 885 M à Chantal DHERBIER PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.









Trésorier Adjoint

Présent en Europe, en Amérique et en Asie, MATRA TRANSPORT est aujourd'hui leader mondial sur le marché des métros automatiques légers (VAL).

Un marché où les enjeux financiers sont à la mesure de l'importance et de la durée de nos contrats.

Vous serez responsable de l'élaboration des prévisions et du budget de trésorerie, ainsi que du reporting auprès de la direction. Vous aurez pour première mission la mise en place d'un suivi de trésorerie par projet.

De formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous êtes débutant ou doté d'une première expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. TA/CL à MATRA TRANSPORT - Direction des Ressources Humaines - 48/56 rue Barbès - 92120 Montrouge.

MATRA TRANSPORT

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

SUD OUEST

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Entreprise de vente de produits industriels, dynamique et performante (CA. 450 MF), rattachée à un Groupe de tout premier plan, recherche son Directeur Administratif et Financier.

C'est un opérationnel, bon organisateur, maîtrisant parfaitement la mise en oeuvre de l'outil informatique et ayant une bonne ouverture aux problèmes comptables et de gestion.

Il animera les services Informatique, Contrôle de Gestion, Comptabilité et Administration Générale. Il jouera un rôle majeur au sein du Comité de Direction et il fera progresser l'ensemble des systèmes d'information afin que ceux-ci soient constamment à la mesure de la progression de l'entreprise.

Nous recherchons un candidat Grande Ecole de Gestion ou Ingénieur (+ formation complémentaire en gestion), ayant environ 10 ans d'expérience, sachant s'adapter au dynamisme et à la polyvalence d'une PME ainsi qu'à la rigueur d'un Groupe.

Ordre de grandeur de rémunération : **350.000 F +**

Ecrire sous réf. 20 A 1833-0M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Nous sommes une PME performante spécialisée dans l'Edition de revues et d'ouvrages professionnels (80 collaborateurs, 65 millions CA).
Notre développement se poursuit à rythme rapide par lancement de nouvelles publications et rachats d'entreprises.
Nous recherchons un :

Directeur financier

A 28/30 ans environ, une école supérieure de commerce, option Comptabilité/Finance, ou une Maîtrise de gestion, vous avez une expérience de 5 ans dans une fonction similaire ou dans le contrôle de gestion.

Vous participerez à l'établissement des budgets à court et moyen terme, contrôlerez la gestion financière, gérerez la trésorerie, mettrez en place des outils de contrôle et de reporting, piloterez les bilans et situations intermédiaires.

Ce poste technique et hautement relationnel nécessite une personnalité ouverte et battante.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence A 04.26 à Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FAVEREAU CONSULTANTS

Société de gestion, filiale d'un Grand Groupe du secteur tertiaire, recherche un

JEUNE ATTACHE DE DIRECTION

chargé de l'étude des investissements et du suivi actif des participations financières.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (Gestion - Finances) justifiant d'une connaissance approfondie des techniques institutionnelles juridiques et financières acquises soit chez un **investisseur**, soit dans un **cabinet d'audit**, et possédant un pragmatisme à toute épreuve.

Homme de contact, il aura vocation à représenter la Société dans différentes instances et sera l'interlocuteur de ses partenaires financiers. Les qualités personnelles et professionnelles du candidat lui permettront de contribuer efficacement à la gestion et à la création de supports d'investissements.

Des aptitudes à communiquer et à négocier, des qualités d'analyse et de synthèse sont indispensables pour réussir dans ces fonctions offrant de réelles possibilités d'évolution.

Anglais indispensable. Poste basé à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : **300.000**

Ecrire sous réf. 20 A 1845-0M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



- 5.000 personnes
- 15 unités de production
- CA 2 milliards de Francs
- Leader européen du collant
- Filiale de SARA LEE CORPORATION, 1er groupe mondial dans son secteur

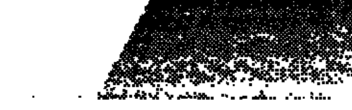
Manager financial planning *

Intégré (e) au Département Finances, vous occuperez une fonction autonome et valorisante vous permettant de débuter votre vie professionnelle.
Vous êtes attiré (e) par la planification et l'analyse financière, vous parlez l'anglais couramment... venez rejoindre un groupe international ; vous travaillerez en collaboration avec nos correspondants américains et serez en contact fréquent avec nos différentes directions.

De formation Supérieur de Commerce ou DESS Comptabilité Finances, vous êtes mobile et évolutif (ve). Poste basé à AUTUN.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions + photo) à notre conseil. CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon sous réf. LP/D96PR. Tél.: 80.31.60.75.

* Responsable de la planification financière

DIJON - PARIS  LYON - BESANCON

COMPTABILITE - GESTION

CONTROLE ET CONSEIL

UN TREMPLIN POUR UN POSTE OPERATIONNEL

Une entreprise de 6.000 personnes, ayant 35 Centres de Profits en France, et rattachée à un Groupe de tout premier plan, offre un poste formateur à un jeune ESC + DECF, ayant une première expérience en cabinet d'expertise comptable ou d'audit ou en contrôle interne.

Interlocuteur des Directeurs des Centres de Profits et de leurs services comptables, il aura un rôle de contrôle et de conseil dans des domaines variés : contrôle des procédures, révision des comptes, gestion, trésorerie, fiscalité, ...

L'expérience qu'il pourra ainsi rapidement acquérir lui permettra d'évoluer vers des responsabilités opérationnelles au sein d'un des Centres de Profits.

Poste à Paris.

Déplacements courts en province.

Ecrire sous réf. 20 A 1832-0 M.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



CONSOLIDATION DES COMPTES

En raison de l'expansion du Groupe SUEZ, nous recherchons un Cadre qui pour l'ensemble d'un secteur d'activité précis (Banque, Assurance ou Industrie) aura à assurer les responsabilités suivantes :

- le conseil et éventuellement l'assistance en matière de principes comptables,
- le maintien de relations permanentes avec la direction financière et comptable de ces sociétés,
- l'organisation des procédures de consolidation pour ce secteur.

Pour mener à bien cette mission, vous avez :

- une expérience de 3 ans au moins dans un grand cabinet d'audit ou dans une entreprise,
- si possible une pratique en matière de consolidation ou un goût certain pour cette activité,
- une bonne connaissance des principes comptables anglo-saxons.

D'excellent niveau professionnel, vous êtes titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (école de gestion, université + D.E.C.S.). Vous avez une grande capacité de travail, un esprit d'équipe ainsi que des qualités relationnelles.

Pour notre part, nous vous formerons avec soin aux techniques de consolidation des comptes d'un grand Groupe international.

Si vous souhaitez saisir cette **opportunité**, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo), sous référence CC/W,
à la **COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ**, Direction du Personnel,
1, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

PLAIN CHAMPS

LE SERVICE DES FINANCEMENTS SPÉCIAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECHERCHE DES

CADRES COMPTABLES *H/F*

Vous mettrez en place des organisations décentralisées.
Dans le cadre du nouveau plan comptable des établissements de crédit, vous assisterez l'implantation de modules de comptabilité dans différents secteurs d'activité financières : cahier des charges, tests, formation des utilisateurs - (en liaison avec des prestataires extérieurs).

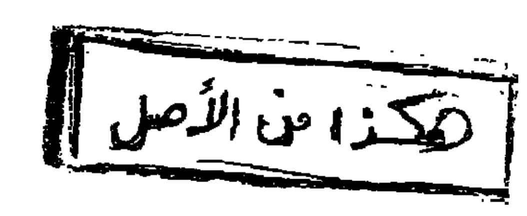
Après un DECS, vous avez acquis 4 ans minimum d'expérience en grande entreprise ou cabinet d'audit où vous avez participé à la conception et à l'implantation de progiciels comptables.
Une évolution vers d'autres responsabilités à moyen terme vous sera proposée.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions, sous réf. CC à Anne LAHAYE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA



Accompagnez le Développement des Opérations D'ingénierie d'une Banque de Taille moyenne à Paris

(financements d'actifs, RES, LBO, etc...)

ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Votre fonction :
- Evaluer la pertinence économique et la faisabilité des projets.
- Assister la Direction opérationnelle dans le montage technique des opérations.
- Participer au suivi des affaires jusqu'au remboursement.

Votre profil :
- Vous avez 30 ans environ.
- Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, Commerciale ou Universitaire 3e Cycle.
- Vous maîtrisez la langue anglaise parlée et écrite et, si possible, une seconde Langue.
- *Vous savez mener une analyse rigoureuse, défendre fermement vos positions mais vous avez aussi le goût du travail en équipe.*
- Vous êtes disponible pour voyager, éventuellement à l'étranger.

Votre expérience :
- Etudes, montage et suivi des dossiers de financements complexes dans une banque, un organisme de financement à long et moyen termes, une Sicomi ou un Cabinet de Consultants.

ANALYSE JURIDIQUE ET FISCALE

Votre fonction :
- Prendre en charge, en liaison avec la Direction opérationnelle, les aspects juridiques et fiscaux des dossiers :
. au stade de l'étude de faisabilité des projets
. au cours de la phase de montage : rédaction d'actes, mise en place des garanties...
. pendant la vie de l'opération jusqu'à son dénouement.

Votre profil :
- Vous avez de 30 à 35 ans.
- Vous êtes de formation juridique et fiscale supérieure, niveau 3e cycle, assortie de connaissances pratiques en matière d'assurances.
- *Vous êtes capable de rédiger en anglais tous les documents relatifs aux opérations.*
- Votre esprit critique et d'analyse se double de méticulosité et vous avez le goût du travail en équipe.
- Vous êtes disponible pour voyager, éventuellement à l'étranger.

Votre expérience :
- Acquise dans des fonctions identiques au sein d'un établissement de Crédit ou dans un Cabinet de Consultants.

Si l'une ou l'autre de ces propositions vous intéresse, adressez lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae et photo sous référence : 4304 à SOURCES 108 rue Saint Honoré 75001 PARIS, qui transmettra.

PATRON DU CONTROLE DE GESTION HOLDING

Pour la Direction Financière et Administrative de Nord-France, l'entreprise généraliste de référence présente dans tous les secteurs de la construction (2700 personnes, 2,2 milliards de CA et 21 filiales).

SINGULIER DANS UNE ENTREPRISE AU PLURIEL

Vous êtes de formation supérieure (Ecole de commerce, Ingénieur + IAE...), vous avez une expérience d'au moins 5 ans du contrôle de gestion en milieu industriel. Venir du BTP est un atoût supplémentaire.

Chez nous, vous évoluez vers une mission plus stratégique qu'opérationnelle : vous devez faire du contrôle de gestion un véritable outil de décision et de gestion prévisionnelle. Conseiller auprès de nos filiales, vous :
• aidez nos Directeurs de travaux à gérer en amont leur activité,
• prenez en charge les opérations d'audit externe à la demande de la Direction Générale.

Vous animez une équipe de 2 collaborateurs. Dans une entreprise internationale, vous maîtrisez l'anglais et l'allemand.

Poste basé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf CGH à Pascale MONNIER - NORD FRANCE - Chemin de la Tourelle - LONGPONT SUR ORGE - 93 310 MONTLHERY





CREDIT MUNICIPAL

Avec vous, pour vous, votre banque.

Dans le cadre d'une dynamisation de nos structures, nous recherchons **3 RESPONSABLES**, basés à Marseille.

SERVICES COMPTABLES (Réf. RCS 44)

Homme de challenge capable de prendre en charge la gestion comptable de notre Établissement, de formation supérieure (Ecole de Commerce + DECS), votre expérience acquise dans le domaine bancaire ou en Cabinet d'Audit vous permet de maîtriser l'outil informatique, ainsi que les problèmes spécifiques à l'exploitation du système comptable dans un établissement bancaire.

EXPLOITATION (Réf. REX 46)

Cadre de Banque confirmé, vous aurez pour mission de développer le fond de commerce existant, d'associations, commerçants, professions libérales et particuliers.

Votre technicité en matière d'analyse financière, votre expérience et vos capacités à organiser et dynamiser une équipe seront les garants de votre réussite.

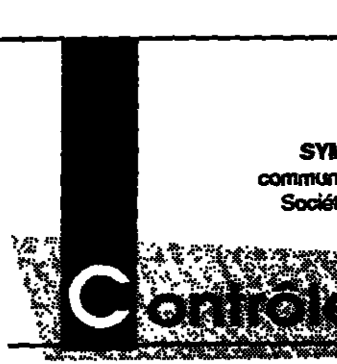
SERVICE CONTENTIEUX (Réf. RC 45)

De formation juriste en droit privé, nous vous confierons l'encadrement et l'animation de l'équipe "Recouvrement et contentieux".

Vous participerez également à l'élaboration de l'analyse des procédures informatiques, afin d'optimiser votre service. Votre connaissance des voies d'exécution si possible en milieu bancaire ne pourra que favoriser votre intégration.

Merci d'adresser votre dossier complet en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil Patricia PERONA - 10, rue Neuve Sainte Catherine - 13007 Marseille, qui nous permettra d'établir nos premiers contacts en toute confidentialité.

patricia perona
conseil en recrutement



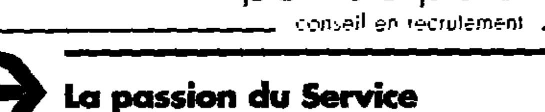
SYMEDIA, la *société informatique des médias et* de la communication, filiale de TELESYSTEMES, *une des premières* Sociétés de Conseil en informatique, dans le cadre de son développement, crée le poste de :

Contrôleur de gestion H/F

A 30/35 ans environ, le diplôme d'une école de commerce option comptabilité-finances en poche ou l'équivalent, vous avez une *première expérience dans le service... et* vous savez associer fermeté et diplomatie, rigueur et curiosité... alors vous nous intéressez. Vous aurez à vous occuper du reporting, des prix de revient, de l'analyse, du contrôle et rendrez compte au *Secrétaire Général. Votre réussite dans ce* poste vous ouvre des portes dans notre groupe.

Merci, si vous vous sentez concerné, d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. et prétentions) sous référence A0504 à notre Conseil, Madame Claude FAVEREAU - FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération, 75015 PARIS





La passion du Service

CGEA

Prestataire de services aux collectivités locales dans les domaines de la Propreté Urbaine et des Transports de Voyageurs, le groupe CGEA (10.000 personnes) appartenant à la *GENERALE DES EAUX recherche* :

2 FUTURS RESPONSABLES ADMINISTRATIFS

AGENCES REGIONALES (PARIS OU PROVINCE)

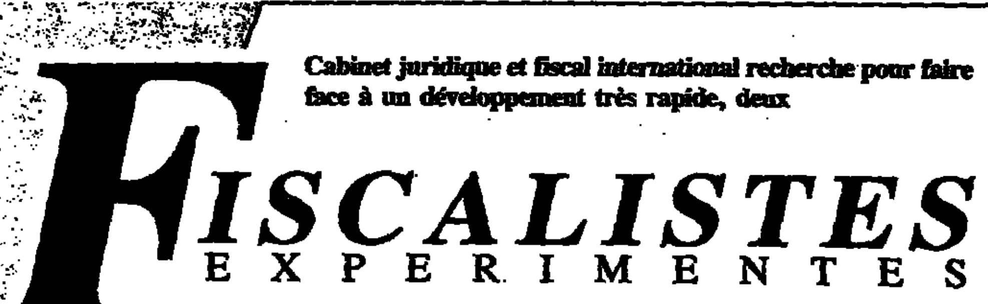
Principal interlocuteur du Directeur Régional, vous aurez pour mission d'assurer avec la collaboration d'une equipe :
- *la responsabilité directe de l'établissement des comptes mensuels, annuels, généraux et analytiques de la région,*
- l'élaboration et le suivi du budget, la prise en charge des paies et des déclarations sociales, et les procédures juridiques et fiscales. Une formation préalable vous sera assurée au sein de la Direction Administrative et Financière de la Holding. Vous avez environ 26-30 ans, une formation supérieure de type Ecole de Commerce ou Gestion et *une expérience de 4 à 5 ans acquise au sein d'un groupe industriel ou de services, dans lequel vous avez été amené* à suivre la gestion de filiales. Méthodique et organisé, vous êtes diplomate et vous savez être à l'écoute des besoins des utilisateurs. Vous recherchez maintenant une réelle autonomie et une diversification de vos responsabilités dans un environnement dynamique, propice à l'initiative et à l'innovation. Anglais courant souhaité. **Réf. 8003 M**

CONTROLEUR DE GESTION

(NANTES)

Vous créerez le poste de Contrôleur de Gestion dans cette filiale de 900 personnes implantée dans l'Ouest de la France. *Rattaché directement au Secrétaire Général*, vous serez chargé de l'analyse des tableaux de bord et de la *mise en place de nouvelles procédures dans les différents établissements. En relation étroite avec les directeurs* des sociétés, vous effectuerez des études en vue de faire des propositions aux services opérationnels.
Vous avez 28-30 ans, un diplôme de type Ecole de Commerce ou Gestion et une expérience de 3 à 5 ans dans le contrôle de gestion, acquise si possible dans une PMI. Vous maîtrisez, bien sûr, les outils informatiques. A votre esprit d'analyse et de synthèse, *votre sens relationnel et votre ouverture d'esprit s'allie le sens du concret et de l'utile*. A terme, votre potentiel doit vous permettre d'évoluer au sein de cette filiale ou du groupe, en France ou à l'étranger. Anglais courant souhaité. **Réf. 8004 M**

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence choisie à notre Conseil **ACTIMAN**, 251 boulevard Pereire - 75017 Paris, qui vous garantit une entière discretion.



Cabinet juridique et fiscal *international* recherche pour faire face à un développement très rapide, deux

FISCALISTES EXPERIMENTES

L'un ayant 3 à 4 ans d'expérience, l'autre de 4 à 5 ans.

Au sein d'une équipe de professionnels dynamiques, vous serez responsable de vos propres dossiers. Dans le cadre de missions variées, vous assurerez le conseil fiscal d'entreprises françaises et étrangères. Vous aurez à faire preuve de pragmatisme pour résoudre les problèmes de vos clients plutôt que de répondre à leurs questions.

Outre vos compétences de juriste fiscaliste, vous pratiquez couramment l'anglais. Votre esprit d'équipe, votre aisance relationnelle et votre forte faculté d'adaptation vous permettront de vous intégrer facilement à une équipe soudée au sein de laquelle vous devrez jouer un rôle moteur.



Adressez votre dossier de candidature à Armand Cohen, F.A.E. International, 2, rue Paul *Cézanne* 75008 PARIS.

LE GROUPE ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD



recherche un

Contrôleur de gestion junior

MAITRISE DE GESTION, ÉCOLE DE COMMERCE

Intéressé par un poste de généraliste PME (Gestion, Trésorerie, Juridique, Consolidation des comptes, suivi des budgets, analyse de rentabilité)

GOUT POUR LA COMMUNICATION, SENS DU DIALOGUE AVEC LES SERVICES COMMERCIAUX D'UNE AGENCE DE PUBLICITE. CONNAISSANCE MICRO INFORMATIQUE (TABLEURS LOTUS, EXCELL)... REMUNERATION 120 à 150.000 KF

Adresser lettre de candidature – CV – photo à Bruno ATHIAS
Société ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD
99/115, quai du Président-Roosevelt - 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.

S.A. D' HLM, gérant 10 000 logements, recherche

SON SECRETAIRE GENERAL

Il sera chargé des affaires générales et juridiques (conseils, *assemblées ...*), de la *mise en place et du suivi du contrôle* de gestion en collaboration avec la direction financière, de la *politique du* personnel... Ce poste conviendrait à une personne de formation supérieure, dynamique et méthodique, ayant déjà une expérience de plusieurs *années* dans le secteur HLM, (construction et gestion *immobilière*).
Adresser C.V. et prétentions à *Monsieur DE NIJS, Les Trois Vallées* BP 104, 94303 VINCENNES Cédex.

Les Coopératives Agricoles de l'Ouest sont en plein développement

NOTRE OBJECTIF :

Faire progresser des coopératives performantes

HEC, ESSEC, SUP. DE CO, AGRO, EC, MSTCF, SC, ECO, DROIT

(débutant ou première expérience)

Si vous êtes intéressé par cet objectif

Adressez-nous C.V., photo et prétentions, sous référence 903 :
CCAOF - BP 6629 - 35066 RENNES CEDEX

Le Monde de la Gestion

La banque d'un groupe industriel de premier plan recherche

Un(e) Exploitant(e) Grandes Entreprises

Au sein de son département bancaire, vous serez chargé de gérer et développer un portefeuille de clientèle d'entreprises du groupe et hors-groupe.
Agé d'*au moins* 28 ans, de formation supérieure HEC/ESSEC/ESCP/IEP ou *équivalent*, vous avez acquis en banque une première expérience de la relation avec les grandes entreprises.
Généraliste, vous avez de réelles compétences en analyse financière, en montage d'opérations de financements et en négociation commerciale.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Contactez **Yves le Levreur** au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. YLL5445MO.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Case Poclain SA recherche pour une de ses unités de production son

Une volonté d'avenir

Contrôleur de Gestion

Oise **280 KF +**

En assurant l'encadrement d'une équipe de 3 personnes, vous serez le responsable financier du site dans un environnement dynamique.
Vous développerez les budgets et le plan stratégique, vous suivrez les actions destinées à améliorer la rentabilité et participerez au développement du reporting. L'identification des risques et la mise en place d'actions correctives seront également de votre ressort.
Agé de 28/35 ans, de formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience de contrôle de gestion industriel. Les perspectives d'évolution sont excellentes pour des candidats à fort potentiel.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contacter **Ralph Crockett** *au (1) 45.53.26.26 ou* adresser CV + photo + tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 30 bis rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. RC5065MO.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Nous sommes un Groupe Banque/Assurance de premier plan. Dans le cadre du développement de notre Service Financier, nous sommes amenés à rechercher un



RÉSORIER H/F

Vous avez déjà une expérience d'entreprise, du FRONT ou BACK OFFICE de salle de marché, ou vous êtes diplômé d'une École de Commerce ou de Gestion. Vous aurez en charge la gestion de la Trésorerie : Suivi des certificats de dépôts, Sicav de trésorerie, comptes bloqués.

Une bonne pratique de l'outil Informatique serait un plus.

Ce poste est basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., sous référence 1964 à TED, 36, rue Petit, 92110 CLICHY, notre Conseil qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
AUDIT ET CONSEIL
recherche à Lyon pour son activité
AUDIT

MANAGERS

Agé de 27 à 32 ans, diplômé d'une grande école commerciale, scientifique ou équivalent, vous êtes attiré par des missions d'audit et de commissariat aux comptes auprès de grandes entreprises internationales, nationales ou régionales exerçant des activités diversifiées.

Fort d'une expérience réussie de 5 à 7 ans en cabinet, vous avez le goût de la *performance*, des qualités de rigueur et un sens réel des contacts humains.

Vous souhaitez **rejoindre les 150 professionnels** exerçant en région Rhône-Alpes et vous impliquer dans un ***environnement international de haut niveau***.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo, ambitions et prétentions, à Pascale MENEAU - ERNST & YOUNG - 16, rue Professeur Depéret 69160 Tassin.

Carré Turenne

Importante banque régionale recherche dans le cadre de sa *stratégie de développement* son

Adjoint au Directeur des Comptabilités

Centre Est **170 KF+**

Créant cette fonction vous participerez activement à la définition et *mise en place de procédures administratives et financières et au* développement de circuits comptables concernant le hors bilan. Vous seconderez le Directeur pour le fonctionnement et l'animation *du service d'une dizaine de personnes et serez l'interlocuteur* privilégié des autres directions et des agences.
De formation supérieure en comptabilité (type DESCF), âgé d'environ *30 ans*, vous possédez *une 1ère expérience réussie* en banque ou en audit financier. Doté d'un sens aigu de l'organisation vous avez le goût du management et de la formation. Votre réussite dans cette fonction vous permettra d'évoluer rapidement vers des responsabilités élargies au sein de cette banque.
Contacter **Florence Couraud** au 78.28.16.04 ou adresser votre CV + photo + lettre man. + rém. actuelle à **Michael Page Rhône-Alpes**, *19 rue de l'Arbre Sec*, 69001 LYON, sous réf. FC354MO.

MP
Michael Page Rhône-Alpes
"Nos spécialistes recrutent vos Spécialistes"

FISCALISTE

Pour renforcer notre équipe, au sein d'un groupe international, en relation étroite avec le Directeur du Département :

* Vous assurerez l'établissement de toutes les déclarations fiscales et,
* Le reporting pour la commission bancaire.

Vous avez une formation **DECS *ou équivalent***, de bonnes connaissances en comptabilité et *micro-informatique et un* bon niveau d'anglais. Candidat à fort potentiel, vous possédez une **première expérience réussie** dans un environnement anglo-saxon.

Ce sont les atouts indispensables pour réussir à évoluer au sein de notre groupe.

Adresser votre dossier de candidature, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 4360/MO à l'attention de M. Lonhienne, 74 rue de Bercy, 75012 Paris, qui transmettra.

BANQUE HERVET

La Banque HERVET recherche

Organisateurs h/f

Confirmé en organisation, votre expérience bancaire vous pousse désormais vers une Banque à taille humaine et aux activités diversifiées.

Pragmatique, ouvert, vous désirez évoluer dans un contexte de large autonomie.
Votre goût pour les contacts humains complète vos qualités de rédaction et de synthèse. Une bonne connaissance de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Bénédicte GUIBOURG, Banque HERVET, Division de la formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf. M18ORG

L.B.W.



Un siège social, 3 usines, 400 MF de CA, filiale du Groupe de la Cité, nous renforçons notre contrôle de gestion et recherchons :

1 RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION
2 CONTROLEURS DE GESTION SENIORS

NOTRE RESPONSABLE :
Son challenge : La mise en place d'un véritable contrôle de gestion et l'animation d'une équipe de 3 à 4 personnes.
Son profil : environ 35 ans, de formation supérieure de type ESC, une expérience tant du contrôle budgétaire qu'industriel, un sens aigu des **relations** et de **l'organisation.**
Il sera rattaché directement à la Direction Générale et sera membre du comité de Direction.

NOS CONTROLEURS DE GESTION SENIORS :

- 1 contrôleur de gestion siège
- 1 contrôleur de gestion industriel.

Leur profil : Des candidats à fort potentiel, de formation supérieure, environ 28 ans, ayant la capacité de dialoguer, de conseiller et d'assister les opérationnels en mettant au point des nouveaux outils de gestion.

Vous vous reconnaissez dans ces postes ? Adressez votre dossier de candidature, sous réf. LM/CTR, à : JEUX NATHAN - Service du Personnel, 3/5 av Gallieni 94250 GENTILLY.

CONTESSE



MOTOROLA

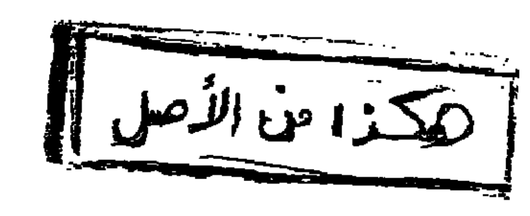
MOTOROLA, 100.000 personnes dans le monde, 3.000 en France, *à la pointe* de l'électronique recherche aujourd'hui pour l'une de ses usines située à **Angers** son :

Contrôleur de gestion industriel

Vous aurez à préparer des plans par *produit, par activité*, pour cela obtenir les données auprès des responsables, puis les analyser, les présenter à ceux-ci, à la D.G., comparer, analyser les résultats réels, proposer des actions correctives... Vous avez un Diplôme d'École de Commerce, option Compta - Finance, parlez Anglais, *une expérience* d'audit ou de contrôle d'environ 2 ans. A 27 ans, vous avez besoin de progresser, vous en avez les possibilités dans notre groupe. Nous *aimons les gagnants qui savent rester ouverts*.



Merci d'envoyer votre candidature (C.V + lettre manuscrite) sous référence A 04 27 à notre Conseil Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération
75015 PARIS



هكذا من الأصل



Auditeurs, mais aussi...

Apple Computer Europe, recherche pour son siège de Paris des auditeurs "non auditeurs".
Pour nous un "non auditeur" connaît le monde des affaires et/ou de l'informatique.
De plus, il possède un solide esprit d'analyse et une expérience de différents secteurs d'activités.
Une personne de qualité, à la fois homme d'idées et d'action, franc, ouvert, motivé et qui fait avancer les choses.
Notre principal objectif : faire de chacun d'entre nous des partenaires Apple. *Ces fonctions dynamiques qui privilégient* l'action, exigent également une connaissance approfondie en finance, en marketing, en informatique et surtout... quelque chose en plus : comme la créativité, la ténacité, la rapidité de réaction et la faculté d'intégrer les idées d'autrui.

Auditeurs internes seniors réf. A/LM

Auditeurs confirmés, vous prendrez la responsabilité de projets en vous attachant aux aspects opérationnels et financiers.
Vous superviserez l'équipe d'auditeurs et participerez à la stratégie de l'entreprise.
Vous développerez vos compétences dans le cadre de missions variées allant du développement de produit à l'étude des prix, de la production à l'analyse des coûts et des achats, à la planification générale et à l'assistance sur le terrain.

Auditeurs des systèmes d'information seniors réf. IS/LM

Auditeurs confirmés, vous prendrez en charge l'analyse de l'efficacité de nos centres de calcul, de la sécurité de l'environnement informatique et de la cohérence de nos systèmes de développement.
Vous mettrez en place et utiliserez des techniques d'audit assistées par ordinateur et formerez les utilisateurs à ces méthodes.

De formation supérieure (DECS, MBA ou équivalent), vous possédez une expérience d'au moins 8 ans dans les domaines de la finance, du marketing ou de l'informatique. Bilingue anglais, la connaissance d'autres langues européennes est un atout.
Ces postes impliquent des déplacements en Europe et aux Etats-Unis représentant 50% de votre temps.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en anglais sous la référence du poste choisi à MABLE JENKINS,
Apple Computer Europe Inc., Le Wilson 2, Cedex 60, 92058 Paris La Défense, FRANCE.
Apple, le logo Apple et Macintosh sont des marques déposées



Apple

CURRICULUM

Cabinet Audit International

Cabinet membre de l'un des tout premiers réseaux mondiaux d'Audit et de Conseil recherche

Auditeur Senior

diplômé d'une grande école scientifique, commerciale, ou équivalent, fort de deux à quatre années d'expérience en cabinet d'audit ou de commissariat aux comptes.

Auditeur Junior

diplômé d'une grande école scientifique, commerciale ou équivalent, vous souhaitez vous orienter vers l'audit financier.
Vous avez le goût de la performance, le sens des responsabilités, vous êtes prêt à relever le challenge dans un cabinet en très forte expansion.

Rejoignez des équipes motivées et dynamiques dans nos bureaux de ***Paris, Lille, Lyon, Marseille, Strasbourg***, où vous seront proposés des interventions auprès d'une clientèle *nationale et internationale*, une politique de formation *interne, un soutien réel dans la préparation des examens* professionnels, des opportunités de carrière en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M1050 à Nathalie Duhart qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés
Executive Selection
3 av. Percier
75008 PARIS
C&L

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

LE GROUPE THOMSON : UN TREMPLIN POUR VOTRE CARRIERE

Appartenant aux plus grands groupes mondiaux de l'électronique, nous réalisons 70 % de notre CA au niveau international. Une organisation largement décentralisée en France et à l'étranger est à la base de cette réussite. Dans ce contexte, nous vous proposons de conduire des missions majeures en tant que

AUDIT OPERATIONNEL/CONSEIL

Vos responsabilités opérationnelles couvrent le diagnostic, l'audit et le conseil à caractère exceptionnel au niveau du groupe et de son intérêt général.

L'importance et la diversité de vos missions, le haut niveau de vos interlocuteurs (cadres dirigeants) justifient nos exigences. De formation grande école ou universitaire, vous possédez une première expérience d'environ 4 ans du conseil pluridisciplinaire ou de l'Audit dans un cabinet ou dans l'industrie. Vous maîtrisez bien sûr une langue étrangère, de préférence l'anglais.

Réussir cette mission vous offre un double avantage : être connu et reconnu des principaux décideurs et évoluer à court terme vers des postes de direction en France ou à l'étranger.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle)
à notre Siège Social : **THOMSON** - Véronique DELAMARRE - 92050 Paris la Défense - Cedex 67.

HCAP

THOMSON

Adjoint Assistant de Gestion

PECHINEY recherche pour son département Composants et Systèmes - CA 3,2 MMF ; 7 200 pers. - un Adjoint Assistant de Gestion

A 28 ans environ, diplômé d'une grande école de gestion, ou d'ingénieur (complété par une spécialisation en gestion/finances), vous possédez une première expérience industrielle et maîtrisez l'anglais courant.

Au sein de la direction administrative et financière du Carbone Lorraine, vous interviendrez plus particulièrement dans le reporting du département (contrôle budgétaire, analyse des coûts...) et les travaux de synthèse (plans, budgets, investissements...).

De plus, vous prendrez également en charge des missions *spécifiques et des études économiques dans les Sociétés du Département.*

Rigoureux et méthodique, vous alliez à votre sens de la communication, un réel intérêt pour la micro-informatique.

Pour ce poste basé à LA DEFENSE, vous acceptez *les déplacements ponctuels en France comme à l'étranger.*

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous réf. LCL 32, à PECHINEY - Service Recrutement 92048 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 68.



Stages, 1er emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

MEDIAPA

Le PDG d'un Groupe de PME/PMI
situé en Région Centre Ouest recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER



- A 30/35 ans.
- Diplômé d'une ESC option Comptabilité-Finances.
- Titulaire d'un DECS.
- Et avec une première expérience dans un Cabinet Comptable, ou en entreprise

Vous voulez évoluer vers une fonction plus globale en entreprise

MISSION

- Vous encadrez, animez et supervisez 3 Services Comptables
- Vous êtes responsable de la définition et du suivi de notre politique comptable, financière et administrative.
- Vous analysez et justifiez la faisabilité de tout projet de développement.



Envoyez lettre man., CV, photo, prétentions sous réf. DAF à notre Conseil
A l'att. de Catherine BERNARD
Ste EXPANCENTRE BP 1521
45005 ORLEANS CEDEX 1

2e SESSION 1990

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures • dégagés des obligations militaires • libres pour démarrer le 16 juillet 1990.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, **nous vous formerons intégralement** *à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.*

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M145G5, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

Groupe leader dans le domaine de l'**ELECTROMENAGER**
- siège social : environs de Paris (Nord) - recherche

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Après une formation aux spécificités du groupe, il se verra confier à part entière le contrôle de gestion d'un des centres de profit impliquant de nombreux contacts avec les différents services opérationnels : préparation des budgets, actualisation périodique, reporting mensuel (en anglais) destiné à la maison-mère, et participera à d'autres tâches de gestion dans le cadre du service global du contrôle de gestion réunissant une quinzaine de personnes.
Ce poste s'adresse à un Jeune **ESC** ayant une toute première expérience- même courte- du contrôle de gestion, de très solides connaissances en micro-informatique et de bonnes compétences en Anglais.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1307 à :

INTERCARRIERES
5,rue du Helder - 75009 Paris

UN(E) JEUNE CADRE RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES ET "JURIDIQUE"

Maîtrise Droit, Sciences Eco, ou équivalent.
Proche banlieue Est de Paris.

La *filiale française* d'une multinationale en expansion régulière, recherche ce *jeune cadre pour lui confier* la gestion du Personnel (carrières, *rémunérations, avantages*, contrats de travail, etc.), la supervision du service de la Paye, la gestion des dossiers juridiques (assurances, contentieux commercial et général, contrats commerciaux, etc.).

5 à 10 ans d'expériences formation personnel, droit du travail et/ou contentieux général sont nécessaires

Poste d'avenir très autonome, et responsable. Discrétion absolue garantie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV détaillé) sous référence S/1474 à

SELETEC
25, av. du Général de Gaulle
BP303/R9
67009 STRASBOURG CEDEX



ROYAL CANIN, *groupe leader en Europe de l'aliment sec pour chiens, présent dans 35 pays, 1,4 milliard de CA, 1000 personnes, recherche pour son siège situé entre Nîmes et Montpellier*

Un Auditeur interne

Vous avez 28/30 ans, vous êtes issu d'une grande école de gestion, option finance ou contrôle, vous venez de passer 3 à 5 ans dans un cabinet d'Audit International.

Nous vous proposons de devenir l'adjoint du Directeur Financier de la Holding.

Mission principale : Consolidation, audit des filiales et des ets français et étrangers, formation, organisation, supervision en direct des petites unités. Vous serez aussi appelé à intervenir dans diverses missions ponctuelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Marie MAY CONSULTANTS
42, rue Pitot . 34000 MONTPELLIER.

Le Monde de la Gestion

Ingénierie Financière - Secteur Bancaire

FISCALISTE



Cet important Etablissement bancaire régional de l'Est de la France fait partie du groupe C.I.C.. Avec un effectif de 2800 personnes, il intervient sur 10 départements. Dans le cadre du développement de la cellule Gestion de Patrimoine, il recherche un Fiscaliste.

Au sein d'une équipe de spécialistes, il aura pour mission de conseiller nos clients et notre réseau, d'informer et de former nos exploitants. Il interviendra dans des montages financiers spécifiques et dans différentes missions d'ingénierie financière.

Si vous êtes Conseiller Fiscal, Fiscaliste d'Entreprise ou dans la fonction publique, si vous êtes passionné par la fiscalité d'entreprise ou patrimoniale et que vous avez la trentaine, alors rejoignez une banque dynamique et proche de ses clients. Le poste est basé à Nancy.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 41/3019 H à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR BANQUES ET SERVICES
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE · BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Groupe mondial d'origine américaine de plus de 50 000 personnes nous sommes présents dans plus de 50 pays, notre gamme de produits, nos développements et nos investissements humains et industriels sont à la mesure d'une concurrence mondiale.

L'une de nos filiales, implantation stratégique de notre groupe en France connaît une des premières croissance de son secteur et recherche son

DIRECTEUR FINANCIER

350 - 400 KF

Vous êtes directement responsable de l'ensemble des domaines de la fonction - contrôle de gestion et comptabilité, budgets, investissements, trésorerie et administration générale.

Vous animez 12 personnes motivées et ambitieuses qui s'appuient sur une informatique performante. Avec cette équipe et pour une Direction Générale présente et clairvoyante vous contribuez a notre succès : 500 MF actuels, nous atteindrons rapidement près d'1 milliard de francs de CA.

Vous vivez au rythme des produits et du terrain en synergie avec l'ensemble du management, vous êtes *l'interlocuteur de notre groupe*.

Généraliste, de formation commerce-gestion, école française ou MBA, vous avez fait un passage par l'audit et avez, à 30-35 ans, une expérience globale ou partielle de cette fonction dans un environnement international anglo-saxon.

Notre idéal est un homme d'action et de propositions, compétent et pertinent dans ses décisions et ses idées.

Pour un premier contact confidentiel, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DF 1022 à **PUBLIPANEL** - 145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS qui transmettra. Une suite sera donnée à chaque dossier de candidature complet : CV, photo et rémunération actuelle.

PUBLIPANEL

MEDIAPA

HP

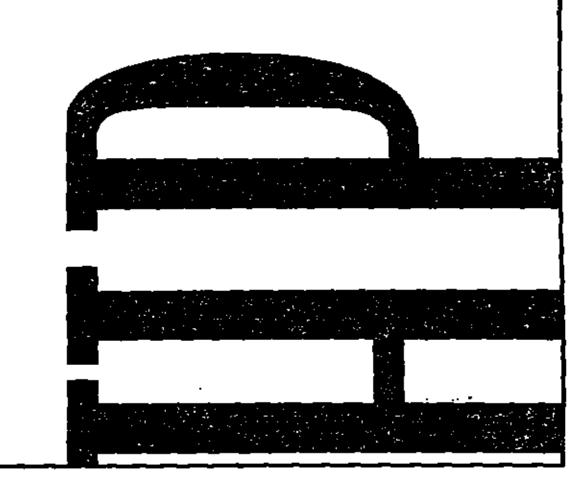
CONTROLEURS DE GESTION SENIORS ET JUNIORS

Rejoindre une équipe de contrôleurs de gestion chez H.P., c'est être un partenaire privilégié du management et participer aux décisions opérationnelles. Dans un environnement de production, vous êtes responsable d'une ligne de produits et garantissez l'intégrité de ses résultats financiers. Votre crédibilité s'appuie sur vos capacités à analyser, anticiper et influencer les interlocuteurs de votre département et des divisions américaines.

Trois postes sont ouverts actuellement sur le site de Grenoble : • deux contrôleurs de gestion séniors pour lesquels, nous souhaitons rencontrer des personnes ayant valorisé leur formation supérieure (IEP, ESC, ...) dans une entreprise internationale. • un poste d'assistant contrôleur de gestion, qui conviendrait à un débutant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Service Recrutement - Hewlett Packard 38053 GRENOBLE CEDEX 9.

**Vous avez les lettres,
à vous de jouer l'intelligence des chiffres.**



HEWLETT PACKARD

Responsable Trésorerie

Paris **250/300 KF**

Un groupe de haute technologie, leader dans son domaine avec 3 Mds de Francs de CA, recherche pour son siège, l'animateur de la trésorerie.

Il devra mettre en place une organisation et un système de gestion complets pour la trésorerie groupe. Outre la supervision de la gestion au jour le jour, il devra analyser et améliorer les coûts bancaires et les paiements en devises.

Par ailleurs, il établira des plans d'investissements et trouvera les moyens de financements adequats. Il devra être capable de proposer rapidement des montages financiers pour d'éventuelles acquisitions.

Agé de 25/30 ans, le candidat recherché est diplômé d'une école de commerce et bénéficie de plus de 3 ans d'expérience opérationnelle de trésorerie de groupe, en banque ou en entreprise. Il doit faire preuve d'autonomie et de professionnalisme pour profiter d'une possibilité d'évolution rapide en management. L'anglais courant est exigé.

Contactez Antoine MORGAUT au 49.24.90.00 ou envoyez votre dossier de candidature *sous référence AM 9239 LM à l'adresse suivante :*



34 rue Pasquier-75008 PARIS

Controller

Paris **320 KF**

L'une des premières entreprises françaises en termes de rentabilité et d'exportation, cette société leader dans un secteur de pointe connaît une croissance externe importante et recherche celui qui saura conseiller et contrôler ses filiales françaises et étrangères.

Véritable bras droit du Directeur Financier, il aura à développer le contrôle de gestion par projet et l'analyse des coûts par départements. Après une expérience très concrète du métier, il développera la mise en place de la méthodologie de reporting des filiales françaises et étrangères dont il assurera le suivi. Il saura s'imposer comme le conseil privilégié des filiales tout en vérifiant la cohérence des informations chiffrées.

Agé de 28 ans, diplômé d'une Ecole de commerce, il justifie d'une solide expérience dans un groupe international, de préférence dans l'univers des services ou de la haute technologie, à un poste d'audit ou de contrôle. Un passage dans un cabinet d'audit serait apprécié pour ce poste qui demande rigueur et détermination mais aussi ouverture d'esprit et diplomatie.

Anglais courant et professionnel.

Contactez Thomas LE CARPENTIER au 49.24.90.00 ou adressez votre dossier de candidature sous référence TLC 9229 LM à l'adresse suivante :

Kamphuis Morgaut
FINANCE

34 rue Pasquier-75008 PARIS

Seconder efficacement notre directeur financier

la Villette

L'Etablissement Public du Parc de la Villette construit et gère le Parc de la Villette et recherche son Directeur Financier Adjoint, chargé de l'Investissement. Interlocuteur de la Présidence, de l'Agent Comptable, des Autorités de Tutelle et du Contrôle d'Etat, il répondra directement au Directeur Financier. Son rôle recouvre tant le contrôle des budgets d'investissement que la supervision des questions comptables. Disposant de bonnes connaissances de la comptabilité publique et d'un fort esprit de synthèse, il devra diriger une équipe de 5 à 6 personnes. Mature et professionnel, à 40 ans ou plus, vous souhaitez vous impliquer dans ce poste à responsabilités dans le souci d'une bonne gestion des deniers publics.
Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions à notre conseil PAUL-EMILE TAILLANDIER 11, rue Jean Mermoz 75008 PARIS, sous la référence 4015IM.



Responsable comptable export

evian

2,4 Milliards de CA, 1500 personnes, une expansion constante sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Fruité, Athlon, et toujours en position de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

BSN

EVIAN réalise plus de 700 MF de chiffre d'affaires à l'export grâce notamment à ses six filiales de distribution implantées en Europe de l'Ouest et en Amérique.

Rattaché au Chef des Services Comptables, vous serez l'interlocuteur permanent des filiales que vous assisterez et contrôlerez sur le plan comptable. Vous tiendrez la comptabilité des clients export.

Vous serez, en outre, chargé de la consolidation des comptes de la société, de la tenue du tableau de bord mensuel, de la réalisation des plans de financement ainsi que des estimés de résultats.

Diplômé d'Ecole de commerce, option comptabilité finance, vous avez acquis au moins deux ans d'expérience de la comptabilité en cabinet ou en entreprise et maîtrisez bien l'anglais.

Ce poste, basé à Evian, très complet et très ouvert sur l'international, préparera votre évolution de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 70 M3 à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé & Millet Conseil

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Derrière nos grands projets en France et à l'Export, l'expertise de nos financiers.



Division Electricité et Nucléaire

La Division Electricité et Nucléaire de Spie Batignolles (4,2 milliards de CA, 6000 personnes), étudie et réalise des projets nationaux et internationaux dans les secteurs de l'énergie, du transport, de l'industrie, du bâtiment tertiaire et du nucléaire. Elle renforce sa Direction Administrative et Financière.

• RESPONSABLE DE FINANCEMENT EXPORT (1re expérience)

Au sein de la Direction Financière de la Division, vous assurez la stratégie de recherche de financements originaux pour nos projets industriels. Nombreux contacts à haut niveau avec bailleurs de fonds français et étrangers, et clients lors de la négociation.

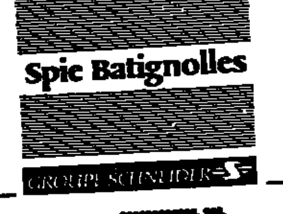
• RESPONSABLE DE TRESORERIE (débutant)

Au sein de l'équipe Trésorerie, votre mission couvre la prévision, l'analyse et le suivi de la trésorerie de nos affaires France et Export. Vous aurez également à assurer des missions d'audit financier notamment dans le domaine de l'évaluation de sociétés.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Maîtrise ou DESS, Ecole de gestion), vous maîtrisez la langue anglaise. Rigoureux et doté d'un réel sens relationnel, vous êtes attiré par un métier près du terrain. Larges possibilités d'évolution au sein d'un grand groupe international. Postes basés à Cergy-Pontoise (accès direct par le RER ligne A)

Merci d'adresser votre candidature à Spie Batignolles, M. Frédéric Guinier, Edison 1, Parc St-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

UN ESPRIT D'ENTREPRISES



MEDIA-SYSTEM

Paris

Directeur financier : poste opérationnel

Comptabilité, gestion, finance, personnel et informatique, vous prenez en charge l'intégralité de la fonction : mise en place de procédures, définition de nouveaux outils... Vous formez vos collaborateurs. Votre patron : le directeur général.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez de 5 à 7 ans d'expérience en audit et/ou en contrôle de gestion. Vous avez une bonne connaissance des mécanismes comptables.

Société de services, 60 MF de CA, nos résultats sont bons et nos objectifs ambitieux.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 20-077 à notre Conseil.



*26 rue de Berri - 75008 Paris. Pour plus d'informations, consultez le 3616 code UGE * ONOMA.*

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

MEDIA-SYSTEM

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RENFORCE SA POSITION DE LEADER SUR LES

MARCHÉS DE CAPITAUX *H/F*

Nous recherchons des diplômés (POLYTECHNIQUE, CENTRALE, MINES, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA...) qui possèdent impérativement des qualités d'entrepreneur, une grande rigueur et une réelle vivacité d'esprit.

Sens et compréhension des marchés sont des atouts majeurs.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe spécialisée dans les domaines à haute technicité des swaps et de l'arbitrage. Ces réelles opportunités d'un métier passionnant et autonome dans un secteur financier dynamique offrant de belles perspectives d'évolution, ne peuvent convenir qu'à des candidats motivés et à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MC, à Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 29, rue Taitbout - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA



NOTRE GROUPE

(17.000 PERSONNES 23,6 MILLIARDS DE CA)

EST LE LEADER MONDIAL DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE.

POUR NOTRE SIÈGE SOCIAL DE VÉLIZY,

Notre Service chargé de la gestion des contrats de retraitement des combustibles irradiés recherche un :

INGENIEUR + 3e CYCLE DE GESTION

Intégré dans une petite équipe de cadres gestionnaires, vous devrez mettre en place un système de gestion pour certains produits issus du retraitement et communs à l'ensemble des contrats de la branche.

Le poste comporte des activités variées :
• suivi des productions, • affectation aux différents clients, • prise en compte des aspects économiques, dans le cadre de chaque contrat.

A la charnière entre les usines et les clients étrangers, vous aurez à utiliser vos compétences techniques et celles de gestionnaire. L'anglais est indispensable.

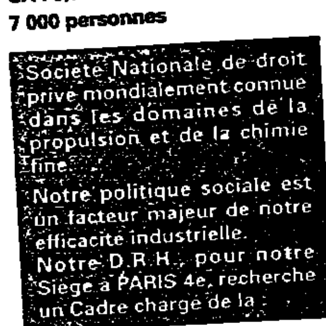
Cette offre est ouverte aux débutants ou 2 ou 3 ans d'expérience.

Merci de faire parvenir lettre manuscrite et C.V., sous référence BR SGC 703 à COGEMA - Groupement du Personnel - 2, rue Paul Dautier - B.P. 4 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX.

SNPE

GESTION DES INGENIEURS ET CADRES

CA : 3,7 Milliards de F
7 000 personnes



• **Rattaché au Responsable du Développement des Ressources Humaines** du Groupe, il mettra en place et fera vivre un système de gestion prévisionnelle des carrières de nos Ingénieurs et Cadres, en participant à la définition de la politique sociale, en concevant de nouveaux outils et en assurant leur fonctionnement en collaboration avec les Directeurs et Responsables des R.H. des 3 Divisions, et en liaison avec les 9 établissements et les Filiales. Il créera aussi, un système et outil spécifique de gestion des Hauts Potentiels.

• **Nous souhaitons** : un Diplômé Supérieur Généraliste - IEP, Universitaire - , si possible avec 3e cycle en Gestion de Personnel (DESS, CIFFOP, etc.), une première expérience de 5 ans environ, dans un poste similaire, acquise en Grand Groupe Industriel ou en Société-Conseil spécialisée. Il parle l'anglais et utilise déjà des systèmes informatiques de gestion. Bon contact, capacités de travail en équipe et d'innovation, disponibilité sont nécessaires et lui ouvriront à terme de nouvelles responsabilités opérationnelles en Division, Etablissement ou Filiale.

Merci d'adresser votre candidature (lette + C.V. + enveloppe à votre adresse), sous la référence SNPE/GIC/LM, à

PARIS
LILLE
LYON
NANCY

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MEDIAPA

UN JEUNE CONSEILLER DE GESTION AUPRES DE NOS ASSOCIATIONS...

Des méthodes originales, une pédagogie active ont donné sa renommée à notre très important Centre de formation.

Les jeunes comme les entreprises du BTP nous témoignent leur confiance depuis de longues années.

Dans des structures comme les nôtres, en plus du contrôle budgétaire que vous allez assurer, vous avez un véritable rôle de conseil auprès d'une quinzaine d'associations concernant : finance, administration, gestion de personnel, informatique, négociations pour les financements, etc.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, si possible complété d'un DECS, vous avez une première expérience de 3/4 ans dans le contrôle de gestion et des connaissances en comptabilité générale et analytique.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 904/6 à notre Conseil - **SODERHU, 36 rue de Lisbonne - 75008 PARIS.**



CONTESSE

Jeune Adjoint au Directeur Financier

Poste à créer Vallée du Rhône

Nous sommes l'un des grands européens du transport de matières sensibles (CA : 1,5 milliard). Nos filiales opérationnelles couvrent toute la France et nous poursuivons rapidement notre implantation chez nos voisins européens.

Pour faire face à notre développement, accroître le support que nous apportons à nos filiales, nous recherchons aujourd'hui un jeune cadre, spécialiste de la trésorerie et du financement.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il prendra en charge les dossiers d'investissement des filiales, montera les systèmes de financement, mettra à disposition les fonds nécessaires. Il gérera la trésorerie et participera activement aux opérations de fusion-acquisition du groupe.

A 28-32 ans, vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion. Vous avez une première expérience au sein de la D.A.F. d'une entreprise importante, en qualité de trésorier ou de contrôleur de gestion et, bien entendu, vous parlez anglais.

Mobile, disponible, vous trouverez dans notre Groupe des possibilités d'évolution de carrière particulièrement motivantes, en France et en Europe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf. 70 83201 M à notre Conseil EQUIPES ET CARRIERES - 4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS.

EQUIPES ET CARRIERES
UNE EXIGENCE LA REUSSITE

Le CREDIT NATIONAL recherche pour son Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises

Economiste Sectoriel

Pour répondre aux besoins internes du CREDIT NATIONAL ou permettre à celui-ci de jouer son rôle de prestataire de services auprès de ses partenaires extérieurs, vous serez amené à rédiger aussi bien des notes de synthèse rapides que des études approfondies, concernant les secteurs de la construction automobile et navale, de la métallurgie et du transport.

Vous apportez :
• une formation supérieure (ENSAE, Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, IEP), complétée si possible par une première expérience dans le domaine des études économiques,
• de bonnes capacités rédactionnelles, le sens de la rigueur et le goût des contacts.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'envoyer une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle au CREDIT NATIONAL Département des Ressources Humaines 45, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

Crédit National



---

un grand
projet
pour
valoriser
votre
expérience
de la
comptabilité
anglo-saxonne

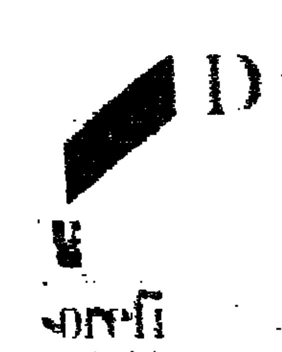
C'est ce que nous vous proposons en rejoignant l'activité grands chantiers de la branche Electricité d'un important groupe pluridisciplinaire.

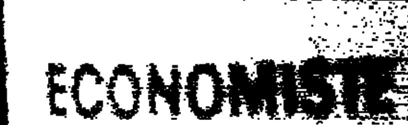
AUDITEUR

Dans le cadre d'un projet d'envergure que nous menons en collaboration avec un partenaire anglais, vous auditez la comptabilité anglaise et validez, à travers le cost control, les résultats dégagés (vérification des écritures, confrontation et cohérence des différents éléments comptables...). A 30/40 ans, vous réussissez dans cette mission avec une expérience de la fonction, une bonne connaissance de la culture anglo-saxonne et un excellent relationnel. Rattaché au responsable du chantier, vous serez basé dans le Nord de la France avec des déplacements fréquents en Grande-Bretagne. La taille de notre groupe vous ouvrira de nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 77130 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM





RESPONSABLE DU MARCHE DES PARTICULIERS

Banque

Rouen - Un établissement financier membre d'un groupe de tout premier plan, et ayant un rôle de conseil auprès du réseau régional recherche son responsable du marché des particuliers. Rattaché au directeur du développement, il prendra en charge la *responsabilité de ce segment* de clientèle dans le cadre d'une organisation par marché. Il participera à la définition du plan d'action régional, à l'élaboration d'outils et de méthodes, et au suivi des actions commerciales. Il assurera la coordination et le soutien des forces de vente régionales. Ce poste conviendrait à un cadre bancaire âgé *de 35 ans, de préférence diplômé de l'enseignement* supérieur (ESC...) ou possédant un niveau équivalent (ITB...) ayant acquis une réelle expérience du marché des particuliers. La rémunération sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la *référence* A/R9723M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

CHARGE D'AFFAIRES

Sicomi

Paris - Une importante Sicomi filiale d'un puissant groupe financier, recherche *dans le cadre de son rapide développement* un chargé d'*affaires. Placé sous* l'autorité immédiate du directeur général, il devra assurer de manière très autonome, le suivi de l'intégralité des opérations depuis leur phase de négociation jusqu'à l'échéance finale du contrat. Ce poste s'adresse à un *candidat âgé de 30 ans minimum*, possédant une excellente formation (ESC, IEP...) et justifiant d'une première expérience commerciale de quelques années, acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier lui ayant permis d'être *en relation avec une clientèle d'entreprises de premier plan. La connaissance du crédit* bail immobilier n'est pas nécessaire. Il devra allier d'excellentes capacités commerciales à un réel sens du risque. La rémunération très attractive sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la *référence* A/R9742M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.** (PA Minitel 36.15 code PA)



LA SOREFI FRANCHE-COMTE recherche son RESPONSABLE DE DEPARTEMENT MARCHES FINANCIERS ET PREVISIONS.

Opérateur de marchés, gestionnaire de portefeuille..., vous possédez une pratique courante des nouveaux instruments financiers et du MATIF ainsi que de solides notions de calcul actuariel. Vous voulez évoluer vers la gestion de bilan bancaire (ALM).

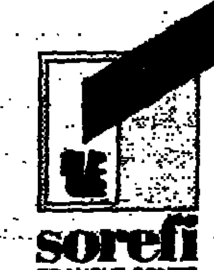
Venez prendre la responsabilité de notre département Marchés Financiers et Prévisions.

Rattaché au Directeur Financier, vous assurerez le suivi du portefeuille titres et de la trésorerie, vous mettrez en œuvre la politique de gestion des risques financiers et superviserez les prévisions d'exploitation.

De formation supérieure, vous avez une bonne connaissance des marchés financiers français et internationaux.

Poste basé à Besançon. Salaire 250 KF et + selon expérience.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions + photo) sous réf. LP/B17LM à notre Conseil CDPA - 52 bd Carnot - 21000 Dijon. Tél.: 80.31.60.75.



ABG-SEMCA

- Toulouse
- 600 personnes
- Systémier Aéronautique
- N° 1 européen du traitement de l'air
- Mécanique de précision.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

A 26 - 35 ans de formation Bac + 4 Ecole de commerce ou universitaire option gestion, vous possédez une première expérience du contrôle de gestion en entreprise ou cabinet.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous élaborez les budgets et analysez les résultats avec les responsables opérationnels.

Vous dressez aussi les tableaux de bord de gestion, commentez les écarts, modifiez et améliorez les règles comptables, intervenez auprès des différents responsables pour mettre en place les actions correctives.

Ouvert rigoureux et constructif, vous serez séduit par la progression de notre entreprise et les possibilités d'évolution offertes. La rémunération sera à la hauteur de vos capacités et de vos ambitions.

Envoyez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 18 rue Lafayette 31000 TOULOUSE, sous réf. 48.3785 LM. (ou télécopiez votre dossier au 61 23 84 47).

Mercuri Urval

CONTESSE

COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE



AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

ECONOMISTE

ANDRA dont la mission est de concevoir, implanter, gérer et réaliser des centres de stockage de déchets radioactifs dans un environnement scientifique de pointe intégrant la notion de Sûreté-Qualité totale, recherche un ÉCONOMISTE. Au sein de la Division Administrative et Financière, *il sera chargé d'élaborer le plan à moyen terme de l'ANDRA* à partir des informations transmises par les différentes divisions opérationnelles en vue de planifier les engagements budgétaires et financiers de l'Agence. Il mènera des études économiques afin de cerner au mieux les différents paramètres permettant de mesurer le coût de certains investissements en particulier ceux à long terme. En liaison avec les autres divisions, il élaborera les documents financiers permettant un suivi rigoureux de conventions contractuelles définies entre l'Agence et ses clients.

Ce poste conviendrait à un candidat (H ou F) âgé d'environ 25 ans, obligatoirement de formation Bac + 5 type ESC, Sciences-Po (section Eco-Fi) *ou maîtrise de gestion + DESS et possédant une première* expérience professionnelle acquise dans un service planification ou étude économique d'une entreprise industrielle.

Ecrire sous réf. 1264 M à GRH Conseils, 43, rue de la Brèche-aux-Loups, 75012 PARIS. Discrétion assurée.

GRH Conseils

Le tourisme, une affaire qui marche...

Responsable Comptable

Pour commencer ...

Nous sommes l'un des principaux groupes français dans les métiers du tourisme et des loisirs, avec 35 filiales en France et à l'étranger et 1 800 personnes. Notre avenir est prometteur. Nous souhaitons accueillir à notre Siège à Paris le responsable comptable du réseau de nos 100 points de vente. Il participe au Comité de Direction et a pour mission la gestion de cette structure à réseau. Il sera chargé, dans un premier temps, de concevoir et mettre en place, avec l'appui d'une équipe de 20 personnes, un nouveau système comptable informatisé. Ses possibilités d'évolution sont importantes. Nous apprécierons ses compétences techniques (DECS au minimum), ses qualités d'organisateur et d'animateur. Venir d'une structure similaire à la nôtre (société à réseau ou à succursales) est un plus.



Nous avons confié cette recherche à notre Conseil qui vous en dira plus. Merci d'adresser votre dossier en précisant vos prétentions au CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris, sous la référence 40.123.

MEMBRE DE SYNTEC

VOCATION MEDIA

SAINT FRERES **Emballage**

Notre filiale d'un important groupe finlandais crée un poste de

CONTROLEUR DE GESTION

formation Ecole de Commerce, maîtrise de gestion + 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel et anglais courant.

Rattaché a la DAF, vous serez intégré pour établir le processus budgétaire, élaborer le tableau de bord, *suivre les réalisations* et analyser les écarts, apprécier la rentabilité des investissements, organiser et aider les opérationnels à maîtriser leur gestion.

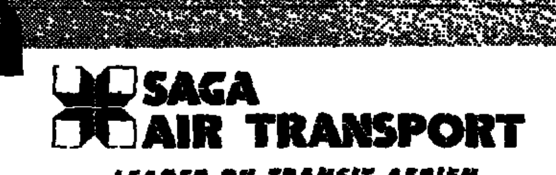
La mission est large, la fonction est vivante et permet des contacts avec l'ensemble des collaborateurs de la Société.

Le poste est basé à Beauval près d'Amiens.

Pour nous rejoindre, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 888 M à Chantal DHERBIER - PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



plein emploi
conseils en ressources humaines
à l'écoute du talent



LEADER DU TRANSIT AERIEN FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICE AU TRANSPORT RECHERCHE

Responsable Contrôle de gestion

28-30 ans

Ecole Commerciale A ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans le contrôle de gestion d'une société de service ou une expérience équivalente dans l'audit.
Rattaché au Directeur d'exploitation lequel dirige egalement la Finance, la Comptabilité et l'Informatique, vous serez responsable de la supervision de la comptabilité (une structure comptable est en place : chef comptable, assistants), de la conception et du suivi des tableaux de bord, de la préparation du contrôle budgétaire (mensuel, etc...), du contrôle interne (respect des procédures, etc...).
Basé à Roissy, des déplacements occasionnels sur les sites de province sont à prévoir. Maîtrise de l'anglais indispensable.
Nous vous remercions de nous faire parvenir votre lettre manuscrite, votre CV en précisant vos prétentions : SAGA AIR TRANSPORT - M. BRICE - BP 10404 - 95707 Roissy Aéroport CDG.

La filiale française d'un puissant groupe britannique multinational (75 personnes, située dans l'Oise), spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits *d'entretien pour automobiles* en France et à l'étranger, recherche aujourd'hui son :

Directeur Administratif et Financier

Rattaché au PDG, en contact étroit avec le Directeur Financier International en Grande-Bretagne, vos responsabilités couvriront : la comptabilité, le reporting anglo-saxon, la finance, les budgets, *l'administration générale, le personnel et l'informatique. Bien* sûr, vous aurez le concours de votre équipe.

La trentaine, DECS ou équivalent, bilingue anglais, vous savez établir un reporting stricte aux normes du groupe, préparer et suivre des budgets serrés. La comptabilité industrielle, la mini-*informatique* et la gestion d'une PME, *vous connaissez aussi.*

Nous rejoindre vous intéresse ?

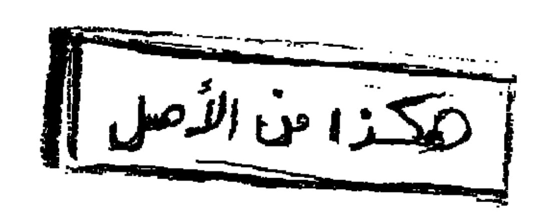
TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser s/réf.M 932 05 votre dossier de candidature, qui sera étudié en toute discrétion.

TEG Ressources Humaines



113 rue de l'Université 75007 Paris

DESSEIN





Directeur du Personnel
Futur D.R.H.

GROUPE DE SERVICES EN MILIEU INDUSTRIEL

Avec plus d'un milliard de chiffre d'affaires, 1100 personnes, notre Groupe développe une politique active de modernisation et de diversification. Pour parciper avec la Direction Générale à l'élaboration et à l'application de la politique sociale de l'entreprise, nous recherchons un professionnel de la fonction personnel. Il devra animer un service d'une vingtaine de personnes, mettre en œuvre une politique gestion administrative et budgétaire du personnel, de formation, d'adaptation des emplois aux différents besoins et d'accompagnement du management dans ses évolutions. Ce poste conviendrait à des professionnels de la fonction personnel, diplômés de l'enseignement supérieur de gestion qui ont réussi durant plusieurs années dans les mêmes responsabilités au sein d'entreprises de taille identique. Habitués à un environnement social et syndical actif, ils possèderont une très grande maîtrise de la technique du métier (gestion administrative et budgétaire, rémunération, recrutement, formation...). Sens de l'organisation, capacité à communiquer et à promouvoir les ressources humaines dans l'entreprise, esprit d'équipe, adaptabilité et sens des responsabilités, autant de qualités requises pour réussir dans ce poste basé en banlieue sud-est de Paris.

Merci d'adresser C.V. + photo à notre conseil PAUL-EMILE TAILLANDIER 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 4010/M.



PME distribuant du matériel de communication d'entreprises, filiale d'un Groupe anglo-saxon, nous connaissons une forte croissance ces dernières années et réalisons 100 MF de CA. Nous créons, à notre Siège à Paris, le poste de

directeur administratif et financier

Avec une petite équipe (dont un chef comptable), vous couvrez l'ensemble des fonctions comptables, financières et administratives (y compris le personnel). Créer des procédures et développer des outils de gestion performants, surveiller de près nos comptes clients et gérer la trésorerie, assumer la responsabilité de l'informatique, est bien votre mission.

Homme d'actions quotidiennes et de réflexion, vous savez mettre la main à la pâte, avez déjà exercé des responsabilités similaires dans une PME et connaissez l'anglais. Vous êtes prêt à vous investir pleinement dans notre entreprise et avez le souci de faire évoluer notre organisation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 6756 LM, à MEDIA PA - 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Professionnel du Contrôle de Gestion
Devenez Expert dans un domaine d'avenir

Professionnel de la gestion dans une grande entreprise ou un cabinet d'audit, vous maîtrisez parfaitement votre métier et souhaitez élargir votre champ d'action. Optimisez l'impact des techniques de gestion en approfondissant leurs conséquences sur les comportements. Découvrez un domaine d'avenir :

La FRONTIERE entre la GESTION et le SOCIAL

et passez de l'Entreprise au Conseil en bénéficiant ainsi d'une liberté d'action et d'un style de vie de type profession libérale.

Vous avez : une formation Grande Ecole, la maîtrise du Contrôle de Gestion ou de l'audit et une expérience de grande entreprise. Vous avez en plus une sensibilité pour le social et la gestion participative et une volonté d'autonomie. Votre âge : 30 à 45 ans.

Nous vous offrons : un travail stimulant de conseil auprès de grandes entreprises leaders sur leurs marchés, l'opportunité de partager l'aventure exigeante de développer un cabinet de haut niveau, une rémunération motivante avec possibilité à terme d'association.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à notre consultant sous la réf. T/FGS à :
RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC — EuroPA



Raymond Poulain Consultants

JEAN LEFEBVRE Ile de France recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE (H/F)

Poste basé à Livry Gargan (93)

Rattaché (e) au Secrétaire Général au sein d'une structure décentralisée de 900 personnes, il (elle) devra assurer, en collaboration avec les autres responsables fonctionnels, la liaison entre la Direction Régionale et les 11 agences et centres travaux qui en dépendent.
Secondé (e) par un collaborateur, il (elle) aura pour objectif l'amélioration de la gestion à court et moyen terme.

SA MISSION :
- Contrôle de la mise à jour et de l'exploitation des états de gestion
- Organisation des méthodes de travail, formation et animation de l'équipe administrative et comptable (30 personnes)
- Centralisation et dispatching des informations liées à la gestion
- Suivi de dossiers administratifs et des problèmes bancaires courants, préparation de la clôture de l'exercice, analyses spécifiques, etc...

SON PROFIL :
- Diplômé (e) Sup. de Co. ou de formation universitaire équivalente (DECS apprécié).
- 2-3 ans d'expérience minimum
- Maîtrise de la micro-informatique (LOTUS, MULTIPLAN)
- La connaissance des procédures administratives du BTP constituera un atout supplémentaire

Merci d'adresser CV + photo + prétentions à P. PIMONT 76, Bd Robert Schuman - 93190 LIVRY GARGAN

JEAN LEFEBVRE

CONTROLEZ NOTRE NOUVELLE IMPLANTATION.

Dropsy Carton

Filiale du groupe franco-allemand Seyfert, nous sommes une PMI autonome (155 pers. - CA 165 MF) spécialisée dans la fabrication de carton ondulé. Nous allons bientôt nous distinguer par des infrastructures neuves et performantes suite à la nouvelle implantation de notre site. C'est dans ce contexte riche et passionnant que nous souhaitons intégrer notre :

CONTROLEUR DE GESTION

Vous dirigez et coordonnez nos services Comptabilité et Informatique, vous veillez à rationnaliser leurs modes opératoires (comptabilité générale, analytique, trésorerie, paie) et développez un système d'étude prévisionnelle et de suivi de rentabilité des investissements.

A 30 ans environ, ESC option finance-comptabilité ou DESS Gestion, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans mini dans une fonction similaire en milieu industriel.

Votre réussite dans cette fonction vous permettra de prétendre à d'autres responsabilités au sein du groupe.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Poste basé à REIMS.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 3230/DRM à notre conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO consultants
REIMS - PARIS - LYON



Groupe Locafrance

Le financement des biens d'équipement des entreprises en crédit-bail, location financière, location avec services est notre métier depuis plus de 25 ans.
Dans le cadre du développement de nos activités internationales, nous recherchons

Responsable Comptable

Rattaché à la Direction Administrative et Financière de LOCAFRANCE INTERNATIONAL, société holding des participations à l'étranger, ses missions consisteront :

- ***dans le cadre de la réalisation des opérations courantes en multi-devises, à :***
  - etablir les règles comptables,
  - assurer la comptabilisation,
  - produire les états réglementaires.
- ***dans le cadre de la gestion des filiales implantées à l'étranger, à :***
  - etablir les règles de consolidation,
  - realiser les liasses de consolidation,
  - produire les etats financiers.

De formation type ESC, plus DECS, avec une bonne pratique de la langue anglaise, une expérience de 3 à 5 ans dans une activité financière ou d'audit, vous aura permis de démontrer vos capacités relationnelles.
Votre réussite dans ce poste pourra vous ouvrir des opportunités dans un groupe diversifié en France et à l'Etranger.

Envoyer CV, photo et prétentions à Michel DUCELLIER - **LOCAFRANCE**
D.P.R.H. - BP 362.16 - 75782 PARIS CEDEX 16.



ADJOINT DU DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Le Directeur des services comptables et financiers de VIA VOYAGES, filiale du groupe VIA GTI, recherche son adjoint. Il aura la direction d'une équipe de plus de 50 collaborateurs pour effectuer la comptabilité d'exploitation d'une centaine de points de vente ainsi que celle des services de production, tous constitués en centres de profit. Il assurera les travaux de consolidation et de reporting et l'établissement du bilan de VIA VOYAGES et de ses filiales. Il gérera la trésorerie, avec ses implications fiscales et financières et il assistera son directeur dans diverses missions d'audit.
Ce poste convient à un diplômé, au moins titulaire du Certificat Comptable du DECS, ayant 3 à 5 années d'expérience dans l'exercice de fonctions et de responsabilités similaires.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo en indiquant rémunération actuelle à A.S. CARME Conseils, sous réf. GE 365, Tour Gambetta 338, 1 square H.-Régnault, Défense 6 - 92400 COURBEVOIE.

AGENCE AAAILLE



NOUS SOMMES UN CABINET D'AUDIT AYANT DES CORRESPONDANTS EN EUROPE

et nous recherchons dans le cadre de notre développement des

CHEFS DE MISSION

Titulaires d'un diplôme d'école de commerce ou universitaire, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 années d'audit et de commissariat aux comptes en cabinet ou en entreprise.

Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activité variés et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilités au sein d'un cabinet qui privilégie la qualité des prestations et des relations humaines.

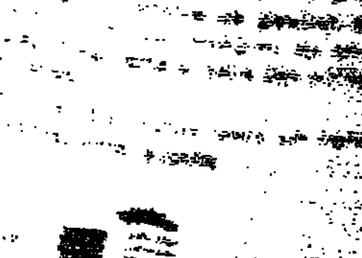
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à :
CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS,
à l'attention de Didier Cardon
15, avenue Carnot — 75017 PARIS



Vous avez une formation supérieure en gestion, une expérience du contrôle de gestion de 3 ans au minimum.
Vous avez un esprit d'analyse développé, de la rigueur et le sens des contacts.
Vous participerez efficacement à l'ensemble des missions de l'équipe du contrôle de gestion que vous renforcerez. Vous concevrez les tableaux de bord. Vous élaborerez les budgets annuels, et vous assurerez leur suivi. Vous développerez la comptabilité analytique.

Merci d'adresser lettre manuscrite ET C.V. à GMFVie Service des RH 27, rue Jean-Goujon, 75008 PARIS

PARIS





Le Monde de la Gestion

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : PREMIERE BANQUE EUROPEENNE 5 700 GUICHETS, 73 000 SALARIES

CHARGES D'AFFAIRES MONTPELLIER

Vous serez chargés du suivi bancaire et du développement d'un portefeuille de clientèle :

ENTREPRISE
Au sein de nos Agences ENTREPRISE-CONSEIL créées depuis 2 ans spécifiquement pour ce type de clientèle, vous assurez la gestion d'un portefeuille de clientèle.
Postes basés à MONTPELLIER, BEZIERS, NARBONNE ou CARCASSONNE. (réf. CAE)

AGRIMANAGER
En relation directe avec l'ensemble de nos Agences, vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos Clients Agriculteurs - Chefs d'Entreprise.
Poste basé au Siège, à MONTPELLIER. (réf. CAA)

PROFESSIONNEL
Vous animez le réseau de Conseillers Professionnels répartis dans l'ensemble de nos Agences, en charge des Clients Artisans, Commerçants, Professions Libérales et Agriculteurs individuels.
Poste basé au Siège, à MONTPELLIER. (réf. CAP)

Pleinement opérationnel grâce à une expérience réussie dans un de ces secteurs, vous avez environ 30 ans, une formation supérieure BAC + 4/5 : dynamisme commercial et esprit de challenge seront les garants d'une évolution rapide et personnalisée vers des postes d'encadrement dans notre Réseau commercial en plein développement.



Merci d'adresser votre candidature (C.V. + prétentions) en précisant la référence et les villes choisies au CREDIT AGRICOLE DU MIDI Département des Ressources Humaines - avenue du Montpelliérais 34970 LATTES - MAURIN.

MEDIAPA

Entrez dans le monde de la Gestion de nos projets internationaux...

EDF Electricité de France

Jeunes Diplômés Ecoles de Commerce

Si vous êtes de formation Gestion et prêt à vous investir pleinement dans votre nouvelle mission, EDF vous offre l'opportunité de valoriser vos compétences auprès de son service Contrôle Interne et Financements Internationaux.

Intégré à une petite équipe dont le rôle est de gérer le plan financier des engagements commerciaux de l'entreprise, vos activités sont multiples ; contrôle budgétaire auprès de la Direction des Affaires Internationales, contrôle de la facturation sur les contrats internationaux et assistance des responsables sur tous les aspects financiers des contrats.

Grande disponibilité, sens des contacts et de la concertation, pratique de l'anglais et si possible de l'espagnol, connaissances des équipements micro-informatiques sont les qualités requises pour assurer vos futures responsabilités. Votre curiosité pour les affaires internationales sera bien sûr un atout supplémentaire de poids.

Dans un deuxième temps, de nombreuses possibilités d'évolution seront à saisir au sein de nos différentes Directions Opérationnelles.

Merci d'adresser lettre de motivation + CV sous référence M/1405 à Alain Chanel, Département Recrutement d'EDF-GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

MEDIA-SYSTEM

9ème Groupe Français d'Audit et de Conseil, membre de Spicer and Oppenheim International, 12ème réseau mondial de consulting, notre croissance nous amène à rechercher plusieurs

DIRECTEURS DE MISSION

Diplômés d'une Grande Ecole de Gestion (ou équivalent), vous avez au moins 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit, et pour l'un d'entre vous, une expérience du secteur bancaire.

Notre volonté : vous proposer à terme la possibilité d'être associé si nos valeurs concordent.

Notre projet : *développer nos compétences dans des secteurs d'activité spécifiques grâce à une stratégie de niches technologiques.*

Nos valeurs : indépendance, professionnalisme, tolérance et rigueur, humour et efficacité.

Adressez CV, lettre et photo, en précisant la réf. LMDM05, à Isabelle Roux, CALAN RAMOLINO ET ASSOCIES, 2 rue Paul Cézanne, 75008 PARIS.

GROUPE CALAN RAMOLINO ET ASSOCIÉS
MEMBRE DE SPICER & OPPENHEIM INTERNATIONAL

alliance RH

Débutez dans la fonction Personnel...

Jeune Chargé d'Etudes

ESC, Maîtrise de Gestion ou équiv. — PARIS

Cet important groupe français de Communication (8 500 personnes) recherche pour sa DPRH un jeune Chargé d'Etudes. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion (ou équivalent) et désireux de faire carrière dans la fonction Personnel, le candidat retenu se verra, dans un premier temps, confier des études demandées par la hiérarchie : bilan social, tableau de bord, situation des effectifs, etc... De réelles perspectives de carrière sont offertes à un candidat de valeur. Rémunération attractive.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 5759 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION l'homme et l'entreprise

ODA
APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiale d' HAVAS et de COGECOM, l' ODA est la régie publicitaire des annuaires de FRANCE TELECOM (les pages jaunes, l'annuaire électronique, l'annuaire professionnels à professionnels - PAP-) 3,5 milliards de CA et 1 million d'annonces réalisés, 420 000 clients sont des illustrations concrètes de la performance ODA et de l'importance du contrôle de gestion.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION H/F

VOTRE MISSION :
- élaborer les budgets en relation avec les directions,
- réaliser les tableaux de bord mensuels
- tenir à jour les prévisions et proposer des recommandations,
- effectuer les études économiques appropriées,
- contrôler les engagements de dépenses et de personnel.

VOTRE PROFIL :
De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), le DECS et une première expérience du contrôle de gestion sont des atouts supplémentaires. Vous vous intégrez au sein d'une équipe motivée. Rigueur, dynamisme et sens des contacts sont des qualités indispensables.

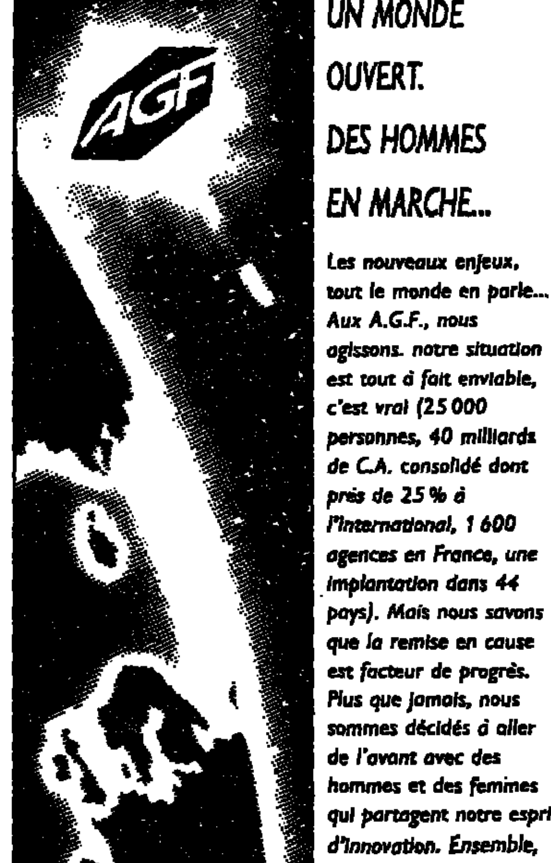
Nombreuses perspectives d'évolution pour un candidat de valeur. A l'ODA vous signez votre réussite.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. AB/CG à



ODA
Evelyne MALACH
7 av. de la Cristallerie
92310 SEVRES

LE PREMIER MOYEN DE SE FAIRE UN NOM



UN MONDE OUVERT.
DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidé dont près de 25 % à l'International, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Ecole de commerce ou d'ingénieurs OPTEZ POUR L'INTERNATIONAL !

*Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, débutant ou courte expérience, vous souhaitez évoluer dans un contexte international.
Saisissez l'une des trois opportunités que vous propose notre Direction Outre-Mer Etranger.*

Contrôleur de gestion

Vous aurez pour mission de prévoir et d'analyser les résultats d'exploitation à l'étranger, de concevoir et de mettre en place les nouveaux systèmes d'informations et les stratégies ; d'autre part, vous interviendrez en tant que Conseil auprès de nos filiales. (réf. M32)

Chargé de mission

Vous aurez à étudier et à préparer les options sur lesquelles la Direction se basera pour orienter la stratégie de développement de ses activités par croissance interne ou externe. (réf. M33)

Adjoint au responsable du Département Comptable et Financier

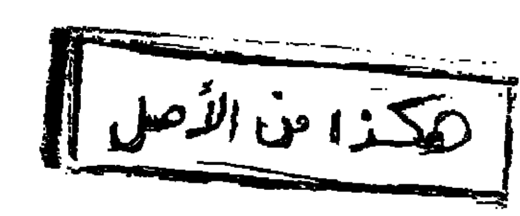
Vous contribuerez à l'élaboration de la consolidation et analyserez les comptes des filiales à l'étranger. (réf. M34)

*Ces trois postes impliquent des déplacements à l'étranger, une maîtrise parfaite de l'anglais et si possible d'une autre langue, un goût prononcé pour la micro-informatique.
Après 2-3 ans au Siège, ces fonctions évolueront vers la prise de responsabilités managériales dans une de nos filiales à l'étranger.*

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature en précisant la référence (lettre, CV, rémunération souhaitée) au Département Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.



AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE

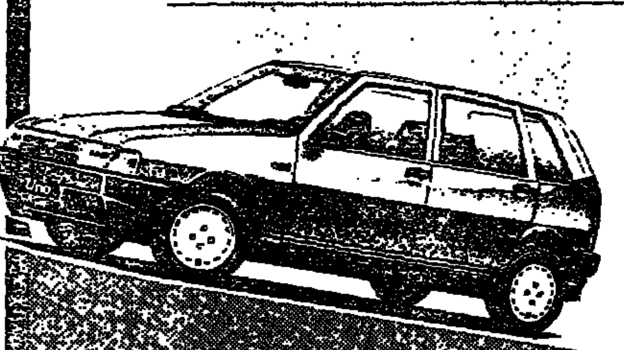


هكذا من الأصل

Le Monde de la Gestion

CONSEILLERS DE GESTION REGIONAUX :

CHEZ FIAT, METTEZ A PROFIT VOTRE GOUT DU CONSEIL



A 30 ans minimum, de formation supérieure en gestion/comptabilité (DECS ou équivalent), vous avez acquis une parfaite maîtrise des **techniques de gestion financière,** au sein de PME/PMI, de cabinet d'expertise ou d'audit.
Aujourd'hui, vous souhaitez développer votre domaine de compétences en y intégrant une **dimension de conseil.**

Face à notre développement, nous créons de nouveaux postes et nous vous proposons une mission primordiale auprès de nos concessionnaires :
- en faisant appliquer la politique de gestion préconisée par notre société,
- en les conseillant et en les aidant dans la gestion de leur entreprise (analyse des résultats, bilan, élaboration des budgets, projets d'investissements, incidents et risques financiers).
- en participant à la recherche et au choix des futurs concessionnaires,

vous contribuerez à la santé financière et économique de notre réseau, élément essentiel de notre réussite.
Organisé, rigoureux et mobile, avec de réelles qualités de négociateur, votre réussite vous permettra d'évoluer dans la fonction ou dans une activité commerciale au sein de la filiale ou du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CGR/M à FIAT AUTO FRANCE S.A., Direction du Personnel et de l'Organisation, 80-82 quai Michelet, 92532 Levallois-Perret Cedex.

MEDIA-SYSTEM

FIAT



JEAN PATOU PARFUMEUR



LACOSTE PARFUMS

recherchent

contrôleur de gestion

Il participera à l'amélioration des procédures de gestion, de reporting et de contrôle interne. Il élaborera les plans et budgets annuels et analysera les écarts. Il préparera et suivra les différents tableaux de bord. Il s'assurera de la fiabilité des données en matière de prix de revient, coûts, marges, etc. Enfin il effectuera des études ponctuelles, notamment en matière de financements et d'investissements.

Ce poste évolutif dans le cadre du Groupe, conviendrait à un DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (type ESC ou IEP) + si possible DECS, parlant l'ANGLAIS. Il aura environ 28 ans et possèdera une expérience de 2 à 3 ans en Audit ou en Contrôle de Gestion, acquise de préférence dans une entreprise à vocation internationale. Il sera un utilisateur averti de l'informatique.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3839 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC ◆ FORCE ◆ 5 ◆

GENERALE SUCRIERE SOL · SAINT LOUIS
La firme Olympique

cherche pour un établissement de 430 personnes, situé à 120 km de Paris près autoroute.

Responsable du Personnel et des Relations Sociales

En prise directe avec le Directeur d'Etablissement, et animant une équipe d'environ 20 personnes, il a en charge les relations sociales, la communication et la formation, *l'administration du personnel et les services généraux, et assiste le Directeur d'établissement dans les relations avec les partenaires sociaux.*

Par la mise en place du projet d'établissement, *le développement des actions de* communication et de participation du personnel. *il est le garant de l'évolution* stratégique des mentalités.

De formation BAC + 4, une expérience de 3 à 5 ans dans une **Direction des Ressources Humaines** lui a permis de développer son sens du terrain et son aptitude aux *négociations sociales.*

Son rayonnement personnel, *sa ténacité et son désir de participer activement et* de manière autonome *et dynamique à une politique de progrès ambitieuse seront* des critères essentiels de choix.

La taille du groupe offre des possibilités d'évolution.

Les candidatures seront traitées en toute discrétion *par notre conseil.*

Merci d'adresser *lettre manuscrite*, photo, C.V., avec indication de la rémunération actuelle *sous référence 2701 à Ourlin Conseils* B.P. 10 92162 ANTONY CEDEX.



A&J Ourlin Conseils

Groupe publicitaire leader sur son marché, en expansion de 30 %, filiale du premier groupe européen de publicité, recrute pour étoffer sa structure.

2 CONTROLEURS DE GESTION

EXPERIMENTE | DEBUTANT

Grandes écoles - HEC, ESSEC, ESCP, SUP DE CO...

Rattachés au Responsable du Département, vous connaissez la micro-informatique et pratiquez l'anglais. Nous vous confierons les missions suivantes :

Avec votre PREMIERE EXPERIENCE d'environ 2 ans, vous serez chargé du reporting de la *maison-mère en liaison avec les différentes Directions des centres de profits et de frais.* Vous assurerez, également, le suivi des réalisations, les analyses budgétaires, l'élaboration des budgets et des missions ponctuelles (rentabilité, investissements...). Réf. EM9

JEUNE DEBUTANT, vous prendrez en charge le reporting de nos filiales France et étranger, l'élaboration et le suivi de leurs *comptes de résultat, la préparation des* budgets. *Vous assurerez, parallèlement,* une mission d'organisation et d'optimisation du service contrôle achats et la réalisation de missions ponctuelles (médias, clients...). Réf.DM7

Si, comme nous, vous êtes dynamiques, motivés, *désireux d'apporter votre enthousiasme à notre* entreprise très évolutive, merci de transmettre votre candidature à Jean-Marc Attali, *Média-System,* 6, impasse des Deux Cousins, *75849 Paris Cedex 17,* en précisant la référence ci-dessus.

MEDIA-SYSTEM

CONTROLEUR DE GESTION

Maîtres d'œuvre de grands projets spatiaux, AEROSPATIALE est un des plus grands groupes européens.
Pour faire face à son développement, nous recherchons un

Directement rattaché au Chargé de Mission de la Direction des Programmes Espace et dans le cadre du contrôle de Gestion décentralisé il devra notamment :
- Définir les besoins en nature de SYSTEME D'INFORMATION.
- Mettre en œuvre les TABLEAUX DE BORD.
- Animer le processus de CONTROLE BUDGETAIRE.
- Mettre sur pied les différents PLANS.
- Effectuer des AUDITS.

Outre une quinzaine d'années d'expérience, le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure Ecole de Commerce ou de Gestion et justifier d'une expérience acquise au sein d'une grande entreprise ou d'un cabinet spécialisé.
La pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. CG/LM au Service du Personnel - AEROSPATIALE - BP 2 - Route de Verneuil - 78133 LES MUREAUX Cedex.

aerospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

---

financial controller

FILIALE SOCIETE US — PARIS

Nous sommes une des filiales françaises d'un **grand groupe international US. Nos services** sont variés et réputés auprès d'une clientèle particulièrement fidèle.

Vous serez rattaché à notre Directeur Financier Europe *mais vous aurez également à rapporter à notre* Directeur Général France.

Vous superviserez une petite équipe et couvrirez les missions classiques liées à la fonction : comptabilité, trésorerie, reporting, bilan, fiscal, juridique, etc. Vous exercerez parallèlement les activités liées au contrôle de gestion de l'entreprise.

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis, au cours d'une *première expérience;* la *maîtrise de la technique financière et comptable* et la qualité pour être un **Interlocuteur actif** et *écouté de notre* **direction générale** *ainsi que de notre* **direction** ***européenne.***

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (CV et prétentions) sous réf. FC 10 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN
à l'écoute des talents

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

De l'audit au contrôle de gestion

Leader national de l'Aménagement d'Espaces, nous appartenons à l'un des tout premiers Groupes de Services et réalisons un CA de 600 MF.

Notre activité s'appuie sur une structure très décentralisée : 50 centres de profit regroupant près de 1 400 salariés. Leur gestion et leur coordination comptables sont assurées par des règles et systèmes communs.

Très opérationnel dans vos missions, vous vous assurez du respect des méthodes de gestion, contrôlez le bon fonctionnement des procédures et outils mis en place.

Rattaché à la Direction Générale, vous menez votre action en collaboration étroite avec les Directeurs d'Unités et leurs Responsables Administratifs et Comptables. Ensuite - et à court terme - vous évoluerez dans notre Groupe vers le Contrôle de Gestion.

Diplômé(e) d'une ESC (avec DECS) vous êtes dans un cabinet d'audit, anglo-saxon de préférence, depuis 2 ou 3 ans. Vous y avez acquis technicité, rigueur d'analyse et pratique de l'organisation. Vous souhaitez maintenant les valoriser concrètement, en entreprise : venez nous rejoindre, nous saurons vous aménager l'espace dont votre potentiel a besoin.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous la référence BAI 551 M à SOURCES, 108 rue Saint Honoré, 75001 PARIS.

AUDITEUR INTERNE

Leader Mondial du Machinisme Agricole recherche **AUDITEUR INTERNE**

pour la vérification comptable et opérationnelle de ses *filiales en Europe.*

Diplômé(e) Grandes Ecoles de Commerce - option Gestion, débutant(e). Anglais courant, allemand ou espagnol souhaitable.

Le poste est basé à MANNHEIM (R.F.A.).
L'auditeur évolue au sein d'une petite équipe internationale et acquiert une expérience de grande valeur permettant une évolution de carrière rapide au sein du groupe, particulièrement en France.

Adressez C.V., photo et prétentions à J.-F. Fauchère **JOHN DEERE**, *Division Marketing*, BP 219 - 45144 SAINT JEAN *DE LA RUELLE Cedex.*



ORC

Filiale française d'un groupe bancaire international de premier plan, nous avons développé depuis 5 années une activité de gestion de capitaux et recherchons un

GESTIONNAIRE D'OPCVM OBLIGATAIRES FRANCS

Responsable de la gestion de plusieurs SICAV et FCP existants, il s'attachera avec l'aide d'une équipe de 2 personnes à gérer et étendre cette activité. Possibilité d'évolution au sein d'une équipe en développement.

A 30 ans environ vous avez une *formation supérieure* et *une expérience de quelques années dans ce domaine* au sein d'une banque ou d'une société de bourse. Vous connaissez en outre le montage d'OPCVM et les relations avec le back-office et les sous-traitants éventuels.

Vous parlez anglais et/ou allemand.

Merci d'envoyer lettre de candidature avec Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence 58.346, à : **PUBLICITE ROGER BLEY** - 101, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.





recherche :

un responsable technique

formation BAC + 5 en gestion option finances

Profil :
Ce poste conviendrait à un professionnel ayant 2 à 5 ans d'expérience dans la Banque ou l'Assurance.

Mission :
Vous serez chargé de la conception et de la réalisation de produits d'Assurance-vie : RETRAITE - EPARGNE

Lieu de travail : CHARTRES

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous réf. RT/14 à **GROUPE AZUR** Direction des Ressources Humaines 7, avenue Marcel Proust 28032 CHARTRES.

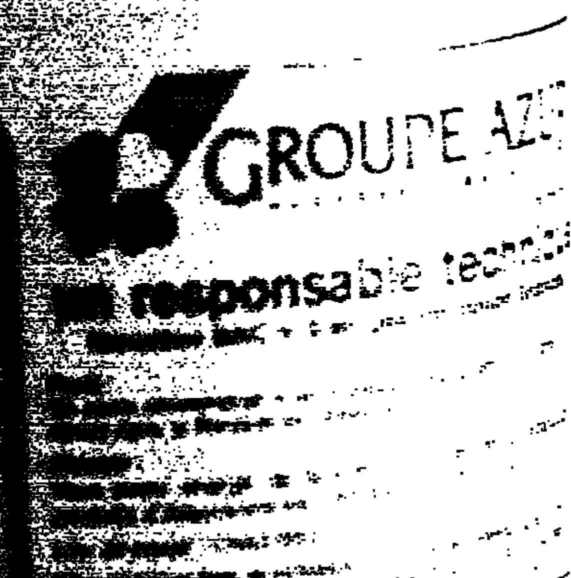
REPRODUCTION INTERDITE

contrôleur de gestion

CONTROLEURS DE GESTION

DEBUTANT

De l'audit au contrôle de gestion



Le Monde de la Gestion



Bien acheter pour bien revendre.

Nous recherchons pour notre SERVICE ACHATS SUPPORT AUX VENTES situé à PARIS LA DEFENSE

DEUX INGENIEURS D'ACHATS

PROFIL : Diplômé(e)s Grandes Ecoles de Commerce, Maîtrise de Gestion, IEP (Ecofi), justifiant de 2 à 3 ans d'expérience des achats chez un constructeur, une SSII ou un grand utilisateur de services et produits informatiques; à l'aise dans les systèmes individuels de gestion (PC, PS...).

ACTIVITES : rechercher et négocier des matériels, logiciels et développements informatiques revendus dans le cadre d'une offre globale; coordonner les actions fournisseurs. Déplacements fréquents France - étranger. De larges perspectives de carrière sont ouvertes aux éléments de valeur.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous référence ACH 02 à : IBM France. Département Recrutement, 5, place Vendôme - 75001 PARIS. Nous vous garantissons la plus grande discrétion. Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM

CONSENSUS

Groupe MERCK
Multinationale Allemande
CA 12 Milliards FF
60 % Chimie
40 % Pharmacie
22 000 personnes

Avec un CA de 705 MF et plus de 600 personnes, nous sommes l'une des principales filiales du groupe MERCK et notre développement s'appuie sur une gestion rigoureuse et des produits de forte notoriété.

Nous recherchons pour notre Siège situé à Nogent S/Marne (94)

1 ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché à notre Contrôleur de Gestion Pharmacie, vous avez pour mission d'assister les directions opérationnelles dans leur gestion :
- vous élaborez les standards industriels prévisionnels,
- vous analysez les écarts,
- vous valorisez les stocks...

De formation supérieure en gestion, vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience. Vos qualités de rigueur, de négociation seront vos atouts pour réussir dans ce rôle de conseil et d'aide à la décision. Vous êtes familiarisé avec la micro-informatique et vous maîtrisez l'anglais ou l'allemand.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 019/LM aux Laboratoires MERCK-CLEVENOT - Service Recrutement - 5/9, rue Anquetil 94736 NOGENT-SUR-MARNE.

MERCK Laboratoires MERCK CLEVENOT

LEVI-TOURNAY/ASRCOM

EXXON CHEMICAL

EXXON CHEMICAL FRANCE (1300 personnes dont 350 ingénieurs et cadres) recherche pour son site industriel en Normandie un jeune collaborateur.

JEUNE SUP DE CO H/F

Option finance/comptabilité ATTIRE PAR L'INFORMATIQUE DE GESTION

Au sein du Service Comptabilité, il participera, dans le cadre d'importants projets d'informatisation, à la mise en place d'applications comptables et de gestion. Il assurera l'interface entre la comptabilité et le service informatique pour l'ensemble de ces applications et prendra la responsabilité de la comptabilité analytique ainsi que de la gestion des immobilisations. A moyen terme, il pourra évoluer en prenant des responsabilités élargies dans des activités comptabilité/audit/gestion ou vers d'autres fonctions au sein du Groupe EXXON CHEMICAL.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé ESC ayant de solides bases comptables, attiré par l'informatique et maîtrisant parfaitement l'anglais. Il est débutant ou justifie d'une première expérience qui lui a permis de développer et d'utiliser des outils informatiques comptables.

Le poste est situé à Notre-Dame-de-Gravenchon, entre Rouen et Le Havre, et comporte des déplacements à notre siège social à La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous réf.EX/M7 à :

PARIS
LILLE
LYON
NANCY

mjc michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MEDIA-SYSTEM

SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

Responsable Comptabilités

DECS

Vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la comptabilité acquise en entreprise si possible dans une banque ou dans une société financière ou en cabinet.

Venez intégrer notre société financière UGCM, spécialisée dans le crédit à la consommation pour prendre en charge la comptabilité générale, la comptabilité analytique, la trésorerie et le contrôle de gestion.

Vous serez aidé par une équipe de 5 à 6 personnes et rattaché directement au Directeur Général.

Possibilité d'évoluer à moyen terme au sein du Groupe GMF.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions GROUPE GMF DRHG, 2 rue Henri Rochefort 75017 PARIS.

GROUPE GMF

PUTEAUX - LA DÉFENSE

AGENCE MAILLE

Directeur financier et comptable

Ce groupe tertiaire de haute technologie pèsera très prochainement 1 milliard de Francs de C.A. Implantées en France et à l'étranger, ses filiales connaissent une expansion très importante qui confère à ce groupe une dynamique toute particulière. Les opérations de croissance externe par acquisition/fusion, le développement du chiffre d'affaires et des marchés exigent en permanence une adaptation des méthodes et des procédures comptables ainsi qu'une consolidation extrêmement rigoureuse et fiable.

La supervision de la comptabilité Holding, mais aussi les comptabilités générales et analytiques de toutes les filiales, la trésorerie, la fiscalité font partie de votre mission.

L'importance des services à encadrer et à animer (30 personnes) exige de vous des qualités indispensables de management. Vous aimez organiser, agir, décider dans un contexte aussi évolutif, vous ne pourrez être déçu.

Avec une formation de niveau expertise comptable, une excellente culture informatique, une expérience professionnelle d'au moins 8 ans, idéalement en cabinet d'audit et en direction comptable : vous donnerez à ce poste la dimension internationale qui s'impose et l'importance stratégique qui en résulte.

Christian BLEU traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf 2366 M - ARGOS LILLE 1001, avenue de la République - 59701 MARCQ-EN-BAROEUL.

Membre de Syntec



Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Responsable comptabilité siège Européen.

Basé à Paris, vous serez responsable de l'ensemble de la comptabilité du Siège incluant la comptabilité générale et fournisseurs ainsi que l'administration de la paye.

Vous serez responsable d'une équipe de 6 personnes.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation supérieure (ESC Option Finances) complétée par un DECS. Votre expérience de 3 à 5 ans vous a permis de bien connaître les systèmes d'information comptable dans un environnement anglo-saxon (cabinet d'audit ou entreprise) et d'avoir une bonne maîtrise des outils informatiques. Vous êtes parfaitement bilingue anglais/français. Ce poste est évolutif.

Notre conseil étudiera confidentiellement votre candidature adressée sous réf.M/95 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Apple

MEDIA-SYSTEM

Jeune ESC... Pourquoi pas une responsabilité administrative et financière ? H/F

La Société, filiales comprises, représente un effectif de 200 personnes pour un CA de 2 milliards de francs. Elle est elle-même filiale d'un des plus importants groupes privés Français.

Sa croissance est forte grâce, entre autre, à l'acquisition de sociétés filialisées. Sa Division Régionale Sud-Ouest (Centre de Profit) vient ainsi d'acquérir plusieurs filiales. Nous recherchons celui qui, auprès du Directeur de la Division, assurera leur suivi et leur contrôle au plan de la gestion.

Dans le cadre de la Division et en relation avec la Direction Financière du siège, il définit et met en place les outils de gestion (procédures, méthodes, systèmes...), consolide les résultats, assure le contrôle de gestion (tableaux de bord...) et le reporting, apporte conseil et assistance...

Quant à vous, jeune, doté d'une formation supérieure (ESC, Gestion...) débutant ou bénéficiant d'une première expérience en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez vivre une responsabilité valorisante sur le plan technique et humain, pouvant vous permettre ensuite une intéressante évolution au sein d'un groupe de dimension internationale.

Le poste se situe à Bordeaux.

Merci d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. MTB 553 M qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

MARSEILLE

La Banque Populaire Provençale et Corse

recherche son

CONTRÔLEUR DE GESTION

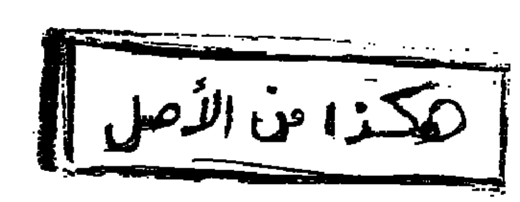
Basé au Siège Social à Marseille.

30/35 ans environ, de formation supérieure (Ecole de Commerce, DESS,...), une solide expérience bancaire dans la fonction constituera un atout supplémentaire pour être opérationnel rapidement.
De plus, grâce à un fort développement, nous pourrons offrir des possibilités d'évolution à ce cadre volontaire, dynamique et performant.

Merci d'adresser votre demande manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à :
BPPC - DRH
245, Bd Michelet. 13009 Marseille.
Réponse et discrétion assurées.



MEDIA-SYSTEM



MARCHÉS FINANCIERS

Dans le cadre de la négociation du GATT

Les patrons européens du textile se plaignent de n'être pas assez bien défendus

Avant la réunion du groupe « textile » du GATT, du 14 au 17 mai à Genève, Mme Carla Hills, représentante spéciale du président américain pour le commerce extérieur, a réaffirmé la position américaine. Par ailleurs, les patrons européens multiplient les manifestations de mauvaise humeur à l'encontre des négociateurs de la CEE sur ce dossier.

« Nous pensons que nous pouvons utiliser l'Uruguay round pour créer des conditions qui permettent la compétitivité de vos industries sur le plan national et international » : c'est ainsi que Mme Carla Hills a conclu, vendredi 11 mai, à Scottsdale (Arizona) son intervention devant l'assemblée générale de l'ATMI (American Textile Manufacturers Institute) qui rassemble les patrons américains du textile. Mme Hills a rappelé la position américaine sur les conditions d'intégration du textile dans le GATT. Elle a réaffirmé la nécessité de prévoir une période transitoire au cours de laquelle pourrait être institué un système de quota global par produits et par pays.

« Nous estimons essentiel que les entreprises américaines disposent du temps nécessaire pour s'adapter à un nouvel environnement et améliorer leur compétitivité internationale », a expliqué la représentante du président Bush face à des patrons américains qui ont obtenu le soutien de plus de deux cents parlementaires pour leur *Textile Bill*. Plutôt protectionniste, ce texte prévoit notamment que la hausse des importations dans le secteur du textile-habillement serait limitée à 1 % par an.

Les patrons européens aimeraient bien que leurs négociateurs montrent autant de sollicitude à leur égard. Inquiets à la perspective de quelques réunions internationales dont le sommet des Sept, à Houston en juillet prochain, où ils craignent que le sort du textile-habillement ne soit réglé à l'occasion d'un grand marchandage politique, les patrons français notamment ont décidé de faire monter la pression.

Ils s'insurgent, en particulier, contre le non-remplacement de M. Alexander Schaub, directeur de l'industrie à Bruxelles, dont le successeur n'a toujours pas été nommé à ce poste qui supervise la négociation textile. *« Cela augure mal de la méthode de négociation lorsqu'on n'arrive pas à remplacer le négociateur principal ! »*, tempête M. Louis-Charles Bary, président de l'UIT (Union des industries textiles) qui menace d'organiser une *« action spectaculaire »* à l'automne si les responsables communautaires ne montrent pas plus de détermination. Il pourrait bien être suivi par l'ELTAC, présidée par M. Julien Charlier, le président de DMC. A l'occasion de la réunion de son conseil d'administration, le 18 mai à Bruxelles, cet organisme qui réunit les grands groupes européens du textile pourrait à son tour donner de la voix.

FRANCOISE CHIROT

□ **DG Bank : la police ouest-allemande croit à des agissements criminels.** – La police judiciaire ouest-allemande (BKA) suspecte quatre employés de la DG Bank d'avoir détourné des fonds à l'occasion de transactions sur titres réalisées par l'établissement avec des banques françaises, et, peut-être d'autres banques, selon un communiqué publié en fin de semaine. Vendredi 11 mai, l'ancien chef cambiste de la DG Bank, M. Friedrich Steil, arrêté la veille, a été mis en détention préventive, sur décision du procureur ouest-allemand. En prison, M. Steil a rejoint trois de ses collègues qui avaient été eux-mêmes arrêtés peu de temps auparavant (*le Monde* du 12 mai). *« De nouvelles informations renforcent nos soupçons selon lesquels les cambistes ont mis dans leurs poches d'importantes sommes lors des rachats de titres convenus avec les banques françaises (...) ainsi que dans d'autres cas »*, affirme le BKA.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 29 décembre 1989

	4 mai	11 mai
Valeurs franç. à rev. variable	103,5	103,3
Valeurs industrielles	103,2	103
Valeurs étrangères	92,2	93,5
Pétroles-Energie	129,5	129
Chimie	97,2	98,2
Métallurgie, mécanique	101,1	100,2
Electricité, électronique	112,2	112,1
Bâtiment et matériaux	99,1	99,3
Ind. de consom. non alim.	96,8	97,3
Agro-alimentaire	98,6	99
Distribution	89,9	90
Transports, loisirs, services	114,2	114,4
Assurances	95	94,5
Crédit banque	113,1	113,3
Sicomi	98,6	98,9
Immobilier et foncier	99,3	98,3
Investissement et portefeuille	100,8	100,7
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	98,8	99,2
Emprunts d'Etat	99,5	99,8
Emprunts garantis et assimilés	98,4	99,2
Sociétés	98,2	98,9
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 754,8	4 745,6
Valeurs étrangères	4 313,1	4 373,9
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	688,2	684,9
Valeurs étrangères	576,2	584,3
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	114,1	114,6
Emprunt d'Etat	94,5	94,8
Emprunts garantis et assimilés	113,4	114,3
Sociétés	113,2	114

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

	4 mai	11 mai
Indice général	558,9	554,8
Produits de base	416,6	414
Construction	550,5	555,7
Biens d'équipement	387,9	384,3
Biens de consom. durables	600,8	590,2
Biens de consom. non durables	678,1	674,8
Biens de consom. alim.	845,4	846,3
Services	570,7	572,4
Sociétés financières	625	615,7
Sociétés de la zone franç. exploitant principalement à l'étranger	540,7	539,1
Valeurs industrielles	535,4	533,2

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

	4 mai	11 mai
Indice général	346,1	348,9

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	3 mai 1990
Total actif	695 280
dont	
Or	196 608
Disponibilités à vue à l'étranger	97 301
Ecus	50 877
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 981
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	56 664
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	27 834
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	430
Effets privés	155 691
Effets en cours de recouvrement	35 220
Total passif	695 280
dont	
Billets en circulation	243 570
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	80 295
Compte courant du Trésor public	35 323
Reprises de liquidités	16 400
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 213
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	51 233
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	225 916

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opérations sur appel d'offres .... 9,50 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours .... 10,25 %
- *Taux des avances sur titres* ... 12 %

FRANCFORT

Initiation à la Bourse de l'Est

Les Bourses ouest-allemandes, Francfort en tête, ont décidé d'offrir leurs services aux pays de l'Est qui souhaitent créer leur propre Bourse des valeurs. Dans ce contexte, elles ont invité les 14 et 15 mai, tous frais payés, soixante-dix hauts responsables de neuf pays de l'Est à un séminaire d'initiation au monde boursier. C'est la première fois qu'une place financière occidentale prend une telle initiative.

Actuellement, seuls deux pays de l'Est ont ouvert ou sont sur le point d'ouvrir une Bourse : la Yougoslavie, depuis l'année dernière, et la Hongrie, où un tel marché doit ouvrir le 21 juin à Budapest. Toutefois, beaucoup d'autres pays se montrent très intéressés par la création d'une Bourse, l'URSS notamment. Parmi les soixante-dix participants au séminaire de la Bourse de Francfort, on trouve vingt et un représentants de ministères des finances et dix-sept représentants de banques centrales. Les pays les plus représentés sont la RDA, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Hongrie.

« Nous avons été dépassés par l'intérêt suscité. Au départ, nous ne comptions que sur trente participants », a commenté M. Ruediger von Rosen, le directeur du Groupe de travail des Bourses allemandes (ADW), qui a initié le projet.

TOKYO, 10 mai ↑

Hausse de 1,68 %

La Bourse de Tokyo était en forte hausse lundi, grâce au raffermissement du yen et aux perspectives d'une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'indice Nikkei enregistrait une progression de 530,51 yens, soit 1,68 %, à 32 042,65, après avoir gagné 531,88 points au cours de la séance de vendredi. Le volume de transactions observé à la mi-journée était de quelque 450 millions de titres, contre 320 millions vendredi en milieu de journée. Pour l'ensemble de la journée, les échanges ont porté sur 800 millions d'actions. On comptait plus de quatre hausses pour une baisse. Cette progression confirme le regain d'optimisme observé sur la place japonaise depuis que le yen se redresse face au dollar. La semaine dernière, dopé par cette fermeté monétaire, l'indice Nikkéi s'est apprécié de 4,4 %.

VALEURS	Cours du 11 mai	Cours du 14 mai
Akai	1 000	1 030
Bridgestone	1 480	1 510
Canon	1 770	1 760
Fuji Bank	2 780	2 860
Honda Motors	1 830	1 830
Matsushita Electric	2 250	2 230
Mitsubishi Heavy	979	1 010
Sony Corp.	8 710	8 680
Toyota Motors	2 440	2 480

FAITS ET RÉSULTATS

□ **German Wings a déposé son bilan.** – Le liquidateur de la compagnie aérienne German Wings a indiqué que, les négociations pour une reprise ayant échoué, le bilan allait être déposé légalement après le 14 mai, et la procédure de licenciement des trois cent cinquante salariés mise en route. Fondée il y a un peu plus d'un an, German Wings a perdu 60 millions de deutschemarks (204 millions de francs) depuis sa création.

□ **Bénéfices en hausse pour El Al.** – Le bénéfice net de la compagnie aérienne israélienne El Al a atteint 24,2 millions de dollars en 1989, en hausse de 7 % sur 1988, pour un chiffre d'affaires de 713 millions de dollars. La compagnie, qui emploie trois mille cinq cents personnes et dispose de seize appareils, compte augmenter son trafic (1,8 million de passagers en 1989) grâce au transport d'émigrants d'Europe de l'Est vers Israël.

« Le Monde - RTL Entreprises »

A partir de ce lundi 14 mai, une nouvelle émission *« Le Monde-RTL Entreprises »* sera diffusée chaque soir, du lundi au vendredi sur RTL à 22 h 15. Au cours de cette émission, une personnalité de la vie économique, financière et sociale sera interrogée. Régulièrement, cet entretien viendra compléter une enquête ou un dossier publié par notre journal, dans les pages économiques quotidiennes, dans celles de « Champs économiques » (numéro daté mardi), dans celles du supplément emploi-formation (numéro daté mercredi) ou dans celles du « Monde affaires » (numéro daté vendredi).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	429	429
Asystel	114 80	114
B.A.C.	250 50	251
B. Demachy Ass.	575	598 d
Bqe Tarneaud	190	....
B.I.C.M.	850	....
Boiron (Ly)	385	384
Boisset (Lyon)	224	....
Câbles de Lyon	3333	3349
Calberson	606	581 o
Cardif	768	....
C.D.M.E.	2279	2280
C.E.E.	350	350
C.E.G.E.P.	280 50	285
C.F.P.I.	280	280
Ciments d'Origny	725	726
C.N.I.M.	999	1000
Codetour	290	--
Comareg	356	....
Conforama	1099	1115
Creeks	410	405
DAFSA	210 50	....
Dauphin	701	700
Devanlay	1282	1298
Deville	486	495
Dolisos	165 10	....
Editions Belfond	245 50	....
Elysée Invest.	15 45	15 45
Finacor	201	....
Garonor	819	....
GFF (group.fon.f.)	432 50	435
Grand Livre	447	....
Gravograph	250	249
Guntoli	982	982
I.C.C.	285	285
IDIA	354	354
Idianova	152 60	152
I.M.S.	1249	1251
IN2	300	....
I.M.S.	1250	1248
I.P.B.M.	....	....
Loca investis.	312	....
Locamic	140	....
Matra Comm.	209	207
Métall. Minière	226	....
Molex	203 20	....
Navale-Delmas	1342	....
Olivetti Logabax	590	599
Om. Gest. Fin.	591	....
Pinault	585	....
Presbourg	96	....
Présence Assur.	444	413 o
Publ.Filipacchi	792	787
Razel	738	....
Rémy et Associés	390 20	....
Rhone-Alp Ecu (Ly.)	320	324
St-H. Matignon	268	....
S.C.G.P.M.	700	....
Segin (Li)	357	360
Select Invest (Ly)	109 70	....
S.E.P.	....	....
Seribo	557	....
S.M.T. Goupil	295	....
Sopra	206	....
Supra	230	....
TF1	329	....
Thermador H. (Ly)	345	....
Unilog	197	....
Union Fin. de Fr.	540	....
Viel et Cie	190	....
Yves St Laurent	1165	....

Marché des options négociables le 11 mai 1990

Nombre de contrats : 13 361.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier
Bouygues	640	–	–	7	–
CGE	560	70	–	–	–
Elf-Aquitaine	680	33	46	12	–
Eurotunnel SA-PLC	50	5	–	2,35	4
Euro Disneyland SC	100	9	2,50	5,50	–
Havas	637	20	–	–	–
Lafarge-Coppée	425	25,50	35	12	–
Michelin	140	7	–	7	–
Midi	1 400	24	–	82	–
Paribas	640	59,50	–	5,25	–
Pernod-Ricard	1 250	95	–	12	25
Peugeot SA	850	53,40	–	15	–
Rhône-Poulenc CI	440	–	–	10	–
Saint-Gobain	640	14	31	24	–
Source Perrier	1 600	250	–	19	40
Société générale	600	25	–	19	–
Suez Financière	520	5,20	17	42,50	–
Thomson-CSF	120	14	–	2,50	7

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 11 mai 1990

Nombre de contrats : 75 546.

COURS	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90
Dernier	103,28	103,24	103,28
Précédent	103,42	103,40	103,30

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90
103	0,60	1,44	0,33	1,20

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,54 ↑

La devise américaine a ouvert en baisse sur le marché des changes de la Bourse de Tokyo lundi 14 mai. Le dollar s'échangeait alors à 153,35 yens, en baisse de 0,80 yen par rapport au vendredi précédent. Le billet vert était en légère hausse tant à Francfort qu'à Paris où dans un marché calme, il s'échangeait à 5,54 francs contre 5,5340 au fixing de vendredi.

FRANCFORT	11 mai	14 mai
Dollar (en DM)	1,63	1,6590
TOKYO	**11 mai**	**14 mai**
Dollar (en yens)	154,15	153,35

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (14 mai) .... 10 1/16 - 10 3/16 %

New-York (11 mai) 8 3/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

	10 mai	11 mai
Valeurs françaises	102,6	
Valeurs étrangères	93	
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	554,8	554,6
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 104,56	2 091,85

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	11 mai
Industrielles	2 801,58

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	10 mai	11 mai
Industrielles	1 690,8	1 708,8
Mines d'or	227,9	227,7
Fonds d'Etat	76,35	77,05

TOKYO

	11 mai	14 mai
Nikkei Dow Jones	31 512,14	32 042,65
Indice général	2 348,14	2 390,32

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,5530	5,5560	+ 67	+ 77	+ 125	+ 145	+ 400	+ 460
$ can.	4,7239	4,7305	– 167	– 139	– 313	– 273	– 794	– 711
Yen (100)	3,6152	3,6195	+ 77	+ 90	+ 140	+ 166	+ 451	+ 508
DM	3,3726	3,3765	+ 43	+ 59	+ 78	+ 103	+ 224	+ 284
Florin	3,0163	3,0196	+ 28	+ 40	+ 53	+ 72	+ 173	+ 220
FB (100)	16,2606	16,2789	– 89	+ 11	– 122	+ 43	+ 28	+ 439
FS	3,9523	3,9573	+ 17	+ 35	+ 35	+ 64	+ 180	+ 251
L (1 000)	4,5798	4,5861	– 137	– 103	– 228	– 186	– 518	– 441
£	9,3124	9,3230	– 455	– 416	– 831	– 765	– 2361	– 2214

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 15/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2
$ Yen	6 3/4	7	7 1/8	7 1/4	7 3/16	7 5/16	7 1/4	7 3/8
DM	7 3/4	8	7 13/16	7 15/16	7 15/16	8 1/16	8 3/8	8 1/2
Florin	8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 9/16	8 11/16
F.B. (100)	10	10 5/8	9 7/8	10 1/8	9 15/16	10 3/16	9 3/4	10
F.S.	8 1/2	8 3/4	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 7/8
L (1000)	12 3/4	13 3/4	12 3/8	12 7/8	12 1/4	12 3/4	12	12 1/2
£	14 3/4	15	15	15 1/8	15 1/16	15 3/16	15 5/16	15 7/16
F franç.	9 5/8	9 7/8	9 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 7/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

Cours relevés à 10 h 13

BOURSE DU 14 MAI

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3785	C.N.E 3%	3672	3676	3676	+0 11
1055	B.N.P. T.P.	1100	1100	1100	....
1235	C.C.F. T.P.	1226	....	....	....
775	C.I.C.A (B)	845	....	....	....
1085	Cr.Lyon. T.P.	1102	....	....	....
1780	Renault T.P.	1830	1838	1838	+0 41
1880	Rhone Poul. T.P.	2000	2000	2000	....
1227	Saint Gobain T.P.	1275	1270	1270	-0 39
1243	Thomson T.P.	1200	....	....	....
945	ACCOR	900	897	897	-0 30
....	AGF Sté Centrale	1199	1187	1187	-1 00
715	Air Liquide	726	726	726	....
1380	Als.Superm.	2100	....	....	....
585	ALSPI	580	575	575	-0 86
2500	Arjom. Prioux	2630	2640	2640	+0 04
605	[illegible]	597	571	571	-4 36
1030	Aux. Entrepr.	1046	1040	1040	-0 76
510	Av. Dassault	526	525	525	-0 19
280	Axa Midi Ass.	287 50	287	287	-0 17
365	Bafip	349 90	346	346	-1 11
335	Bail-Equipem.	332	330	330	-0 60
955	Bail Investiss.	963	963	963	....
650	Bancaire	658	659	659	+0 16
680	Bazar H.-V.	725	725	725	....
380	Béghin-Say	363	366	370	+0 81
1300	Berger (M.)	1400	....	....	....
640	Bic	605	606	606	+0 17
980	B.I.P.	980	....	....	....
655	BIS	722	715	715	-0 97
425	BNP (CI)	476	470 10	470 10	-1 24
930	Bolloré Tech.	995	1001	1001	+0 60
3080	Bongrain	3346	3345	3340	-0 18
1000	Bon-Marché	1032	1035	1035	+0 29
670	Bouygues	673	670	669	-0 59
160	BP France	182 20	180 80	180 50	-1 06
835	BSN	857	860	858	+0 12
890	Canal Plus	897	915	915	+2 01
530	Cap Gem.S.	524	519	519	-0 96
3600	Carrefour	3580	3580	3580	....
155	Casino	168	168	168	....
120	Casino ADP	123 60	125	125	+1 13
1200	Castorama D.L.	1180	1161	1180	....
245	C.C.F.	260 80	262	262	+0 44
645	C.E.G.I.D.	629	615	615	-2 23
183	CCMC Ly.	181 90	....	....	....
280	Cetelem (Ny)	281	282 80	282 80	+0 73
635	C.E.P. Comm.	652	649	649	-0 46
410	Cerus	406 50	405	405	-0 37
600	Cerabati	614	616	616	+0 33
650	CFAO	652	659	659	+1 05
500	CF Im.	509	495 50	495 50	-2 70
620	CGE	624	625	625	+0 16
1720	CGI Info.	1700	1700	1700	....
1400	CGIP	1595	1600	1600	+0 33
565	CSP	616	629	630	+2 27
1190	Chargeurs S.A.	1187	1185	1181	-0 51
1620	Ciments Franç.	1670	1650	1650	-1 20
715	Club Méditer.	687	687	687	....
188	CMB Packa.	195 80	197	197	+0 25
151	Codetel	166	166	166	....
405	Coflexip	375 20	379	379	+1 01

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
840	Colas	784	785	785	+0 13
400	Cpt. Entrep.	379	372	372	-1 85
1190	Compt. Mod.	1174	1171	1171	-0 26
1350	Créd. Foncier	1400	1400	1400	....
415	Concept S.A.	400	405	405	+1 25
740	Cr Lyon.(CI)	843	835	835	-0 95
1400	Crédit Nat.	1660	1651	1651	-0 54
329	CSEE	385	390	390	+1 30
3450	Darty	3219	3180	3180	-1 37
1810	De Dietrich	1805	....	....	....
220	Dév.P.d.C.(L)	228 50	228 50	229	+0 22
320	Dév.R.Sud-Est	308	314	315	+2 27
570	DMC	610	610	610	....
4140	Docks France	4205	4205	4205	....
340	Drouot Assur.	403	405	400	-0 74
410	Casse	408 50	410	408 70	+0 05
630	Damar	851	840	843	-1 23
2080	Eaux (Gén.)	2621	2642	2636	+0 53
580	Ecco	800	800	800	....
1030	Electro-Finan.	1035	1038	1038	+0 29
365	ELS.Dassault	352 20	353 80	353 80	+0 45
645	Elf Aquitaine	681	681	688	-0 43
490	- (Certific.)	404	401	401	-0 61
1300	Epeda B.-F.	1187	....	....	....
2400	Essilor	2410	2480	2480	+2 90
1280	Essil.Int.(DP)	1240	1275	1275	+2 82
695	Esso	663	656	656	-1 06
2310	Eurafrance	2150	2170	2170	+0 93
2020	Eurocom	2240	2250	2250	+0 04
102	Eurodisneyland	105 40	106	106	+0 57
3800	Euromarché	3830	3840	3840	+0 26
1430	Europe 1	1388	1400	1400	+0 86
53	Eurotunnel	51 80	52 10	52 10	+0 58
1820	Exor	1850	....	....	....
1840	Facom	1845	1818	1818	-1 38
1440	Fichet Bauche	1400	....	....	....
186	Finextel	200	203	203	+1 50
475	Fives Lille	463	450	452	-2 38
2380	Fromageries Bel	2418	2415	2415	-0 04
1770	Gal.Lafayette	1742	1732	1732	-0 57
....	G.A.N.	2140	2155	2155	+0 28
510	Gascogne (B)	520	....	....	....
1580	Gaz et Eaux	1585	1585	1585	....
1280	Géophysique	1305	1410	1410	+2 86
645	Gerland Ly.	620	620	620	....
825	Groupe Cité	862	870	870	+0 93
1120	Gr. Victoire	950	960	960	+1 05
1480	Groupe Victoire	1400	1380	1380	-1 43
1420	GTM-Entrep.	1520	1520	1530	+0 66
1140	Guyenne-Gas.	1142	....	....	....
440	Hachette	436 50	432	437 50	+0 23
1700	Havas	642	655	654	+1 87
575	Hénin (La)	618	620	620	+0 32
1100	Hutchinson	1248	1248	1248	....
355	Imétal	368 70	365	365	-1 03
142	Ingénico	145	143	143	-1 38
5340	Inst. Mérieux	5100	5070	5070	-0 59
505	Interbail	505	510	510	+0 99

[illegible]

COMPTANT (sélection)

Obligations

[illegible]

Actions

[illegible]

Etrangères

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

SICAV (sélection) 11/5

[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/5	COURS DES BILLETS préc.	COURS DES BILLETS jour
Etats-Unis (1 usd)	5 634	....	5 900	5 900
Ecu	6 897	....	....	....
Allemagne (100 dm)	338 020	....	345 500	345 500
Belgique (100 F)	16 306	....	16 800	16 800
Pays-Bas (100 fl)	....	....	308	308
Italie (1000 lires)	4 582	....	4 850	4 850
Danemark (100 krd)	88 390	....	92	92
Gde-Bretagne (1 L)	....	....	9 750	9 750
Grèce (100 drachmes)	3 418	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	395 780	....	398	398
Suède (100 krs)	....	....	95	95
Norvège (100 k)	86 520	....	90	90
Autriche (100 sch)	48 040	....	48 800	48 800
Espagne (100 pes)	5 364	....	5 650	5 650
Portugal (100 esc)	3 801	....	4 350	4 350
Canada (1 $ can)	4 719	....	5 050	5 050
Japon (100 yens)	3 804	....	3 660	3 660

Marché libre de L'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/5
Or fin (kilo en barre)	65700	.....
Or fin (en lingot)	65900	.....
Napoléon (20fr)	400	.....
Pièce Fr (10 f)	414	.....
Pièce Suisse (20 f)	426	.....
Pièce Latine (20 f)	380	.....
Souverain	490	.....
Pièce 20 dollars	2380	.....
Pièce 10 dollars	1280	.....
Pièce 5 dollars	840	.....
Pièce 50 pesos	2520	.....
Pièce 10 florins	400	.....

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

هكذا من الأصل

Le Monde

Au conseil des ministres

Un projet de loi sur l'intéressement et la participation

Avancé de deux jours en raison du calendrier du chef de l'Etat, le conseil des ministres du lundi 14 mai devait adopter un projet de loi sur l'intéressement et la participation présenté par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail et de l'Emploi. Ce texte s'efforce de mieux encadrer l'intéressement jusqu'ici régi par une ordonnance de 1986.

Le plafond des primes distribuées au titre de l'intéressement sera abaissé de 20 % actuellement à 12 % du total des salaires bruts versés dans les entreprises appliquant un accord salarial de moins de trois ans. En l'absence d'accord salarial, il ne pourra toutefois excéder 8 %. Au plan individuel, l'intéressement ne pourra excéder 15 % de la rémunération annuelle brute d'un salarié. En revanche, les exonérations de charges sociales sur les sommes versées au titre de l'intéressement seront maintenues. Quant à la participation, actuellement obligatoire dans les entreprises de plus de cent salariés, elle le sera désormais dans celles employant plus de cinquante personnes.

La lettre du premier ministre aux personnalités invitées à la table ronde sur l'immigration

M. Rocard : « Un état d'esprit constructif et de bonne foi »

Voici le texte de la lettre adressée le 12 mai par M. Michel Rocard aux personnalités politiques invitées à participer à la table ronde du 16 mai sur l'immigration qui est la suite de la réunion organisée le 3 avril sur le racisme.

« La table ronde à laquelle je vous ai convié sur l'immigration et l'intégration doit se réunir à l'hôtel de Matignon, le 16 mai à 17 h 45.

Il ne m'a pas échappé que des invités envisageaient de subordonner leur participation à certaines conditions.

Aussi, me semble-t-il opportun de vous exprimer par cette lettre, qui sera rendue publique, le sens et l'objet de la démarche tels que je vous les propose.

Nous savons tous que la pression de flux migratoires en provenance de diverses parties du monde n'ira sans doute pas en s'allégeant.

Nous savons également que ne pas parvenir à maîtriser ces flux aurait pour conséquence de rendre impossible l'intégration harmonieuse des étrangers vivant en situation régulière sur notre territoire. Si tel était le cas, le tissu social de notre pays pourrait se déchirer à terme d'une manière grave.

Nous n'avons pas, collectivement, le droit d'en prendre le risque. Le conjurer n'est possible que si sont réunies certaines conditions. J'en vois personnellement trois.

1 – Parvenir à une unité de diagnostic.

Il doit être possible de dresser des constats précis sur les divers moyens utilisés par l'immigration clandestine, les caractéristiques et l'importance quantitative de chacun d'eux. C'est à partir d'un tel diagnostic élaboré en commun que nous pourrons, partant des mêmes données concrètes, nous interroger sur les remèdes appropriés.

2 – Affirmer une volonté d'intégration.

Quelle que soit la couleur politique de ceux qui les gèrent, un certain nombre de communes ont déjà démontré que la mobilisation active autour d'une même volonté d'intégration parvient à faire coexister sans difficultés aiguës des communautés très diverses. Des résultats très tangibles ayant été obtenus là où les problèmes semblaient naguère insurmontables, ces pratiques doivent être systématisées.

3 – Elaborer une charte minimale.

Les pays d'émigration doivent clairement connaître un certain nombre d'orientations qui sont celles de la France et non celles d'un mouvement ou d'un gouvernement, susceptibles de changer à tout instant. Ces principes pourraient être contenus dans une charte commune à toutes les forces politiques parlementaires, que chacune s'engagerait à respecter tout en gardant naturellement sa liberté pleine et entière sur tout ce qui ne figurerait pas dans une telle charte.

Je ne pense naturellement pas que ces trois objectifs, même en les supposant acceptés par tous, soient susceptibles d'être atteints en une seule réunion et je suis naturellement prêt à en provoquer autant que nécessaire.

Tel est l'état d'esprit, que je veux constructif et de bonne foi, et que j'espère commun, dans lequel j'aurai le plaisir de vous accueillir mercredi prochain.

L'importance des problèmes que nous avons à évoquer est telle que nous avons le devoir de nous élever ensemble à la hauteur de l'intérêt supérieur de la Nation. »

Cette lettre a été adressée à MM. **Yvon Briant**, président du Centre national des indépendants, **Ernest Cartigny**, président du groupe du Rassemblement démocratique et européen, Sénat, **Hervé de Charette**, président des clubs Perspectives et Réalités, **Jacques Chirac**, président du RPR, **Claude Estier**, président du groupe socialiste, Sénat, **Laurent Fabius**, président de l'Assemblée nationale, **Yves Galland**, président du parti radical, **Paul Girod**, président des adhérents directs de l'UDF, **Valéry Giscard d'Estaing**, président de l'UDF, **Daniel Hœffel**, président du groupe de l'Union centriste, Sénat, **André Lajoinie**, président du groupe communiste, Assemblée nationale, **François Léotard**, président du Parti républicain, Mme **Hélène Luc**, présidente du groupe communiste, Sénat, MM. **Marcel Lucotte**, président du groupe de l'Union des républicains et indépendants, Sénat, **Georges Marchais**, secrétaire général du PCF, **Pierre Mauroy**, premier secrétaire du PS, **Louis Mermaz**, président du groupe socialiste, Assemblée nationale, **Pierre Méhaignerie**, président du groupe de l'Union du centre, Assemblée nationale, **Charles Millon**, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, **Charles Pasqua**, président du groupe RPR au Sénat, **Alain Poher**, président du Sénat, **Bernard Pons**, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, **André Santini**, secrétaire général du Parti social-démocrate, **Emile Zuccarelli**, président du Mouvement des radicaux de gauche.

EN BREF

□ **Fausses factures de Nancy. – MM. Bouthier et Foissey remis en liberté.** M. Gérard Bouthier, ancien secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle et M. Bernard Foissey, patron d'une grande surface du meuble à Lunéville et vice-président de l'organisme consulaire, sont libres, sous contrôle judiciaire depuis vendredi après-midi 11 mai. Les deux hommes, qui font partie des vingt-cinq inculpés dans l'affaire des fausses factures de Nancy avaient été placés en détention par le juge Gilbert Thiel, les 18 et 19 décembre 1989. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy, présidée par M. Antoine Vogtensperger, a mis un terme à cette détention provisoire longue de près de cinq mois. M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul, incarcéré à la maison d'arrêt Charles-III de Nancy depuis le 15 décembre, reste, lui, maintenu en détention. MM. Bouthier et Foissey sont inculpés de corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère public et de recel d'abus de biens sociaux. – *(Corresp.)*

□ **Quatre gardiens de la paix blessés lors d'une manifestation kurde.** – Une centaine de manifestants kurdes, armés de projectiles divers, ont bombardé la façade du consulat de Turquie à Paris, boulevard Malesherbes (XVIIe), samedi 12 mai. Au cours de cette attaque surprise quelques voitures ont été endommagées, quatre gardiens de la paix ont été légèrement blessés, – l'un d'eux a dû être transporté à l'hôpital Bichat –, et cinq personnes ont été interpellées

Les fausses factures de la SAE

M. Monate promet de « tout déballer » lors de son procès

Inculpé de trafic d'influence dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est, pour avoir participé au financement du PS en sa qualité de gérant du bureau d'études Urba-Gracco, M. Gérard Monate a expliqué, dans un entretien publié par l'*Express* du 11 mai, comment il prépare son procès : *« On va tout déballer. (...) Je vais faire citer les quatre trésoriers qui se sont succédé au PS depuis 1971. Ceux du RPR aussi. Et, pourquoi pas ? ceux du PC. (...) Je ferai également venir des élus. Ceux que j'ai aidés, en leur payant des salles de meeting, des travaux d'imprimerie, voire des « gros bras ». Mais aussi ceux que nous avons eus comme clients, dans des marchés publics ».*

M. Monate, qui doit comparaître en correctionnelle, ajoute qu'il ne veut pas *d'« un enterrement de première classe »* de cette affaire des fausses factures dans laquelle la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a prononcé le non-lieu ou l'amnistie pour vingt-sept hommes politiques et industriels (*le Monde* du 4 mai). M. Monate affirme que depuis un an, et à la suite de cette affaire, le président de la République ne veut plus le voir : *« Pour Mitterrand, j'ai le sida »*, dit-il, en précisant qu'*« il n'y a plus guère que chez Rocard que l'on me reçoive encore »*.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Licenciée !

VOUS pouvez pas savoir ce qui m'arrive ! Ou plutôt ce qui est arrivé vendredi dernier rue Falguière dans mon courrier : ma carte d'inscription à l'ANPE. Stupéfaite, inquiète, je dégringole à la rédac'chef : Qu'est-ce que ça veut dire ? Même mon petit bocal, vous le trouvez encore trop grand pour moi et vous voulez me jeter, c'est ça ? J'aurais dû m'en douter. Depuis qu'on est installés ici, vous m'évitez, vous me battez froid, vous...

Ils plongent le nez dans leurs papiers, ils se mettent à pianoter fébrilement sur leurs claviers, et je les vois échanger des regards excédés, sournois : Arrête de japper comme ça, et va faire ta crotte dans ton coin, sinon c'est pas à l'ANPE que ça va se terminer, c'est à la SPA.

Là-dessus, qu'est-ce que je reçois, ce matin même : une demande d'allocation chômage à remplir par le travailleur sans emploi avec tout un tas de questions, pourquoi et comment j'ai perdu mon dernier job, la date de mon licenciement et l'attestation à remplir par l'employeur à remettre au salarié avec le solde de tout compte. La panique me prend. Je fonce dans le bureau du chef en chef. Et bizarrement je trouve porte close. Je vais pour entrer. Sa secrétaire, c'est une copine, bondit de sa chaise, très gênée : Ecoute, il peut pas te recevoir, mais, si tu veux, je peux essayer de t'avoir un rendez-vous. Attends, que je regarde son carnet... Veux-tu, mercredi à... C'est assez pressé, je crois. – Pourquoi, tu dis ça ? T'es au courant ? – Oui... enfin, non... Tu devrais t'adresser à la direction des ressources humaines. C'est pas pour t'affoler, mais ils ont l'impression que les tiennes, elles sont nettement en baisse depuis quelque temps.

Ah ! les chiens ! Ils me virent ? Non, je me casse ! Je vais les appeler, moi, les mecs de l'ANPE... Rira bien qui... Ils ont ri, oui, à l'Agence. Un rire jaune. S'ils m'ont envoyé ces papelards, ainsi qu'à un certain nombre de confrères et de ministres, c'est pour attirer l'attention de l'opinion publique sur leur sort. Une histoire d'avancement au mérite. Ils sont contre. Je vais vous dire, là maintenant, moi aussi ! N'empêche, soulagée, ravie, je claironne ça dans les couloirs : C'était rien, c'était une blague. Alors eux : Une blague ? Sans blague !

Mort du peintre et écrivain mauricien Hervé Masson

Le peintre et écrivain mauricien Hervé Masson est mort dimanche 13 mai d'une hémorragie cérébrale à Paris, où il vivait depuis plus de quarante ans. Il était âgé de soixante et onze ans.

Né à l'île Maurice en 1919, Hervé Masson était l'une des grandes figures de la vie artistique, culturelle – et aussi, pendant longtemps, politique – de cette terre francophone. Frère cadet de l'écrivain Loys Masson, à qui il voue une vive admiration, il se lie d'amitié avec le plus célèbre des poètes mauriciens, Malcolm de Chazal, dont il illustre le recueil *sens plastique*, qui sera remarqué par Jean Paulhan.

A trente ans, il s'installe en France, près de Fontainebleau. C'est le temps des vaches maigres pour cet artiste lumineux, cet homme peu enclin aux concessions. En 1957, sa vie s'améliore après la signature d'un contrat avec une galerie parisienne. Militant inlassable de l'indépendance de son pays, il y retourne en 1969, puis, en désaccord avec le gouvernement de Sir Ramgoolam, il participe à la fondation en 1970, aux côtés de Paul Bérenger, du Mouvement militant mauricien (MMM). Directeur du journal du MMM, il sera emprisonné pendant dix mois en 1972. Invité d'honneur du dernier congrès du MMM, en octobre 1989, il y avait reçu un accueil émouvant après de longues années d'absence de Maurice.

Spécialiste de l'histoire des religions, Hervé Masson leur avait consacré plusieurs ouvrages, dont *le Dictionnaire initiatique* (1969), *le Diable et la possession démoniaque* (1975) et *la Gnose une et multiple* (1982). Son dernier livre *l'Homme équateur* avait été publié en 1988.

J.-P. L.

BOURSE DE PARIS
Matinée du 14 mai

Consolidation

L'entracte observé la semaine dernière semblait se poursuivre lundi matin rue Vivienne. L'indice CAC 40, après avoir ouvert en hausse de 0,34 %, revenait à – 0,03 % vers 11 heures. Du côté des hausses figuraient Midland Banque (+ 3,8 %), SDR Sud-Est (+ 3,5 %) et Essilor ADP (+ 3,4 %). En baisse, on notait Simco (- 3,1 %), Aussédat (– 2,8 %) et Navigation Mixte (– 2,7 %).

Les « tout terrain » sur l'asphalte

Etrange convergence samedi 12 mai dans la capitale : des milliers de motards, de véhicules 4 x 4 et même quelques vélos tout terrain s'étaient rassemblés au pied de la tour Eiffel pour protester *« contre le projet de Brice Lalonde »*. L'opération baptisée *« drapeau vert »* visait le projet de loi préparé par le ministre de l'environnement pour limiter les excès de la moto verte et des randonnées hors piste en véhicules tout terrain.

Personnellement interpellé, le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde s'est donc présenté en personne au cœur du rassemblement pour un bref échange avec les mordus du tout terrain. *« Vous êtes d'accord pour qu'il n'y ait plus de hors piste,* a-t-il concédé, *alors, nous pouvons discuter. »*

Motards en tête, les manifestants au *« drapeau vert »* ont ensuite sillonné les rues de la capitale en pétaradant et klaxonnant à tout va. A se trouver nombreux, ils étaient heureux et confiants. Pratiquement sûrs que le gouvernement de la concertation ne va pas prendre le risque de mécontenter le lobby de la randonnée à deux ou à quatre roues.

R. C.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13-14 mai 1990 a été tiré à 538 796 exemplaires.